





ÉLÉMENS

D'HISTOIRE GÉNÉRALE.

TOME X.

ÉLÉMENS
D'HISTOIRE
GÉNÉRALE,

PAR L'ABBÉ MILLOT,

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE;

CONTINUÉS PAR M. MILLON,

PROFESSEUR DE BELLES-LETTRES.

HISTOIRE MODERNE.

TOME VI.

A PARIS,

CHEZ L. TENRÉ, LIBRAIRE,

RUE DU PAON, N.° 1.

1821.

HISTOIRE MODERNE.

QUINZIÈME ÉPOQUE.

LIVRE PREMIER.

Depuis les traités de Paris et d'Hubersbourg, en 1763, jusqu'à la paix conclue en 1783, entre la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique.

CHAPITRE PREMIER.

Troubles de Corse et cession de cette île à la France. — Troubles de Pologne. — Confédération de Bar. — Guerre entre les Russes et les Turcs. — Campagne de 1770 et 1771. — Embarras de la Russie. — Congrès de Focszany et de Bucharest. — Campagne de 1774, et paix de Kainardgy.

Le tableau des événemens que nous allons tracer présente une des épo-

ques les plus extraordinaires et les plus intéressantes dont il soit fait mention dans les annales du monde. L'opinion publique subit une révolution extraordinaire, qui influe sur l'état social; le système politique éprouve des variations étonnantes. Des guerres, des troubles, des insurrections agitent et bouleversent les diverses nations.

Troubles de la Corse.

La première commotion se fit sentir dans l'île de Corse, qui, ne pouvant supporter la domination de la république de Gênes, dont le joug lui était devenu odieux, se souleva pour se soustraire à l'oppression qui l'accablait. Pascal Paoli, élu chef et général par les Corses, ses compatriotes, releva d'abord leur courage abattu, et fit avec succès la guerre aux Génois: il ne lui manquait plus, pour rendre libre et indépendante sa patrie, que de s'emparer de Bastia, de San-Fiorenzo, Calvi, Algagliola et Ajaccio, les seules villes qui restaient encore au pouvoir de la république de Gênes. Il y aurait sans doute réussi, sans l'intervention de la France, qui se chargea d'envoyer des troupes en

1764, non pour agir hostilement contre Paoli et les insulaires, mais pour occuper et défendre, durant un temps limité, les places dont les Génois étaient encore en possession : ceux-ci espéraient que, débarrassés du soin de garder ces mêmes places, ils pourraient aisément, avec leurs propres troupes, reconquérir tout le reste de la Corse. Mais bientôt ils virent qu'ils s'étaient flattés d'un vain espoir. Les Corses se rendent maîtres (en 1767) de l'île de Capraria, malgré les secours que les Génois y avaient fait passer. Quelque temps après, les Français jugèrent à propos d'évacuer plusieurs des places qu'ils gardaient : lorsqu'ils sortirent d'Ajaccio, ils voulurent remettre cette place au commandant des troupes Génoises; mais celui-ci refusant d'en prendre possession, sous prétexte que ces troupes n'étaient pas assez considérables pour qu'il en détachât le nombre d'hommes nécessaire à la défense de cette ville, les Français en remirent la garde au magistrat, qui y fit entrer les troupes corses. Sur ces entrefaites, ayant armé des vaisseaux en

guerre, les insulaires ne cessaient de faire des courses sur les Génois, dont ils troublaient le commerce. Convaincue alors qu'elle se consumait en vain dans une entreprise ruineuse, et qu'elle ne pourrait subjuguer la Corse, la république de Gênes prit le parti, en 1768, de céder ses droits sur cette île à la couronne de France. Par le traité de cession, cette république se réservait le droit de rentrer dans sa souveraineté de la Corse, en remboursant au roi de France les frais de l'expédition qu'il allait entreprendre, ainsi que ceux de l'entretien de ses troupes. Cette cession donna lieu à de vives réclamations de la part des Corses, qui, depuis près d'un demi-siècle, avaient proclamé et défendu leur indépendance : aussi se préparèrent-ils à faire une vigoureuse résistance. La première campagne fut à leur avantage et coûta aux Français plusieurs milliers d'hommes, outre une dépense d'environ trente millions. Loin d'être découragé par ces revers, le gouvernement français fit passer, en Corse, des renforts considérables, qui, en peu de temps, se rendirent

Cession de l'île, à la France.

maîtres de l'île. Les différentes provinces font successivement leur soumission, et l'autorité du roi de France est universellement reconnue dans l'île. Paoli et les principaux chefs des Corses, s'étant embarqués pour Livourne sur un vaisseau portant pavillon anglais, se dispersent la plupart dans les Etats voisins: Paoli se réfugie en Angleterre. Ainsi se terminèrent les troubles de Corse.

Tandis que cette île était agitée, des orages d'une nature plus grave s'élevaient sur un autre point de l'Europe. Le trône de Pologne étant devenu vacant par la mort d'Auguste III, électeur de Saxe, l'impératrice de Russie, Catherine II, tenant, par son influence, le premier rang dans le système politique du Nord, destinait ce trône à Stanislas Poniatowski, noble polonais, qui avait gagné sa faveur pendant qu'il résidait à Saint-Pétersbourg, en qualité de ministre plénipotentiaire du roi et de la république de Pologne. Dans le dessein de placer la couronne sur la tête de son favori, l'impératrice répandit l'or à pleines mains pour acheter les

Troubles de Pologne.

suffrages de la diète d'élection : en même temps, elle assembla une armée sur les confins de la Pologne, et restreignit l'éligibilité à un *piast*, c'est-à-dire à un seigneur Polonais. Ayant mis la cour de Berlin dans ses intérêts, cette princesse fit entrer plusieurs corps de troupes dans ce royaume, et réussit ainsi à faire élire pour roi son protégé.

Quoiqu'il dût son élection à Catherine II, Stanislas désirait de soustraire son pays au joug que lui avait imposé la Russie, et de corriger les défauts les plus frappans de la constitution ; défauts qui, pour les puissances étrangères, étaient un prétexte d'intervenir dans les affaires de la Pologne; mais, ni son caractère, ni ses talens ne pouvaient assurer l'exécution de cet utile dessein. Le peu de réformes qu'il fit donnèrent de l'ombrage à la cour de Saint-Pétersbourg, et contrarièrent ceux des seigneurs polonais qui voulaient perpétuer l'anarchie. Les cours de Russie et de Prusse excitèrent les mécontens et rallumèrent le feu des querelles de religion, en se déclarant les protec-

teurs des *dissidens*, à l'effet de les faire réintégrer dans les droits politiques et ecclésiastiques dont ils avaient été privés par l'intolérance du parti catholique.

On donnait alors le nom de *dissidens*, en Pologne, aux Grecs non-unis et aux protestans, tant luthériens que calvinistes; en un mot, à tous ceux qui ne professaient point la religion catholique. La Pologne, de même que la Lithuanie, renfermait, depuis long-temps, un grand nombre de Grecs qui persistaient dans le schisme, malgré les efforts continuels du clergé polonais pour les ramener à l'union de l'église romaine. Le protestantisme avait fait beaucoup de progrès dans ce pays, durant le cours du seizième siècle: les nobles attachés à ce culte avaient obtenu de jouir, ainsi que les Grecs, de toutes les prérogatives de la noblesse, et d'être admis sans distinction, tant aux assemblées de la diète qu'aux charges et dignités; la liberté du culte et la paix publique leur avaient été garanties de la manière la plus solennelle. Par la suite du temps,

les catholiques, devenus les plus forts et animés par le clergé romain, persécutèrent ceux qu'ils traitaient d'hétérodoxes. Poussés à bout, les *dissidens* profitèrent de l'influence de la Russie pour obtenir, par sa protection, le redressement de leurs griefs. Catherine II interposa ses bons offices en faveur des Grecs, tandis que les cabinets de Berlin, de Stockholm, de Londres et de Copenhague, comme garans de la paix d'Oliva, en 1660, prirent la défense des protestans. Sans avoir égard à une intercession aussi puissante, la diète de Varsovie, de l'année 1766, excitée par le clergé et la cour de Rome, confirma toutes les lois antérieures dont les puissances étrangères demandaient le renversement; elle apporta seulement quelques modifications aux règlemens relatifs à l'exercice du culte. Mécontente d'une pareille décision, la Russie insista sur une entière égalité de droits en faveur de ses protégés. Une diète extraordinaire fut alors convoquée à Varsovie; ses séances, qui commencèrent en octobre 1767, fu-

rent très-orageuses. Malgré la présence d'une armée russe, l'évêque de Cracovie et ses partisans donnèrent l'essor à toute la fougue de leur zèle, dans les discours qu'ils prononcèrent dans cette circonstance. Catherine II les fit arrêter et conduire dans l'intérieur de la Russie. On finit par nommer, dans cette diète, un comité dont les membres furent chargés de régler, de concert avec les puissances protectrices, tout ce qui concernait l'affaire des *dissidens*. Un acte rédigé en février 1768, par forme de convention entre la Russie et la Pologne, les réintégra dans tous leurs droits : les lois et les constitutions antérieures, portées à leur préjudice, furent annulées. Cet acte fut confirmé par un traité de paix et d'alliance, signé le même jour à Varsovie, entre la Russie et la Pologne; traité par lequel ces deux puissances se garantirent réciproquement la totalité de leurs possessions en Europe.

Confédération de Bar.

La conduite de la Russie et de ses partisans fit beaucoup de mécontens, qui formèrent une confédération à

Bar, en Podolie, pour la défense de la religion et de la liberté. Les confédérés avaient des étendards représentant la Vierge Marie et l'enfant Jésus: comme les croisés du moyen âge, ils portaient des croix brodées sur leurs habits, et avaient pour devise : *Vaincre ou mourir.* Ils étaient soutenus par l'Autriche, qui, conjointement avec la France et la Porte-Ottomane, leur fournit des secours en hommes, en armes et en argent. Par ce moyen, la confédération de Bar devint formidable; mais la France ne pouvant s'engager dans une guerre lointaine, l'Autriche craignit d'avoir seule à combattre contre la Russie et la Prusse; et les confédérés, incapables de lutter contre les troupes russes, furent mis en déroute.

Dans un des combats qui se livrèrent alors, les Russes avaient poursuivi les Polonais sur le territoire ottoman et incendié la petite ville de Bolta. Cette incursion fut regardée comme un acte d'hostilité par la Turquie, qui déclara la guerre à la Russie.

Catherine II fit avancer différentes armées contre les Turcs, qui, ayant été taillés en pièces, abandonnèrent leur camp, ainsi que la forteresse de Choczim : les Russes en prirent possession sans qu'il leur en coûtât une goutte de sang, et pénétrèrent ensuite dans l'intérieur des provinces de Moldavie et de Valachie. Tel fut le succès des Russes dans la campagne de 1769.

Guerre entre les Russes et les Turcs.

Celle de 1770 fut des plus brillantes pour eux : une de leurs armées remporta, aux environs du Pruth et du Kagul, deux victoires éclatantes qui les rendirent maîtres du Danube et des places d'Ismaïl, de Kilia et d'Akkerman, situées vers l'embouchure de ce fleuve. Une autre armée russe attaqua la forteresse de Bender, défendue par une nombreuse garnison turque : cette place fut emportée d'assaut, et la plus grande partie des assiégés furent passés au fil de l'épée.

Campagne de 1770.

L'impératrice de Russie ne se borna pas à combattre les Turcs sur terre; elle troubla leur commerce dans la mer Noire, les attaquant à la

fois dans les îles de l'Archipel et sur les côtes de la Grèce et de la Morée. La flotte turque fut brûlée dans la baie de Tchesmé ; désastre qui jeta la consternation dans Constantinople.

Campagne de 1771.

L'année suivante, la guerre fut continuée faiblement sur le Danube. D'un autre côté, une armée russe, commandée par le prince Dolgorouki, força les lignes de Pérékop, défendues par soixante mille Turcs et Tatars, que le Khan de la Crimée commandait en personne. Après avoir franchi cette barrière formidable, Dolgorouki se rendit maître de toute la Crimée, ainsi que de l'île de Taman, et reçut de Catherine II, en récompense de ses victoires, le nom de Krimski.

Embarras de la Russie.

Malgré ses avantages, la Russie s'épuisait : obligée de recruter ses armées que les combats et les fatigues affaiblissaient, elle sentait le besoin de la paix. Ce qui redoublait encore les embarras de Catherine II, c'est que l'Autriche qui, conjointement avec la Prusse, s'était chargée de la médiation entre la Russie et la Porte, rejetait les conditions de paix

proposées par la cour de Saint-Pétersbourg, se déclarant surtout contre l'indépendance de la Moldavie et de la Valachie, de même que contre celle des Tatars, exigée par Catherine II. L'Autriche fit plus encore: elle feignit de faire cause commune avec la Turquie, afin de forcer cette princesse à restituer toutes ses conquêtes, et à remettre les choses entre les Russes et les Turcs sur le pied du traité de Belgrade, de 1739. Une convention fut négociée dans cet esprit avec la Porte, et signée à Constantinople; mais elle ne fut point ratifiée, les dispositions de l'Autriche ayant changé à l'occasion d'un projet de démembrement de la Pologne qu'elle avait concerté avec les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg. L'impératrice de Russie consentit alors à rendre aux Turcs la Moldavie et la Valachie, à l'époque de la paix que la cour de Vienne, d'accord avec celle de Berlin, s'engageait à ménager entre la Russie et la Porte.

Congrès de Focszany et de Bucharest.

Par cet incident, l'année 1772 se passa toute entière en négociations. Une suspension d'armes ayant

été conclue entre les puissances belligérantes, un congrès s'ouvrit à Focszany, en Moldavie, et ensuite un autre à Bucharest, en Valachie. Ces deux congrès ayant été infructueux, les conférences furent rompues, et les hostilités recommencèrent en 1773. Les Russes, qui firent de vains efforts pour se porter sur la rive droite du Danube, perdirent beaucoup de monde dans les différens combats qu'ils livrèrent aux Turcs.

Campagne de 1774. Paix de Kainardgi.

L'année suivante ils eurent l'avantage, et la Porte fut forcée de demander la paix aux conditions qui lui furent imposées : le traité en fut signé dans le camp russe de Kainardgi, près de Silistrie, en Bulgarie. Par ce traité, la Porte reconnaît l'indépendance des Tatars de la Crimée, du Budziak et de Kuban : elle cède à la Russie, outre la ville et le territoire d'Azof, les deux Kabarda, les forteresses de Jénicalé et de Kertsch dans la Crimée, celle de Kinburn à l'embouchure du Niéper, avec la langue de terre qui forme le désert entre le Bog et le Niéper : ce fut sur

ce dernier terrain, que Catherine II fit construire la ville de Kerson, pour servir d'entrepôt au commerce russe du Levant. Cette princesse obtint en outre la navigation libre et illimitée pour ses vaisseaux marchands sur toutes les mers qui baignent les côtes de l'empire Ottoman: de son côté, elle rendit aux Turcs la Bessarabie, la Moldavie et la Valachie, dont elle se trouvait encore saisie.

CHAPITRE II.

Projet de partage de la Pologne.— Conventions à ce sujet entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. —Premier démembrement de la Pologne.— Constitution vicieuse de ce royaume garantie.— Révolution de Suède. — Destruction des Jésuites.

Projet de partage de la Pologne.

Les revers que la Porte éprouva dans les guerres dont nous venons de parler, influèrent d'une manière fâcheuse sur le sort de la Pologne, dont ils entraînèrent le partage. Cet événement fut amené par la médiation dont les cours de Vienne et de Prusse s'étaient chargées pour rétablir la paix entre la Russie et la Turquie. Les conditions de cette paix, dictées par Catherine II, avaient déplu à la cour de Vienne, qui, montrant même des intentions hostiles contre la cour de Saint-Pétersbourg, fit marcher des troupes pour occuper une partie de la Pologne, qu'el-

le revendiquait comme un ancien domaine du royaume de Hongrie. Le prince Henri, frère de Frédéric II, roi de Prusse, se trouvait alors à la cour de Catherine II; celle-ci lui fit entendre que, si l'Autriche avait l'intention de démembrer la Pologne, les puissances voisines de ce royaume pourraient bien imiter son exemple. Le prince Henri ayant fait part de cette ouverture au roi, son frère, celui-ci crut devoir en tirer avantage, y trouvant l'occasion favorable d'indemniser la Russie, de satisfaire l'Autriche, et d'arrondir ses propres états. A cet effet, il entame une négociation avec les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg, et déclare à la première, que, si la guerre éclatait entre l'Autriche et la Russie, il serait forcé d'y prendre part comme allié de cette dernière: il représente à Catherine II que, si elle consent à restituer à la Turquie la Moldavie et la Valachie, en prenant son indemnité dans la Pologne, elle éviterait une nouvelle guerre, et se réconcilierait avec la Porte. C'est ainsi que Frédéric II parvint à faire

agréer aux deux cours impériales un projet de démembrement de la Pologne, fondé sur de simples convenances.

Conventions entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, pour le premier partage de la Pologne.

Les trois puissances étant convenues de leurs portions respectives, signèrent, en 1772, des conventions formelles où furent arrêtées et garanties entre ces cours, les limites des pays et districts de la Pologne, qui devaient tomber en partage à chacune d'elles. En conséquence, leurs déclarations furent présentées à Varsovie; et en prenant possession des territoires qu'elles s'étaient assignés, les trois puissances publièrent des mémoires où elles prétendaient établir la légitimité de leurs droits. En vain la Pologne réclama; elle fut forcée d'adhérer à tout ce qu'on exigeait d'elle. Une diète, indiquée à Varsovie, nomma une délégation tirée du sénat et de l'ordre équestre, laquelle fut chargée de transiger avec les plénipotentiaires des puissances co-partageantes sur les projets des différens traités par lesquels les provinces déjà occupées devaient leur être formellement remises.

Ces projets ayant été ratifiés par la diète, l'Autriche eut en partage, outre les treize villes du comté de Zips, que Sigismond, roi de Hongrie, avait hypothéquées en 1412, à la Pologne, la moitié environ du palatinat de Cracovie, une partie de celui de Sandomir; le palatinat de la Russie rouge, la plus grande partie de celui de Belz, la Pocutie, et une partie de la Podolie. Les villes du comté de Zips furent incorporées de nouveau à la Hongrie, dont elles avaient été démembrées, et les autres pays furent érigés en un état particulier, sous le nom de Galicie et de Lodomérie.

Premier démembrement de la Pologne.

La Russie obtint la Livonie polonaise, la plus grande partie du palatinat de Witepsk et de celui de Polozk, tout le palatinat de Mscilaw et les deux extrémités de celui de Minsk. Catherine II en forma deux grands gouvernemens, celui de Polozk et celui de Mohilow.

Frédéric II eut en partage les districts de la Grande-Pologne, situés en deçà de la Netze, ainsi que toute la Prusse polonaise, à l'excep-

tion des villes de Dantzic et Thorn, réservées à la Pologne, qui renonçait, par son traité avec le roi de Prusse, à ses droits de domaine direct et de réversion sur la Prusse électorale, ainsi que sur les districts de Lauenbourg, de Butow et de Draheim. La portion de Frédéric II était d'autant plus importante, sous le rapport politique, que par son moyen, ce prince combinait le royaume de Prusse avec ses états d'Allemagne, et que devenant maître des bouches de la Vistule, il mettait dans sa dépendance le commerce de la Pologne, surtout celui des grains, si précieux pour l'Europe.

En démembrant ainsi la Pologne, les puissances co-partageantes s'engagèrent de la manière la plus formelle à renoncer à toute prétention ultérieure sur ce pays.

Constitution vicieuse de la Pologne, garantie.

Enfin, pour consolider leur ouvrage, ces mêmes cours, par un acte passé à Varsovie, en 1775, sanctionnèrent le *liberum veto* et l'unanimité, usités précédemment dans les affaires d'état; et exclurent les princes étrangers de la couronne, qu'ils

déclarèrent élective à perpétuité. L'autorité du roi, déjà très-faible, fut encore restreinte par l'établissement d'un conseil permanent, et il fut statué qu'on ne pourrait plus rien changer à cette constitution vicieuse, garantie par les trois puissances copartageantes.

Révolution de Suède.

Sur ces entrefaites, une révolution avait eu lieu en Suède, où dominait l'aristocratie depuis les changemens introduits, en 1720, dans la forme du gouvernement. Le sénat exerçait la principale autorité; le pouvoir du roi se trouvait très-limité. La nation était agitée par deux factions, dites des *Chapeaux* et des *Bonnets*, lesquelles avaient pris naissance durant la longue diète de 1738. Celle des *Chapeaux* prétendait que, pour relever l'honneur de la Suède et recouvrir la Livonie et la Finlande, dont les Russes s'étaient emparées, il fallait cultiver l'amitié de la France et de la Turquie, pour se ménager leur appui en cas de rupture avec la Russie. La faction des *Bonnets*, au contraire, était d'avis que la Suède, affaiblie par les guerres qu'elle avait

à essuyer, devait éviter tout démêlé avec la Russie. Ce fut pendant la diète de 1769 que la faction des *Chapeaux*, s'emparant du gouvernement, dépouilla les membres du parti opposé, de tous les principaux emplois. Il y avait lieu de croire que, par suite de ses liaisons avec la Porte, la France ferait tous ses efforts pour soulever la Suède contre la Russie. Celle-ci, de son côté, ne devait rien négliger pour fortifier le crédit de la faction des *Bonnets*, afin de se maintenir en paix avec la Suède. La cour de Saint-Pétersbourg fut secondée par celle de Londres, qui cherchait à traverser la France dans la marche de sa politique.

La mort d'Adolphe Frédéric, roi de Suède, survenue en 1771, ouvrit une nouvelle carrière à l'intrigue, dans la diète indiquée à l'occasion de l'avènement de Gustave III, son fils, qui succédait à la couronne. La licence devint extrême; quelque limitée que fût déjà l'autorité royale, on y mit encore de nouvelles restrictions, qu'on fit signer au nouveau roi. Des traités, projetés avec la Rus-

sie et l'Angleterre, devaient être le résultat du système suivi par la faction des *Bonnets*, qui venait d'usurper les principaux emplois.

Dans cette circonstance, Gustave III, qui avait concerté secrètement avec l'ambassadeur de France ses mesures pour changer la forme du gouvernement, disposait tout pour exécuter son projet. Possédant au plus haut degré l'art de feindre, il cherchait à faire croire qu'il était sincèrement attaché à la constitution établie. A la fin, voyant que l'état des choses devenait plus critique de jour en jour, il se hâta de mettre à exécution le plan qu'il s'était proposé.

Le 19 août 1772, il se présente aux gardes du palais, et, après en avoir convoqué les officiers, il leur expose que la malheureuse situation du royaume est le résultat des dissensions qui divisent la diète depuis plus d'un an qu'elle est assemblée. Il démontre la nécessité d'anéantir l'orgueilleuse aristocratie qui cause la perte de l'état, et de rétablir la constitution telle qu'elle était avant 1680. Aussitôt il ordonne à un régiment des

gardes d'investir le sénat, et fait mettre aux arrêts les principaux chefs du parti dominant. L'autorité du roi est reconnue; on lui prête le serment de fidélité. La nouvelle forme du gouvernement, qu'il avait préparée, est adoptée sans réclamation par le concours des quatre ordres du royaume. Cette révolution s'opéra sans qu'il y eût une seule goutte de sang répandue à Stockholm. Les choses se passèrent de même dans l'intérieur des provinces où la tranquillité publique ne fut point troublée.

Destruction des Jésuites.

L'année 1773 est remarquable par la suppression des Jésuites, en vertu d'un bref du pape Clément XIV, du 21 juillet.

De tous côtés (dit ce pontife dans son bref), la doctrine de cette société était dénoncée comme contraire à la religion et aux bonnes mœurs. « On » vit fermenter dans son sein (ajoute- » t-il) des dissensions qui éclatèrent » tant au dedans qu'au dehors. Les » accusations se multiplièrent de » plus en plus, contre elle principa- » lement, sur son avidité pour les » richesses.... Il s'éleva dans quel-

» ques endroits des séditions, des
» bruits, des discordes et des scan-
» dales, qui, après avoir affaibli et
» presque rompu le lien de la cha-
» rité fraternelle, portèrent avec
» force les fidèles à l'esprit de parti,
» à la haine et à l'inimitié. Les cho-
» ses parurent dans un si grand dan-
» ger, que les rois de France, d'Es-
» pagne, de Portugal et des deux
» Siciles, se virent obligés de ren-
» voyer et d'expulser de leurs royau-
» mes, domaines et provinces, les
» membres de cette société, dans la
» persuasion qu'il n'y avait que ce
» moyen pour remédier à tant de
» maux.... Ces princes, pensant que
» ce moyen ne pouvait avoir un ef-
» fet assuré, et que la paix ne pou-
» vait être rétablie dans tout l'uni-
» vers chrétien, si la société n'était
» pas entièrement éteinte et suppri-
» mée, exposèrent à Clément XIII,
» notre prédécesseur immédiat,
» leurs désirs et leurs intentions;
» ils réunirent leur autorité, leurs
» prières et leurs vœux pour l'en-
» gager à pourvoir, de la manière

» la plus efficace, à la sûreté personnelle de leurs sujets et au bien » de l'Église de Jésus-Christ. » La mort inattendue de ce pontife l'ayant empêché d'accéder aux vœux de ces princes, Clément XIV termina cette affaire, et supprima cette société, *après avoir reconnu*, dit-il, *qu'il sera impossible, tant qu'elle subsistera, de rendre à l'Église une paix véritable et permanente.* On voit que des raisons très-puisssntes provoquèrent la destruction des Jésuites.

Mort de Louis XV. 1774.

L'année suivante, la mort vint frapper Louis XV qui occupait le trône de France, depuis près d'un demi-siècle. Ce prince avait de bonnes qualités. La voix publique, qui juge les rois, lui donna le nom de *Bien-aimé*, lorsqu'en 1744, il courut, à la tête de son armée, délivrer l'Alsace inondée d'ennemis, et que les fatigues de la guerre le mirent aux portes du tombeau. Mais, depuis cette époque, la faiblesse de son caractère, le scandale de ses mœurs et les désordres de sa cour, firent au royaume des plaies profondes. Il donna sa confiance à

des ministres qui en abusèrent. Il enhardit le vice par son exemple, et laissa pour héritage à son successeur, Louis XVI, un germe fatal de trouble et de destruction.

CHAPITRE III.

Destruction de la Setscha ou république des Cosaques Zaporogues. — Code, lois de Catherine II.

Destruction de la Setscha ou république des Cosaques Zaporogues. 1775.

DANS un coin de l'Europe, il existait une association ou république guerrière, d'un genre particulier, celle des Cosaques Zaporogues, ainsi dénommés parce qu'ils demeuraient vers les cataractes du Dniéper ou Borystène, où ils servaient de milice frontière, d'abord aux Polonais, ensuite aux Russes. Leurs demeures principales s'appelaient *setscha*, mot qui, en langue russe, signifie retranchement; c'était un amas confus d'habitations éparses et mal construites. Ces Cosaques, connus en Pologne sous le nom de *Haydamaques*, et redoutables par leurs courses et leurs rapines, se gouvernaient en forme de république. Leur *setscha* était divisée en trente-huit *kurènes* ou quartiers; chaque Cosaque appartenait à une de ces *kurènes*; il y demeurait; quand il s'arrêtait dans la *setscha*,

il était obligé d'en suivre les lois; tous ceux qui étaient de la même *kurène* formaient une seule et même famille, et, semblables aux anciens Spartiates, ils se nourrissaient des mêmes alimens, mangeant à la même table. Chaque *kurène* avait un proposé, nommé *ataman*, et le chef de toutes s'appelait *koschewoi-ataman*. Tous les chefs, sans distinction, étaient élus, d'un commun accord, l'*ataman*, par sa *kurène;* le *koschewoi-ataman*, par toutes les *kurènes* réunies. Les assemblées de la *setscha* étaient ou ordinaires, ou extraordinaires. Dans celle qui se tenait régulièrement chaque année, le premier janvier, on faisait la répartition des champs, des rivières et lacs entre les *kurènes ;* on y employait la voie du sort, afin de rendre la chance successivement favorable à toutes les *kurènes*. On élisait en même temps, dans cette assemblée, de nouveaux chefs, si toutefois les anciens avaient donné lieu à quelque mécontentement. Quant aux assemblées extraordinaires, elles avaient lieu, quand il était question d'entrer en campagne,

de faire quelque excursion, et en général lorsque l'intérêt public semblait l'exiger. Il y avait un juge et autres officiers dans la *setscha*; le juge ne prononçait que dans les affaires de peu d'importance; celles qui étaient d'une nature assez grave exigeaient l'intervention de tous les chefs. Aucune femme n'était admise dans la *setscha*; ceux qui voulaient se marier étaient obligés de passer ailleurs. Pour compléter leur nombre, les Zaporogues recevaient des déserteurs et des gens de toute nation; ils avaient un soin tout particulier de recruter leur corps, de jeunes garçons qu'ils enlevaient dans leurs courses pour les élever selon leurs mœurs et leurs coutumes.

En 1667, une trève, entre la Russie et la Pologne, avait laissé ces Cosaques sous la protection de ces deux états. En 1676, ils se donnèrent à la Russie, sous la domination de laquelle ils furent maintenus par la paix de Moscow, de 1686. Impliqués depuis dans la révolte de Mazeppa, ils se mirent, après la bataille de Pultawa, sous la protection des Tatars

de la Crimée, et transférèrent alors leur *setscha* sur le bord oriental du Dniéper, plus près de son embouchure. Mécontens des Tatars, qui réprimaient leurs courses et qui souvent commettaient des exactions dans la *setscha*, ils prirent le parti de rentrer, en 1733, sous la domination de la Russie, qui confirma leurs priviléges, et leur fournit de l'argent pour les aider à reconstruire leur *setscha* sur la rive occidentale du Dniéper. Comme ils continuaient d'exercer le brigandage, sur les frontières, sans ménager ni amis ni alliés, Catherine II résolut d'anéantir entièrement cette bizarre association. Outre les pillages, on reprochait aux Zaporogues, d'avoir usurpé successivement plusieurs contrées entre le Dniéper et le Bog, ainsi que différens districts qui, de tout temps, avaient appartenu aux Cosaques du Don. Mais ce qui indisposa surtout l'impératrice contre eux, c'est qu'attachés avec opiniâtreté à leur constitution, ils étaient contraires à tout projet de réforme, qui avait pour

objet de les faire vivre en société régulière et dans les liens du mariage, ou à se faire enrégimenter à l'imitation des autres Cosaques. En outre, Catherine II ayant mandé, à Moscow, des députés de toutes les parties de son empire, pour la formation d'un nouveau code de lois, ils s'étaient refusés à la coopération de ce grand œuvre, et il était à craindre qu'ils ne tentassent quelque révolte, à l'occasion des changemens projetés dans l'administration des gouvernemens de la Russie. D'après ces considérations, l'impératrice prit le parti de faire marcher, en 1775, un corps de troupes contre eux; au moment où ils s'y attendaient le moins, ils furent cernés et attaqués de toutes parts, sans pouvoir faire aucune résistance. Leur *setscha* fut détruite, et tout le corps de Zaparogues entièrement dispersé. On renvoya, dans leurs villes natales et dans leur patrie respective, ceux qui ne voulaient pas embrasser un autre genre de vie, dans le pays où ils se trouvaient. Ainsi se trouva détruite l'association des Cosaques Zaporogues.

L'année suivante, Catherine II fit publier le code de lois, qu'elle avait projeté pour ses états. Dès 1767, elle avait ordonné, à toutes les provinces soumises à sa domination, d'envoyer à Moscow des députés, pour coopérer à ce grand ouvrage. L'ouverture de cette assemblée eut lieu, en cette ville, dans une des salles du vieux palais des Czars, en présence de l'impératrice, qui fit distribuer, aux membres de cette réunion, des instructions détaillées au sujet de ces nouvelles lois. Frédéric II, juste appréciateur du mérite, disait au comte de Solm, relativement à ces instructions : « J'ai lu, avec admiration, « l'ouvrage de l'impératrice, mâle, « nerveux, et digne d'un grand homme. L'histoire nous dit que Sémi« ramis a commandé des armées; la « reine Elisabeth a passé pour une « bonne politique; l'impératrice« reine a montré beaucoup de fer« meté au commencement de son « règne; mais aucune femme encore « n'avait été législatrice : cette gloire « était réservée à l'impératrice de « Russie, qui la mérite ». La dernière

Code de lois de Catherine II. 1776.

guerre, survenue entre les Russes et les Turcs, ayant interrompu cette vaste entreprise, le travail fut repris après la paix; et ce ne fut qu'en 1776, que parut le nouveau code de lois, en vertu duquel : *La justice doit être administrée, dans chaque département, par des magistrats choisis parmi les nobles, les jurisconsultes, les grands propriétaires, les négocians et les cultivateurs; — Le vice connu sera seul une exclusion à la magistrature; — La différence d'état, de religion, d'origine, ne sera comptée pour rien dans le choix des juges; — L'usage de la torture est aboli, et la peine de mort infligée très-rarement; — La perte de l'honneur, de la liberté et les condamnations aux travaux, sont la punition ordinaire des crimes; — Le juge doit suivre la loi à la lettre, il lui est expressément défendu d'y ajouter ou d'en retrancher quelque chose, et si le sens propre du texte lui paraît obscur, il doit consulter le conseil d'état; — Dans l'exercice de la justice criminelle, la loi veille surtout à la sûreté de l'accusé.*

Dans ce code on réduit en pratique cet axiôme si vanté, mais si peu suivi: *qu'il vaut mieux dérober vingt coupables au supplice que d'avoir le malheur d'y livrer un seul innocent*; *enfin personne ne peut être arrêté sans que le crime, dont il est accusé, ne soit prouvé*; ce qui détruit l'abus des décrets de prise de corps, et en même temps établit une grande différence entre l'accusation et la preuve.

CHAPITRE IV.

Succession de Bavière. — Guerre entre l'Autriche et la Prusse. — Congrès de Teschen. — Mort de Marie-Thérèse.

Succession de Bavière. 1777.

Des difficultés survenues en Allemagne, à l'occasion de la mort de Maximilien Joseph, électeur de Bavière, qui n'avait point de postérité masculine, manquèrent d'avoir les suites les plus graves. Les Maisons d'Autriche, de Saxe et de Mecklenbourg se mirent sur les rangs pour disputer sa succession à l'héritier présomptif, Charles-Théodore, électeur Palatin. A peine l'électeur de Bavière fut-il atteint de la maladie qui termina ses jours, que la cour de Vienne fit marcher des troupes vers la frontière : comme elle avait gagné les ministres bavarois, les portes de Munich furent fermées aussitôt que ce prince eut rendu le dernier soupir; et, durant cinq jours, il ne fut permis de sortir de cette ville qu'à un courrier expédié par le résident

d'Autriche. Sur le champ, la cour de Vienne fit entrer, dans l'électorat, ses troupes, qui prirent possession des pays qu'elle réclamait. Intimidé par cette démarche, l'électeur Palatin entra en accommodement avec l'Autriche; et, par une convention signée en janvier 1778, reconnut la légitimité des droits de cette puissance. On avait obtenu son consentement, par la promesse qu'il serait fait un établissement avantageux à un fils naturel qu'il avait; et, comme il était sans postérité légitime, il avait sacrifié sans scrupule les intérêts de son héritier présomptif, le duc de Deux-Ponts, qui refusa de donner son adhésion à cet arrangement. Ce prince fut soutenu dans son opposition par le roi de Prusse, qui traita de chimériques les prétentions de l'Autriche, les regardant comme incompatibles avec la constitution et la sûreté du corps germanique. Ce monarque, s'interposant dans cette affaire en qualité de garant de la paix de Westphalie, et comme ami et allié des parties intéressées qui réclamaient son intervention, exigea que

l'Autriche retirât ses troupes de la Bavière, et qu'elle rendît à l'électeur les pays dont elle l'avait dépouillé. Une guerre de plume s'en suivit, et des négociations s'ouvrirent entre les cours de Berlin et de Vienne : l'Autriche ayant rejeté les propositions de la Prusse, les conférences furent rompues, et de chaque côté on ne songea plus qu'à terminer le différend par la voie des armes.

Guerre entre la Prusse et l'Autriche.

Au commencement de juillet, Frédéric II étant entré dans la Bohême par le comté de Glatz, établit son camp entre Jaromitz et Kœnisgræts, en face de celui de l'empereur Joseph II, dont il n'était séparé que par l'Elbe ; une autre armée, composée de Prussiens et de Saxons, aux ordres du prince Henri, frère du roi de Prusse, pénétra dans la Bohême par l'Alsace ; une troisième armée prussienne se porta dans la Silésie autrichienne, et en occupa la plus grande partie. Joseph II se tint sur la défensive. Frédéric II, malgré tous ses efforts, ne put engager une action générale : il y eut seulement quelques actions assez vives entre des

détachemens des armées respectives. Sur la fin d'octobre, le roi de Prusse évacue la Bohême, et son frère, le prince Henri, suit son exemple. La mauvaise saison de l'hiver, en suspendant les opérations de la guerre, donna lieu à des négociations entre les puissances belligérantes.

Congrès de Teschen.

Dans le temps qu'on négociait, Joseph II fit tout son possible pour empêcher qu'on ne conclût des préliminaires de paix : on était sur le point de signer un armistice, lorsque, dans le dessein de continuer les hostilités, il envoya dix mille hommes bombarder Neustadt. Mais il échoua dans son projet : la médiation de la France et de la Russie ayant été acceptée, un congrès est indiqué à Teschen, dans la Silésie autrichienne, pour le 10 mars 1779. Le 13 mai suivant, la paix y est signée, par un traité qui annule la convention de janvier 1778, faite entre la cour de Vienne et l'électeur Palatin. En vertu de ce même traité, l'Autriche est forcée de restituer les pays qu'elle avait occupés dans la Bavière, à l'exception des districts situés entre

le Danube, l'Inn et la Salza. Ainsi furent terminées les contestations au sujet de la succession de Bavière.

Mort de Marie-Thérèse. 1780.

Marie-Thérèse ne survécut pas long-temps à la conclusion de la paix de Teschen : cette princesse mourut le 29 novembre 1780, dans la quarante-unième année de son règne, étant âgée de soixante-trois ans et demi. Elle conserva jusqu'au dernier moment une tranquillité d'esprit qui paraissait surnaturelle. Sans prétendre tracer l'ensemble des qualités de Marie-Thérèse, il nous suffira de dire qu'elle était de facile accès pour tout le monde; qu'elle aimait ses enfans avec une extrême tendresse : pleine de bonté pour les personnes attachées à son service, elle répandait ses bienfaits sans ostentation ; elle savait concilier une sage économie avec la générosité d'une souveraine; allier la condescendance avec la dignité, et joindre les vertus privées aux vertus éminentes qui font l'ornement du trône. Toutefois, nous ne pouvons dissimuler qu'elle tenait par quelques faiblesses à la nature humaine : prêtant aisément l'oreille

aux espions et aux délateurs, elle se plaisait à pénétrer dans les secrets des familles. Une dévotion excessive la rendait minutieuse dans les pratiques de la religion; et plus d'une fois son zèle l'a portée à des actes d'intolérance qui font tort à sa mémoire. Du reste, elle avait l'affection de ses sujets, que sa mort plongea dans la plus vive douleur. En un mot, les jours de Marie-Thérèse sont l'âge d'or pour les peuples de la domination autrichienne.

CHAPITRE V.

Révolution des Anglo-Américains. —Origine des troubles de l'Amérique. — Insurrection de Boston. — Congrès de Philadelphie. — Commencement des hostilités. — Les colonies indépendantes. — Constitution des États-Unis. — Capitulation de Saratoga.

L'Amérique septentrionale va nous offrir le spectacle d'une révolution qui tient à l'histoire de l'Europe, parce qu'indépendamment de la guerre qu'elle alluma entre la France et l'Angleterre, et dans laquelle furent impliquées l'Espagne et la Hollande, elle doit être regardée comme le principe des révolutions qui depuis ont agité notre continent.

Les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale n'étaient liées à la métropole que par un gouvernement purement civil, par la conformité des mœurs et par des habitudes qu'un long espace de temps avait consacrées. Cette union pouvait être d'une longue durée, si la mère-patrie

eût traité les Anglo-Américains comme les Anglais; mais, en voulant assujétir le commerce des colons au monopole britannique, l'Angleterre entrava leur industrie, les irrita, et leur fit naître le désir de secouer le joug qui les menaçait.

Origine des troubles d'Amérique.

Ce fut en 1765 que, pour la première fois, les troubles éclatèrent en Amérique à l'occasion des taxes que voulut y introduire le parlement de la Grande-Bretagne. La dette nationale de l'Angleterre s'étant considérablement accrue, le parlement crut devoir obliger les colonies de fournir leur contingent pour la liquidation de cette dette. D'après l'acte du timbre passé au parlement, le 22 mars 1765, tout contrat, dans les colonies américaines, devait être rédigé sur papier timbré, et la taxe du timbre se régler selon les différens objets qui feraient la matière des contrats : cette mesure souleva les esprits : et fit commettre toutes sortes d'excès et de violences contre les officiers du roi; les cours de justice furent fermées. Les colonies contestèrent au parlement britannique le

droit de les imposer, par la raison qu'elles n'y étaient pas représentées. Bien plus, elles s'interdirent tout commerce avec la métropole, tout achat de marchandises importées d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande.

L'année suivante, 1766, l'acte du timbre fut reévoqué par le parlement, qui, toutefois, publia un acte déclaratoire portant « que les colonies »étaient de droit subordonnées et dé»pendantes de la couronne et du par»lement de la Grande-Bretagne, en »qui résidaient l'autorité et le pou»voir de faire des lois obligatoires »pour les colonies, dans tous les cas »possibles. » Il était enjoint par cet acte, aux assemblées provinciales, de recevoir dans leurs villes les troupes britanniques qu'il plairait à la métropole d'y envoyer, et de leur fournir du bois et de la bière. Aux yeux des Américains, cet acte fut regardé comme tyrannique, et parut ne tendre à rien moins qu'à détruire les fondemens de la liberté et à établir une domination absolue et despotique. Faiblissant de nouveau, le ministère britannique se désista de

tout projet de taxes à lever dans l'intérieur du pays, pour se borner à des impôts extérieurs; il remplaça donc, en 1767, l'acte du timbre par un autre qui établissait des droits sur le thé, le papier peint, le carton, le plomb, les couleurs, le verre, exportés d'Angleterre aux colonies. Ce nouvel acte ne produisit pas un meilleur résultat que les précédens : toutes les colonies s'interdirent l'usage des objets manufacturés dans la Grande-Bretagne, et les négocians américains contremandèrent les marchandises qu'ils avaient demandées en Angleterre, en Écosse et en Irlande. L'esprit d'insurrection faisant chaque jour de nouveaux progrès, le parlement britannique, par un acte rédigé en 1769, résolut d'employer des troupes pour maintenir, dans les colonies, la suprématie de la Grande-Bretagne. Dans cette conjoncture critique, lord North, placé à la tête du ministère britannique, fit passer, en 1770, au parlement, un acte qui supprimait toutes les taxes, à l'exception de celle sur le thé : son intention était de calmer

les esprits et d'habituer, par ce léger impôt, les colonies à supporter toute espèce de taxe; mais cet expédient ne réussit point, et les Américains firent éclater leur mécontentement.

Insurrection de Boston.

Plusieurs vaisseaux anglais, chargés de thé, s'étant présentés, en 1773, dans le port de Boston pour y débarquer leur cargaison, le peuple attroupé jeta tout le thé à la mer: voyant que les troubles croissaient de plus en plus dans les colonies, le cabinet de Saint-James crut devoir employer des mesures rigoureuses contre la ville de Boston, qu'il regardait comme le foyer de l'insurrection. Loin d'être intimidés, les Bostoniens montrèrent beaucoup de fermeté; bientôt l'indignation devint générale dans toutes les colonies, qui convinrent de se réunir pour résister à l'orage qui les menaçait.

Congrès de Philadelphie.

Un congrès général, composé de leurs représentans, s'ouvre à Philadelphie, le 5 septembre 1774; il arrête de ne plus faire venir de marchandises de la Grande-Bretagne, et de présenter une adresse au roi et une pétition à la chambre des com-

munes, pour le redressement des griefs dont les colonies avaient à se plaindre. Cette démarche ne produisit aucun effet; le parlement persista dans ses mesures de rigueur.

En conséquence, les hostilités commencèrent en avril 1775. George Washington, riche propriétaire de la Virginie, qui s'était distingué en combattant contre les Français dans le Canada, fut nommé commandant en chef des troupes par le congrès, qui, pour suppléer au numéraire qui manquait dans les colonies, arrêta l'émission d'un papier-monnaie destiné à subvenir aux dépenses de la guerre. Une déclaration exposa les motifs qui avaient armé les Américains, et l'intention où ils étaient de ne point se séparer de la Grande-Bretagne. Mais le cabinet de Saint-James ayant redoublé d'efforts pour la campagne de 1776, et pris à sa solde des troupes allemandes, les Américains rompirent ouvertement avec l'Angleterre.

Commencement des hostilités.

Alors, en vertu d'un acte du congrés du 4 juillet de la même année, fut proclamée formellement l'indé-

Les colonies déclarées indépendantes.

pendance des colonies. Bientôt furent rédigés les articles de confédération et d'union perpétuelle des provinces, qui prirent le titre d'*Etats-Unis de l'Amérique*.

Constitution des Etats-Unis.

En conséquence de cette confédération, chaque état resta le maître de sa législation et de son administration intérieure, et le congrès, composé de députés de toutes les colonies, fut chargé de régler les affaires publiques, relativement à la guerre, à la paix, aux alliances, aux monnaies, aux poids et mesures, aux postes, et d'accommoder les différends qui pourraient survenir entre quelques-uns des états confédérés.

Capitulation de Saratoga.

Le premier avantage des Américains eut lieu à Trenson, sur la Delaware, où le général Washington fit prisonnier, en décembre 1776, un corps de Hessois et d'Anglais. Néanmoins les Etats-Unis se trouvaient dans une situation périlleuse, lorsqu'un échec important, qu'éprouva leur ennemi, les sauva du danger et mit, en quelque sorte, le sceau à leur indépendance : le général anglais Bergoine, s'étant avancé

mée, et accordé la libre navigation aux vaisseaux russes sur toutes les mers qui baignent les côtes de l'empire Ottoman : cette indépendance déplaisait aux Turcs, qui en outre, souffraient de voir le pavillon de la Russie flotter jusque sous les murs de Constantinople. Il en résulta des démêlés qui annonçaient une rupture entre les deux puissances, lorsque, pour terminer toute contestation, l'impératrice de Russie crut devoir mettre la Crimée au nombre de ses provinces : elle fit occuper par ses troupes cette presqu'île, ainsi que tout le Kuban, et chassa de l'île de Taman les Turcs qui s'en étaient emparés : ensuite elle engagea le Khan de la Crimée à se démettre de sa souveraineté. Un nouveau traité fut signé à Constantinople, le 8 janvier 1784. Il y fut stipulé que l'impératrice de Russie aurait la souveraineté de la Crimée, de l'île de Taman, et de toute cette partie du Cuban qui est située sur la rive droite de la rivière de ce nom, adoptée pour frontière entre les deux empires, et que la forteresse

ces se concertassent pour la conclusion d'un traité de commerce et de tarif avantageux aux Pays-Bas Autrichiens, ainsi qu'elles s'y étaient engagées par les traités antérieurs. La guerre étant survenue, en 1781, entre l'Angleterre et la Hollande, Joseph II crut devoir profiter de cet événement pour dégager les Pays-Bas des chaînes que leur imposait le traité de Barrière. Ayant ordonné alors la démolition de toutes les places de ces pays, il y comprit les places de Barrière et somma les Hollandais d'en retirer les troupes qu'ils y entretenaient. Ceux-ci ne pouvant invoquer la garantie de l'Angleterre avec laquelle ils étaient en guerre, furent forcés de se rendre à la sommation de l'Autriche, et leurs troupes évacuèrent toutes les places de Barrière. Joseph II, ayant porté plus loin ses prétentions, il en résulta de nouveaux différends, et, pour les terminer, il consentit, à ouvrir, en 1784, des conférences à Bruxelles, où il fit déclarer qu'il se désistait de toutes les prétentions, qu'il avait à la charge de la Hollande, pourvu que

celle-ci accordât, en faveur des Pays-Bas, l'ouverture de l'Escaut, avec la faculté de naviguer et de commercer directement aux Indes ; en même temps, il notifia la ferme résolution où il était de regarder dès à présent l'Escaut comme libre, et la moindre opposition de la part des Hollandais comme une hostilité ouverte et une déclaration de guerre. Ceux-ci, sans être intimidés d'une pareille menace, déclarèrent la conduite de Joseph II contraire aux traités. Une escadre Hollandaise, postée à l'embouchure de l'Escaut, eut ordre d'arrêter tout vaisseau autrichien. Deux bâtimens impériaux, ayant voulu forcer le passage, furent canonnés et obligés d'amener pavillon. L'empereur, se croyant alors en guerre ouverte, rompit les conférences de Bruxelles. Ce prince se flattait que la cour de France le soutiendrait dans cette querelle ; mais le cabinet de Versailles, occupé à négocier un traité d'alliance avec les Hollandais, sentit bien qu'en les abandonnant alors, il les forcerait de se jeter dans les bras de l'Angleterre.

Médiation de la France, et paix de Fontainebleau.

Cette circonstance et les difficultés que la guerre des Pays-Bas présentait à Joseph II, lui firent demander la médiation de la France, qui entama des négociations, lesquelles furent aussi longues qu'épineuses. Enfin, par un traité de paix signé à Fontainebleau, le 8 novembre 1785, on convint de la fermeture de l'Escaut, et toutes difficultés furent applanies entre l'empereur et les Hollandais. Deux jours après, un traité d'alliance fut signé aussi dans la même ville entre ces derniers et la France.

Ligue germanique contre l'Autriche.

Joseph II, qui précédemment n'avait pu s'emparer de la Bavière par le moyen des armes, voulut l'obtenir, en 1785, par le moyen des négociations, c'est-à-dire, en échange contre les Pays-Bas. Frédéric II, qui sentait combien cette concentration de forces, et cet arrondissement de possessions, donneraient de prépondérance à l'Autriche dans l'empire, résolut de s'opposer ouvertement au projet du cabinet de Vienne. En conséquence une confédération, entre le roi de Prusse et plusieurs

princes de l'Allemagne, fut conclue à Berlin, le 3 juillet. Cette ligue, dont le motif apparent était de maintenir la constitution de l'empire, opposa une forte barrière à l'ambition de la Maison d'Autriche. En vain Joseph II représenta que l'association des princes était l'effet des vues intéressées de Frédéric II, qu'il appelait l'*anti-César*, et qu'elle était plus propre à troubler qu'à maintenir la paix du corps Germanique. Il voulut même former une contre-ligue; mais il fut contraint de renoncer à cette idée.

La ligue Germanique fut le dernier acte important par lequel le roi de Prusse signala un règne glorieux de quarante-sept ans. Il mourut en grand homme, en philosophe tranquille, dans la soixante-quinzième année de son âge (*). Durant la longue

---

(*) Né le 24 janvier 1712, et parvenu au trône, le 31 mai 1740, Frédéric II termina, le 27 août 1786, sa glorieuse carrière qui a fait l'admiration de ses contemporains, et sera l'objet de celle de la postérité la plus reculée. Par ses exploits et ses talens militaires, par sa profonde politique, par son administration

maladie, à laquelle il succomba, il tenait toujours d'une main ferme les rènes de l'état, et conservant toutes les facultés de son esprit jusqu'au dernier moment de sa vie. Il eut pour successeur Frédéric-Guillaume, son petit-neveu, auquel il laissa une puissance consolidée, une armée respectable, d'excellens généraux, un trésor suffisant pour subvenir à trois campagnes, sans avoir besoin de recourir à des impôts; mais en même temps il lui laissa un

---

admirable dans la paix, par la supériorité de son génie, par l'étendue de ses diverses connaissances, par les événemens éclatans et célèbres dont sa vie a été remplie, par le rôle supérieur qu'il a joué parmi les principaux potentats de l'Europe, par un règne glorieux de près d'un demi siècle, etc., Frédéric II se trouve éminemment placé au-dessus des héros et des souverains les plus illustres. S'il eut des défauts, ce furent ceux des grands hommes; s'il fit des écarts, ce furent ceux du génie: les uns et les autres étaient effacés par les plus rares et les plus brillantes qualités; et, comme des ombres dans un tableau, ils faisaient ressortir tout l'éclat de ce monarque.

rôle très-difficile à remplir, celui de remplacer un prince qui avait mérité le nom de Grand.

Troubles intérieurs de la Hollande.

Des troubles intérieurs agitaient alors la Hollande, où les républicains, animés contre le Stadhouder, prince d'Orange, et ses partisans, s'étaient réveillés plus que jamais. Ils accusaient le Stadhouder d'être dévoué aux intérêts de l'Angleterre et de négliger la marine, au point de ne pouvoir protéger le commerce, en sa qualité d'amiral - général des forces navales de la république. Bientôt ils ne gardèrent plus de mesures.

Retraite du Stadhouder.

Une émeute populaire, excitée à la Haye, au mois de septembre 1783, servit de prétexte aux états de Hollande pour ôter au Stadhouder le commandement de cette résidence. Ce procédé engagea le prince d'Orange à se retirer de la Haye pour se fixer dans la province de Gueldre, qui lui était particulièrement dévouée. Cette retraite du Stadhouder ne fit qu'enhardir davantage ses adversaires. Dans les villes principales, des associations se formèrent, sous le nom de *corps-francs*, pour exercer

imprudemment du Canada, pour seconder les opérations du général Howe, qui marchait en vainqueur sur Philadelphie, fut forcé par les troupes du congrès, aux ordres du général Gates, de mettre bas les armes, par une capitulation signée à Saratoga, le 16 octobre 1777. Ainsi fut terminée, à l'avantage des insurgés, une campagne qui semblait menacer leur république naissante, d'une entière destruction.

CHAPITRE VI.

Alliance de la France et des États-Unis. — Neutralité armée. — Combats de mer, entre les Anglais et les Français. — Conquêtes réciproques. — Déroute de Cornwallis. — Conférences pour la paix. — Traités de paix de Paris et de Versailles.

Alliance de la France avec les Etats-Unis.

LA nouvelle des succès des Américains ne fut pas plutôt parvenue en Europe, que la France, qui avait profité des troubles des colonies pour mettre sa marine sur un pied respectable, reconnut publiquement l'indépendance de l'Amérique, par un traité d'alliance et de commerce signé à Paris, le 6 février 1778. D'après un des articles, le gouvernement français exigea, comme une condition principale, que les Etats-Unis ne mettraient bas les armes, que lorsque l'Angleterre aurait reconnu leur indépendance. Ce traité fut le signal de la guerre entre la Grande-

Bretagne et la France, qui ne tarda pas à mettre l'Espagne et la Hollande dans ses intérêts. L'Espagne entra dans cette guerre en 1779. Quant à la Hollande, le cabinet de Saint-James rompit le premier avec elle. Il était irrité contre les Hollandais, parce que, au lieu d'accorder les secours qu'il croyait pouvoir réclamer d'eux, en vertu des traités, ils favorisaient la cause de ses ennemis. De leur côté, les Hollandais, se plaignant des vexations fréquentes que leur faisaient éprouver les armateurs britanniques, cherchaient à s'en garantir, sous la protection de la *neutralité armée*, que venait de négocier la Russie en faveur du commerce des neutres contre les puissances belligérantes. La guerre, purement maritime, avait donné une grande activité au commerce des états du nord, qui fournissaient aux Français et aux Espagnols des bois de construction et des munitions de toute espèce : profitant de sa grande supériorité sur mer, la Grande-Bretagne saisissait indistinctement tous les vaisseaux marchands à pavillon neutre. Pour

Neutralité armée.

arrêter ces vexations, le cabinet de Saint-Pétersbourg, résolu de protéger à main armée la navigation des Russes, fit connaître, par une déclaration de février 1780, aux cours de France et d'Angleterre, que son intention était de maintenir la liberté du commerce de tous objets quelconques, n'exceptant que les véritables munitions de guerre, telles que boulets, poudre, canons, et en général tout ce qui était réputé marchandise de contrebande, d'après les articles 10 et 11 de son traité de commerce, conclu en 1776, avec la Grande-Bretagne.

Comme l'histoire de cette ligue, formée pour une *neutralité armée*, mérite d'être connue, quelques détails à son sujet ne seront pas déplacés ici. Après la paix de 1763, rien ne pouvait s'opposer à la prépondérance maritime de l'Angleterre, qui crut alors pouvoir se passer des alliances continentales. Mais la révolution opérée en Amérique; l'union de la France et de l'Espagne avec les Américains; la marine respectable de ces deux puissances, firent sentir au ca-

binet de Londres qu'il avait besoin de recourir aux liaisons continentales qu'il avait négligées. Il jeta donc les yeux sur les cours de Saint-Pétersbourg et de Vienne. Mais, pour réussir, il lui fallait séparer l'Autriche de la France et la Russie de la Prusse. Le chevalier Harris, depuis lord Malmesbury, est envoyé à Saint-Pétersbourg, pour rompre l'alliance de cette cour avec celle de Berlin, alliance qui était l'ouvrage du comte de Panin, premier ministre de Russie. Comme celui-ci, éclairé sur les intérêts de son pays, était en garde contre toute mesure tendante à entraîner sa cour dans une guerre onéreuse et sans utilité, ne se montrait pas enclin à s'allier avec l'Angleterre, le chevalier Harris ne s'adressa pas à ce ministre, mais au comte Potemkin, qui, ainsi que l'impératrice, avait des dispositions plus favorables. Il flatta les passions du comte, et carressant les vues ambitieuses de Catherine II sur Constantinople, il lui fit entrevoir que le cabinet Britannique pourrait la seconder à cet égard. Séduite par ses promesses, l'impéra-

trice était décidée à embrasser les idées du diplomate anglais, si le comte Panin, qu'il fallut instruire de l'alliance projetée avec l'Angleterre, n'eût combattu cette mesure par les armes de la raison et de la saine politique. On fit entendre au chevalier Harris que, dans le cours des événemens qu'une guerre amène nécessairement, il pourrait naître une circonstance plus favorable au succès de sa négociation: en effet, il s'en présenta une qui réveilla son espoir. Deux bâtimens russes furent arrêtés dans la Méditerranée par les Espagnols, qui, les ayant conduits à Cadix, s'en approprièrent les cargaisons. Cette hostilité contre le pavillon russe, regardée comme une atteinte à la liberté du commerce, irrita d'autant plus Cathrerine II, que, se regardant comme la créatrice du commerce de son empire, elle était extrêmement jalouse d'en assurer la prospérité. Le chevalier Harris saisit adroitement cette occasion pour aigrir l'impératrice contre les ennemis de l'Angleterre. En conséquence, le comte Panin fut forcé d'adresser

à la cour d'Espagne des réclamations, pour lui demander réparation de cet acte hostile. Une pareille démarche parut au chevalier Harris un acheminement au but qu'il avait en vue. Secondé par le prince Potemkin, il réussit si bien auprès de Catherine II, que, sans consulter le comte Panin, elle donna ordre d'armer une flotte destinée à obtenir par la force, une réparation éclatante de la part de l'Espagne, si elle refusait à donner satisfaction par la voie des négociations. Cette mesure ne pouvait être cachée long-temps au comte Panin : trop habile pour contrarier ouvertement le dessein de l'impératrice, il affecta de partager son mécontentement contre l'Espagne; mais, en l'engageant toutefois à le faire éclater, il lui fit entendre que, sans se borner à un intérêt particulier, elle devait embrasser la cause de tous les neutres, et protéger leurs droits méconnus par les puissances belligérantes. Il dressa ensuite un plan de neutralité, qui renfermait tout ce que les conventions existantes et les traités des publicistes offraient d'essen-

tiel sur cette matière. Ce projet plut à l'impératrice, qui approuva une déclaration où son ministre avait consigné les principes de neutralité propres à maintenir la liberté du commerce et la navigation des neutres pendant les guerres maritimes. Comme le comte Panin avait persuadé à cette princesse de laisser ignorer au chevalier Harris cette déclaration, cette pièce fut envoyée à toutes les puissances maritimes, sans que ce dernier eût connaissance d'un projet si contraire aux vues de l'Angleterre.

Le Dannemark, la Suède, la Hollande, l'Autriche, le Portugal et Naples, accédèrent successivement à cette déclaration, par des actes ou des traités où les mêmes principes sont textuellement énoncés. Du côté des puissances belligérantes, la France et l'Espagne accueillirent favorablement cette mesure. Les courriers porteurs de la déclaration de Catherine II, étaient partis depuis plusieurs jours, lorsque le chevalier Harris fut instruit de leurs dépêches; il en fut déconcerté. Le cabinet Bri-

tannique en prit de l'humeur, et ménagea peu ses discours à l'égard de la cour de Russie, dont le succès fut complet. Bien plus, pour empêcher les Hollandais de profiter de cette mesure, il leur déclara la guerre avant que leur acte d'accession à la neutralité pût être ratifié par les puissances du Nord.

Combats de mer entre les Anglais et les Français.

Mais, pour revenir à notre objet, qui est la guerre dont l'Amérique fut d'abord le théâtre, et qui, de là, s'étendit dans les Indes et en Afrique; nous dirons que la France et l'Espagne ayant réuni leur marine, l'Angleterre, obligée de partager ses forces, ne put défendre ses possessions lointaines menacées par ses ennemis. Il se livra entre les puissances belligérantes une vingtaine de combats sur mer, où l'Angleterre, par l'expérience et l'habileté de ses amiraux, ne perdit pas un seul vaisseau de ligne. La première action navale entre les Français, sous les ordres du comte d'Orvilliers, et les Anglais, commandés par l'amiral Keppel, fut le combat d'Ouessant, qui se donna en juillet 1778. Cette action,

dont les deux nations s'attribuèrent également la gloire, fut aussi peu décisive que la plupart de celles qui suivirent. Il n'y eut de décisif, que le combat que l'amiral Rodney livra le 12 avril 1782 au comte de Grasse, qu'il emmena prisonnier à Londres, après lui avoir enlevé cinq vaisseaux de ligne, y compris le vaisseau amiral. Ce combat eut lieu entre la Dominique et les Saintes.

Conquêtes réciproques.

Au commencement des hostilités, les Anglais enlevèrent aux Français, dans les Indes Orientales, Pondichéry, Chandernagor et Mahé; en Amérique, les îles de St-Pierre et de Miquelon, ainsi que celle de S.te-Lucie et l'île de Gorée, sur les côtes d'Afrique.

De leur côté, les Français prirent sur les Anglais, les îles Dominique, St.-Vincent, la Grenade, Tabago, St.-Christophe, Nevis et Montserrat; tous leurs établissemens et forts sur le Sénégal en Afrique, et Gondelour dans les Indes.

Les Espagnols s'emparèrent des forts que les Anglais occupaient sur le Mississipi; de celui de Mobile ou

Condé, dans l'ancienne Louisiane française, et soumirent toute la Floride Occidentale, avec la ville de Pensacola. Avec le secours des Français, ils reprirent en Europe l'île de Minorque ainsi que le Port-Mahon et le fort St.-Philippe. Mais l'Espagne et la France, malgré la réunion de leurs forces ne purent réussir à prendre Gibraltar. Cette place, défendue courageusement par le général Elliot, fut deux fois ravitaillée par des flottes anglaises, à la vue des assiégeans, d'abord par celle de l'amiral Rodney, en 1780, et ensuite par celle de l'amiral Howe, en 1782. Des batteries flottantes, dont on se promettait le plus grand succès, furent dirigées contre cette place; mais elles furent détruites par une grêle de boulets rouges que leur lança le commandant Elliot, qui fit échouer l'entreprise des Espagnols et des Français contre le rocher de Gibraltar.

Cette guerre fut désastreuse pour les Hollandais, dont les îles de St.-Eustache, de Saba et de St.-Martin furent envahies par les Anglais, qui y firent un butin considérable; et

réduisirent successivement leurs établissemens de Démerary et d'Essé-quebo dans la Guiane; ceux qu'ils possédaient sur la côte de Malabar et de Coromandel, et principalement Négapatnam et Trinquemale, sur la côte de Ceylan. Depuis, les Français reprirent les Antilles hollandaises et Trinquemale.

Déroute du lord Cornwallis.

Dans l'Amérique septentrionale, les avantages furent long-temps balancés entre les Anglais et les Etats-Unis. Enfin, après s'être emparé des deux Carolines, lord Cornwallis s'avança, en 1781, dans la Virginie, où il se rendit maître d'Yorck-Town et de Gloccester; mais ayant pénétré dans l'intérieur de cette province, Washington, Rochambeau et La Fayette, dirigèrent leurs forces contre lui, étant soutenus par une flotte aux ordres du comte de Grasse. Resserré de tous côtés, et renfermé dans Yorck-Town, Cornvallis fut forcé de capituler et de se rendre prisonnier avec toute son armée, le 19 octobre 1781.

Conférences pour la paix.

La nouvelle de cet événement décisif en faveur des Etats-Unis, ne fut

pas plutôt parvenue en Angleterre, qu'il s'y opéra un changement dans le ministère. Les nouveaux ministres, après avoir essayé vainement de faire une paix particulière, soit avec les Américains, soit avec les Hollandais, prirent le parti de reconnaître l'indépendance des premiers, et entrèrent de suite en négociation avec la France.

Traités de paix, de Paris et de Versailles.

Les conférences furent ouvertes à Paris, sous la médiation de l'empereur Joseph II, et de l'impératrice de Russie; elles durèrent depuis octobre 1782, jusqu'au 3 septembre 1783, où les traités de paix définitifs entre la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et les Etats-Unis de l'Amérique furent signés, chacun séparément, à Paris, et à Versailles; la signature du traité entre l'Angleterre et la Hollande, eut lieu à Paris, le 20 mai 1784. En vertu de ces traités, l'indépendance des Etats-Unis est reconnue par l'Angleterre et les limites des possessions respectives des deux puissances sont réglées dans l'étendue de l'Amérique septentrionale : les Etats-Unis ob-

tiennent aussi le droit de pêche sur les bancs de Terre-Neuve, dans le golfe de St.-Laurent, et dans tous les autres lieux où jusqu'alors ils avaient été dans l'usage de pêcher.

Pour ce qui concerne la pêche des Français à Terre-Neuve, elle est réglée pour eux avec beaucoup plus d'avantages que par les traités antérieurs. Les îles de St.-Pierre et de Miquelon leur sont cédées : dans les Antilles, ils conservent Ste.-Lucie et Tabago, en restituant à l'Angleterre la Grenade et les Grenadines, St.-Vincent, la Dominique, St.-Christophe, Nevis et Montserrat. En Afrique, les établissemens et forts du Sénégal leur restent avec l'île de Gorée, qui leur est rendue; aux Indes orientales, Chandernagor, Pondichéry, Mahé, leur sont restitués; les clauses des traités antérieurs relatives à Dunkerque sont annulées.

Dans la Méditerranée, l'île de Minorque, et en Amérique toute la Floride sont cédées à l'Espagne, qui restitue aux Anglais les îles de la Providence et de Bahama, en leur accordant de plus la faculté de couper

du bois de teinture ou de campêche dans quelques districts de la baie de Honduras.

Enfin, les Hollandais cèdent Négapatnam à l'Angleterre, en lui assurant de plus la libre navigation dans les mers de l'Inde, où ils avaient maintenu jusqu'alors un commerce exclusif.

Tel est le précis des traités de Paris et de Versailles, qui mirent fin à la guerre d'Amérique.

---

les citoyens au maniment des armes. Tous les anti-stadhoudériens se disaient patriotes : ils étaient soutenus par la France, qui, en les attachant à ses intérêts, comptait s'en servir pour diminuer l'influence de l'Angleterre. Les esprits, dans chaque parti, s'exaspéraient de plus en plus, lorsque l'épouse du Stadhouder, sœur du roi de Prusse, prit la résolution de se rendre à la Haye, dans le dessein, disait-elle, d'y travailler à une réconciliation et au rétablissement de la paix. Elle fut arrêtée dans sa route, le 28 juin 1787, par un détachement du corps-franc de Gouda.

Entrée des Prussiens en Hollande.

Frédéric-Guillaume II, qui avait succédé à Frédéric II (*), son oncle, crut devoir demander satisfaction de l'offense faite à sa sœur. N'ayant pu l'obtenir dans les termes qu'il exigeait, ce prince fit entrer en Hollande, au mois de septembre suivant, un corps de vingt mille hommes, sous les ordres du duc de Brunswick, qui se rendit maître de tout le pays et soumit la ville d'Amsterdam, où s'était toujours manifestée la plus vive

opposition au Stadhouder. Par les baïonnettes prusiennes, toutes les résolutions antérieures, qui avaient été prises contre ce prince par les républicains, furent annullées, et il fut rétabli dans la plénitude de ses prérogatives.

La France abandonne le parti anti-Stadhoudérien.

Quoique la cour de France n'ignorât pas que la durée de son alliance avec les Hollandais était liée à la cause du parti républicain, elle ne fit aucune démarche, ni pour défendre les intérêts de ce même parti, qu'elle avait soulevé contre le Stadhouder, ni pour s'opposer à l'invasion des troupes prusiennes : elle eut même la faiblesse de déclarer à la cour de Londres qu'elle ne conservait aucune vue hostile, relativement à ce qui venait de se passer en Hollande. Renonçant alors à leur alliance avec les Français, les Hollandais embrassèrent celle de la Grande-Bretagne et de la Prusse, qui, par des traités, signés le 15 avril 1788, s'engagèrent à garantir le stadhoudérat héréditaire dans la maison d'Orange, conformément aux résolutions de 1747 et 1748.

CHAPITRE II.

Troubles des Pays-Bas Autrichiens. — Partis de Vonk et de Van der Noot.—Expédition des insurgés. — Joseph II déclaré déchu de la souveraineté des Etats Belgiques. — Scission entre les insurgés.—Pacification des troubles de la Belgique.

Troubles des Pays-Bas Autrichiens.

LA révolution qui s'était opérée en Hollande, fut suivie de près de celle des Pays-Bas Autrichiens, qui se soulevèrent contre Joseph II. Différens édits de ce prince, publiés depuis le 1.er janvier 1787, pour introduire un nouvel ordre de choses dans le gouvernement, tant civil qu'ecclésiastique, des provinces Belgiques, y furent regardés comme contraires à la constitution et aux engagemens contractés par le souverain, conformément à la Charte, dite *Joyeuse entrée*, parce qu'elle avait été promulguée à l'entrée de Philippe-le-Bon dans la ville de Bruxelles. Les

troubles causés par ces innovations, portèrent l'empereur à retirer ses édits et à remettre les choses dans leur ancien état. L'agitation continuant toujours, les Belges persistèrent dans leur opposition à la cour de Vienne. Joseph II employa des mesures vigoureuses, en déclarant qu'il ne se croyait plus lié par la *Joyeuse entrée*.

Partis de Vonk et de Van der Noot.

Deux partis opposés divisaient alors les Provinces-Belgiques; ils entretenaient le feu de la discorde: l'un ayant pour chef l'avocat Vonk, soutenu par les ducs d'Ursel et d'Aremberg, était dans les intérêts de l'Autriche, et se bornait à demander la réforme des abus et un meilleur système de représentation dans les états du pays; l'autre parti dirigé par l'avocat Van der Noot et un prêtre, le pénitencier Van Eupen, sans changer les formes anciennes, prétendait attribuer aux états l'indépendance, et dépouiller la maison d'Autriche de la souveraineté. Le parti de Vonk se flattait d'effectuer, par ses propres moyens, les réformes qu'il méditait; celui de Van der Noot fondait son

espoir sur l'étranger, principalement sur la Prusse, qu'il croyait intéressée à profiter de cette occasion pour affaiblir la puissance autrichienne.

Expédition des insurgés.

Les deux partis, agissant d'abord de concert, avaient pour général Van der Mersch, originaire de Menin en Flandre, et ancien colonel au service d'Autriche. Un corps d'insurgés, qu'il commandait, se portant, le 24 octobre 1789, sur Turnhout, dans le Brabant, repoussa les Autrichiens, sous les ordres du général Schroder. Ce premier avantage accrut l'insurrection, qui, du Brabant, s'étendit dans les autres provinces Belgiques. Abandonnant peu à peu les villes et places principales, les Autrichiens se retirèrent vers la forteresse de Luxembourg.

Joseph II déclaré déchu de la souveraineté.

Le 18 décembre, les Etats de Brabant s'assemblent à Bruxelles, et le 26 du même mois proclament l'indépendance des Belges. L'empereur est déclaré déchu de la souveraineté, comme ayant violé les engagemens qu'il avait contractés, conformément à la *Joyeuse entrée*. L'exemple des Etats de Brabant fut imité par ceux des autres provinces.

Congrès souverain des Etats Belgiques.

Des députés de toute la Belgique, réunis à Bruxelles, signent, le 11 janvier 1790, un acte de confédération, sous le titre d'*Etats-Belgiques-Unis*. Par cet acte, un congrès, composé de députés de différentes provinces, sous la dénomination de *Congrès souverain des Etats-Belgiques*, est investi de tous les droits de souveraineté, relatifs à la défense commune; chacune des provinces conserve son indépendance et l'exercice du pouvoir législatif; leur union est déclarée permanente et irrévocable; on ne touche ni à la religion, ni à la constitution, et l'on n'admet non plus d'autres représentans que ceux qui avaient été nommés auparavant.

Scission entre les insurgés.

Ces mesures déplaisent au général Van der Mersch et aux partisans de Vonk, qui craignaient autant l'oligarchie des Etats que le despotisme autrichien. Le crédit de Van der Noot, les instigations des prêtres et des moines, firent prévaloir le parti des Etats. Les partisans des projets de réforme furent éloignés des affaires. Van der Mersch est arrêté; il est remplacé par le général Prussien Schonfeld. Le

pillage, les délations, les emprisonnemens, sont le résultat de la victoire remportée par la faction aristocratique.

Pacification des troubles de la Belgique.

La mort de Joseph II, survenue au milieu de ces divisions, produisit un changement favorable à la cause de l'Autriche. Léopold II, succédant à son frère, annonça des dispositions pacifiques. De son côté, le congrès Belgique, ne pouvant compter sur l'assistance étrangère, inclinait à un accommodement. La Prusse avait refusé de soutenir les Belges, et l'Angleterre s'opposait ouvertement à leur indépendance. Ces deux puissances, conjointement avec les Provinces-Unies, offrirent leur médiation pour pacifier les troubles. Sous cette triple garantie, Léopold II s'engagea d'une manière formelle à gouverner désormais les Pays-Bas, conformément aux constitutions, chartes et priviléges, en vigueur sous le règne de Marie-Thérèse, et d'annuller tout ce qui s'y était fait de contraire sous Joseph II. En conséquence, par une déclaration du mois de novembre 1790, Léopold II, accordant une

amnistie à tous ceux qui, dans un temps déterminé, déposeraient les armes, enjoignit aux Belges de lui prêter le serment de fidélité. Toutes les provinces firent successivement leur soumission, et Bruxelles ouvrit ses portes aux troupes autrichiennes. Les chefs de la révolution, Van Eupen, Van der Noot et autres, se retirèrent en Hollande. Enfin, la Belgique rentra sous la domination de la maison d'Autriche.

Révolution de Liége. Tandis que la Belgique s'était soulevée contre la maison d'Autriche, dans le voisinage, les Liégeois avaient arboré l'étendard de l'insurrection contre leur prince-évêque. Ils avaient le droit de réclamer la restitution de leurs anciens priviléges, dont ils avaient été insensiblement dépouillés. Soutenus par le roi de Prusse, sans recourir à aucun moyen légal, ils arrachèrent par la violence ce qu'ils devaient obtenir par la justice. Ils changèrent leurs magistrats, chassèrent leur évêque, et se mirent en possession de l'exercice de la souveraineté. Bientôt un décret de la chambre impériale de Westlaër, con-

damnant une pareille violation des lois de l'empire, ordonne aux directeurs du Cercle, dont dépendait le pays de Liége, de faire rentrer les insurgés dans leur devoir. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, chargé de l'exécution du décret, fit entrer dans la ville de Liége des troupes plutôt destinées à protéger le parti des mécontens qu'à le réduire. Il s'établit entre le monarque prussien et l'évêque une correspondance, et l'issue de la négociation fut infructueuse. A la fin, les Liégeois, obligés de se soumettre aux décisions de la Chambre de Westlaër, rentrèrent sous l'autorité de leur évêque.

CHAPITRE III.

Guerre entre la Porte, la Russie et l'Autriche. — Le roi de Suède se déclare contre la Russie en faveur de la Porte. — Le Danemarck se déclare pour la Russie. — La Suède fait sa paix avec la Russie. — Avantage des Russes sur les Turcs. — L'Angleterre et la Prusse menacent l'Autriche et la Russie. — Convention de Reichenbach et paix de Szistova. — La Russie poursuit vigoureusement la guerre. — Paix d'Yassy entre la Russie et la Porte.

Guerre entre la Porte, la Russie et l'Autriche.

La jalousie qui existait depuis long-temps entre la Russie et la Porte, alluma en 1787 entre ces deux puissances une nouvelle guerre où l'Autriche entra comme alliée de la Russie : la cour Ottomane supportait avec peine les conditions que le cabinet de Saint-Pétersbourg lui avait imposées par les derniers traités. La cour de Russie montrait beau-

coup de fierté dans ses communications avec la Porte. Cette dernière se plaignant d'ailleurs du consul russe en Moldavie, en demandait le rappel; elle exigeait en outre que Catherine II retirât ses troupes de la Géorgie, et voulait que les vaisseaux russes, qui passeraient le détroit, fussent assujétis à la visite. Ces demandes étaient à peine communiquées à la cour de Saint-Pétersbourg, que, sans en attendre la réponse, la Turquie prit le parti de proclamer la guerre, en faisant enfermer au château des Sept-Tours, le ministre de Russie à Constantinople. Aussitôt Catherine II fit marcher contre les Turcs des forces considérables, sous les ordres du prince Potemkin.

Le roi de Suède se déclare contre la Russie, en faveur de la Porte.

Gustave III, roi de Suède, se prêtant aux insinuations des cours de Londres et de Berlin, se déclara contre la Russie, dans le moment où toutes les forces de cette dernière puissance étaient dirigées contre les Turcs. En conséquence, par les ordres de ce prince, une armée de terre se forma dans la Finlande, tandis qu'il fit avancer sur Cronstadt une

flotte qui jeta l'épouvante jusque dans Pétersbourg. Le 30 mai 1787, il se livra, auprès de l'île de Hogland, entre les flottes russe et suédoise, un combat où l'avantage fut égal de part et d'autre. Mais les mesures de Gustave III furent déconcertées par un événement imprévu: tout était disposé pour attaquer la ville de Friedrichsham, dans la Finlande russe; plusieurs officiers de son armée refusèrent de marcher, donnant pour motif, que, d'après la constitution du royaume, ils ne pouvaient se prêter à une guerre offensive que la nation suédoise n'avait point consentie. La conduite de ces officiers entraîna la défection d'une grande partie des troupes, et fit échouer l'expédition de Finlande.

Le Dannemark se déclare pour la Russie.

Se voyant attaquée par la Suède, la Russie réclama du Dannemark les secours qu'il lui devait, en vertu de l'alliance qui subsistait entre les deux puissances. En conséquence, la cour de Copenhague arma une escadre, et fit avancer, en 1788, contre la Suède, un corps de troupes auxiliaires, qui, après avoir fait la con-

quête du gouvernement de Bahus, marcha dans la Westrogothie pour former le siége de Gothembourg. Gustave III accourut à la défense de cette place importante, qui aurait succombé, sans les cours de Londres et de Berlin, dont l'intervention obligea le Dannemark de conclure un armistice avec la Suède, et d'embrasser, en 1789, une entière neutralité, du consentement même de la Russie.

La Suède fait la paix avec la Russie.

Après plusieurs actions navales d'un avantage égal entre les Suédois et les Russes, la flotte de Gustave III essuya, le 3 juillet 1790, dans le golfe de Wibourg, un échec qui fut réparé le 9 et le 10 du même mois, par la victoire que le roi de Suède remporta en personne sur la flotte russe commandée par le prince de Nassau-Siegen : cette action qui coûta beaucoup d'hommes et de vaisseaux à la Russie, accéléra la paix entre les deux puissances. Abandonné de l'Angleterre et de la Russie qui l'avaient engagé dans la guerre, craignant en outre que les Russes, profitant du mécontentement de la

noblesse suédoise, ne pénétrassent dans l'intérieur de ses états, Gustave III conclut avec Catherine II un traité de paix qui fut signé le 14 août 1790.

Avantages des Russes sur les Turcs.

Quant à la guerre entre la Turquie et la Russie, cette dernière eut tout l'avantage. Un corps de Russes réuni aux Autrichiens, se rendit maître de Choczim au mois de septembre 1788. En décembre suivant, le prince Potemkin prit d'assaut l'importante forteresse d'Oczakow dont la garnison fut passée au fil de l'épée, avec une grande partie des habitans. Le 21 juillet 1789, les Turcs furent battus par Suwarow, réuni à un corps d'Autrichiens commandés par le prince de Cobourg. Le 22 septembre suivant, le même Suwarow, aidé du général autrichien, remporta, auprès de Martinestie, sur les bords du Rymnik, une victoire signalée, qui lui mérita le surnom de Rymnisky, et dont la suite immédiate fut la prise de la forteresse de Bender. La province d'Oczakow, toute la Moldavie et la Bessarabie, avec les places de Tulcia, d'Isaccia, de Kilia, d'Ismaïl, ainsi que la forteresse de Sudjoukkalé

dans le Kuban Turc, tombèrent successivement au pouvoir des Russes. La prise d'Ismaïl, par Suwarow, fut des plus meurtrières, ayant coûté la vie à plus de trente-trois mille Turcs, sans compter dix mille prisonniers.

L'Angleterre et la Prusse menacent l'Autriche et la Russie.

Le cabinet de Londres, qui voyait d'un œil jaloux et inquiet, les succès de la Russie, résolut de faire une diversion en faveur de la Turquie. Il ordonna donc un armement maritime, et engagea en même temps son allié, le roi de Prusse, à faire avancer des troupes sur les frontières de la Silésie et de la Pologne : sans se borner à cette seule démarche, Frédéric-Guillaume II conclut, le 31 janvier 1790, avec la Porte, un traité d'alliance par lequel il s'engageait à déclarer, dès le printemps suivant, la guerre à l'Autriche et à la Russie.

Convention de Reichenbach; et paix de Szistova.

Intimidé par cette conduite de la cour de Berlin, Léopold II arrêta, le 27 juillet 1790, avec la Prusse, une convention à Reichenbach, par laquelle il conclut un armistice, et consentit à faire, avec la Porte, une paix particulière, dont le traité fut

signé à Szistova, en Bulgarie, le 4 août 1791, sous la médiation de la Hollande et de la Prusse. En vertu de ce traité, Léopold II rendit aux Turcs Belgrade, et tout ce qu'il leur avait enlevé pendant la guerre; il consentit à ne garder Choczim, que jusqu'à la conclusion de la paix entre la Russie et la Turquie. On lui assura seulement une frontière plus avantageuse sur la gauche de l'Unna, ainsi que du côté de la Valachie, où il obtint le Vieux-Orsova; et la rivière de Czerna y fut adoptée pour limite entre les deux empires.

La Russie poursuit vigoureusement la guerre.

Toutefois, Catherine II ne fut point déconcertée par la défection de l'Autriche: résolue de ne point céder, elle prit le parti de poursuivre seule, avec vigueur, la guerre contre la Porte; et les généraux continuèrent de se signaler par des exploits brillans. A la fin, le cabinet de Londres, voyant que cette princesse était décidée à ne point recevoir la loi, abandonna le *statu quo strict* qu'il avait exigé, de concert avec la Prusse, pour base de la paix à conclure entre la Russie et la Porte.

D'un autre côté, le ministère britannique cherchait à se rapprocher du cabinet de Saint-Pétersbourg dans un moment où ce dernier se détachait de la France en renonçant aux engagemens qu'il avait contractés avec elle par le traité de commerce de 1787. De concert avec la Prusse, l'Angleterre consentit à ne plus secourir les Turcs, dans le cas où ils refuseraient d'accepter les conditions de paix équitables proposées par la Russie.

Paix d'Yassy entre la Russie et la Porte.

En conséquence, des négociations ayant été ouvertes, les préliminaires de la paix entre les deux puissances belligérantes furent signées, le 11 août 1791, à Galasch, sur le Danube; et le traité définitif en fut conclu à Yassy, en Moldavie, le 9 janvier 1792. On y renouvela les stipulations des traités antérieurs depuis celui de Kaynardgi; le Dniester fut adopté pour limite perpétuelle entre les deux empires; la forteresse d'Oczakow, avec tout le pays situé entre le Bog et le Dniester, fut cédée à la Russie par la Turquie, qui lui confirma en même temps la

cession de la Crimée, de l'île de Taman et de la partie du Kuman, située sur la rive droite du fleuve de ce nom : la Porte s'engagea en outre à faire cesser les pirateries des corsaires barbaresques, et à indemniser même les Russes des pertes dont ils n'auraient pas obtenu la réparation dans un temps limité. De son côté, la Russie restitua toutes ses autres conquêtes, en stipulant quelques avantages en faveur des habitans de la Moldavie et de la Valachie. Les plénipotentiaires des deux empires étaient convenus que, pour indemniser la Russie des frais de la guerre, la Porte lui paierait douze millions de piastres. Mais après la signature du traité, Catherine II déclara qu'elle renonçait à cette indemnité.

CHAPITRE IV.

Diète extraordinaire de Pologne. — Constitution polonaise de 1791. — Confédération de Torgowice en 1792. — Le roi de Pologne renonce à la constitution de 1791. — Deuxième démembrement de la Pologne.

Diète extraordinaire de Pologne.

TANDIS que la Russie était engagée dans la guerre dont il vient d'être question, les Polonais, jaloux de recouvrer leur ancienne indépendance, crurent devoir s'occuper, en 1788, du soin de changer leur constitution vicieuse, afin de donner une nouvelle vigueur à leur gouvernement. Ils auraient dû prévoir que les changemens qu'ils méditaient ne seraient pas agréables à Catherine II. Au lieu de mettre la Pologne en état de défense, et de pourvoir à l'amélioration des finances, la diète perdit beaucoup de temps à discuter le projet d'une constitution patriotique. Comptant sur l'appui de la Prusse qui, dans l'année

1790, conclut avec eux un traité d'alliance, les Polonais étaient dans une parfaite sécurité.

Constitution polonaise. 1791. Le roi Stanislas-Auguste s'étant déterminé à faire cause commune avec le parti patriotique de la diète, la nouvelle constitution fut décrétée, par acclamation, le 3 mai 1791. Cette constitution corrigeait plusieurs vices de l'ancienne: le trône était rendu héréditaire et assuré à la maison électorale de Saxe; la loi de l'unanimité et le *liberum veto* furent abolis; la diète fut déclarée permanente, et le corps législatif partagé en deux chambres: l'une, dont les députés devaient rester deux ans en fonctions, était chargée de discuter les lois; et l'autre, composée du sénat et présidée par le roi, devait les sanctionner, et exercer le *veto*. Le pouvoir exécutif était confié au roi et à un conseil de surveillance, composé de membres responsables. Les habitans des villes avaient la faculté d'élire leurs députés et leurs juges; les nobles étaient maintenus dans toute l'étendue de leurs droits et prérogatives; quant aux paysans, loin d'être admis

à une parfaite égalité de droits, ils étaient seulement sous la protection de la loi et du gouvernement; les propriétaires de terres pouvant d'ailleurs passer avec leurs colons toute convention quelconque pour améliorer le sort de ceux-ci.

Confédération de Targowice. 1792.

Cette innovation politique déplut fort à Catherine II, qui n'eut pas plutôt fait la paix avec la Porte, qu'elle engagea ses partisans en Pologne, à former, en 1792, une confédération à Targowice, pour remettre en vigueur l'ancienne constitution. En même temps, cette princesse fit marcher une armée contre les auteurs et fauteurs du nouvel ordre de choses. Alors songeant à prendre des mesures vigoureuses, la diète décréta que l'armée de ligne serait mise sur un pied respectable, et qu'il serait fait un emprunt analogue aux besoins de l'état : quant à l'appui de la Prusse, sur lequel comptaient les Polonais, le cabinet de Berlin fit une réponse évasive sur le secours qu'il leur avait promis par le traité d'alliance de 1790. Dailleurs le roi de Prusse était indisposé contre la diète, qui avait refusé

de lui abandonner Thorn et Dantzick. Dans cette circonstance, l'impératrice gagna facilement ce monarque par la proposition qu'elle lui fit d'un nouveau démembrement de la Pologne.

Le roi de Pologne renonce à la constitution de 1791.

Sans secours de la part de la Prusse, les patriotes Polonais ne purent résister à la Russie, et la campagne de 1792 tourna entièrement à leur désavantage. A l'approche des Russes qui s'avancèrent sur Varsovie, le roi Stanislas-Auguste prit le parti d'accéder à la confédération de Targowice, en renonçant à la nouvelle constitution, ainsi qu'aux actes de la diète révolutionnaire de Varsovie. Ce prince souscrivit même aux conditions imposées par la Russie. Des troupes prusiennes étant entrées en Pologne, s'y répandirent à l'exemple des Russes.

Deuxième démembrement de la Pologne.

Aux mois de mars et d'avril de 1793, les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg annoncèrent, par des proclamations, qu'elles incorporaient à leurs monarchies les territoires et districts de la Pologne, dont leurs troupes venaient de prendre possession.

La Prusse eut en partage la meilleure partie de la Grande-Pologne, avec les villes de Thorn et de Dantzick. Elle obtint aussi la ville de Czenstochau, dans la Petite-Pologne.

La Russie eut à-peu-près la moitié de la Lithuanie, avec les palatinats de Podolie, de Polock, de Minsk, une portion du palatinat de Wilna et la moitié de ceux de Nowogrodek, de Brzesc et de Wolhynie.

Les Polonais furent forcés d'adhérer à ce nouveau démembrement de leur pays, par deux traités signés à Grodno, le premier avec la Russie, en date du 13 juillet 1793, et le second en date du 26 septembre de la même année. A cette occasion, les puissances co-partageantes renoncèrent de nouveau aux droits et prétentions qu'elles pouvaient encore avoir à la charge de la Pologne. Il fut en outre signé, le 16 octobre suivant, entre la Russie et la Pologne, un traité d'alliance, portant garantie et secours mutuels en cas d'attaque; l'impératrice s'y réservait la direction des guerres, avec la faculté de faire

entrer ses troupes en Pologne, et d'y former des magasins quand elle le jugerait nécessaire; et la Pologne s'engageait, de son côté, à ne contracter aucune alliance avec des puissances étrangères, ni à rien innover dans sa constitution, sans l'aveu de la Russie.

CHAPITRE V.

Insurrection de Pologne, en 1794. — Succès des insurgés. — Faiblesse de leurs moyens. — Siége de Varsovie. — Défaite des insurgés. — Prise de Varsovie. — Troisième et dernier démembrement de la Pologne.

Le nouvel ordre de choses, joint aux vexations qu'éprouvait le parti patriotique, exaspéra tellement les Polonais, que, l'année suivante, il en résulta un soulévement général. Les mécontens avaient pour chef Kosciusko, général qui s'était fait connaître dans la guerre d'Amérique, et qui, après avoir signalé sa bravoure dans la malheureuse campagne de 1792, contre la Russie, s'était retiré en Saxe : ils avaient de nombreux partisans dans l'armée, qui, d'après des arrangemens pris avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, devait être réduite. Une association secrète s'était formée à Varsovie. Madalinski, Insurrection de Pologne. 1794.

sommé de licencier une brigade de cavalerie qu'il commandait, donna le signal de l'insurrection : quittant subitement son quartier, il traverse la Vistule, dissipe les détachemens prussiens qu'il trouve sur sa route, et marche droit sur Cracovie, dont les habitans prennent les armes, chassent les Russes qui se trouvaient dans la ville, et proclament général Kosciusko, à qui l'acte d'insurrection, daté du 24 mars 1794, conférait une espèce de dictature, qui devait durer tant que la patrie serait en danger.

Succès des insurgés.

Varsovie, où se trouvaient dix mille Russes, sous les ordres du général Igielstrom, se soulève pareillement : le tocsin sonne dans la ville; les insurgés s'emparent de l'arsenal ; des armes sont distribuées au peuple. Une vive canonnade eut lieu entre les Russes et les Polonais; on combattit deux jours de suite : quelques milliers de Russes y perdirent la vie, et plus de quatre mille d'entre eux furent faits prisonniers : le général Igielstrom s'échappa de la ville, emmenant avec lui environ trois mille hommes. La même insurrec-

tion éclate à Wilna, et gagne toute la Lithuanie. Plusieurs régimens polonais, entrés au service de Russie, se rangèrent du côté des insurgés, qui d'abord se virent partout vainqueurs.

Faiblesse de leurs moyens.

La joie que leur causa ce début avantageux, ne fut pas de longue durée: leurs moyens ne répondaient pas à l'importance de leur entreprise. L'enthousiasme pour la liberté n'était pas universel; les opinions étaient divisées; le roi, en ayant l'air d'approuver les efforts des patriotes, ne laissait pas de seconder secrètement les intérêts des partisans de la Russie; d'un autre côté, les nobles paraissaient peu disposés à soutenir une cause dont le succès aurait nui à leurs priviléges. Enfin Kosciusko était dans l'impuissance d'opposer des forces égales à celles des Russes et des Prussiens, qui agissaient de concert pour comprimer l'insurrection.

Siége de Varsovie.

Le 8 juin, ce général essuya un échec, à la suite duquel le roi de Prusse se rendit maître de Cracovie. De là, soutenu d'un corps russe, ce prince entreprit en personne d'assiéger Varsovie; mais presque deux

mois s'étaient écoulés, lorsqu'il leva le siége de cette ville, pour arrêter les progrès d'un soulévement général qui, de la Grande-Pologne, s'étendit dans la Prusse occidentale.

Défaite des insurgés.

L'Autriche, qui jusqu'alors avait gardé la neutralité, fit marcher une armée, dont une colonne se porta sur Brzesc, et l'autre sur Dubnow; et les Russes, sous les ordres de Suwarow, s'avancèrent dans la Lithuanie, où ils défirent un corps d'insurgés commandés par Sierakowski.

Enfin, Kosciusko voulant, par un dernier effort, empêcher la jonction de l'armée de Suwarow avec celle du général russe Fersen, tourna ce dernier, auquel il livra le combat, le 10 octobre 1794, auprès de Macejowice. Cette action, qui fut des plus meurtrières, coûta la vie à la plus grande partie des insurgés, et le reste fut fait prisonnier. Kosciusko lui-même, dangereusement blessé, tomba entre les mains du vainqueur.



Prise de Varsovie.

Ce désastre fut suivi d'un autre qui décida du sort des insurgés. Les généraux polonais Dumbrowski et Ma-

dalinski, abandonnant la Prusse et la Grande-Pologne, où ils faisaient la guerre, marchèrent avec leurs troupes au secours de Varsovie. Suwarow, se portant pareillement sur cette capitale, fut joint par un corps de Prussiens avec lequel il en combina le blocus. Le 4 novembre, les Russes livrèrent assaut au faubourg de Varsovie nommé Prague, où se trouvait une garnison de huit à dix mille Polonais, qui, malgré une défense courageuse, ne purent résister à l'ardeur impétueuse des Russes. Ceux-ci, ayant emporté de vive force le triple retranchement de Prague, y passèrent au fil de l'épée une grande partie des insurgés; en un mot, la place fut saccagée et ruinée de fond en comble. Les habitans de Varsovie, consternés, capitulèrent, et, le 9 novembre, Suwarow fit son entrée dans cette ville. Ainsi fut terminée l'insurrection.

Le roi de Pologne, Stanislas-Auguste, s'étant retiré à Grodno, résigna sa couronne entre les mains de l'impératrice de Russie, par un acte d'abdication du 25 novembre

1795; et le démembrement final de ce malheureux pays, eut lieu de la manière suivante, entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

Troisième et dernier démembrement de la Pologne.

La Russie obtint tout ce qui restait à la Pologne de la Lithuanie jusqu'au Niémen, aux limites des palatinats de Brzesc et de Nowogrodek, et de là au Bug; elle eut aussi la plus grande partie de la Samogitie, avec toute la Courlande, le Semigalle, la partie du pays de Chelm, située sur la rive droite du Bug et le restant de la Wolhynie; en tout environ deux mille lieues carrées.

La Prusse obtint la partie des Palatinats de Masovie et de la Podlachie, située sur la rive droite du Bug; elle eut de la Lithuanie la partie du palatinat de Troki et celle de la Samogitie, qui est en deçà du Niémen, avec un petit district de la Petite-Pologne, faisant partie du palatinat de Cracovie; le tout évalué à environ mille lieues carrées.

L'Autriche eut, outre une grande partie du palatinat de Cracovie, les palatinats de Sendomir et de Lublin, avec la portion du district de Chelm

et des palatinats de Brzesc, de Podlachie et de Moravie, sur la rive gauche du Bug; le tout faisant environ huit cent trente-quatre lieues carrées.

Enfin, les trois puissances copartageantes, étant convenues d'acquitter les dettes du roi et de la république de Pologne, assurèrent au prince démissionnaire une pension annuelle de deux cents mille ducats.

C'est ainsi que la destruction de la Pologne changea entièrement le système politique du Nord, en renversant la barrière établie entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, qui dès lors devinrent des puissances immédiatement voisines.

LIVRE TROISIÈME.

DEPUIS les troubles de France, en 1789, jusqu'à l'établissement du Directoire, en 1795.

CHAPITRE PREMIER.

Révolution de France. — Etats généraux. — Assemblée nationale. — Troubles de Paris. — Acte constitutionnel. — Louis XVI est conduit de Versailles à Paris. — Constitution civile du clergé. — Fuite de Louis XVI. — Il accepte l'acte constitutionnel.

Révolution de France.

TANDIS que la Pologne était pour ainsi dire effacée de la carte politique, une révolution d'une nature extraordinaire agitait la France, sur laquelle étaient fixés les regards de toute l'Europe. Déjà les germes de cette révolution se trouvaient dans la monarchie, lorsque Louis XVI monta sur le trône. On gémissait des

déprédations et des mœurs corrompues qui avaient signalé les dernières années du règne de Louis XV. On déclamait contre le fardeau des impôts, la vénalité des charges, l'imperfection des lois criminelles, l'injustice des lettres-de-cachet, les entraves opposées à la pensée par la censure, et autres abus : on criait contre les richesses du clergé, contre les tributs qu'on payait au pape, contre la prodigalité des pensions, et les dépenses énormes de la cour : la crainte d'une banqueroute allarmait les esprits : les nobles, amollis par le luxe, se livraient aux plaisirs de la société, bien sûrs que, sans travail et sans instruction, ils occuperaient les places les plus éminentes, tant civiles que militaires.

La dernière classe du peuple, ignorante, abrutie, aigrie par la misère, était prête à seconder tout mouvement, et à commettre tous les excès. La classe mitoyenne, qui avait des mœurs, des lumières et de la capacité, s'irritait de se voir dédaignée par la classe supérieure, et cherchait à s'affranchir de la sujétion qui l'humiliait depuis long-temps.

Tout paraissait conspirer pour accélérer le moment critique qui devait changer la face de la France. En outre, de savans interprètes faisaient connaître les maximes des sages de l'antiquité; les législations des Spartiates, des Athéniens et des Romains, étaient développées par d'habiles politiques; de profonds écrivains expliquaient les principes de la liberté; des hommes hardis attaquaient avec audace le despotisme civil et religieux; d'autres tournaient en ridicule les préjugés de toute espèce; et par un contraste frappant, le gouvernement, jaloux de maintenir son autorité absolue, avec la domination de l'Eglise et les prérogatives des nobles, permettait que la jeunesse reçût une éducation libérale et républicaine dans les colléges, où leur étaient présentés pour modèles, Solon, Thémistocle, Aristide, Epaminondas, Brutus, Cincinnatus, Scipion, Caton. En un mot, tous les élémens d'un bouleversement se trouvaient dans la monarchie.

Louis XVI commença son règne sous les auspices de la bienfaisance;

mais, au milieu des écueils qui environnaient le trône, il eût fallu un pilote ferme et habile pour diriger le timon de l'état : il avait à lutter contre mille obstacles, que sa faiblesse et sa bonté ne pouvaient surmonter. Les parlemens étaient opposés à la cour, la robe à l'épée, le clergé inférieur au clergé dignitaire, la bourgeoisie à la noblesse. Les hommes de lettres, les avocats, frondaient la cour et le ministère.

Quoique les ressorts de l'état fussent relâchés, la monarchie se soutenait encore; mais il ne fallait, pour la renverser, qu'une commotion, que fit naître, en 1789, la convocation des états-généraux à Versailles. Le tiers-état, contre les anciennes institutions, y obtient une double représentation, et dès ce moment, la révolution est décidée. La noblesse et le clergé voulaient rendre illusoire cette double représentation, en faisant décider qu'on délibérerait par ordre, et non par tête. Ce projet irrita les esprits; une guerre terrible est déclarée entre les deux ordres supérieurs et le tiers-état. Tout prend

Etats-Généraux, en 1789.

une face nouvelle. Le roi ordonne de fermer le lieu des séances des états-généraux. Le tiers résiste à ses ordres; il se réunit dans un jeu de paume où il fait le serment de ne jamais se séparer. Les états se constituent en *assemblée nationale*. En vain le roi fait approcher la force armée : Mirabeau demande au monarque d'éloigner ses troupes, et de ne point violer la liberté de l'assemblée. La foudre perce enfin les nuages amoncelés sur la France. Le mot *liberté* est le cri général : on prend les armes; la terreur et le désordre règnent partout.

Assemblée Nationale.

Troubles de Paris.

Au 14 juillet, une foule immense, à Paris, se précipite sur la Bastille; on s'en empare, et on égorge le gouverneur. Le peuple commet les excès les plus coupables : plusieurs personnes, que leurs rangs ou d'anciens ressentimens exposaient à la fureur publique, sont assassinées; enfin, on forme une garde nationale, dont le commandement est confié au général La Fayette, déjà connu pour avoir combattu en faveur de l'indépendance des Américains. Au

milieu de l'agitation des esprits, le roi revient à Paris, où il reçoit du maire la cocarde nationale des révolutionnaires. La tranquillité qui suivit cette démarche de Louis XVI, ne fut qu'apparente. Le soulévement de la capitale se communiqua à toute la France, où la guerre du tiers-état contre la cour et les deux ordres supérieurs enflammant toutes les passions. Le soldat n'obéit plus à ses chefs. On ouvre les prisons; dans plusieurs provinces on incendie les châteaux; on immole un grand nombre de victimes au nom de la justice et de la liberté. Pour se mettre à l'abri des dangers, plusieurs princes et des personnes éminentes de la cour quittent la France.

Sur ces entrefaites, quelques cours de l'Europe, pour qui la puissance prépondérante de la maison de Bourbon était depuis long-temps un objet de jalousie, voyaient avec plaisir un nouvel ordre de choses qui ne pouvait que diminuer, et même détruire son influence dans la balance politique.

L'assemblée nationale n'en pour-

suivait pas moins ses projets de réforme. Elle allégeait le fardeau des impôts, instituait les jurés, établissait la liberté des cultes et de la presse. Enfin, le 4 août, le système féodal et toutes ses prérogatives, qui séparaient du peuple la noblesse, sont abolis. Dès ce moment, la guerre de la nation contre le clergé, les nobles et la cour, devient plus violente.

Acte constitutionel.

L'assemblée nationale s'occupe d'une constitution : après avoir proclamé *la déclaration des droits et la souveraineté du peuple*, aboli les anciennes dénominations des provinces, et décidé que le royaume serait divisé en départemens, elle décréta que la France serait une monarchie héréditaire ; que le pouvoir législatif appartiendrait à une seule chambre, composée de députés nommés par la nation; que les lois seraient sanctionnées par le roi, qui pourrait y apposer un *veto* suspensif, et que le pouvoir exécutif lui serait attribué ; de plus, que sa personne serait inviolable, la responsabilité ne pesant que sur ses ministres. Cette constitution ayant été proposée à l'accep-

tation du roi, il répondit par un mémoire contenant les modifications qu'il désirait. Sa réponse, regardée comme un refus d'adhérer à la constitution, échauffa les esprits. Dans cette circonstance critique, la cour allarmée ne savait quel parti prendre, tant elle éprouvait de contrariétés, et redoutait de nouveaux orages.

Louis XVI est conduit de Versailles à Paris.

Enfin, le 5 octobre, le tocsin sonne dans Paris : une multitude forcenée d'hommes et de femmes, ayant pour cri de rallîment, *du pain, et Versailles*, va dans sa fureur assaillir Louis XVI dans son palais. Le roi accompagné de sa famille, est entraîné dans la capitale au milieu des orgies et du délire d'une populace effrénée, précédée, dans sa marche, de têtes de gardes-du-corps qui avaient péri en voulant le sauver. D'après l'opinion générale, les auteurs de cette conspiration voulaient la fuite du roi et la mort de la reine.

Constitution civile du clergé. 1790.

Dès cet instant, l'assemblée nationale quitte Versailles pour se rendre à Paris, où elle décrète la *constitution civile du clergé*, laquelle ne fit

qu'aigrir les haines, et accroître les troubles que la politique étrangère alimentait secrétement dans l'espoir de consommer la ruine de la France.

Fuite de Louis XVI, le 21 juin, 1791.

Les nobles effrayés émigrèrent en foule. Le roi est abreuvé d'amertume, insulté journellement : le monarque d'un peuple libre ne peut aller respirer l'air à St.-Cloud, à deux lieues de la capitale. Bientôt, d'après un plan d'évasion mal combiné, il s'échappe pour se rendre aux frontières. Arrêté dans sa fuite, il est ramené dans Paris, et retenu dans une étroite captivité. Une troupe nombreuse d'hommes séditieux voulant exercer les droits de souveraineté, se réunit au Champ-de-Mars sous le prétexte de signer une pétition, dont le but était de faire le procès au roi, et d'établir le gouvernement républicain. On fut obligé d'employer la force contre cette populace, qui fut dispersée à coups de fusil. Les factieux furent comprimés pour quelque temps, et la France fut un moment tranquille.

Il accepte l'acte constitutionnel.

Louis XVI ayant accepté, le 14 septembre 1791, *l'acte constitu-*

tionnel qui lui fut présenté, recouvra un pouvoir et une liberté illusoires. Il n'avait que le titre de roi, se trouvant placé sous la dépendance de la nation. La situation de ce prince devint encore plus fâcheuse sous l'assemblée législative, qui succéda, au mois d'octobre, à l'assemblée nationale.

CHAPITRE II.

Décrets de l'assemblée législative. — Déclaration de guerre par la France contre l'Autriche. — Assassinat du roi de Suède. — Guerre de l'Autriche et de la Prusse contre la France. — Journée du 10 août. — Retraite des Prussiens. — Massacre des 2 et 3 septembre.

Sur ces entrefaites, les souverains de l'Europe fixaient toujours leur attention sur les événemens de la France. Le pape avait déclaré schismatiques tous ceux qui reconnaissaient les décrets de l'assemblée nationale ; et pour le punir, les Français lui enlevèrent le comtat Venaissin, sur lequel les rois de France s'étaient toujours politiquement réservé des droits.

Les passions agitaient les différens partis : les démagogues, connus sous le nom de jacobins, fomentaient la discorde; la noblesse, aveuglée par

son intérêt, se flattait que les désordres qui régnaient, dégoûteraient le peuple de son amour pour la liberté; le clergé, qui allarmait les consciences, croyait que l'état actuel des choses ne tarderait pas à lui rendre ses prérogatives et sa fortune; les émigrés, réfugiés à Coblentz où ils s'armaient, comptant sur l'appui désintéressé des princes de l'Europe, se voyaient déjà rentrés dans leur patrie sans la moindre résistance. Quant à la cour de Louis XVI, incertaine, allarmée, elle flottait alternativement entre la crainte et l'espérance.

Décrets de l'assemblée législative.

Cet état d'aveuglement des esprits produisit une succession d'erreurs, de folies et de contradictions. L'assemblée législative s'écartant des règles de la modération et de l'équité, eut recours au système affreux des punitions en masse : elle lança un décret contre les prêtres qui n'avaient pas adopté la constitution civile du clergé, et qui furent nommés *réfractaires*, quoique la loi leur eût laissé la liberté de prêter ou de refuser le serment. Elle porta de plus, au mépris de la constitution, un décret

contre tous les émigrés, sans distinguer l'âge, le sexe, ni les motifs de leur absence. Usant de la prérogative constitutionnelle, le roi refusa de sanctionner ces décrets. Les démagogues regardèrent ce refus comme l'effet d'une intention contre-révolutionnaire.

Louis XVI voulant prouver que sa conduite était dirigée par des intentions pures et pacifiques, écrivit aux princes français émigrés, pour les inviter à quitter les armes et à revenir près de lui : cette démarche, qui ne parut ni sincère aux démocrates, ni libre aux princes, n'eut aucun succès.

Tout annonçait, de jour en jour, que la paix de l'Europe ne tarderait pas à être troublée. L'empereur Léopold II avait déclaré que, si les Français entraient dans l'électorat de Trèves pour y désarmer les émigrés, il regarderait cet acte comme une hostilité. Le roi de Prusse manifesta la même déclaration.

Le corps législatif avait rendu un décret qui prononçait la déchéance des princes français absens de leur pays, et venait d'en proclamer un

autre pour rappeler en France tous les émigrés, sous peine, en cas de désobéissance, de voir leurs biens séquestrés. En même temps, les factions répandaient tellement la terreur, que les propriétaires étaient forcés de fuir leurs foyers. Au dehors, les puissances étrangères, par une affreuse politique et des promesses séduisantes, excitaient les royalistes à venir se ranger sous leurs drapeaux, pour reconquérir les droits de la royauté et les prérogatives de la noblesse; et ceux qui s'y refusaient, étaient accusés de manquer à l'honneur.

Chaque jour rendait plus critique la position de Louis XVI. Ses ministres, à la tête desquels était Dumourier, le portaient à la guerre: s'il adoptait ce parti, il se mettait dans le cas, au moindre revers, d'être accusé d'avoir appelé les ennemis dans le sein de la France; d'un autre côté, s'il se refusait aux conseils de ses ministres, il devait s'attendre qu'on lui reprocherait d'être d'intelligence avec les étrangers.

Déclaration de guerre, par la France, contre l'Autriche.

Dans cette perplexité, le roi vint, au milieu des acclamations de l'as-

semblée législative, déclarer la guerre au roi de Hongrie et de Bohême, François II, qui venait de succéder à Léopold II. Cette démarche de Louis XVI produisit en Europe une surprise extraordinaire, et causa beaucoup de joie aux émigrés, qui savaient que Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, armerait contre la France, si elle attaquait quelque prince de l'empire.

Assassinat du roi de Suède.

Gustave III, roi de Suède, qui devait se mettre à la tête des puissances coalisées, contre la France, venait de périr par la main d'un assassin. Plusieurs nobles avaient juré sa mort, les uns dans le dessein de rétablir l'autorité du sénat, que ce prince avait dépouillé, en 1772, de ses priviléges, les autres par des ressentimens personnels. Ce fut au milieu d'un bal masqué, qu'il fut blessé mortellement d'un coup de pistolet.

Gustave III vécut encore quelques jours, montrant, au milieu des plus grandes douleurs, une fermeté inébranlable, et conservant jusqu'au dernier moment l'usage de ses facultés intellectuelles. L'assassinat du roi,

dans un moment où il allait marcher contre les Français, fit soupçonner que c'était l'effet de leurs machinations; mais on fut bientôt convaincu du contraire. L'assassin ne tarda pas à être découvert, et expia son crime sur l'échafaud. Il résulta de la mort de Gustave III, que la Suède ne fut pas engagée dans les démêlés sanglans qui eurent lieu avec la France, l'Autriche et la Prusse.

Guerre de l'Autriche et de la Prusse, contre la France.

Le duc de Brunswick, généralissime des armées combinées de ces deux puissances, ayant publié un manifeste menaçant contre les Français, cette déclaration fut pour eux le signal d'un armement universel, et de l'union de tous les partis contre l'ennemi qui menaçait leur territoire. Dès que ce manifeste fut connu à Paris, les jacobins, devenus furieux, exaspérèrent tous les esprits. Les clubs, les places publiques retentirent de vociférations incendiaires, et de dénonciations violentes contre Louis XVI et sa famille. Les nobles, les prêtres, les riches de toutes les classes furent désignés à la populace comme ses ennemis, et comme les

partisans des puissances coalisées. L'effervescence de la multitude fut portée à son comble.

Journée du 10 Août.

L'explosion fut si terrible, que le roi se vit attaqué, dans son palais des Tuileries, par des milliers d'individus. La scène fut affreuse. On n'entendit d'autre bruit que celui du canon des assaillans. En vain les Suisses, qui gardaient le palais, firent une vigoureuse résistance. Louis XVI fut obligé de chercher un asile au sein de l'assemblée législative. Les Tuileries furent forcées, les royalistes tués ou dispersés, les Suisses massacrés. Dans cette crise sanglante, le roi est suspendu de ses fonctions, et renfermé au Temple avec sa famille. Un gouvernement provisoire est établi, et l'on convoque une Convention nationale pour prononcer sur le sort du monarque. Tel fut le triomphe des chefs de la commune de Paris, qui bravaient l'autorité législative.

Retraite des Prussiens.

Le duc de Brunswick s'étant emparé de Longwi, la ville de Verdun ne tarda pas à lui ouvrir ses portes; de là, s'avançant dans la Champagne, il ne put aller plus loin que Valmy,

où s'engagea une affaire, dont le résultat fut la retraite des Prussiens. Cette retraite effectuée par le duc de Brunswick, sans qu'il eût livré une grande bataille à l'armée française, commandée par Dumourier, parut alors un problème difficile à expliquer par des raisonnemens politiques.

Dès la fatale journée du 10 août, on avait jeté dans les prisons, les prêtres, les nobles, les riches indistinctement, surtout ceux qui avaient manifesté de l'attachement au roi et à la constitution : on les accusait d'avoir formé le projet de faire périr les familles des patriotes, lorsque le peuple marchait pour repousser l'ennemi. A la nouvelle de l'entrée des Prussiens dans Verdun, les hommes qui avaient usurpé le pouvoir, autorisèrent des excès qui font frémir l'humanité: par leur ordre, des monstres se portent aux prisons, et massacrent, durant trois jours consécutifs, les malheureuses victimes que les chefs de la démagogie y avaient fait enfermer. Aucune autorité constituée n'arrêta ce carnage. La commune de

Massacre des 2, 3 et 4 septembre.

Paris, qui dominait l'assemblée législative, osa même adresser des circulaires à toutes les municipalités de la France, pour les inviter à imiter l'exemple de la capitale.

CHAPITRE III.

Confiscation des biens des émigrés, et peine de mort contre ceux d'entre eux qui rentreraient. — Convention nationale. — Victoires des Français. — Jugement de Louis XVI. — Son exécution. — Coalition contre la France.

TANDIS qu'un grand nombre de Français fuyaient leur patrie, où l'on ne voyait que les plus affreux désordres, le corps législatif décréta la confiscation des biens déjà séquestrés des émigrés, ainsi que la peine de mort contre ceux d'entre eux qui rentreraient en France ; cette mesure comprit toutes les classes indistinctement, sans excepter même les enfans. Confiscation des biens des émigrés, et peine de mort contre ceux d'entre eux qui rentreraient.

La première opération de la Convention nationale, qui remplaça l'Assemblée nationale, fut d'abolir la royauté et de proclamer la république française. Tels furent les funestes effets de l'invasion des Prussiens. Convention Nationale. 1792.

Leur dessein avait été de rétablir la monarchie; leur tentative enfanta une république.

Victoires des Français.

Cet événement extraordinaire n'est pas le seul qu'offre à cette époque la révolution : au milieu des divisions qui agitaient l'intérieur, la France triomphait au dehors. Le général Montesquiou s'empare de la Savoie, qui est réunie à la république; de son côté, le général Custines, s'avançant en Allemagne, se porte sur Spire, qui lui ouvre ses portes, et se rend ensuite maître de Mayence et de Francfort. Dans le même temps, Dumourier faisait la conquête des Pays-Bas autrichiens. Ces victoires allarmèrent d'autant plus vivement les puissances de l'Europe, qu'un décret de la Convention déclarait, au nom du peuple français, qu'elle promettait son assistance aux nations qui s'insurgeraient pour conquérir leur liberté. Un pareil décret était une déclaration de guerre à tous les états monarchiques. La retraite des Prussiens et les succès des armées françaises, donnaient de l'audace aux conspirateurs du 10 août; mais l'existence de Louis XVI

les inquiétant, ils résolurent sa mort et la perte de tous ceux qui voudraient le sauver. Ils auraient pu le faire périr secrètement, mais ils préférèrent une condamnation publique.

Jugement de Louis XVI.

L'infortuné monarque comparut donc devant la Convention nationale. Ses réponses furent claires et précises. Les griefs qui lui étaient imputés étaient sans fondement. Il fut accusé de délits antérieurs à son acceptation de la constitution ; et, quand même ils eussent été fondés, ils avaient été effacés par l'amnistie générale publiée à cette époque. Les principaux chefs d'accusation dirigés contre lui, furent de ne pas avoir accepté de bonne foi la constitution ; d'avoir été en correspondance avec les émigrés, et d'avoir entretenu des intelligences avec des gouvernemens ennemis de la France : aucun de ces griefs n'était appuyé de preuves ; et, dans le cas où ils auraient été prouvés, d'après la constitution, sa personne était inviolable ; ses ministres seuls étaient responsables. D'ailleurs, la Convention avait décrété que Louis XVI n'était plus

roi; sa déchéance, la seule peine qu'on pût lui infliger, était déjà prononcée, et il n'était point dans le cas d'être poursuivi pour des délits ultérieurs qu'il ne pouvait avoir commis, puisqu'il était détenu très-étroitement en prison. Ce prince eut pour défenseurs Desèze et Tronchet, avocats d'un mérite distingué, que lui avait indiqués le respectable Malesherbes, qui prit aussi sa défense.

« Le plaidoyer, composé par ces » trois sages défenseurs (dit un historien), et rédigé par Desèze, était » noble, convaincant et sévère; il » opposait la vérité aux calomnies, » les faits aux suppositions et la rai» son aux injures. Il ne laissait au» cun doute sans éclaircissement, » aucun reproche sans réfutation. Ce » discours lumineux dissipait, par » sa clarté, toutes les ombres que » l'esprit de parti voulait étendre sur » les yeux d'une multitude fana» tique.

» S'il n'avait été question que de » porter la conviction dans les es» prits, ce discours aurait atteint par» faitement son but; mais il fallait

» combattre des passions; et peut-
» être les armes d'une pathétique
» éloquence auraient dû se joindre
» aux argumens pressans de la lo-
» gique.

» Jamais sujet plus noble et plus
» touchant ne s'était offert au talent
» d'un orateur. Un monarque puis-
» sant, précipité du haut de son
» trône dans un cachot; un roi dé-
» sarmé, poursuivi par des ennemis
» sans pitié; le législateur humain
» qui avait aboli la torture; le
» protecteur de l'Amérique; le li-
» bérateur des serfs du Jura; le
» restaurateur volontaire de la li-
» berté française, enchaîné par le
» peuple qu'il voulait affranchir;
» l'homme pacifique et sensible,
» persécuté par des proscripteurs im-
» placables dont il avait épargné le
» sang, et qui voulaient répandre le
» sien; le combat de la bonté contre
» la haine, de la vertu contre le
» crime, du courage contre la desti-
» née; le tableau de tous les mal-
» heurs qu'entraînait sa mort; les
» vengeances qu'attirait cet attentat;
» l'effrayante peinture des remords

» qui feraient l'éternel supplice de
» ses juges; tous ces moyens, pro-
» pres à ranimer le courage, à
» réveiller la sensibilité, à effrayer la
» haine, furent interdits par Louis
» XVI à ses défenseurs; et lorsque
» Desèze lui présenta la péroraison
» touchante qui devait terminer son
» discours, ce prince voulut qu'il la
» supprimât, et lui dit: *Je ne veux*
» *pas attendrir.*» (1)

En vain les membres de la Convention qui s'opposaient à la condamnation de Louis XVI, firent valoir les argumens d'une saine politique, d'une jurisprudence éclairée et d'une humanité généreuse; ceux qui voulaient sa mort l'emportèrent. Quoique le Code criminel exigeât la majorité des deux tiers pour la condamnation de tout individu, le monarque fut condamné à la majorité de cinq voix. Malesherbes et ses collègues eurent beau protester contre ce jugement illégal, le parti dominant avait résolu de violer toutes les

(1) Tableau hist. et polit. de l'Europe, par P. L. Ségur.

lois ; et l'audacieux Danton déclara que, *lorsque la Convention décidait de la destinée d'un empire à la simple majorité des voix, il était absurde de s'arrêter à de vaines formes, quand il s'agissait de juger un tyran* (1). Ceux qui voulaient sauver Louis XVI, avaient inutilement voté l'appel au peuple ; ils firent sans succès un nouvel effort, en demandant un sursis jusqu'à la paix ; leur motion fut rejetée. L'arrêt fatal fut porté au roi, qui s'y soumit avec calme et résignation.

Exécution de Louis XVI.

Le 21 janvier 1793, il monta sur l'échafaud avec fermeté. Il voulut haranguer le peuple ; mais, après qu'il eut prononcé quelques mots, un roulement de tambours étouffa sa voix. Alors il se plaça sous l'instrument de la mort, et sa tête tomba. Ce prince montra dans ses derniers momens, un héroïsme dont il avait donné peu d'exemples durant sa vie. Il mourut en pardonnant à ses ennemis, et en priant le ciel de détour-

(1) Idem.

ner les calamités dont il voyait la France menacée par sa mort. Elle eut en effet les suites les plus terribles et les plus désastreuses.

Coalition contre la France.

La fin tragique de Louis XVI, et les succès des armées françaises, produisirent une coalition générale des cours de l'Europe, disposées à tirer vengeance de la mort de ce monarque. Le roi de Prusse s'unit de nouveau à l'empereur d'Allemagne, et ordonna de nouvelles levées d'hommes dans ses états; le Landgrave de Hesse joignit ses forces à celles de la Prusse; les troupes hanovriennes furent mises en mouvement; le roi d'Espagne entra dans la ligue générale; la Grande-Bretagne s'y joignit pareillement, ainsi que le Stadhouder des Provinces-Unies et le Portugal. La Russie et les princes d'Italie suivirent l'impulsion générale; enfin, à l'exception du Dannemark, de la Suède et de la Porte-Ottomane, toute l'Europe était coalisée contre la France, qui sans finances, déchirée par des factions, opprimée au dedans par des tyrans révolutionnaires, paraissait n'être pas en état de résister à cette ligue formidable.

CHAPITRE IV.

Campagne de 1793. — Gouvernement révolutionnaire. — Opération militaire. — Exécution de Marie-Antoinette, reine de France. — Siége de Lyon. — Scènes d'horreur à Toulon. — Guerre de la Vendée. — Fin de la campagne.

La campagne de 1793 s'ouvrit par une suite de revers du côté des Français. Le général Dumourier, qui s'était rendu maître des Pays-Bas Autrichiens, ayant été battu par le prince de Cobourg, fut obligé d'abandonner ses conquêtes, et de rentrer en France. La Convention instruite qu'il avait des intelligences avec les Autrichiens, nomma quatre commissaires de son sein, pour aller, avec Beurnonville, ministre de la guerre, s'assurer de sa personne. Dumourier les ayant fait arrêter, les livra au prince de Cobourg, comme ôtages des personnes de la famille royale, détenues dans la prison du Temple. Après ce coup hardi, ce général, Campagne de 1793.

prenant la fuite, gagna les avant-postes de l'ennemi pour se soustraire à la mort que la Convention lui réservait. Cet événement termina la carrière militaire de Dumourier, qui ne rentra plus en France.

Gouvernement révolutionnaire.

La Convention était alors divisée en deux factions, dont les querelles ne tendaient qu'à produire les plus horribles convulsions. Le gouvernement commit toutes les espèces d'atrocités imaginables. La terreur parvint à son comble. Les riches, les nobles, les hommes de mérite étaient exterminés ; les personnes vertueuses et modérées étaient condamnées à périr sur l'échafaud. La religion fut abolie ; ses emblèmes, ses ornemens furent profanés. Les ecclésiastiques, membres de la Convention, abjurèrent leur croyance, déclarèrent qu'ils avaient jusqu'alors trompé le peuple, et qu'ils ne reconnaissaient d'autre divinité que la liberté ; partout les églises furent pillées : des châsses d'argent de la Vierge et de saints, des crucifix, etc., furent offerts par des ecclésiastiques, comme dons volontaires à la république. Pour effacer toute trace du christianisme, on

changa le calendrier, et les mois eurent de nouveaux noms. Le clergé fut proscrit. Toute la France n'offrait en spectacle que prisons et bourreaux. Le gouvernement révolutionnaire, le plus tyrannique qu'on eût jamais vu, disposait impunément des biens du travail et de la vie de tous les Français: il s'empara de tous les biens-fonds et revenus ecclésiastiques, et confisqua les propriétés des nobles et des riches commerçans, désignés à la nation comme traîtres et monopoleurs. Il ordonna une levée en masse, et plus d'un million d'hommes s'armèrent pour combattre les ennemis de l'intérieur et du dehors.

La guerre eut lieu sur trois théâtres différens, les Pays Bas, les bords du Rhin, et le midi de la France. Ce fut sur ces trois points que s'avancèrent les armées étrangères, qui d'abord obtinrent quelques succès, lesquels ne furent pas de longue durée. Après un blocus de trois mois, Condé se rendit aux Autrichiens. La ville de Valenciennes tomba de même au pouvoir de l'ennemi, s'étant rendue par capitulation

Opérations militaires.

aux Anglais, commandés par le duc d'Yorck, qui, sans perdre de temps, se porta contre Dunkerque; mais les Français, qui, sous les ordres du général Houchard, vinrent au secours de cette place, battirent les Anglais, qu'ils forcèrent de se retirer et d'abandonner un nombreux train d'artillerie, avec beaucoup de munitions. Dans cette déroute, le duc d'Yorck fut sur le point d'être fait prisonnier.

Malgré cette victoire, le général Houchard fut mis en jugement par la Convention, et condamné à mort pour n'avoir pas, suivant ses accusateurs, profité de ses avantages, en faisant mettre bas les armes aux ennemis.

Du côté du Rhin, le début de la campagne fut, comme sur les frontières du nord de la France, favorable aux alliés, mais ils finirent par éprouver des défaites. Les Prussiens chassèrent les Français de la ville de Francfort, et reprirent sur eux Mayence : réunis aux Autrichiens auxquels ils s'étaient joints, les émigrés commandés par le prince de Condé, forcèrent les lignes de Weis-

sembourg. Landau fut bloqué et Strasbourg menacé. Cette suite de désastres, qu'éprouvèrent les républicains, devint funeste au général Custines, qui s'était distingué dans la campagne précédente. N'ayant pu secourir Mayence, il fut suspect à la Convention, qui lui fit subir le même sort qu'au général Houchard.

Exécution de Marie-Antoinette, reine de France.

Une pareille destinée attendait l'infortunée veuve de Louis XVI, Marie-Antoinette d'Autriche, prisonnière au temple depuis treize mois. Vouée à la mort avant de comparaître devant ses juges, elle montra en leur présence le plus grand calme et la fermeté convenable à l'innocence. Son crime était d'appartenir à la maison d'Autriche, ennemie de la république. Sans entrer dans les détails affligeans de son jugement, il suffit de citer un seul trait bien digne de mémoire : un témoin rapporta des déclarations qu'il prétendit lui avoir été faites par le fils même de cette princesse, lesquelles donnaient à entendre qu'elle se serait livrée avec cet enfant, à des excès dont l'idée seule est capable de

révolter la nature. Comme elle dédaignait de répondre à cette horrible accusation, un des juges la somma de s'expliquer. *J'en appelle à toutes les mères*, dit-elle, *aucune d'elles ne croira à la possibilité d'un pareil crime.* Telle fut la noble réponse de Marie-Antoinette, qui alla au supplice avec le même courage qu'elle montra durant sa captivité et l'instruction de son procès. Ce fut le 16 octobre 1793, que la fille de Marie-Thérèse fut conduite en charrette pour subir le même supplice que Louis XVI.

Peu de temps après, vingt membres de la Convention, mis en jugement par ses ordres, furent, d'après différentes accusations vagues, déclarés coupables, et condamnés à mort. Philippe, duc d'Orléans, ainsi que Bailly, premier maire de Paris, ne purent se garantir du même sort.

Siège de Lyon.

Tandis que le sang ruisselait de toutes parts, le midi de la France était en insurrection.

La ville de Lyon, qui s'était opposée aux vexations des hommes atroces de la convention, fut obligée

de se défendre contre l'attaque d'une armée révolutionnaire envoyée pour la soumettre, ou plutôt pour l'anéantir. Les pères, les mères et les enfans y combattirent avec courage. A la fin, vaincus, ou plutôt réduits à la dernière extrémité, les Lyonnais ouvrirent leurs portes aux trois commissaires de la convention, du nombre desquels était un vil histrion, Collot-d'Herbois, qui se vengea sur les infortunés habitans, des sifflets et du mépris dont ils avaient, plusieurs années auparavant, accueilli avec justice son défaut de talens, et la corruption de ses mœurs. Des milliers de personnes périrent par ses ordres. Les bourreaux ne pouvant suffire, il y suppléa par des canons chargés à mitraille. La destruction des plus belles maisons, la démolition des édifices publics, le pillage, le viol, et tous les genres de cruautés complétèrent cette scène d'atrocités.

Après la prise de Lyon, la ville de Marseille épouvantée du sort de cette florissante cité, ouvrit ses portes, et se soumit. Mais les habitans de Toulon, étant entrés en négociation avec

Scènes d'horreurs, à Toulon.

l'amiral anglais Hood, qui mouillait dans la Méditerranée, lui livrèrent leur ville avec les vaisseaux renfermés dans le port. Hood en prit possession au nom de Louis XVII. Toulon ne fut pas long-temps au pouvoir de l'ennemi. L'armée révolutionnaire s'approcha, et après plusieurs affaires sanglantes, les Anglais vaincus se disposèrent à évacuer cette ville, non sans laisser des traces de leur désespoir; ils emmenèrent quelques vaisseaux; d'autres furent brûlés ou coulés à fond. Le feu fut mis à la corderie. Les républicains, étant entrés dans cette place, y renouvelèrent les scènes d'horreur qui suivirent le siége de Lyon.

Guerre de la Vendée.

Un autre point de la France était devenu le théâtre d'une guerre désastreuse. Une insurrection avait éclaté dans la Vendée, l'un des départemens formés par l'ancienne province de Poitou. L'abolition de la religion et de la royauté en avait soulevé les habitans, qui arborèrent le drapeau blanc, et prirent le nom d'armée catholique et royale. Pendant quelque temps, ils furent constam-

ment vainqueurs, et par leurs succès, ils attirèrent sous leurs drapeaux des mécontens de tout genre, des prêtres, des nobles, des contrebandiers, des malfaiteurs, enfin, beaucoup de gens qui avaient été suivis ou persécutés par l'effet de la révolution. Pleins d'ardeur et de courage, ils battaient les nouvelles recrues dont se composaient les armées républicaines. La Convention, voyant que les troupes avaient le désavantage dans cette guerre meurtrière, envoya dans la Vendée, différens corps d'anciens soldats; et comme ces forces ne se trouvaient pas suffisantes, les départemens voisins reçurent l'ordre de se lever en masse pour exterminer les insurgés. Ceux-ci résistèrent quelque temps avec fermeté contre les attaques de ces nombreuses armées. Mais ils manquèrent bientôt des moyens nécessaires pour soutenir la guerre, et d'ensemble dans leurs opérations: n'ayant pas de grosse artillerie, ils furent hors d'état de s'emparer d'aucun port de mer qui pût les faire communiquer avec les Anglais: aussi, après avoir essuyé des

pertes considérables, furent-ils obligés de recourir au projet qu'ils avaient formé, de se rendre maîtres de la Rochelle, des Sables et de Nantes. Des dissensions survenues entre eux, devinrent en même temps funestes à leur cause. Des divisions s'élevèrent parmi les chefs, qui tous ambitionnaient les grades supérieurs, et dédaignaient la subordination. Si les Anglais avaient alors débarqué sur la côte des forces auxiliaires, et placé un prince français à la tête des Vendéens, cette guerre cruelle se serait peut-être terminée par le destruction de la république. Mais l'Angleterre, intéressée à ne pas agir, ruinait la cause des royalistes, en même temps qu'elle affermissait le pouvoir de leurs adversaires, qu'il n'était pas encore temps pour elle de renverser. Les royalistes ne pouvant se reposer sur le secours étranger, se divisèrent en plusieurs armées, qui agirent sans concert. D'Elbée fut généralissime; mais Charette, avec une armée de plus de cinquante mille hommes, se sépara du corps principal, et n'agit que faiblement. Toutefois l'armée

royale et catholique fit des prodiges de valeur jusqu'au moment où elle fut accablée par le grand nombre des troupes républicaines. Ayant eu le dessous dans beaucoup d'actions meurtrières, elle fut entièrement dispersée, après avoir perdu d'Elbée et autres généraux, avec plus de cent mille combattans. Cinquante mille individus se réfugièrent en Bretagne : le reste se retira dans les bois et les marais, pour se dérober à la vengeance furieuse des républicains, qui portèrent en tous lieux la dévastation. On ne saurait imaginer les cruautés qu'ils commirent. Tout fut mis à feu et à sang, pour opérer la destruction à laquelle ces malheureuses contrées furent irrévocablement condamnées.

Les affaires des coalisés prenaient une tournure qui leur était défavorable. En Flandre, tous leurs ports, depuis Nieuport jusqu'à Maubeuge, furent attaqués. Le prince de Cobourg s'empara du Quesnoy ; mais ayant été battu près de Maubeuge, il vit échouer ses projets sur cette place. Fin de la campagne.

Sur le Rhin, l'armée austro-Prus-

sienne, commandée par le général Wurmser, ayant forcé les lignes de Weissembourg, prit Haguenau et le fort Louis, et contraignit les Français de se replier sous les murs de Strasbourg. Mais ceux-ci forcèrent à leur tour le général Wurmser et le duc de Brunswick à se retirer, le premier sur Haguenau, et l'autre sur la Lauter, où le duc repoussa les républicains, qui éprouvèrent une perte considérable : toutefois, il retira peu d'avantage de ce succès. Car les Français, sous les ordres de Hoche et de Pichegru, ayant attaqué le général Wurmser près de Haguenau, enlevèrent, après un combat opiniâtre, toutes les lignes et redoutes. Deux autres affaires non moins sanglantes où ils furent vainqueurs, contraignirent les Autrichiens de repasser le Rhin. Profitant de leurs avantages, les républicains reprirent Weissembourg; et le prince de Hohenloe fut obligé de lever le siége de Landau, et de se retirer à Mayence. Telle fut la fin de la campagne de 1793, dont le début avait été favorable aux coalisés.

CHAPITRE V.

Campagne de 1794 — La princesse Elisabeth, sœur de Louis XVI, et Malesherbes périssent sur l'échafaud. — Journée du 10 thermidor (28 juillet). — Opérations militaires.

La campagne de l'année suivante s'ouvrit par d'immenses préparatifs. Jamais on ne vit en Europe, des armées plus nombreuses et plus formidables que celles qui parurent alors sur le vaste théâtre de la guerre. Onze armées françaises, levées à la fois, couvraient toutes les frontières. Les coalisés, au nombre de quatre cents mille hommes, avaient à combattre plus de sept cents mille républicains. Campagne de 1794.

Les coalisés ouvrirent heureusement cette campagne comme la précédente. Leur première opération fut d'attaquer les Français entre Guise et Landrecies, afin de les repousser au-delà de l'Oise, et de s'emparer de cette dernière place; cette tentative

leur réussit. Landrecies se rendit par capitulation, après avoir essuyé un siége désastreux et meurtrier. La garnison fut faite prisonnière de guerre. Cet échec ne fit qu'accroître la férocité du gouvernement révolutionnaire, qui donna ordre aux armées de ne faire aucun quartier aux prisonniers anglais et hanovriens. Le duc d'Yorck montra dans cette circonstance, beaucoup de sagesse et d'humanité. Il enjoignit de ne faire aucun mal aux prisonniers français, à moins que leurs généraux ne forçassent d'user de représailles. Il faut dire aussi, à la louange des militaires français, qu'ils n'exécutèrent point ce barbare décret.

La princesse Elisabeth, sœur de Louis XVI, et Malesherbes périssent sur l'échafaud.

Sur ces entrefaites, la France était inondée de larmes et de sang. Chaque jour de nombreuses victimes étaient immolées. Il serait trop long de donner la nomenclature de tous les personnages célèbres par leurs talens, leurs crimes ou leurs vertus, qui furent exécutés. Parmi la foule d'innocens, dont le meurtre déshonore cette malheureuse époque, il faut pourtant nommer l'intègre et

et respectable Malesherbes, défenseur de Louis XVI ; et surtout ce modèle accompli de toutes les vertus, la princesse Élisabeth, sœur de cet infortuné monarque, elle fut condamnée sur les plus frivoles accusations. Son seul crime était d'être du sang des Bourbons. Elle fut exécutée la dernière des vingt-six personnes qui périrent le même jour qu'elle, et dont le sang encore fumant ruisselait sur l'échafaud où elle porta son auguste tête, avec cette douce sérénité qui la caractérisait.

Quant au vertueux Malesherbes, nous ne pouvons mieux le peindre, qu'en rapportant les paroles d'un écrivain qui s'exprime ainsi à son sujet : » M. de Malesherbes acquit des droits à la reconnaissance publique, à l'admiration de son siècle et de la postérité, en se montrant le zélé défenseur des droits du peuple, dans des temps où ce rôle ne conduisait pas à devenir une des puissances de l'état; il les obtint en combattant, avec les armes de l'éloquence et de la raison, le despotisme ministériel, lorsque par sa position, il pouvait aspi-

rer aux faveurs du roi, et aux complaisances de ses ministres;

» En signalant les lettres de cachet, comme le plus grand abus du pouvoir arbitraire;

» En établissant le principe que les actes du gouvernement ne peuvent tirer leur force de la seule volonté du monarque;

» En demandant au roi d'entendre la nation elle-même sur ses plus grands intérêts;

» En invoquant la tolérance religieuse, la liberté de la presse, la diminution des impôts;

» En exposant comme citoyen, que la justice est la vraie bienfaisance des rois; et *devenu ministre*, en insistant auprès du roi pour que la bienfaisance fût soumise aux règles de la justice;

» En proclamant, dans le conseil, que les dépenses sanctionnées par les bontés du roi, étant payées sur le produit des impôts, la nation était en droit de demander au roi de mettre des bornes à sa bienfaisance;

» En s'élevant des premiers contre l'aristocratie parlementaire, contre

celle de la noblesse et du clergé ; en les combattant de tous ses moyens et en toute occasion, comme devant être également funestes au roi et à la nation ; et dans ce combat continuel, se conduisant toujours avec franchise, sans affaiblir les attaques publiques par des concessions secrètes ;

» En prouvant enfin par tous ses discours et toutes ses actions, qu'il avait le courage de sacrifier les préjugés d'état, de naissance, de parenté, à l'intérêt public ; et que ni les égards pour ceux qui étaient plus puissans que lui, ni l'amitié, ni les liens du sang, ni aucun autre motif ne pouvaient l'empêcher de s'opposer de toutes ses forces à des actes d'autorité qui indisposaient la nation.

» Voilà quels furent les titres de Malesherbes à la reconnaissance publique. Il avait passé sa vie à *plaider la cause du peuple au tribunal de son roi*, suivant ses propres expressions, lorsqu'il eut à plaider la cause de son roi au tribunal de son peuple. Les événemens ont assez montré depuis que, si cet illustre ma-

gistrat eût obtenu quelques succès en plaidant pour le peuple, il n'aurait jamais eu à plaider pour son roi. (1)»

Journée du 10 thermidor (28 juillet). 1794.

Enfin l'humanité n'allait plus souffrir; le règne de la terreur touchait à sa fin. Le 28 juillet (10 thermidor), la France est délivrée des monstres, qui ne mettaient plus de bornes à leur fureur sanguinaire : ils furent tous traînés devant ce même tribunal révolutionnaire, dont ils s'étaient servis pour commettre tant de forfaits, et portèrent leur tête sur l'échafaud qu'ils avaient inondé du sang de milliers de victimes. Ainsi périrent les hommes atroces qui, après avoir renversé le trône de France, tyrannisèrent si cruellement vingt-cinq millions d'hommes.

Avant de passer aux suites de cette fameuse journée, il convient de parler des opérations militaires de la république contre les puissances coalisées.

Opérations militaires.

Après plusieurs combats, qui n'étaient que le prélude d'actions plus

(1) *Essai sur la vie et les écrits de M. Malesherbes*, par le comte Boissy-d'Anglas, pair de france.

importantes et plus décisives, les Français, par leur tactique, leurs marches hardies, et leur bouillante ardeur, triomphèrent de l'ordre et de la discipline de leurs adversaires. Une armée française, commandée par Pichegru, battit les Anglais dans la Flandre occidentale, s'empara d'Ypres, et menaça les Pays-Bas. Une autre armée française, se dirigeant vers le duché de Luxembourg, força les Autrichiens à se retirer. Jourdan remporta une victoire complète et décisive, à Fleurus, sur le prince de Cobourg, qui se retira vers Mastreicht. Les républicains, pendant le reste de la campagne, s'emparèrent, sans éprouver d'obstacles, de tous les Pays-Bas, et se disposèrent à porter la guerre en Hollande, sous les ordres de Pichegru.

Sur le Rhin, les Autrichiens et les Prussiens furent pareillement battus par les Français, qui menacèrent Manheim et Mayence.

L'armée d'Italie s'empara d'Oneille. Les troupes républicaines battirent les Espagnols à Saint-Jean-de-Luz, à Figuières et à Irun.

Dans cette campagne mémorable, il y eut vingt-trois siéges en forme, six batailles rangées, gagnées par les Français, qui prirent cent vingt-quatre villes.

Les escadres britanniques s'emparèrent sur eux des îles de Sainte-Lucie, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Désirade. Ainsi, parmi les puissances coalisées, la Grande-Bretagne fut la seule qui recueillit tous les fruits de la guerre qu'elle faisait contre la république. Anéantir le commerce et la marine française, établir leur domination sur toutes les mers, tel était l'objet de l'ambition des Anglais.

CHAPITRE VI.

Campagne de 1795. — Prospérité de la Grande-Bretagne. — Le roi de Prusse se retire de la coalition. — Les Français, sous les ordres du général Jourdan, sont forcés de repasser le Rhin. — Expédition de Quiberon. — Emeute à Londres. — Association des Irlandais-Unis. — Mort du fils de Louis XVI. — Sa sœur sort du Temple. — Nouvelle constitution. — Directoire.

Dans l'intérieur de la France, la terreur cessa insensiblement, après la mort des monstres qui tyrannisaient la nation. On vit par degrés l'innocence respirer, la justice reparaître. Une grande partie des juges et des jurés, bourreaux des tribunaux révolutionnaires, deux conventionnels, Lebon et Carrier, qui avaient commis mille atrocités, et d'autres scélérats, expièrent leurs crimes sur l'échafaud; les prisons furent ouvertes,

les comités révolutionnaires dissous et poursuivis par la vengeance publique.

Campagne de 1795.

Sur ces entrefaites, les républicains ne suspendirent point le cours de leurs victoires. Dès le mois de janvier 1795, Pichegru attaqua les coalisés, depuis l'Océan jusqu'au Rhin, les battit sur tous les points, et ensuite tenta de faire la conquête des Provinces-Unies, malgré la saison rigoureuse de l'hiver. Les républicains traversèrent le Wahal qui était glacé. Leur marche déconcerta les ennemis. Les Français s'emparèrent d'Utrecht, de Rotterdam et de Dort. La forteresse de Grave, après une vigoureuse résistance, s'était rendue. Aucun obstacle n'arrêtant les vainqueurs, le prince d'Orange s'enfuit avec sa famille en Angleterre. La conquête des Provinces-Unies fut rapide, et la révolution s'y opéra complètement. Le stadhoudérat ayant été aboli, un gouvernement provisoire fut établi sous la protection de la république française.

Prospérité de la Grande Bretagne.

Si les événemens militaires étaient désastreux pour les puissances coali-

sées, la guerre faisait prospérer le commerce britannique. Il fut constaté par les registres des douanes, que les exportations de l'année 1794 s'étaient élevées à vingt-cinq millions, cent soixante-neuf millions sterling. Les forces de mer consistaient en cent mille marins, et les troupes de terre en cent cinquante-huit mille hommes, outre cinquante-six mille hommes de milice, les émigrés français à la solde de la Grande-Bretagne, et de nombreux corps de volontaires. Les Provinces-Unies étant devenues une dépendance de la république française, cette circonstance, contraire aux intérêts des Anglais, les mettait dans l'obligation de redoubler d'efforts, afin d'augmenter leur marine, pour prendre des mesures tant offensives que défensives. Sans recourir à l'expédient désagréable de la presse, le cabinet de Londres crut nécessaire de mettre un embargo sur tous les navires au-dessus de trente-cinq tonneaux, jusqu'à ce qu'ils eussent fourni, pour la marine, un certain nombre d'hommes déterminé; et par ce moyen, il se procura

repasser le Rhin. Les lignes que les Français avaient élevées autour de Mayence furent ensuite attaquées et mal défendues; la confusion se met ensuite dans les rangs des républicains, qui prennent la fuite. Leurs canons, leurs bagages, restent au pouvoir de l'ennemi, qui devient maître du Palatinat et de tout le territoire qui s'étend entre le Rhin et la Moselle. Allarmé des progrès des Autrichiens, Jourdan opéra, en faveur de Pichegru, une diversion qui réussit à les arrêter dans leur marche. La saison rigoureuse de l'hiver ayant suspendu les opérations militaires, les généraux autrichiens et français conclurent un armistice de trois mois, qui fut ratifié par la Convention nationale et par la cour de Vienne.

Expédition de Quiberon.

Cette année, le ministre anglais arrêta, de concert avec les chefs de la Vendée, une expédition sur les côtes de France. Charette et autres généraux vendéens avaient réuni les débris de leurs armées. Les émigrés français réfugiés en Angleterre, où ils avaient rassemblé un corps nombreux de leurs compatriotes, que le gouvernement

Britannique avait pris à sa solde, voulaient ressusciter le parti royaliste dans la Vendée et la Bretagne. A leur sollicitation, une flotte anglaise les transporta sur la côte du Morbihan. Là, réunis à quelque troupes anglaises, et formant ensemble un corps d'environ douze mille hommes, ils firent une descente dans la baie de Quiberon. S'étant rendu maîtres d'un fort défendu par les républicains, ils se retranchèrent et se fortifièrent dans une position qu'ils avaient choisie. Le comte d'Hervilly, l'un des émigrés les plus entreprenans, commandait en chef l'expédition. Les républicains, sous les ordres du général Hoche, construisirent sur les hauteurs opposées au camp retranché des émigrés, plusieurs redoutes qui leur coupèrent toute communication par terre. Ces ouvrages furent attaqués en vain par les émigrés, qui furent obligés de se retirer avec une perte considérable. Le général Hoche, guidé par quelques transfuges, surprit le fort et le camp des émigrés, et fit prisonnier tout leur corps, composé d'environ

dix mille hommes. Le comte de Sombreuil, l'évêque de Dôle, ainsi que plusieurs autres ecclésiastiques qui avaient accompagné l'expédition, et les officiers émigrés, ayant été jugés par un conseil de guerre, furent exécutés à la tête de l'armée républicaine. Telle fut l'issue malheureuse de cette tentative des royalistes, entreprise sous les auspices du cabinet de Londres.

Emeute à Londres.

Sur ces entrefaites, il se manifesta en Angleterre une fermentation qui n'eut pas de suites sérieuses. Les sociétés des amis de la liberté et de l'égalité devenaient plus nombreuses et plus remuantes. Une disette et une cherté extraordinaire de grains, contribuèrent encore à aigrir les esprits. Dans cette circonstance, le parlement fut convoqué. La veille de sa réunion, des attroupemens se formèrent dans les environs de Londres. Le lendemain, au moment où le roi se rendait à la chambre de Pairs, suivant l'usage, la populace assaillit sa voiture, en criant : *Plus de guerre ! à bas Pitt ! à bas George !* On ajoute qu'une pierre, ou plutôt une

balle partie d'un fusil à vent, perça une des portières de son carrosse. Au retour du roi, les mêmes insultes eurent lieu. Plusieurs personnes furent arrêtées, et un individu, trouvé coupable, fut condamné au pilori, à la prison et aux travaux forcés durant cinq ans. Ces mouvemens séditieux provoquèrent deux bills que les chambres du parlement adoptèrent, l'un pour mette la personne du roi et son gouvernement à l'abri de toutes trames et tentatives criminelles; l'autre pour prévenir les attroupemens et les assemblées séditieuses.

Association des Irlandais-Unis.

En Irlande, il survint des événemens dont les suites furent plus sérieuses. Les Catholiques y avaient en quelque sorte recouvré leurs droits civils, par les concessions que le gouvernement leur avait faites. Le comte Fitz Williams ayant été nommé lord lieutenant d'Irlande, ils crurent ce ministre disposé à leur faire de nouvelles concessions; en conséquence, ils présentèrent au parlement une pétition tendante à obtenir l'abrogation des lois encore existantes qui les soumettaient à d'hu-

miliantes exceptions. Fitz Williams fit connaître au ministère combien il importait à la tranquillité publique d'acquiescer à cette demande ; mais elle fut écartée, et le lord lieutenant fut rappelé. Jamais l'éloignement d'un homme en place ne causa plus de regrets. Le jour où il quitta Dublin, fut un jour de deuil général pour la ville. Il fut remplacé par le comte de Combden, qui ne lui était pas inférieur par ses qualités. Le système de l'administration se trouvant changé, les meneurs de la populace profitèrent de cette circonstance pour faire réussir leurs projets. En 1791, une association avait été instituée sous le nom d'*Irlandais-Unis*. Son objet, en apparence, était la réforme parlementaire et l'émancipation des Catholiques. Les plans réels des auteurs et des chefs de cette société paraissent avoir été soigneusement cachés à la masse des autres membres : elle fixa peu l'attention du gouvernement, par l'extrême circonspection avec laquelle les affaires y étaient dirigées. Mais son influence s'accrut par celle des discussions qui suivirent

le rappel du comte Fitz Williams, et elle eut pour partisans, des personnages distingués par leur crédit et leurs talens. Dès lors la société des *Irlandais-Unis* devint redoutable. Les chefs établirent une correspondance suivie avec le gouvernement français. Les étincelles de rébellion s'enflammaient par degrés, et il se passa quelque temps avant qu'elles produisissent un incendie.

Mort du fils de Louis XVI. Sa sœur sort du Temple.

L'intérieur de la France était devenu moins effrayant ; mais la capitale était toujours agitée par les derniers efforts des factions. La Convention ayant anéanti, par des mesures sévères, les espérances des anarchistes, et recouvré sa liberté, nomma un comité pour travailler à une nouvelle constitution. Sur ces entrefaites, le fils infortuné de Louis XVI mourut dans les prisons du Temple. L'obscurité qui enveloppa ses derniers momens, fit naître des soupçons sur la cause de sa mort. La princesse sa sœur (depuis duchesse d'Angoulême), pareillement prisonnière, fut bientôt après, échangée contre les députés que Du-

mourier avait livrés aux Autrichiens.

Nouvelle constitution. Directoire.

La nouvelle constitution ayant paru, la Convention nationale cessa ses travaux, étant remplacée par un nouveau corps législatif, divisé d'après cette constitution, en deux conseils, l'un de cinq cents membres devant avoir trente ans révolus, et l'autre, de deux cents cinquante membres âgés de quarante ans. Par la nouvelle charte, le gouvernement était dans les mains de cinq chefs, sous le nom de *directoire*.

LIVRE QUATRIÈME.

Depuis la campagne de Bonaparte en Italie, en 1796, jusqu'à son couronnement comme empereur des Français, en 1804.

CHAPITRE I.

Campagne d'Italie sous les ordres de Bonaparte. — Campagne du Rhin. — Retraite du général Moreau. — Affaires d'Italie. — Négociations de l'Angleterre avec le Directoire. — Projet d'une descente en Irlande. — Mort de Catherine II.

Au commencement de 1796, de grands préparatifs de guerre eurent lieu sur le continent. Durant l'armistice conclu précédemment en Allemagne, entre les Français et les Autrichiens, on avait fait toutes les dispositions des deux côtés, pour recommencer les opérations militaires avec une nouvelle vigueur.

La tranquillité intérieure de la France fut rétablie par la répression des troubles de la Vendée. Charette et Stofflet, deux des principaux chefs vendéens ayant été pris, furent condamnés à être fusillés. Dès ce moment, la guerre intestine dans cette partie du territoire français, parut comme terminée.

Campagne d'Italie, sous les ordres de Bonaparte.

Au commencement d'avril, la campagne s'ouvrit, au midi, sous le commandement du général Bonaparte, dont le nom jusqu'alors peu connu, acquit depuis une si grande célébrité. Cet homme, qui a joué un rôle si extraordinaire, naquit à Ajaccio en Corse. Son père avait servi, comme volontaire, sous le fameux général Paschal Paoli, qui, après la révolution de Corse, se retira en Angleterre. L'armée française s'étendait depuis Orméa jusqu'à Voltri; l'armée autrichienne, sous les ordres du général Beaulieu, depuis le col de Tende jusqu'à Valtagio. Celui-ci ayant chassé, le 10 avril, les Français dans leur position à Voltri, parvint à s'emparer de tous les retranchemens de leur ligne d'avant-pos-

tes, à l'exception d'un seul, la redoute de Mondovi. Bonaparte, par un mouvement dérobé, tombant sur les derrières et les flancs des Autrichiens, les bat complétement, tandis que le général Masséna attaque et met en déroute les Piémontais, qui venaient au secours de Beaulieu. Cette affaire eut lieu près du village de Montenotte.

De là, Bonaparte s'avance dans le Montferrat. Les Autrichiens sont culbutés et poursuivis; mais par un événement imprévu, une colonne autrichienne s'étant portée sur Dégo, réussit à s'en emparer. Bonaparte, jaloux de reprendre ce poste, fit former un régiment en colonne, et se porta sur le front des ennemis, tandis qu'un autre corps attaqua leur gauche à Dégo, où il se livra une bataille, dont l'issue fut à l'avantage des Français, et força les Autrichiens à opérer leur retraite.

Les Piémontais, qui, dès les premières affaires, se trouvèrent séparés de l'armée de Beaulieu, furent poursuivis jusqu'à Ceva, qu'ils évacuèrent. Après plusieurs mouvemens rétro-

grades de leur part, il y eut un engagement général à Mondovi, où ils furent battus. Pressés vivement par les Français, qui partout étaient vainqueurs, ils se portèrent sur Carignan. La cour de Turin, effrayée des progrès des républicains, crut devoir accéder à un armistice, dont les clauses portaient en substance, que les forteresses de Coni et d'Alexandrie seraient remises sur-le-champ aux Français, ainsi que Tortone, dans le plus bref délai.

Profitant des avantages que cet armistice lui offrait, Bonaparte mit son armée en mouvement pour passer le Pô. Beaulieu se doutant que les Français avaient l'intention de traverser ce fleuve, se hâta de les prévenir. Mais déjà ils se trouvaient, non-seulement sur la rive gauche, mais même en marche pour aller à sa rencontre. Il se décida alors à diriger un corps entre le Lambre et l'Adda, pour couvrir la communication entre Pizzighettone et Mantoue. Mais les Français attaquèrent ce corps, qui fut forcé à la retraite. Beaulieu, instruit de cet échec, mar-

cha sur Codagna, où il surprit les Français, qui furent vivement repoussés; mais s'étant promptement ralliés, ils culbutèrent à leur tour les Autrichiens, qu'ils obligèrent à se replier sur Lodi.

Ces victoires frayèrent à Bonaparte la route de Milan, dont la prise devait bientôt le rendre maître de la Lombardie, et causer l'entière expulsion des Autrichiens de l'Italie. Ceux-ci occupaient une position derrière l'Adda, vis-à-vis de Lodi. Les Français arrivent en face du pont: l'action s'engage. Bonaparte fait établir une batterie pour répondre à celle des Autrichiens. En même temps il ordonne à Masséna de former tous les bataillons de grenadiers en colonne serrée et de les conduire à l'attaque du pont. La colonne s'avance, franchit le pont sous la mitraille, s'empare des pièces d'artillerie et culbute les Autrichiens.

De là Bonaparte marche sur Milan, où il fait son entrée triomphante; mais, dans la crainte que Beaulieu, retiré sous les murs de Mantoue, ne reçût des renforts et ne reprît l'of-

fensive, il résolut de le prévenir; et en conséquence il se dirigea sur Lodi.

Sur ces entrefaites, on sonnait le tocsin dans toute la Lombardie et tout indiquait une insurrection générale. A Milan, la cocarde tricolore est foulée aux pieds, et les Français sont insultés. A Pavie, les habitans, soutenus par quelques milliers de paysans, désarmèrent et firent prisonnière la garnison française. A cette nouvelle, Bonaparte revient sur ses pas, et par sa présence l'ordre est rétabli dans Milan. Il marche ensuite sur Pavie, dont il fait enfoncer les portes à coups de haches: les rebelles fuient; les membres de la municipalité sont fusillés, deux cents des principaux habitans sont saisis comme ôtages et envoyés en France. Cette mesure qui jette l'effroi dans l'Italie, détruit l'insurrection dans son origine.

Bonaparte, qui ne perdait pas de vue Beaulieu, passe le Mincio. Les républicains s'emparent de suite de Valégio, quartier général des Autrichiens, qui furent forcés de se replier. Apres s'être retiré sur Mantoue, Beaulieu, craignant de se voir

coupé de la route de Trente; laisse Mantoue à ses propres forces, passe l'Adige, traverse les états de Venise et gagne le Tyrol, abandonnant aux Français presque toute la Lombardie, avec d'immenses magasins.

Immédiatement après la retraite de l'armée autrichienne, Bonaparte entre dans les états du Pape et prend possession des villes de Bologne et de Ferrare. Les Français trouvèrent dans ces deux places et dans le fort Urbin deux cents pièces de grosse artillerie et tout ce qui était nécessaire pour faire le siége de Mantoue. Craignant de voir ses états en la possession des Français, le pape offrit d'accepter les conditions qui lui seraient proposées. En conséquence, il fut conclu un armistice d'après lequel le Saint-Père s'engagea à payer à la république vingt-un millions de francs, à lui livrer cent tableaux et deux cents manuscrits précieux, à laisser occuper par les troupes françaises Bologne, Ferrare et le fort Urbin.

Peu de jours après, un autre armistice fut signé entre le roi de Na-

ples et les Francais, à des conditions également avantageuses pour ces derniers. Bonaparte s'étant porté sur Livourne, où les Anglais, après s'être emparé du port, avaient fait l'entrepôt de leur commerce dans la Méditerranée, mit en séquestre tous les magasins qui leur appartenaient. Mais, avant l'arrivée des républicains, ils avaient eu soin d'emporter avec eux la plus grande partie de leurs marchandises.

La prise de Livourne fut suivie de la reddition du château de Milan, dont la garnison tomba au pouvoir des Francais, avec cent cinquante pièces de canon et des magasins considérables.

Campagne du Rhin.

Tandis que Bonaparte soumettait presque toute l'Italie, les républicains étaient aux prises sur le Rhin, avec les Autrichiens.

Quoique la campagne d'Italie fut des plus brillantes, celle d'Allemagne, moins heureuse a la vérité, ne lui céde en rien pour la gloire des armes francaises.

Jourdan, et Moreau qui avait succédé a Pichegru, commandaient

chacun une armée. Ils eurent bientôt repassé victorieusement le Rhin. Les Autrichiens, forcés successivement dans toutes les positions qu'ils avaient prises, battaient en retraite. Tandis que l'armée de Jourdan pénétrait dans la Franconie et s'approchait de la Bohême, les divisions de Moreau étaient répandues dans la Forêt-Noire, sur le lac de Constance, au pied des montagnes du Tyrol. Ce général, qui communiquait avec Jourdan, par le Danube, fut tout près de s'emparer des sources de l'Adige. Le succès des armées républicaines rendit long-temps très-critique la position de l'archiduc Charles. Ce fut dans cette campagne que ce prince donna des preuves réelles de ces talens militaires, que l'Europe entière s'accorde à lui reconnaître. Ne cédant à l'ennemi le terrein que pied à pied, évitant d'engager des actions décisives, il ne cherchait, par de savantes manœuvres, qu'à se garantir d'une défaite, qui eût pu conduire les Français jusqu'aux portes de Vienne. Dans la journée où son arrière-garde conte-

nait l'avant-garde des républicains, par des retranchemens habilement disposés, il en faisait élever d'autres un peu plus loin pour se défendre le lendemain. Ces mesures défensives eurent lieu jusqu'au moment où il reçut des renforts. Alors, ayant repris l'offensive, il tomba sur Jourdan, qu'il écrasa en un moment, avant que Moreau, occupé de sa position et du soin d'appuyer un de ses généraux qui cherchait à s'ouvrir un passage dans le Tyrol, pût s'apercevoir de cette manœuvre et s'y opposer. Le succès du prince Charles fut si complet dans deux batailles consécutives, que l'armée de Jourdan fut obligée de fuir jusqu'aux frontières de France, avec un désordre qui ne laissa aucune ressource.

Retraite du général Moreau.

Par suite de cette déroute, l'armée de Moreau allait être détruite ou faite prisonnière, sans l'habileté de ce général; elle se trouvait, sur la gauche, dégarnie et sans défense par la disparition de Jourdan. Les corps autrichiens, répandus dans le Tyrol, allaient l'investir par sa droite; devant elle se trouvaient des troupes consi-

dérables sur lesquelles, même dans le cours de ses conquêtes, elle n'avait pas remporté un avantage décisif; derrière elle, les Autrichiens avaient coupé sa communication avec les corps qui avaient été laissés sur la rive droite du Rhin pour défendre Kehl et contenir Philisbourg. Toutefois cette armée effectua sa retraite en bon ordre; après s'être ouvert, la baïonnette au bout du fusil, un passage par le Val-d'Enfer, elle se maintint en possession de la route d'Huningue, que le prince Charles, en personne, tenta de lui fermer. Ce fut là que, sans précipitation, elle passa le Rhin, à la vue des Autrichiens. Cette retraite qui est citée comme l'un des faits d'armes les plus glorieux pour les Français, dura vingt-sept jours.

Affaires d'Italie.

A cette époque, en Italie, de nouveaux combats se livraient entre les Autrichiens et les Français. Parmi le grand nombre d'affaires, dont l'avantage fut assez balancé, et où les deux partis souffrirent presque également, la plus mémorable est la bataille d'Arcole où les républicains



furent vainqueurs; elle fut aussi la plus longue, ayant duré trois jours consécutifs sur le même terrein. Des deux côtés, on y combattit avec vigueur. Bonaparte y déploya d'une manière non équivoque son habileté militaire, et les généraux qui servaient sous ses ordres donnèrent à leurs troupes l'exemple de la valeur.

Négociations de l'Angleterre avec le Directoire.

Toutefois, au milieu des horreurs de la guerre, le ministère Britannique, soit qu'il eût réellement le désir d'y mettre fin, soit qu'il cédât aux vœux de la nation entière, fit auprès du gouvernement Français, le Directoire, des ouvertures pour le rétablissement de la paix. Lord Malmesbury fut chargé d'entamer des négociations à cet effet. Le cabinet de Londres proposa d'abord, comme base du traité, que la France rendrait les Pays-Bas à l'Autriche, et en même temps évacuerait l'Italie. A ces conditions, l'Angleterre consentait à restituer toutes les conquêtes qu'elle avait faites depuis plusieurs années, dans les Indes Orientales et Occidentales. Mais les négociations furent rompues, faute de s'entendre sur différens articles.

Dans le même temps, le roi d'Espagne et la république française venaient de conclure un traité d'alliance offensive et défensive; traité qui fut bientôt suivi d'une déclaration de guerre de la part du cabinet de Madrid contre l'Angleterre, qui, par cette circonstance, avait un ennemi de plus à combattre.

L'Espagne déclare la guerre aux Anglais.

Dans le cours de cette année, les *Irlandais-Unis* s'occupèrent des préparatifs de l'insurrection qu'ils avaient projetée. Un de leurs chefs, lord Edouard Fitzgérald, se rendit en Suisse, où il eut avec le général français Hoche, une entrevue dans laquelle on suppose que fut projeté le plan d'une descente en Irlande. Vers la fin de l'année, le Directoire essaya de mettre ce projet à exécution. La flotte de Brest, bloquée depuis plusieurs mois dans le port, par un amiral anglais, profitant d'un brouillard épais pour tromper la vigilance de celui-ci, fit voile pour l'Irlande. Mais elle ne tarda pas à être dispersée par une violente tempête. Cependant huit vaisseaux à deux ponts et neuf autres bâtimens de diverses gran-

Projet d'une descente en Irlande, de la part des Français.

deurs, qui en fesaient partie, atteignirent la côte d'Irlande et jetèrent l'ancre dans la baye de Bantry; mais le mauvais temps ayant empêché d'opérer une descente, ils reprirent la mer.

Mort de Catherine II.

La fin de de l'année 1796, fut remarquable par un événement qui eut une grande influence sur les affaires politiques. L'impératrice de Russie, la célèbre Catherine II, cessa de vivre, le 7 novembre, après un règne de trente-quatre ans. Sans entrer dans des détails sur la manière dont elle monta sur le trône, il suffit de dire ici que les éminentes qualités de cette princesse, lui assignent une place distinguée parmi les plus grands monarques. Dès son avénement à la couronne, elle donna tous ses soins à la prospérité de son empire. Douée d'un esprit supérieur et très-cultivé, elle rédigeait elle-même ses manifestes et les dépêches de son cabinet. Protectrice des sciences, de la littérature et des arts, elle ne cessa de récompenser avec munificence, tous les genres de mérite. Elle étendit les limites de son empire. Législatrice,

elle dressa elle-même les instructions qu'elle donna pour former le code de lois qui régit la Russie. Durant la guerre de la révolution française, cette princesse se conduisit d'après les principes d'une sage politique : elle ne contribua ni de ses trésors, ni de ses troupes, dans les entreprises des puissances coalisées : tandis que celles-ci faisaient tous leurs efforts pour combattre le système révolutionnaire, elle s'aggrandissait du côté de la Pologne, de la Turquie et de la Perse. A sa mort, elle laissa son empire florissant au dedans et respectable au dehors.

thead : quelques vaisseaux qui étaient à Sherneefs se soulevèrent pareillement, ainsi que presque tous les bâtimens de la flotte qui mouillait à la hauteur d'Yarmouth, lesquels firent voile pour se joindre aux mutins de Sheernefs. Le gouvernement prit des mesures pour réduire les rebelles à l'obéissance ; on coupa toute communication entre eux et le rivage ; ce qui ne tarda pas à les priver d'eau et de vivres : pour s'en procurer, ils arrêtaient tous les vaisseaux qui remontaient la Tamise. Malgré les secours qu'ils se procuraient ainsi, les révoltés furent bientôt réduits à la détresse. La méfiance et la dissension s'étant ensuite élevées parmi eux, ils finirent par se soumettre, en livrant les chefs de l'insurrection qui, ayant été jugés par une cour martiale, furent les uns exécutés, d'autres condamnés à diverses punitions, et plusieurs absous. Peu de temps après, les équipages révoltés effacèrent la tache de leur insubordination. La flotte d'Yarmouth, en majeure partie composée des vaisseaux qui avaient participé à l'insurrection, fit voile pour le Texel

où elle bloqua la flotte Hollandaise : celle-ci étant sortie du port, il s'engagea un combat où les Hollandais, complétement battus, perdirent neuf vaisseaux.

Prise de Mantoue, par les Français.

Sur un autre point de l'Europe, en Italie, la guerre continuait entre les Autrichiens et les Français. Le cabinet de Vienne y envoya des renforts pour réparer les revers que ses troupes y avaient essuyés. Il espérait faire changer la fortune jusqu'alors si contraire à ses armes, et obliger les républicains d'abandonner le siége de Mantoue, où Wurmser était renfermé. Ces mesures de l'Autriche engagèrent le pape à rompre le traité qu'il avait conclu avec les Français : en conséquence il fit avancer ses troupes dans la Romagne et dans les environs de Reggio, de Modène, de Ferarre et de Bologne. Les Autrichiens, ayant éprouvé une déroute complète à la bataille de la Favorite, se trouvèrent de nouveau dans un état de faiblesse et de dispersion totale. Une des suites de cette affaire fut la prise de Mantoue, pour laquelle tant de combats s'étaient livrés. La

reddition de cette place, si importante pour les vainqueurs d'Italie, eut lieu le 3 février 1797. La garnison fut déclarée prisonnière jusqu'à échange, à l'exception du maréchal Wurmser, qui put se retirer avec plusieurs généraux et officiers de son état-major et un certain nombre d'autres personnes à son choix.

Expédition contre Rome.

Bonaparte, qui avait à se venger du pape, pour l'armistice qu'il avait rompu, projetta une expédition contre Rome. Bientôt les Français furent maîtres de toute la Romagne, du duché d'Urbin, de la Marche d'Ancône, de l'Ombrie, et des petites provinces de Pérugia et du Camerino. Dans cette extrémité, Pie VI, pour sauver le reste de ses états, prit la résolution de faire tous les sacrifices. En conséquence il fut obligé de souscrire aux conditions qui lui furent dictées, lesquelles portaient : qu'il s'obligeait à renoncer à toute alliance avec les puissances en guerre contre la France, et cédait Avignon ainsi que le comtat Venaissin, renonçant de plus à d'autres parties de territoire et s'engageant à payer trente millions au lieu de seize qui restaient dûs.

Préliminaires de paix, signés à Léoben.

Après la prise de Mantoue et l'expédition contre Rome, Bonaparte s'avança vers le Tyrol, pour se diriger contre la capitale de l'Autriche. L'Archiduc Charles, chargé d'arrêter la marche du conquérant de l'Italie, avait pris des positions pour défendre l'entrée du Tyrol. Les Français après avoir passé la Piave et le Tagliamento, s'emparèrent de plusieurs places. Partout victorieux, ils furent bientôt maîtres des gorges du Tyrol, de la Carniole et de la Carinthie. L'archiduc Charles, qui dans cette campagne déploya, comme il l'avait fait précédemment en Allemagne, tous les talens d'un habile militaire, se voyant hors d'état d'arrêter la marche des vainqueurs, se hâta de se diriger vers Vienne, afin d'avoir le temps de réunir ses forces pour livrer une bataille sous les murs de cette capitale, où régnait la plus grande consternation. Dans cette position critique, l'empereur crut devoir entamer des négociations avec Bonaparte. Un armistice fut donc conclu, et bientôt après, des préliminaires de paix furent signés a Léoben.

Les Français se rendent maîtres de Venise.

Durant ces négociations, Venise était le théâtre d'une scène affreuse. Les Français qui avaient été reçus dans cette ville comme des amis et des alliés, y avaient laissé dans les hôpitaux un grand nombre de leurs malades et blessés. Tandis que leur armée était éloignée, ils furent massacrés dans une émeute populaire, dont la cause n'est pas parfaitement connue. Pour se venger de cette cruauté, les Français s'emparèrent de Venise, abolirent le gouvernement existant, et plantèrent l'arbre de la liberté sur la place Saint-Marc.

Paix de Campo-Formio.

Un traité de paix définitif, entre la France et l'Autriche, ayant été conclu à Campo-Formio, la ville de Venise, l'Istrie, la Dalmatie et les îles Vénitiennes furent cédées à l'empereur, qui garantissait à la France la possession de la Belgique et reconnaissait la république cisalpine, laquelle avait été formée du démembrement des différens états que l'Autriche possédait en Italie, et de la partie du territoire Vénitien qui ne lui avait pas été cédée.

Révolution dans le gouvernement français.

Pendant que les armées républi-

caines étaient triomphantes, une rupture ouverte entre le Directoire et les deux conseils qui avaient succédé à la Convention, produisit une révolution dans le gouvernement français. Ce fut le Directoire qui l'emporta dans cette lutte, ayant à sa disposition la force armée; les membres des deux conseils, qui lui étaient opposés, furent arrêtés et déportés à Cayenne, ainsi que Barthelemy, un des cinq directeurs: Carnot, collègue de celui-ci, devait partager leur sort; mais il trouva le moyen de s'échapper. Cette mesure violente du Directoire, ou plutôt de trois de ses membres, contre deux de leurs collègues et une partie des membres des deux conseils, y compris plusieurs administrateurs et hommes de lettres, fut regardée par quelques-uns comme une violation manifeste des lois, tandis que d'autres n'y voyaient qu'un coup d'état commandé par la force des circonstances.

Invasion en Irlande, projetée par le Directoire.

En Angleterre, le gouvernement avait les yeux fixés sur les *Irlandais-Unis*, dont l'association s'étendait et se consolidait, malgré les contre-temps qu'ils avaient récemment

éprouvés. Loin d'être découragés par le mauvais succès de l'expédition de Hoche en leur faveur, ils travaillèrent plus que jamais à resserrer leur alliance avec les Français, et à établir une correspondance régulière avec le Directoire, à qui fut adressé par eux un mémoire, portant que cent cinquante mille Irlandais-Unis étaient enrôlés et organisés dans la seule province d'Ulster. Ce nombre pouvait être exagéré; mais il n'en est pas moins vrai qu'il était fort considérable. Le Directoire prit de nouvelles mesures relativement à une invasion en Irlande; et, tant à Brest qu'au Texel, les républiques française et batave firent, dans cette vue, de grands préparatifs; mais la victoire remportée sur la flotte Hollandaise par les vaisseaux anglais d'Yarmouth, fit échouer ce projet. Tel était, à la fin de 1797, l'état de l'Irlande destinée à devenir plus tard le théâtre d'événemens plus importans.

CHAPITRE III.

Révolution à Rome.—Le Directoire projette une descente en Angleterre. — Expédition d'Egypte. — Prise de Malthe. — Prise d'Alexandrie, de Rosette et du Caire. — Combat d'Aboukir. — Insurrection des Irlandais-Unis.—Expédition des Français en Irlande.

Le commencement de l'année 1798, fut marqué par une nouvelle révolution en Italie. Le général français Duphot, ayant été assassiné à Rome dans une émeute populaire, l'armée républicaine sous les ordres du général Berthier, eut ordre de marcher sur cette capitale: arrivé sous ses murs, il attendit le résultat de la révolution concertée qui devait s'opérer dans la ville. Elle eut lieu, le 15 février, et Berthier y entra aussitôt avec des troupes. Ayant traversé Rome, il monta au capitol où il proclama au nom du peuple français, la nouvelle **Révolution à Rome.**

république romaine, qu'il déclara en même temps libre et indépendante. Le pape, déchu de sa puissance temporelle, obtint de se rendre en Toscane, d'où, traîné de ville en ville, il fut conduit à Valence, en France, pour y mourir victime d'une politique tortueuse.

Le Directoire projette une descente en Angleterre.

Débarrassé de ses ennemis du continent, le Directoire projetait une descente en Angleterre; à cet effet il avait rassemblé une armée sur les côtes. En même temps il échauffait les esprits contre le gouvernement anglais; de son côté, le cabinet de Londres prenait des mesures pour la défense du royaume. Beaucoup de bâtimens de transport, équipés à Flessingue et dans d'autres ports Bataves, devaient coopérer à cette tentative des Français. Pour entraver l'opération hostile, le gouvernement britannique fit partir pour les mêmes parages une flotille, qui, ayant jeté l'ancre devant Ostende, débarqua environ deux mille hommes qui se dirigèrent vers l'écluse de Flyekens, qu'ils détruisirent. Cette même flotille tira en même temps sur la ville qui

fut incendiée en plusieurs endroits, et mit le feu à quelques navires et embarcations. La mer, devenue houleuse, ayant rendu impossible leur rembarquement, ils furent obligés de mettre bas les armes, après un engagement qui dura trois heures. Toutefois le Directoire, convaincu de l'impossibilité de réaliser avec succès son projet de descente, y renonça pour tourner ses vues d'un autre côté.

Expédition d'Egypte. Ce fut vers la conquête de l'Egypte qu'il dirigea son attention, entreprise qui ouvrit alors un vaste champ aux conjectures politiques. Bonaparte, chef de cette expédition, s'embarqua sur la flotte commandée par l'amiral Brueys, et fit voile de Toulon, le 13 mai.

Prise de Malthe. Arrivé à la hauteur de Malthe, le 12 juin, il demanda la permission de faire de l'eau. Le grand-maître l'ayant refusé, il débarqua un corps de troupes; la partie méridionale de l'île fut bientôt soumise, et le fort la Valette, en état de résister, n'opposa qu'une faible défense. Après un siége de deux jours le grand-maître signa une capitulation, en vertu de laquelle

il remettait l'île de Malthe et ses dépendances au pouvoir des Français. Une si prompte reddition surprit les politiques; mais il paraît que cette île fut livrée par les chevaliers, et que le refus de permettre aux Français d'y faire de l'eau, tenait à un plan concerté pour leur donner un prétexte d'agir en ennemis. La conquête de Malthe avait été convenue à Paris.

Prise d'Alexandrie, de Rosette et du Caire.

Après avoir laissé quelques troupes dans le fort la Valette et dans l'île de Gozo, Bonaparte cingla vers l'Egypte, et dans l'espace d'environ onze jours, il parut devant Alexandrie, dont il s'empara d'assaut, dans la nuit du 5 juillet. Par une convention qu'il conclut avec les muftis et les principaux chefs, il garantissait aux habitans leurs propriétés et l'exercice de leur religion. Quatre jours après, il se dirigea sur le Caire, en ordonnant à une de ses divisions de s'emparer de Rosette et de remonter la rive gauche du Nil. Arrivé à six lieues du Caire, il apprend que plusieurs Beys s'étaient réunis sur les hauteurs d'Embabeh, résolus de faire les plus grands efforts pour le repous-

ser. Aussitôt, résolu de les attaquer, il dispose ses troupes : la plaine est bientôt couverte de Mamelucks, qui enveloppent les ailes de son armée. Les Français les laissent approcher à cinquante pas; aussitôt un double feu d'artillerie et de mousqueterie jette le désordre parmi cette cavalerie redoutable; les retranchemens d'Embabeh sont bientôt enlevés, et l'ennemi, partout culbuté, est obligé d'opérer sa retraite avec tant de précipitation, qu'un grand nombre de Mamelucks se noie dans le Nil. Cette journée ouvrit aux Français les portes du Caire et leur assura la possession de la Basse-Egypte.

Après la prise du Caire, les deux principaux chefs des Mamelucks, Mourad-Bey et Ibrahim-Bey, s'étant séparés, Desaix poursuivit le premier dans le Saïde, tandis que Bonaparte se chargea de chasser l'autre au delà du désert qui sépare la Syrie de l'Egypte.

Combat d'Aboukir.

Sur ces entrefaites l'amiral anglais, Nelson, qui était à la poursuite de la flotte sur laquelle Bonaparte s'était embarqué, parvint à la trouver à environ

dix lieues d'Alexandrie, où elle était à l'ancre dans la baie d'Aboukir, présentant une ligne imposante. L'Amiral anglais réussit dans son projet, qui était de couper la ligne des Français. Le combat s'engagea, le 1 août, presqu'au soleil couchant. Jamais victoire ne fut disputée avec plus de courage. Enfin, deux vaisseaux français avaient amené; peu après un troisième suivit leur exemple, et bientôt toute l'avant-garde se trouva au pouvoir des Anglais, qui obtinrent, non sans peine, un avantage décisif. Neuf vaisseaux français furent pris, et un fut brûlé par celui qui le commandait, de même que quinze frégates, outre l'*Orient*, qui sauta en l'air. Cette victoire donna au pavillon britannique une supériorité absolue dans la Méditerranée.

Insurrection des Irlandais-Unis.

Les *Irlandais-Unis*, qui, durant l'année précédente, s'étaient occupés d'organiser leurs plans de rébellion, résolurent de les mettre à exécution; en conséquence leur comité militaire arrêta qu'une insurrection générale aurait lieu incessamment. Le jour en fut fixé. Le gouvernement, qui

connaissait leurs complots, avait déjà fait arrêter un grand nombre des principaux d'entr'eux. Toutefois ils résolurent de faire un dernier effort. Le gouvernement en ayant été prévenu, ordonna de nouvelles arrestations. Le lord lieutenant d'Irlande déclara la ville et le comté de Dublin en état d'insurrection : la garde du château et celle de tous les ports qui devaient être attaqués, furent triplées. Néanmoins le soulévement eut lieu au jour indiqué; les insurgés se présentèrent au nombre d'environ quinze mille hommes dans le voisinage de Wexford et d'Enniscorthy, où ils attaquèrent et détruisirent un corps entier de milice, un colonel et deux soldats ayant seuls échappé: de là les rebelles prirent d'assaut la ville d'Enniscorty et s'emparèrent ensuite de Wexford. Ayant attaqué la ville de Newgross, ils furent repoussés avec beaucoup de perte. Toutefois les troupes royales essuyèrent à leur tour un échec considérable : ayant attaqué un corps nombreux des insurgés, elles furent obligées de se retirer sur Arklom, où leurs adversaires se

présentèrent. Un engagement eut lieu; les rebelles furent battus; mais le combat de Wingar-Hill, décida de l'issue de cette guerre: après s'être défendus avec beaucoup d'opiniâtreté, ils furent mis en déroute, laissant au pouvoir des vainqueurs un grand nombre de morts et de blessés, avec plusieurs pièces de canon de différens calibres. Après cette victoire, les troupes royales entrèrent dans la ville de Wexford, évacuée par les rebèles, dont le chef ayant été arrêté, fut traduit devant une commission militaire, condamné et mis à mort. Sur un autre point, un parti d'insurgés fut battu à Ballynabineh, et leur chef ayant été pris, fut pareillement exécuté. La rébellion étant presque étouffée, le lord lieutenant adressa un message à la chambre des communes, par lequel il lui annonçait que le roi l'avait autorisé à offrir un pardon général pour tous les délits de rébellion commis jusqu'à ce jour, à des conditions et sous des restrictions compatibles avec la tranquillité publique; il déclarait en même temps qu'il poursuivrait vigoureusement tous ceux

qui persisteraient à ne pas se soumettre.

Expédition des Français en Irlande.

On trouva étonnant que la France, alors en guerre avec l'Angleterre, ne portât aucun secours aux insurgés Irlandais. Le gouvernement français envoya seulement, sous le commandement du général Humbert, quelques frégates et bâtimens de transports, qui entrèrent dans la baie de Killala, et débarquèrent environ mille hommes de troupes, avec beaucoup d'armes et de munitions. Mais ces forces, toutefois insuffisantes, arrivèrent trop tard, et le nombre des insurgés, qui se joignirent aux auxiliaires français, ne fut pas considérable. Après quelques engagemens partiels, où il éprouva des pertes, le général Humbert fut obligé de se replier, et sa petite troupe, réduite à quatre cents hommes, fut obligée de mettre bas les armes.

Les Français firent bientôt une nouvelle tentative sur l'Irlande. Une escadre, avec des troupes et des munitions, partit de Brest pour cette destination; mais elle fut complètement battue, et les vaisseaux furent

presque tous pris par les Anglais. Le mauvais succès de cette expédition, fit perdre tout espoir aux insurgés, et les restes épars de leurs troupes mirent bas les armes.

Ainsi se termina la rébellion d'Irlande. On porte à trente mille le nombre d'hommes qui périrent dans cette guerre déplorable.

Le succès couronna toutes les opérations du ministère britannique durant le cours de cette campagne; la destruction de la flotte française sur les côtes d'Egypte et la réduction des insurgés Irlandais, remplirent ses vœux. En outre, l'île de Minorque se rendit aux troupes anglaises, sous les ordres du général Stuart et du commodore Duckworth, qui firent cette importante acquisition, sans perdre un seul homme.

CHAPITRE IV.

Hostilités reprises en Italie, entre les Français et le roi de Naples. —Révolution à Naples. — L'Autriche, secondée par la Russie, recommence la guerre. — Les Français évacuent l'Italie.—Assassinat des plénipotentiaires français.—L'empereur de Russie abandonne l'Autriche. — Les Anglais débarquent en Hollande.

Hostilités reprises en Italie, entre les Français et le roi de Naples.

Les hostilités venaient de recommencer entre la France et le roi de Naples, Ferdinand IV, qui avait rompu le traité conclu avec le Directoire, dès qu'il avait vu Bonaparte s'éloigner de l'Italie avec son armée. Le monarque napolitain ayant levé une nombreuse armée, en confia le commandement au général autrichien Mack, s'avança sur Rome, que les Français évacuèrent, ne laissant qu'une faible garnison dans le château Saint-Ange. Les Français commandés par le général Championnet,

marchèrent au devant de l'armée napolitaine qu'ils battirent complétement; après quoi ils rentrèrent victorieux dans Rome.

Dans le même temps, le roi de Sardaigne, sans doute d'intelligence avec Ferdinand IV, fut forcé par les Français qui occupaient la citadelle de Turin, d'abandonner le Piémont. Le 16 décembre, il signa sa renonciation à la possession de ce pays, et se retira en Sardaigne.

Tandis que Championnet chassait du territoire romain l'armée napolitaine, l'amiral anglais Nelson, ayant débarqué à Livourne un corps de troupes de cette même nation, se rendit maître de cette ville. Ces forces destinées à faire insurger la Toscane et à couper la communication des Français avec le nord de l'Italie, mettaient dans un grand embarras Championnet, qui néanmoins poursuivit l'armée ennemie, au point de la forcer de se renfermer dans Capoue.

Sur ces entrefaites, Ferdinand IV, inquiet des mouvemens populaires qui avaient lieu à Naples, s'embarquant sur l'escadre anglaise avec sa

famille, fit voile pour la Sicile. En même temps les Anglais emmenèrent ou brûlèrent les vaisseaux qui se trouvaient dans le port de Naples.

Révolution à Naples.

Arrivée devant Capoue, l'armée française fut entourée d'une multitude de paysans armés et levés en masse par ordre de leur souverain. Le vice-roi Pignatelli, ayant alors proposé un armistice au général Championnet, s'il voulait ne pas marcher sur Naples, celui-ci l'accepta, vu qu'il se voyait de plus en plus inquiété de toutes parts et à la veille de manquer de vivres. Toutefois, comme il régnait à Naples une grande animosité, entre les royalistes et ceux qui voulaient une république, il y éclata bientôt une révolution, fomentée par le général français : cette ville n'avait pour défenseurs que les Lazzaronis. Championnet demande à traiter avec eux ; sur leur refus, il se détermine à les attaquer. Les Napolitains partisans des Français, déjà maîtres du château Saint-Elme, n'attendaient que le moment favorable pour foudroyer la ville. Les troupes françaises s'y précipitent de

tous côtés. Au moyen d'une artillerie formidable, les Lazzaronis se défendent avec courage et acharnement; ils sont tour à tour victorieux et repoussés. Cependant les Français secondés par les canons et la garnison du fort Saint-Elme, les culbutent, enlèvent le Château-Neuf à la baïonnette, escaladent le fort del Carmine et pénètrent dans le quartier des Lazzaronis, qu'ils livrent aux flammes. Le combat durait depuis soixante heures, et toutes les rues étaient jonchées de morts, de mourans, de blessés, lorsque le général, pour mieux diviser les Lazzaronis, crut devoir tourner leur fureur contre le palais du roi et leur en abandonner le pillage. Les esprits s'étant calmés, ceux qui prenaient le nom de patriotes, se réunissant aux Français, organisent un nouveau gouvernement, et proclament la république Parthénopéenne.

L'Autriche secondée par la Russie, recommence la guerre.

Tandis que la paix entre la France et l'empire se négociait à Rastadt, où un congrés s'était ouvert à cet effet, Paul I, empereur de Russie, se préparait à la guerre contre les républicains. La cour de Vienne, alors cer-

taine de l'appui de ce nouvel allié, voulut tenter de nouveau le sort des armes. Dans cette circonstance, le Directoire fit entrer ses troupes en campagne. Mais dans la lutte terrible qui s'engagea en Allemagne, en Italie et jusque dans la Suisse, dont les habitans avaient appelé les Autrichiens à leur secours, la victoire ne fut pas pour l'armée française, qui était éparse, ayant à couvrir une surface immense de pays. Masséna avait fait des prodiges de valeur dans le pays des Grisons; mais il ne put empêcher le général Jourdan, d'être repoussé dans la Souabe, où il était d'abord entré en vainqueur. On touchait alors à la fin de mars 1799.

Les Français évacuent l'Italie.

L'armée française en Italie, ne tarda pas non plus à y essuyer des revers. Les Russes, commandés par Suwarow, y avaient opéré leur jonction avec les Autrichiens, qui avaient remporté plusieurs avantages sur les républicains : bientôt ceux-ci furent entièrement défaits à Cassano, par les deux armées combinées, dont les opérations ne furent plus qu'une suite de succès glorieux, qui forcèrent les

Français à une prompte retraite. Il en résulta qu'au mois de juin 1799, de toutes les conquêtes de Bonaparte en Italie, il ne restait plus à la France que l'état de Gênes, qu'on avait appelé république ligurienne. Les citadelles de Milan et de Turin avaient capitulé. Quoique approvisionnée pour six mois et défendue par une nombreuse garnison, Mantoue s'était rendue. Plusieurs des passages de la Savoie s'ouvraient à Suwarow; l'archiduc Charles parvenait, de son côté, à entrer dans le pays des Grisons, et Masséna venait d'être forcé d'abandonner Zurich.

Assassinat des plénipotentiaires français.

— A peine les hostilités avaient-elles été reprises, qu'un événement extraordinaire fixa l'attention publique du côté du théâtre de la guerre : les séances du congrès de Rastadt, qui assez long-temps, avaient été assemblées sans rien conclure, furent rompues tout-à-coup. Les plénipotentiaires français ayant été obligés de partir, deux d'entre eux furent indignement massacrés en sortant de la ville, par quelques hussards autrichiens ou par des individus revêtus

de leur uniforme. Le gouvernement français imputa cet attentat à l'Autriche, qui protesta n'avoir aucune connaissance de cette violation du droit des gens; et même à cette époque, le bruit se répandit que les assassins n'étaient pas des Autrichiens, mais bien des Français. Quoi qu'il en soit, on n'a jamais pu découvrir ni les auteurs du meurtre, ni les motifs qui les portèrent à commettre cet assassinat; et cette affaire resta enveloppée dans le plus profond mystère.

L'empereur de Russie abandonne l'Autriche.

Au moment où les armées russes et autrichiennes qui menaçaient la France d'une invasion, consternaient les républicains, la nouvelle coalition vint à se rompre. Suwarow avait remporté une victoire décisive à Novi, sur les Français, qui avaient perdu dans la bataille, leur général Joubert, lorsque, par suite d'un nouveau plan d'opération, le général russe fut forcé de quitter l'Italie, théâtre de ses victoires, pour se porter sur la Suisse où se trouvait une armée française, qu'on aurait dû tenir en échec, tandis que les Russes auraient tenté d'entrer

en France par l'Italie, cette armée se trouvait ainsi dans une position fâcheuse. Suwarow, qui se voyait arracher le fruit de ses glorieux succès, ne fit qu'à regret le mouvement qu'on exigeait de lui. Ce général avait d'autant plus raison de murmurer, qu'à son arrivée dans la Suisse, où il devait trouver le prince Charles avec l'élite de l'armée autrichienne, il n'y trouva que les débris des corps russes qui venaient d'être battus par Masséna, par la faute de l'archiduc Charles, qui les avait inopinément abandonnés à eux-mêmes, pour se porter vers Philisbourg, où l'ennemi l'attirait par une fausse attaque. Etant parvenu, à force de sacrifices et d'habileté, à ne pas tomber entre les mains des ennemis, Suwarow regagna l'Italie, et instruisit son souverain de la manière dont les armées russes venaient d'être compromises par l'Autriche. Paul I, croyant entrevoir que son armée ne servait plus que l'intérêt particulier du cabinet de Vienne, la rappela aussitôt.

Les Anglais débarquent en Hollande.

A la même époque, le ministère britannique, jaloux de sous-

traire les Provinces-Unies à l'influence des Français, entreprit dans cette vue une expédition, dont le commandement fut confié au duc d'Yorck, qui eut sous ses ordres trente mille hommes de troupes anglaises, auxquelles vinrent se joindre dix-sept mille Russes à la solde de l'Angleterre. La première division, sous les ordres du général Abercromby, débarqua sur la côte de Hollande, à la suite d'une affaire assez chaude. Obligés de céder, les Hollandais évacuèrent le fort du Helder et se replièrent. Sur ces entrefaites, leur flotte tomba au pouvoir des Anglais, les équipages des vaisseaux, excités par les émissaires de ceux-ci, s'étant révoltés et ayant jeté à la mer les boulets et munitions. Le général Brune, qui commandait l'armée Gallo-Batave, attaque le général Abercromby dans sa forte position du Zype : il s'ensuivit une action très-vive à l'avantage de ce dernier. Le duc d'Yorck, étant arrivé peu après, avec la deuxième division de l'armée anglaise, et ayant été bientôt suivi par dix-sept mille Russes venant de Revel, prit aussitôt

l'offensive. L'attaque commença sur tous les points de l'armée Gallo-Batave, qui fut repoussée : le général Brune, rassemblant toutes ses forces, engage une action très-vive à Berghen, où le duc d'Yorck fut complétement battu. Une autre affaire ayant eu lieu à Castricum, pareillement à l'avantage des Français et des Hollandais, il en résulta une convention, portant en substance que l'armée anglo-russe, évacuerait le territoire de la république batave, et que les forts du Helder et autres, seraient rétablis dans l'état où ils étaient avant l'invasion. Ainsi se termina une expédition préparée à grands frais : néanmoins l'Angleterre retira un avantage important de cette entreprise dispendieuse, puisque par la prise de la flotte du Helder, la puissance maritime des Hollandais se trouvait anéantie.

CHAPITRE V.

Les Anglais détruisent l'empire de Tippoo-Saïb. — Opérations des Français en Egypte. — Bonaparte quitte l'Egypte pour retourner en France. — Révolution dans le gouvernement français. — Nouvelle constitution. — Bonaparte demande la paix à l'Angleterre. — Prise de Malthe par les Anglais.

Les Anglais détruisent l'empire de Tipoo-Saïb.

Les Anglais n'étaient pas moins heureux en Asie, qu'en Europe. Tippoo-Saïb, qui avait conclu une alliance offensive et défensive avec la république française, et s'était engagé à prendre à sa solde toutes les troupes dont elle pourrait disposer pour pousser la guerre dans l'Inde, donnait quelque inquiétude aux Anglais. En conséquence, lord Mornington, gouverneur générale du Bengal, crut devoir témoigner à Tippoo-Saïb quelques alarmes sur l'alliance qu'il avait contractée avec la France, et proposa

d'envoyer un ambassadeur à Mysore pour rétablir, sur les bases les plus solides es les plus stables, la paix et la bonne intelligence entre les deux gouvernemens. Lord Mornington, qui n'attendait pas de cette négociation un résultat satisfaisant, rassembla sans délai des troupes sur les côtes du Malabar et de Coromandel, se concertant avec le Nizam du Decan et les Marattes. Tippoo-Saïb n'ayant fait que des réponses évasives, Mornington commença les hostilités. L'armée anglaise, ayant pénétré sur le territoire de Mysore, commença par s'emparer de différens forts sur la frontière. Tippoo-Saïb, s'étant avancé, fut battu et obligé de se replier vers sa capitale, qui fut prise d'assaut. Ce malheureux prince, qui avait succombé dans la mêlée, fut trouvé mort sous un monceau de cadavres. Ses deux fils furent emmenés dans le camp des Anglais, qui, en détruisant l'empire de Tippoo-Saïb, assurèrent la tranquillité de leurs possessions dans l'Inde : ils eurent la majeure partie de ses états; l'importante forteresse, la ville et l'île de

Seringapatnam furent annexées au territoire britannique. Tels furent les avantages que les Anglais obtinrent en Asie.

Dans l'Amérique méridionale, ils s'emparèrent, sur les Hollandais, du fort de la nouvelle Amsterdam et de la ville de Paramaribo, capitale de l'établissement de Surinam.

Opérations des Français en Egypte.

Les événemens nous conduisent de nouveau en Egypte, où Bonaparte, maître de la Basse-Egypte, ayant appris que le pacha de Syrie s'était mis en état d'hostilité, donna ses ordres pour marcher contre lui. La prise du fort d'El-Arisch, par l'armée française, signala le commencement de cette campagne, et détermina la reddition de Gaza. Jaffa, qui avait opposé une vigoureuse résistance fut pris d'assaut et la garnison passée au fil de l'épée. L'ennemi voulut faire un effort pour arrêter la marche des Français; mais il fut culbuté de tous côtés, et ceux-ci arrivèrent devant Saint-Jean-d'Acre. Toutefois les Anglais ayant enlevé une flotille qui apportait à Bonaparte les munitions et l'artillerie nécessaires pour le siége

de cette place, qu'il allait entreprendre, cet événement contraria beaucoup son plan d'opérations en Syrie. Mais il n'en persévéra pas moins dans son dessein d'assiéger Saint-Jean-d'Acre, défendu par une nombreuse garnison que secondait une escadre anglaise. Déjà plusieurs attaques opiniâtres avaient eu lieu contre cette ville, lorsque Bonaparte, instruit que des forces considérables s'avançaient au secours des assiégés, crut devoir les prévenir : ayant donc laissé deux divisions devant la place, il se dirigea vers le Jourdain, où il battit complétement les ennemis dans plusieurs batailles. Cette exécution finie, le siége de Saint-Jean-d'Acre fut repris avec une nouvelle vigueur. Mais la garnison ayant reçu de nouveaux renforts, et l'armée française étant affaiblie par les pertes multipliées qu'elle éprouvait, Bonaparte résolut d'abandonner cette entreprise et de retourner en Egypte. La retraite s'étant effectuée en bon ordre, l'armée arriva au Caire le 15 juin.

Bonaparte quitte l'Egypte pour retourner en France.

Ce fut alors qu'il prit la résolution secrète, de regagner furtivement la

France. Si l'armée eût été instruite de cette détermination, qu'il n'avait pas le droit de prendre, elle se fût révoltée : aussi cacha-t-il soigneusement son dessein. Les officiers, auxquels il laissa le commandement, ne l'apprirent que par des dépêches qu'ils ouvrirent plusieurs heures après son départ. Lié sans doute à des machinations qui nécessitaient sa présence à Paris, ceux-mêmes qui devaient l'accompagner dans cette espèce de désertion, ne connurent le projet de son retour en France, qu'au moment de s'embarquer : les bâtimens destinés à les reporter, arrivèrent à Saint-Rapheau, sans avoir éprouvé d'obstacles, de la part des croisières anglaises de la Méditerranée, qui n'ignoraient pas qu'il venait prolonger les maux de la révolution et redoubler encore les fléaux dont elle avait affligé l'Europe.

Révolution dans le gouvernement français.

Il paraît que le rôle que Bonaparte allait jouer, était déja arrêté avant son départ d'Egypte. Il s'agissait d'opérer une révolution dans le gouvernement français. On lui fit la proposition de se charger de l'autorité, proposition qui avait été déjà faite au gé-

néral Moreau et à d'autres qui avaient eu la prudence de la refuser : Bonaparte accepta. Le premier pas vers cette révolution, fut fait par le conseil des anciens, qui décréta, le 9 novembre, que le corps législatif serait transféré à Saint-Cloud; que le général Bonaparte serait chargé de prendre toutes les mesures nécessaires, pour la représentation nationale, et qu'à cet effet il aurait sous ses ordres la garde du corps législatif, la garde nationale et les troupes de toute arme qui se trouvaient à Paris et dans les environs. Le lendemain, le Conseil des cinq-cents s'étant assemblé à Saint-Cloud, la séance que présidait Lucien Bonaparte, fut très-orageuse. On fit un grand nombre de motions; mais rien ne fut résolu. Au milieu des débats, le général Bonaparte entre dans la salle; aussitôt les cris *à bas le tyran! hors la loi le dictateur !* se font entendre. Bonaparte paraissait irrésolu et déconcerté. Le tumulte augmente de plus en plus. La force militaire s'avance, pénètre dans la salle qui est évacuée, et l'assemblée est dissoute.

Quelques momens après, une autre assemblée se reforme, toujours sous la présidence de Lucien Bonaparte; ceux des membres qui s'étaient déclarés contre son frère, n'y assistent pas. Alors les deux Conseils chargent deux commissions, prises dans leur sein, de rédiger une nouvelle constitution, et remettent l'autorité que le Directoire avait exercée jusqu'alors, à un consulat provisoire, composé de Bonaparte, Sieyes et Roger-Ducos.

Nouvelle constitution 1800.

La nouvelle constitution qui ne tarda pas à paraître, confiait l'exercice du pouvoir à trois consuls : Bonaparte, Cambacérès et Lebrun. Mais le premier, Bonaparte, chargé d'attributions particulières, était seul investi d'un pouvoir réel, ses deux collègues n'ayant seulement dans les affaires que voix consultative. Le pouvoir législatif était confié à trois chambres, l'une portant le nom de *tribunat*, l'autre celui de *corps législatif*, et la troisième, supérieure aux deux autres, se nommant *sénat*. Le tribunat devait discuter les questions que lui présente-

rait le gouvernement, et en faire, s'il y trouvait lieu, des projets de lois; ensuite, le corps législatif pouvait rejeter ces projets de lois, ou les convertir en décrets, qui, pour devenir des lois véritables, avaient encore besoin d'être approuvés par le sénat, sous le nom de Sénatus-consultes.

Bonaparte demande la paix à l'Angleterre.

Dès que Bonaparte fut proclamé premier consul, il promit de prendre toutes les mesures efficaces pour réparer les maux de la France, et mettre un terme à la guerre. Dans cette vue, il adressa une lettre au roi d'Angleterre, pour lui témoigner son désir de voir la paix rétablie entre les deux nations. Mais le ministère anglais ne parut pas disposé à traiter, parce que les principes du gouvernement français ne lui paraissaient pas assez changés, ni son autorité assez consolidée pour offrir une garantie suffisante aux traités qu'on pourrait conclure avec lui. Ainsi les hostilités continuèrent entre la France et l'Angleterre, mais elles n'offrirent rien d'important durant cette année, sinon la conquête de

Prise de Malthe, par les Anglais.

l'île de Malthe. Le 5 septembre, la ville de la Valette, capitale de cette île, après avoir soutenu un blocus de deux ans, se rendit aux Anglais par capitulation. La garnison française fut faite prisonnière, et les vaisseaux qui se trouvaient dans le port furent déclarés de bonne prise.

Dans le même temps, l'île hollandaise de Curaçao se soumit aux armes britanniques, après une faible résistance.

CHAPITRE VI.

Reprise des hostilités en Allemagne et en Italie. — Armistice conclu entre les Français et les Autrichiens. — La guerre recommence. — Insurrection en Toscane. — Les Autrichiens remettent aux Français, Mantoue et autres places. — Opérations militaires en Egypte.

Reprise des hostilités en Allemagne et en Italie.

La défection de l'empereur de Russie, qui, après la retraite de Suwarow, avait retiré ses troupes, laissait à l'Autriche seule tout le poids de la guerre qui allait recommencer en Allemagne et en Italie. Le général Moreau ayant fait passer le Rhin sur trois ponts différens à l'armée, commença la campagne sous d'heureux auspices. Ayant conduit ses troupes en Bavière, il s'empara de Landshut, de Munich, fit enlever la position de Feldkirk, et obtint partout de brillans succès. Tel était l'état des choses en Allemagne,

quand un armistice vint mettre un terme aux horreurs de la guerre.

Les armes françaises ne furent pas moins heureuses en Italie, où, après avoir gagné la bataille de Marengo, Bonaparte força les Autrichiens à repasser la Bormida : le lendemain, leur général, Mélas, fit proposer au premier consul un armistice ; ce dernier y ayant consenti, il fut signé une convention portant que les Français seraient mis en possession des places fortes de Tortone, d'Alexandrie, de Milan, de Turin, d'Arona, de Pizzighettone, de Plaisance, de Civa, de Savone, de Gênes et du fort Urbin ; que l'armée autrichienne occuperait Peschiera, Mantoue, Borgoforte, la Toscane et Ancône ; et que les Français demeureraient maîtres de tout le pays compris entre la Chiesa, l'Oglio et le Pô.

Bonaparte, à-la-fois vainqueur et pacificateur de l'Italie, s'empressa de revenir à Paris, où peu de jours après son arrivée, furent signés des préliminaires de paix entre l'Autriche et la république française, lesquels devaient être envoyés à

Vienne pour être ratifiés. Mais malgré le danger dont les états autrichiens étaient menacés, l'influence du parti qui voulait la guerre l'emporta dans le cabinet de Vienne sur les conseils de la prudence. L'empereur ayant refusé de ratifier les préliminaires, le général Moreau envoya un officier au camp autrichien, pour déclarer que les hostilités allaient recommencer. Toutefois, le parlementaire fut chargé de proposer la condition d'un nouvel armistice. Cette proposition ayant été acceptée, il fut conclu à Hohenlinden un autre armistice de quarante-cinq jours, qui stipulait qu'Ulm, Ingolstad et Philisbourg seraient remis entre les mains des Français. Cet armistice était commun aux armées belligérantes en Italie. Des négociations de paix furent aussi entamées à Londres, à la même époque; mais le gouvernement français ayant préalablement demandé que la suspension d'armes qui venait d'être conclue s'étendît aux armées de mer, le ministère anglais rejeta cette proposition. La rupture de ces négo-

Armistice conclu entre les Français et les Autrichiens.

ciations fut immédiatement suivie de celle de l'armistice d'Hohenlinden, l'empereur s'étant refusé à traiter définitivement sans la participation de la cour de Londres.

Les Impériaux, ayant ouvert la campagne, attaquèrent les Francais, qui sous les ordres du général Moreau, les mirent en déroute, le 3 décembre, à Hohenlinden, après une sanglante mêlée et des efforts opiniâtres de part et d'autre. Les vaincus laissèrent au pouvoir des vainqueurs une artillerie considérable, avec un grand nombre de prisonniers. Par cette victoire, l'issue de la campagne fut décidée en faveur des Français. Sans perdre de temps, Moreau poursuivit avec rapidité les débris de l'armée autrichienne, laquelle succomba toujours dans les divers engagemens qui eurent lieu. Une suite de désastres jeta la consternation dans Vienne, qui s'attendait à voir l'ennemi sous ses murs; et le cabinet Autrichien se vit forcé de conclure un armistice qui garantissait la paix. La guerre re commence.

Sur ces entrefaites, la Toscane était le théâtre d'une insurrection, Insurrection en Toscane.

causée par des milliers de paysans qui s'étaient réunis sous les ordres du général autrichien Sommariva. Le général Brune, qui commandait les Français en Italie, ayant engagé inutilement le général autrichien à dissoudre ce rassemblement, comme étant contraire à l'armistice conclu après la bataille de Marengo, fit entrer, dans Florence et dans Livourne, un corps de troupes. Les insurgés furent dispersés; les Français confisquèrent toutes les marchandises anglaises qu'ils trouvèrent dans la Toscane. Ayant pris d'assaut Arezzo, ils passèrent au fil de l'épée un grand nombre de ses habitans, connus par leur haine pour les Français.

Les Autrichiens remettent aux Français, Mantoue et autres places.

Encouragé par les succès que venait d'obtenir en Allemagne le général Moreau, Brune prend la résolution d'attaquer l'ennemi, qui occupait la rive droite du Mincio. Ayant passé cette rivière, il en vient aux mains avec les Autrichiens, qui après une opiniâtre résistance, opèrent une prompte retraite. Le lendemain, les Français font prisonnières les troupes qui occupaient les redou-

tes de Salionza. Une action générale, qui devait décider du sort du territoire vénitien, allait s'engager entre les deux armées, lorsque la nouvelle de l'armistice conclu en Allemagne arrêta les hostilités. En conséquence, les généraux Brune et Bellegarde signèrent une convention en vertu de laquelle les Autrichiens se retirèrent derrière le Tagliamento, et remirent aux Français Mantoue, avec plusieurs autres places fortes.

Opérations militaires en Egypte.

Bonaparte, qui avait quitté furtivement l'Egypte, où le général Kléber lui avait succédé dans le commandement en chef de l'armée, y avait laissé les Français dans une position très-critique. La guerre continuait dans la Haute-Egypte, où les Beys se préparaient à réunir toutes leurs forces contre l'ennemi commun. Sur un autre point, la peste s'était manifestée parmi les troupes françaises, tant à Alexandrie que dans plusieurs autres endroits. Le grand visir, à la tête de l'armée ottomane, s'était porté de Damas, par Jaffa et Gaza, sur El-Arich, fort dont il s'était rendu maître, le 3 décembre 1799.

Kléber, hors d'état de pouvoir tenir tête à l'ennemi, crut devoir recourir à une négociation; et par l'entremise de Sidney Smith, qui commandait une escadre anglaise dans ces parages, il conclut, le 24 janvier 1800, la convention d'El-Arisch, laquelle portait que les Français évacueraient l'Egypte avec armes, bagages, et tout ce qui leur appartenait. Toutefois, cette évacuation ne pouvait s'effectuer avec sûreté pour les Français, sans la coopération du cabinet britannique : mais celui-ci, sous le prétexte que la convention était préjudiciable à ses alliés, ayant refusé de la ratifier, les hostilités recommencèrent. Le 20 mars, le général Kléber attaqua l'avant-garde des Turcs à Matarié, l'ancienne Héliopolis, à cinq lieues du Caire. Après une sanglante mêlée, l'armée ottomane éprouva une déroute complète, et se retira précipitamment à Jaffa. Cet avantage changea la face des affaires pour les Français : le Caire, qui s'était insurgé en leur absence, rentra bientôt dans le devoir. Mais sur ces entrefaites, un événement

malheureux arrêta, au milieu de la victoire, Kléber, qui fut assassiné au Caire. Après sa mort, le commandement en chef fut déféré au général Menou, et les Français furent maîtres de l'Egypte jusqu'a l'année suivante, d'où ils furent expulsés par les Anglais.

CHAPITRE VII.

Traité de paix de Lunéville.—Destruction de la flotte danoise à Copenhague. — Dissolution de la confédération du nord. — Expédition des Anglais en Egypte. — Défaite de la flotte espagnole. — Préliminaires de paix signés entre la France et l'Angleterre. — Bonaparte président de la république italienne. — Il organise la république ligurienne. — Il rétablit la religion Catholique en France. — Il est nommé consul à vie.—Expédition de St.-Domingue.

Traité de paix de Lunéville.

En Europe, les armées françaises postées à moins de trente lieues de Vienne, et occupant toute l'Italie, permettaient au cabinet des Tuileries de dicter les conditions de la paix: en conséquence, il fut signé, en 1801, à Lunéville, entre la France l'Empereur et l'Empire germanique, un traité en vertu duquel les provin-

ces Belgiques furent cédées à la république française, ainsi que tout le pays situé sur la rive gauche du Rhin ; et ce fleuve, depuis la Suisse jusqu'à la Hollande, devint la limite de la France et de l'empire germanique : la république cisalpine fut reconnue, et son territoire étendu jusqu'à l'Adige, en y comprenant Vérone. Le grand duc de Toscane céda son duché à l'Infant, duc de Parme. L'Istrie, la Dalmatie, Venise et ses îles furent cédées à l'Autriche. Quant aux princes qui avaient été dépossédés en Allemagne de leurs états, il fut convenu que l'empire Germanique supporterait conjointement cette perte, et les indemniserait de son propre territoire. Le traité était commun aux républiques helvétique, batave, cisalpine et ligurienne.

Destruction de la flotte danoise, à Copenhague.

La Grande-Bretagne, menacée en même temps par la France et l'Espagne, ainsi que par la Russie, la Suède, le Danemarck et la Prusse, qui avaient formé une neutralité armée, se trouvait dans une situation critique. Elle eut à combattre sur les ri-

ves de la Baltique et dans les plaines de l'Egypte. Dirigeant ses hostilités contre le Danemarck, l'Angleterre envoya, sous les ordres de l'amiral Nelson, une flotte qui, après avoir forcé le passage du Sund, se présenta devant Copenhague, où de part et d'autre on combattit avec courage. Les Danois, après avoir fait preuve de la plus grande intrépidité, perdirent dix-huit vaisseaux, parmi lesquels se trouvaient sept vaisseaux de ligne, et environ dix-huit cents marins. Mais comme le but des Anglais était de faire sentir leur puissance au Danemarck, l'amiral Nelson proposa un armistice qui, ayant été accepté par le cabinet Danois, prévint l'attaque de Copenhague. Ensuite, la flotte anglaise ayant fait voile vers la Suède, parut bientôt à l'entrée du port de Calscrone. L'amiral Nelson ayant fait part au gouvernement de l'armistice conclu avec le Danemarck, demanda que le roi de Suède fît connaître ses intentions d'une manière positive. Par cette démarche, les hostilités furent arrêtées, et les différends entre l'Angleterre et

la Suède se terminèrent au gré des deux puissances.

Les succès de la flotte anglaise semblaient annoncer une prompte dissolution de la confédération des quatre puissances du Nord : mais c'est à la mort subite de Paul I.er, empereur de Russie, qu'elle doit être particulièrement attribuée. Ce prince ayant cessé de vivre, le 23 mars, il s'opéra un changement dans la politique de la plupart des cabinets de l'Europe. Le départ de la flotte russe fut suspendu, le roi de Suède changea de détermination, et le Danemarck se vit abandonné à ses propres forces. Il est constant que, si la cour de Copenhague n'avait pas compté sur l'assistance de la Russie, elle n'aurait pas provoqué l'Angleterre ; en outre, si elle avait été instruite, quelques jours plus tôt, de la mort de Paul I.er, il est probable qu'elle eût épargné le sang qui fut versé à la bataille de Copenhague. Dissolution de la confédération du Nord.

Le nouvel empereur de Russie, Alexandre, commença son règne d'une manière qui contrastait avec la conduite de son père, auquel il suc-

cédait. Il renonça aux prétentions que son père exerçait sur Malthe, et fit lever l'embargo mis sur les vaisseaux Anglais qui se trouvaient dans les ports de ses états : il s'ensuivit entre la Russie et l'Angleterre un traité d'accommodement touchant les différends de la neutralité armée ; et la dissolution de la confédération du Nord leva un des plus grands obstacles à une pacification générale.

Expédition des Anglais en Egypte.

D'un autre côté, l'Angleterre qui avait refusé de ratifier le traité d'El-Arisch, était occupée en Egypte, où elle avait envoyé des forces considérables, dans le but d'en chasser les Français. Après avoir remporté plusieurs avantages, les Anglais parurent aux environs du Caire : une armée ottomane s'étant jointe à eux. Les Français qui s'étaient retirés dans cette place, se voyant investis de toutes parts, envoyèrent un parlementaire au camp des Anglais ; on entra en négociation, et après des conférences qui durèrent plusieurs jours, une convention fut signée entre le général français Belliard, et le général anglais Hutchinson. Il fut stipu-

lé dans cette capitulation, que la garnison du Caire, et tout ce qui appartenait aux officiers et soldats, seraient transportés en France dans les ports de la méditerranée; et que le général Menou, qui commandait à Alexandrie, serait admis à jouir des mêmes avantages, s'il le jugeait convenable.

Le général Menou n'ayant pas accédé à la convention du Caire, les armées anglaise et ottomane combinées, se dirigèrent sur Alexandrie pour en faire le siége. Cette place était sur le point de manquer d'eau et de vivres. La ration du soldat était réduite à quelques onces de pain et à un peu de viande de cheval. Le général Menou voyant qu'il ne pouvait faire une résistance efficace, crut qu'exposer ses troupes aux suites d'un long siége et aux horreurs d'un assaut, c'eût été sacrifier la vie de braves militaires qui avaient tant souffert; il capitula donc aux mêmes conditions que le général Belliard. Ainsi se termina l'expédition d'Egypte.

Défaite de la flotte espagnole.

Les opérations maritimes se bor-

nent à peu de choses entre la France et l'Angleterre. Il n'y eut d'important qu'une action sur les côtes d'Espagne, entre l'amiral anglais Saumarez et une escadre de vaisseaux de guerre français et espagnols. L'engagement ayant eu lieu la nuit, la confusion et l'obscurité firent que les vaisseaux espagnols tirèrent les uns sur les autres. Le *Réal Carlos* ayant pris feu, sauta en l'air; l'*Hermane-Gildo* le prenant pour ennemi, l'aborda, et brûla de même, tandis que le *San-Antonio* de soixante-quatorze canons, et de sept cents trente hommes d'équipage, abandonné à ses propres forces, fut obligé d'amener son pavillon. Les vaisseaux français ayant fait aussitôt voile, se trouvèrent hors de vue le matin.

Préliminaires de paix, signés entre la France et l'Angleterre.

Des articles préliminaires de paix ayant été signés à Londres entre la France et l'Angleterre, on crut voir se terminer la lutte la plus terrible qui ait eu lieu en Europe depuis la chute de l'empire romain. Par ces articles, la Grande-Bretagne consentait à restituer toutes ses conquêtes, excepté l'île de la Trinité

et les établissemens hollandais de Ceylan. Le cap de Bonne-Espérance devait continuer à rester ouvert au commerce de toutes les parties contractantes. L'île de Malthe devait être rendue à l'ordre de St.-Jean de Jérusalem, l'Egypte à la Porte ottomane; le Portugal était maintenu dans son intégrité; Rome et Naples devaient être évacués par les Français; la pêche de Terre-Neuve devait être rétablie sur son ancien pied. Enfin, des plénipotentiaires, nommés par les parties contractantes, devaient se rendre à Amiens, pour conclure un traité définitif.

Bonaparte président de la république italienne.

Toutefois, la conduite de Bonaparte fit présumer que la paix ne serait pas de longue durée. Peu après la signature des préliminaires, il se fait nommer, en 1802, président de la république italienne (précédemment cisalpine), quoique l'indépendance de cette république fût une des stipulations du traité de Lunéville : ce que le cabinet Autrichien ne pouvait voir avec indifférence. Dans le même temps, le Piémont et le duché de Parme furent réunis à la

France. Malgré ces empiétemens, le traité définitif fut signé à Amiens entre la France et l'Angleterre avec beaucoup de difficultés, et la paix fut généralement célébrée avec de grandes démonstrations de joie.

Il organise la république ligurienne.

Bonaparte, s'occupant ensuite d'organiser la république ligurienne (Gênes), lui donna une constitution qui semblait faite pour préparer l'incorporation de son territoire à la France. Il fit subir aussi une réforme politique à la Suisse, où il envoya trente mille hommes pour appuyer ses projets ambitieux.

Il rétablit la religion catholique, en France.

Un des objets importans, qui occupa le premier consul, fut le rétablissement de la religion catholique en France. Dès l'année précédente (1801) il avait conclu avec le pape une convention, connue sous le nom de *concordat*, qui établissait sur de nouvelles bases ce qui concernait l'église gallicane. Mais pour que ce concordat fût mis à exécution, il fallait que tous les évêques français constitutionnels et autres renonçassent à leurs siéges. Le pape avait fait part de cette mesure aux évêques

émigrés, dont la plupart accédèrent à ses désirs : quelques autres au contraire ne crurent pas devoir s'y conformer. Le concordat ayant été signé et ratifié, fut présenté au corps législatif : la liberté universelle de conscience y était établie pour toutes les opinions religieuses. La hiérarchie de l'église catholique constitutionnelle de France se composait de dix archevêques et de cinquante évêques. Les curés ou desservans de paroisses étaient divisés en deux classes pour les grandes et petites paroisses. Les archevêques et les évêques étaient nommés par le premier consul, et confirmés par le pape. L'église renonçait irrévocablement à ses biens confisqués. Les diverses églises réformées étaient établies sur le même pied. Les fonctions ecclésiastiques des églises tant catholiques que réformées, ne pouvaient être exercées que par des Français ; dans les unes et dans les autres, on devait réciter une même formule de prières pour la prospérité de la république et des consuls. Le concordat qui n'apportait aucun changement aux doctrines

religieuses ni aux formes extérieures du culte, fut reçu avec d'autant plus d'empressement, qu'on espérait qu'il mettrait fin aux querelles et aux haines qui divisaient le clergé. Mais le but principal de Bonaparte qui déjà marchait à grands pas vers le despotisme, était de s'arroger, en matières ecclésiastiques, la même influence qu'il exerçait déjà dans les affaires politiques.

Il est nommé consul à vie.

Les autorités constituées adoptaient avec complaisance chaque mesure qui tendait à lui donner un pouvoir absolu. Bientôt il se fait proclamer consul à vie, et il institue, sous le titre de *Légion d'honneur*, un ordre de chevalerie, dont les membres furent choisis parmi les militaires, les magistras, les hommes de lettres et les personnes distingués par tout genre de mérite.

Expédition de Saint-Domingue.

Tandis que Bonaparte consolidait sa puissance, Saint-Domingue, la plus belle et la plus considérable des colonies françaises, se trouvait dans un horrible état d'insurrection. Toussaint-Louverture, à la tête des nègres, y avait établi sa puissance.

Pour soumettre cette Isle, le premier consul fit partir une flotte avec des troupes commandées par son beau-frère, le général Leclerc. Toussaint-Louverture avait ordonné de couler bas tous les vaisseaux qui se présenteraient. Néanmoins les Français débarquèrent sur deux points. Les nègres, ayant mis le feu à la ville du Cap, évacuèrent cette place ; mais le général Leclerc accourut à temps pour arrêter l'incendie. Les nègres furent battus dans plusieurs combats. Quelques-uns de leurs chefs, gagnés par les Français, firent successivement leur soumission. Toussaint-Louverture lui-même finit par se rendre à la suite d'une négociation. Mais, peu de temps après ayant été accusé de conspiration, il fut embarqué avec sa famille pour être conduit en France, où il mourut en prison. Ce qui excita l'indignation publique, c'est qu'excepté l'accusation portée contre lui par le général Leclerc, on n'a jamais eu de preuve de sa culpabilité : tout ce qu'on sait, c'est que les trésors qu'il possédait ont disparu avec lui.

A la même époque, le gouvernement français fit rentrer aussi sous l'obéissance l'île de la Guadeloupe, dont les nègres s'étaient révoltés.

Mais de nouveaux troubles et de nouvelles calamités eurent bientôt lieu, à l'occasion d'un décret qui causa la perte de Saint-Domingue. Ce décret rétablit dans les colonies françaises l'esclavage sur le pied où il était en 1789, et la traite des nègres avec tous les avantages dont ce honteux trafic jouissait avant la révolution. Les nègres de Saint-Domingue, à qui on avait promis la liberté, virent qu'ilsétaient trahis et trompés. Leurs chefs Christophe et Dessalines, appréhendant le sort de Toussaint-Louverture, soulevèrent les nègres qui massacrèrent tous les blancs. En un mot, après avoir perdu beaucoup de troupes, tant par les maladies du pays que par les événemens de la guerre, les Français furentobligés d'abandonner l'île de Saint-Domingue, et un nouvel état nègre fut fondé dans les Indes occidentales.

CHAPITRE VIII.

Paix conclue entre la France et l'Angleterre. — Les Français s'emparent du Hanovre, et occupent les bouches de l'Elbe et du Véser. — Projet de descente en Angleterre. — Insurrection en Irlande. — Conspiration contre Bonaparte. — Mort du duc d'Enghien. — Bonaparte nommé Empereur. — Exécution des conspirateurs. — L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre. — Sacre de Bonaparte sous le nom de Napoléon.

Paix rompue entre la France et l'Angleterre.

En Europe, la paix que procura le traité définitif signé à Amiens, ne paraissait pas devoir être de longue durée. Une animosité entre les cabinets de Londres et de Paris se manifestait de part et d'autre par des articles violens publiés dans les journaux. Les entraves mises au commerce Britannique, les empiétemens de la France sur le continent, étaient

les principaux motifs de plaintes des Anglais contre Bonaparte. Celui-ci, conformément au traité d'Amiens, leur demandait la restitution de l'île Malthe, occupée par leurs troupes. Sur leur refus, après de longues négociations, la paix fut rompue en 1803, entre les deux puissances. Jamais, avant cette époque, une île, si peu étendue, n'avait donné lieu à des discussions aussi importantes que celles qui survinrent en ces circonstances. Mais quoique d'une petite valeur pa relle-même, cette île était liée aux plus grands intérêts, la guerre à laquelle Malthe servit de prétexte, eut des suites sans exemple dans les annales de l'Europe. La conservation de Malthe établissait la domination Britanique dans la méditerranée et soumettait à son influence les puissances Barbaresques, l'Egypte, la Syrie et tout l'Archipel.

Les Français s'emparent du Hanovre, et occupent les bouches de l'Elbe et du Véser.

La guerre s'étant rallumée, tous les Anglais qui se trouvaient en France furent arrêtés, comme prisonniers; le général Mortier marcha en même tems sur le Hanovre, dont il s'empara sans éprouver de résistance.

De suite le premier consul fit occuper les bouches de l'Elbe et du Véser, afin d'interdire aux Anglais la navigation de ces rivières, qui forment les deux principaux débouchés du commerce d'une grande partie de l'intérieur de l'Allemagne.

Projet de descente en Angleterre.

A peine les hostilités furent-elles commencées, que Bonaparte manifestant le projet d'opérer une descente en Angleterre, ordonna des préparatifs à cet effet dans les ports de France et de Hollande; et une nombreuse flotille fut réunie à Boulogne, le rendez-vous général de l'armée d'invasion.

Cette mesure du premier consul seconda les vues et les intérêts du gouvernement anglais, qui avait besoin d'argent et d hommes. En effet, des taxes de guerre, proposées par le chancelier de l'Echiquier, furent établies sans opposition sur les propriétaires fonciers, sur les fermiers et sur toute espèce de rentes. Le parlement rendit en même temps un bill, par lequel tous les hommes en état de porter les armes depuis 17 ans jusqu'à 55, devaient être

enrôlés dans leurs paroisses et instruits au maniement des armes. Les forces militaires en tout genre furent augmentées : en un mot le ministère anglais, fort tranquille d'ailleurs sur la menace d'une invasion, mit le royaume en état de défense. La marine britannique reçut de l'accroissement, au point qu'elle pouvait non seulement protéger ses côtes, mais encore bloquer les ports de l'ennemi et attaquer ses colonies. Les îles de Sainte Lucie et de Tabajo, tombèrent au pouvoir des Anglais, ainsi que celles de Saint-Pierre et de Miquelon dans le golfe de Saint-Laurent.

Insurrection en Irlande.

Si des sentimens de patriotisme se manifestaient en Angleterre, contre les Français, il n'en était pas de même en Irlande, où il éclata, dans la ville de Dublin, une insurrection sérieuse, à la suite de laquelle ses principaux chefs, et autres individus d'une classe inférieure, subirent la peine de mort

Conspiration contre Bonaparte.

Tandis que l'Europe attendait avec impatience l'exécution de la descente projetée contre l'Angleterre, des événemens extraordinaires avaient lieu en France, durant l'année 1804:

on y découvrit une conspiration tramée contre Bonaparte. A la tête de ce complot, figuraient le général Pichegru, si connu par sa conquête de la Hollande, Georges Cadoudal, ancien chef de Chouans, et autres personnes, du nombre desquels était le général Moreau. Il paraît que la conspiration fut éventée par quelques-uns de ceux qui en faisaient partie, puisque le gouvernement était depuis long-temps instruit de ce qui se passait. Les conspirateurs furent arrêtés à Paris, avant d'avoir pu exécuter leur projet. Pichegru, fut étranglé dans sa prison. Une circonstance a prouvé son assassinat, qui prévint des révélations qu'il aurait pu faire : les juges furent convoqués pour un jour fixe, afin de faire l'inspection du cadavre, et ouïr le rapport des chirurgiens; mais ce jour là, le crime n'étant pas encore consommé, le cadavre ne se trouva pas au lieu désigné. Surpris de ne rien voir, les juges furent congédiés sous un prétexte, et ajournés au lendemain.

Le procès des conspirateurs s'instruisait, lorsqu'un événement tragi- Mort du duc d'Enghien.

que répandit la consternation. Le 15 mars, le duc d'Enghien, seul rejeton des Condé, fut arrêté à Ettenheim, dans l'électorat de Bade, où, malgré le voisinage de la France, il se croyait en sûreté, par la raison qu'il se trouvait sur un territoire neutre. Mais le droit de neutralité était d'un très-faible poids dans la balance politique de Bonaparte. Conduit en France, et amené, le 20 au château de Vincennes, près Paris, le duc d'Enghien fut condamné à mort par une commission militaire spéciale, sur l'accusation vague d'avoir entretenu une correspondance avec les ennemis de la république et d'avoir attenté à la sûreté extérieure et intérieure de l'Etat. Ce jugment ne fut qu'une formalité, aucune preuve n'ayant été produite contre ce prince, qui, le 21, fut exécuté de nuit, dans les fossés du château de Vincennes. Ce meurtre excita l'indignation générale. L'empereur de Russie et le roi de Suède, témoignèrent le vif intérêt qu'ils prenaient au sort du duc d'Enghien; et à ce sujet, la cour de Pétersbourg adressa de fortes repré-

sentations au ministre des affaires étrangères de France. Le résident russe présenta aussi à la diète de Ratisbonne une note, par laquelle les princes de l'empire germanique étaient invités à demander satisfaction pour la violation du droit des gens. Toutefois ces princes ne crurent pas devoir provoquer une rupture avec Bonaparte, et l'affaire se borna simplement à une altercation entre la Russie et la France.

Bonaparte nommé empereur.

Cependant le premier consul préparait un nouvel ordre de choses : d'après ses vues, la républipue, naguère l'idole des Français, devait être transformée en monarchie militaire. Pour cet effet, le 3 mai, le tribunat transmit au sénat conservateur un arrêté exprimant le vœu que Napoléon Bonaparte fût déclaré *empereur des Français*. En conséquence, un sénatusconsulte organique conféra au premier consul le titre d'empereur, et déclara que la dignité impériale était héréditaire dans sa famille, de mâle en mâle et par ordre de primogéniture.

Exécution des conspirateurs.

L'avénement de Bonaparte au trône

impérial fut suivi du jugement de Georges Cadoudal et de plusieurs autres, qui furent condamnés à mort. Le général Moreau, Jules Polignac, Leridan, Rolland et une femme furent condamnés à deux années de réclusion; dix-huit autres prévenus furent acquités. Georges Cadoudal et quelques-uns de ses complices furent exécutés; la plupart des autres conspirateurs eurent leur grâce: quant au général Moreau, il lui fut permis de se retirer en Amérique.

L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre.

Vers la fin de cette année, qui fut stérile en événemens militaires, l'Espagne, qui s'était engagée par un traité à fournir à la France quinze vaisseaux de ligne et vingt-quatre mille hommes, se trouva dans une position embarrassante à l'égard de l'Angleterre. Ne voulant pas rompre ouvertement avec le cabinet de Londres, avant l'arrivée des gallions qu'elle attendait d'Amérique, elle cherchait à temporiser. Mais le gouvernement britannique, sans déclaration préalable de guerre, commença les hostilités. Une escadre anglaise ayant rencontré à la hauteur de Cadix, quatre

frégates espagnoles, en majeure partie chargées de piastres, les attaqua et en prit trois : cette capture eut lieu au moment où le ministre anglais négociait avec la cour de Madrid, et où l'ambassadeur d'Espagne recevait à Londres, des assurances positives d'amitié. Cette conduite de l'Angleterre excita le mécontentement du cabinet de Madrid, qui déclara la guerre à la Grande-Bretagne, et se trouva impliquée dans la grande contestation qui devait agiter et bouleverser l'Europe.

Cette même année se termina par un événement extraordinaire, qui étonna tous les esprits. Le pape Pie VII se rendit de Rome à Paris, pour y sacrer et couronner, le 2 décembre, dans la cathédrale de Notre-Dame, le nouvel empereur des Français, sous le nom de Napoléon I. Son épouse, Joséphine Beauharnais, fut en même temps inaugurée impératrice. On vit ainsi s'évanouir en France jusqu'à l'ombre même de la république, dont l'établissement avait coûté la vie à tant de milliers d'individus.

Sacre de Bonaparte, sous le nom de Napoléon.

LIVRE CINQIÈME.

DEPUIS la coalition formée entre la France, en 1805, jusqu'à la publication de la constitution d'Espagne, par les Cortès, en 1812.

CHAPITRE I.

Coalition de 1805, contre la France. — Forces de cette puissance. — Succès de Napoléon. — Prise d'Ulm. — Entrée des Français dans Vienne. — Retraite du prince Charles. — Bataille d'Austerlitz. — Armistice. — Paix de Presbourg. — Résultat de la campagne. — Défaite de la flotte française.

Coalition de 1805, contre la France.

LE théâtre de la guerre, qui depuis près de deux années, ne produisait rien d'important, va, dans l'année 1805, commencer à s'étendre et à présenter une suite d'événemens à jamais mémorables. L'Angleterre

cherchait, depuis quelque temps, à former une alliance offensive avec l'Autriche, la Russie et autres puissances de l'Europe. Les négociations entamées à cette occasion, n'avaient produit. jusqu'ici aucun résultat. L'Autriche était la plus intéressée à s'opposer à l'aggrandissement ultérieure des Français, dont l'empereur venait d'être nommé (le 18 mars) roi d'Italie. Mais, outre qu'elle était la plus exposée aux désastres, que pouvait éprouver la coalisation, ses finances étaient épuisées. La Russie, par sa position lointaine, hors d'atteinte des attaques de la France, voyait avec indifférence le sort des puissances de l'Europe, ou du moins elle n'avait pas jugé à propos de faire de grands efforts en leur faveur. A la fin, les propositions de l'Angleterre furent accueillies, et en conséquence un traité fut conclu (le 11 avil) à Pétersbourg, entre le roi de la Grande-Bretagne et l'empereur de Russie. Peu après l'Autriche et la Suède y accédèrent. Par ce traité, les puissances contractantes s'engagèrent à réunir tous leurs moyens pour former une coa-

lition de tous les états de l'Europe contre la France. L'objet de cette nouvelle ligue était d'obtenir l'évacuation du Hanovre et du nord de l'Allemagne, par les troupes françaises ; l'indépendance des républiques batave et suisse; le rétablissement du roi de Sardaigne en Piémont, avec une augmentation de territoire, suivant les circonstances; l'indépendance future du royaume de Naples; l'évacuation complète de l'Italie; enfin l'établissement en Europe d'un ordre de choses qui pût en assurer la tranquillité. De plus il était stipulé par le traité, que les puissances alliées du continent mettraient sur pied cinq cents mille hommes, et que de son côté, l'Angleterre emploierait ses forces de terre et de mer, d'après le plan général d'opérations qui serait arrêté. En outre, la Grande-Bretagne devait fournir aux puissances alliées des subsides proportionnés aux efforts qu'elles feraient, à raison d'un million deux cents cinquante mille livres sterling, pour chaque centaine de mille hommes, ou de douze livres dix sous sterling par homme ; le tout

payable de mois en mois. L'Autriche devait mettre sur pied trois cents vingt mille hommes, et la Russie, cent cinquante mille hommes; ce qui formait quatre cents trente-cinq mille hommes. Les soixante-quinze mille restans devaient être fournis par le roi de Naples, le Hanovre, la Suède, etc. Il fut stipulé en même temps que la paix ne serait conclue avec la France, que du consentement commun des parties contractantes, et que les puissances continentales ne pourraient rappeler leurs troupes, ni la Grande-Bretagne retirer ses subsides, avant la conclusion d'une paix générale.

Forces de la France.

Les forces de la coalition étaient assez considérables pour promettre d'heureux résultats; mais de son côté, Napoléon pouvait leur opposer des troupes non moins formidables. L'état militaire de la France, était de cinq cents quatre-vingt-dix-huit mille hommes, qui, joints aux troupes de la Corse et d'autres îles, à quinze mille hommes de la garde impériale, à vingt-un régimens de Hollandais, onze de Suisses et dix-huit d'Italiens,

formaient un total d'environ six cents cinquante mille hommes, dont près de cinq cents mille pouvaient être regardés comme disponibles.

La guerre, selon l'usage, fut précédée de déclarations et manifestes, qui exprimaient des sentimens de paix et de modération; chaque partie s'y disculpait, et imputait à son ennemi les suites funestes que cette nouvelle lutte allait causer. Ces pièces diplomatiques, généralement destinées à convaincre le public de la justice de la cause que défendent les puissances belligérantes, ne sont le plus souvent que de vaines formalités qui ne trompent point les politiques. La France et l'Autriche, tout en professant des sentimens de paix, faisaient les plus grands préparatifs de guerre. Napoléon ayant demandé quelques explications à l'empereur d'Allemagne, celui-ci, pour toute réponse, fit marcher son armée au delà de l'Inn, et occupa la Bavière. De son côté Napoléon, abandonnant son projet de descente en Angleterre, fait avancer ses troupes sur le Rhin, avec une incroyable célérité. Ayant passé ce

Succès de Napoléon.

fleuve, elles se dirigent vers le Danube et se présentent bientôt à l'ennemi, déconcerté par la rapidité d'un pareil mouvement. (Le 8 octobre) elles remportent une victoire complète à Wartingen, où, après un engagement de deux heures, elles enlèvent aux Autrichiens, drapeaux, canons, avec quatre mille prisonniers.

Prise d'Ulm.

Cette affaire fut suivie le lendemain du combat de Gunzbourg, où les Français furent encore victorieux. Memmingen tombe ensuite en leur pouvoir; enfin ils enlèvent de vive force la position d'Elchingen. Par ces divers mouvemens, exécutés avec autant de succès que de promptitude, Napoléon avait coupé la communication des Autrichiens avec Vienne: il se préparait à livrer assaut à Ulm, où le général Mack était renfermé avec environ trente mille hommes. Celui ci, au lieu de soutenir un siége, signa le 17 (octobre) une capitulation, en vertu de laquelle Ulm devait ouvrir ses portes et la garnison mettre bas les armes, si, dans l'intervalle de huit jours, un corps de troupes ne se présentait pas devant la place

pour la débloquer. Toutefois, au grand étonnement du public, le général autrichien n'attendit pas l'expiration des huit jours convenus. Le 19, il eut avec Napoléon une entrevue, à l'issue de laquelle fut signée une capitulation additionnelle, portant que le lendemain la garnison sortirait d'Ulm et déposerait ses armes. La reddition de cette place décida du sort de la Bavière, que les Autrichiens s'empressèrent d'évacuer.

La conduite de Mack excita d'autant plus l'indignation publique dans les états autrichiens, que, par ses fortifications, Ulm était en état de soutenir un siége, et qu'avec sa nombreuse garnison, ce général aurait pu arrêter, au moins pendant quelque temps, les progrès de l'ennemi. Si ce général eût défendu cette place, jusqu'à l'arrivée des Russes qui s'avançaient, les choses auraient peut-être pris une autre tournure. Seulement dans le cas où la place n'était pas tenable, la première capitulation pouvait être justifiée: mais la deuxième, d'après laquelle il livra Ulm, cinq jours avant l'époque convenue,

paraît fort extraordinaire, et elle est même inexcusable, parce qu'elle faisait gagner du temps à Napoléon, dont les progrès ultérieurs dépendaient entièrement de la célérité de ses opérations.

Entrée des Français dans Vienne.

Poursuivant ses succès, Napoléon s'avança sans être intimidé, ni par les Russes qui approchaient, ni par les efforts que faisait l'Autriche pour arrêter sa marche. Après avoir forcé l'ennemi à une retraite précipitée, les Français, vainqueurs dans toutes les rencontres, entrent (le 13 novembre) dans Vienne, et de là se portent dans la Moravie.

Retraite du prince Charles.

Au milieu de ces événemens, le sort des armes n'était pas moins défavorable aux Autrichiens en Italie, où après les avoir complètement battus sur tous les points, Masséna força le prince Charles, qui les commandait, à opérer sa retraite en Hongrie.

Bataille d'Austerlitz.

Cependant l'armée russe, ayant l'empereur Alexandre à sa tête, arriva enfin en Moravie. L'Autriche, quoiqu'accablée par les forces considérables d'un ennemi partout victorieux,

n'était pas découragée. L'Italie, le Tyrol et Vienne étaient perdus pour elle ; mais une victoire décisive pouvait changer l'état des choses. Dans cette circonstance, la Bohème, la Hongrie et la Moravie, jusque-là intactes, présentaient de grandes ressources, et en outre les forces imposantes de la Russie étaient capables de rendre à la monarchie autrichienne son ancienne splendeur, en chassant les Français de l'Allemagne. L'armée combinée des Autrichiens et des Russes, s'étant avancée vers Wischau, prit position dans les plaines d'Austerlitz, où devait se terminer la grande contestation. C'est là que, le 2 décembre, les deux armées en vinrent aux mains. Après une action très-vive et très-meurtrière, la victoire se décida en faveur des Français. Dans cette journée mémorable, les Russes éprouvèrent une affreuse catastrophe. Quelques-uns de leurs bataillons accompagnaient cinquante pièces de canon, qui n'avaient pu être emmenées par un village qu'occupaient les Français : ceux qui les conduisaient, ayant pri sune autre route,

traversèrent un marais dont ils croyaient la glace assez forte pour porter un poids aussi considérable : mais lorsqu'ils furent au milieu de ce marais, la glace se rompit; hommes, chevaux, voitures, canons, tout fut englouti dans les eaux. Une heure après, le même accident eut lieu sur un autre marais, où l'infanterie russe, poursuivie par les Français, fut presque entièrement abîmée. Les mouvemens qui s'exécutèrent dans cette journée furent si variés, si multipliés, qu'il serait trop long de décrire les marches, contre-marches et mêmes les différentes positions des deux armées. De part et d'autre, les forces étaient à-peu-près égales en nombre.

Armistice.

Après avoir mis les alliés en déroute complète, les Français se préparaient à poursuivre leurs succès, lorsque l'empereur d'Allemagne ayant eu une entrevue avec Napoléon, les deux souverains y convinrent d'un armistice, dans lequel l'empereur de Russie fut compris, à condition que les restes de son armée évacueraient l'Allemagne et la Polo-

gne autrichienne. Cet armistice fut bientôt suivi d'un traité de paix entre la France et l'Autriche : il fut signé à Presbourg, le 26 décembre. Il y fut stipulé que l'empereur d'Allemagne reconnaissait l'empereur des Français comme roi d'Italie; en même temps il fut convenu, conformément à la déclaration que Napoléon avait faite, en prenant la couronne d'Italie, qu'aussitôt que les puissances nommées dans cette déclaration, auraient rempli les conditions qui s'y trouvaient exprimées, les couronnes de France et d'Italie seraient séparées à perpétuité, sans pouvoir, dans aucun cas, être réunies sur la même tête. A cette condition, l'empereur d'Allemagne s'engageait à reconnaître, lors de cette séparation, le successeur que Napoléon désignerait comme roi d'Italie : il lui cédait en même temps Venise et tout le territoire vénitien dans l'Istrie et dans la Dalmatie, avec les îles de la mer adriatique, pour être réunies à perpétuité au royaume d'Italie : il reconnaissait également comme roi, les électeurs de Bavière et de Wirtem-

berg, qui venaient de prendre ce titre, et leur cédait, ainsi qu'à l'électeur de Bade, en toute souveraineté, plusieurs principautés, domaines et territoires. Napoléon garantissait l'intégrité des états d'Autriche, dans l'état où ils devaient être en conséquence du traité de paix. Les deux souverains contractans reconnaissaient en outre l'indépendance de la république helvétique.

Résultat de la campagne.

Ce traité porta un coup sensible à la grandeur et à la puissance de l'Autriche, qui perdait l'influence qu'elle exerçait sur une grande partie de l'Allemagne. Tel fut le résultat de cette lutte mémorable, qui offre des événemens si extraordinaires, par leur nature, si rapides dans leur exécution et si importans dans leur conséquence, que l'histoire en présente peu de semblables. On voit aux prises avec les principales puissances de l'Europe, un homme qui, par ses talens militaires, s'élève de l'obscurité à la pourpre impériale. Un peu plus de trois mois s'étaient écoulés depuis qu'il s'était formé contre lui une coalition qui embrassait la vaste étendue com-

prise depuis la Baltique jusqu'à l'Adriatique, et depuis le Rhin jusqu'au Dnieper. On voit ce même homme à la tête d'une armée, à plus de trois cents lieues de Paris, tirer sa subsistance du pays ennemi, au milieu de l'hiver, sous un climat rigoureux; combattre des troupes aguerries, plus nombreuses que les siennes, et accoutumées à braver les frimats. C'est dans une position aussi embarrassante que Napoléon, après avoir défait en un seul jour, les armées combinées de l'Autriche et de la Russie, dicte la loi à deux puissans souverains et se rend l'arbitre du continent. La troisième coalition ainsi dissoute, Napoléon resta en guerre avec l'Angleterre, la Russie, et la Suisse.

Défaite de la flotte française.

Sur ces entrefaites, les Français avaient éprouvé un échec sur mer. Leur flotte de Toulon, commandée par Villeneuve, réunie à celles de Cadix, sous les ordres de Gravina, fut entièrement défaite, près de Trafalgar, le 21 octobre, par l'amiral Nelson, qui perdit la vie dans l'une des plus importantes et glorieuses actions mentionnées dans les annales de la marine britannique.

CHAPITRE II.

Prise du Cap de Bonne-Espérance par les Anglais.—Mort de Pitt. Guerre entre l'Angleterre et la Prusse. — Expédition des Anglais dans l'Amérique méridionale.—Mort de Fox.—Napoléon dépose le roi de Naples, et confère la couronne à Joseph Bonaparte. — La république batave changée en monarchie. — François II renonce à son titre d'Empereur d'Allemagne.—Dissolution de l'empire Germanique.

L'ANGLETRRE, qui conservait sa supériorité sur l'Océan, bloquait les ports de l'Europe, depuis le Texel jusqu'à Cadix, et depuis Cadix jusqu'à Venise. Elle gênait le commerce, et s'emparait sur les Hollandais du Cap de Bonne-Espérance, qui, sous le rapport commercial, est une des plus favorables positions du globe. Prise du Cap de Bonne-Espérance, par les Anglais.

Cette importante conquête, qui eut lieu au commencement de 1806,

fut bientôt suivie, pour les Anglais, d'un avantage considérable qu'ils obtinrent dans les Indes occidentales. L'amiral Duckworth, qui commandait une escadre de sept vaisseaux de ligne et de deux frégates, ayant rencontré une flotte française de cinq vaisseaux de ligne et de deux frégates avec une corvette, il s'ensuivit un engagement qui dura deux heures, avec l'acharnement le plus opiniâtre des deux côtés. Des cinq vaisseaux français, trois furent pris, les deux autres ayant été portés à terre échouèrent et furent ensuite brûlés.

Mort de Pitt.

A cette époque, la mort de Pitt, premier lord de la trésorerie et chancelier de l'échiquier, produisit un changement total dans le ministère britannique. La conduite de cet homme d'état, qui mourut le 23 janvier 1806, dans la quarante-septième année de son âge, a été jugée d'une manière différente par ses partisans et par ceux qui condamnaient les principes d'après lesquels il agissait. L'observateur philosophe, qui voyait en lui le secret instigateur de la révolution française, l'a regardé comme

l'auteur des maux affreux que cette révolution a fait éprouver à la France ainsi que de la longue guerre où il engagea successivement l'Europe entière. D'un autre côté, ses partisans l'ont regardé comme un ministre qui avait intérêt à bouleverser l'Europe, qu'il voyait d'un œil indifférent ravagée par les armes françaises; tandis qu'il s'occupait d'accroître les forces navales de la Grande-Bretagne, d'en étendre les possessions dans les Indes, et d'en élever la puissance colossale sur la ruine du commerce des états européens. Il prit la direction la plus avantageuse pour son pays; les mesures qu'il adopta furent à l'avantage de l'Angleterre. Les événemens ultérieurs prouvent évidemment qu'il avait bien calculé le résultat de ses opérations, dont le but était la restauration tardive des Bourbons, mais après qu'il aurait complétement exécuté sss projets ambitieux.

Guerre entre l'Angleterre et la Prusse.

Cependant l'Angleterre eut un nouvel ennemi à combattre, le roi de Prusse, dont la conduite jusqu'ici incertaine se montra décidément hostile. Frédéric-Guillaume fit con-

naître, par une déclaration, son intention d'occuper le Hanovre, d'après une convention arrêtée entre lui et l'Empereur des Français. Cette proclamation fut bientôt suivie d'une autre, du 21 avril, par laquelle il ordonnait la fermeture des ports prussiens aux vaisseaux et au commerce de la Grande-Bretagne. Par mesure de représailles envers la Prusse, le ministre Anglais donna des ordres pour bloquer l'Elbe, le Véser et l'Ems, ainsi que pour s'emparer de tous les bâtimens Prussiens, dont un grand nombre fut pris et conduit dans les ports de l'Angleterre.

Expédition des Anglais, dans l'Amérique méridionale.

Vers cette époque, les Anglais se portèrent dans l'Amérique méridionale. Après la prise du Cap de Bonne-Espérance, sir Hume-Popham et le général Beresfort, ayant jugé à propos d'attaquer les établisemens Espagnols, embarquèrent une partie des troupes de terre et se dirigèrent sur Buénos-Ayres, dont ils firent la conquête; mais ils n'y restèrent pas long-temps. Un mois s'était à peine écoulé, qu'ils furent obligés d'éva-

cuer cette place. Vers la fin de cette année une tentative fut faite par le général Miranda, pour soustraire les provinces de l'Amérique méridionale à la domination Espagnole; mais cette entreprise n'eut d'autre résultat que la défaite des Américains et des Espagnols insurgés qui avaient hasardé cette entreprise. Toutefois le général Miranda chercha son salut dans la fuite.

Mort de Fox.

Tandis que sur le continent, tout respirait la guerre, on conçut quelque espérance de voir renaître la paix, d'après des négociations qui eurent lieu à cet effet entre la France et l'Angleterre; mais elle furent rompues par la mort de Fox, ministre des affaires étrangères du cabinet Anglais, et l'on vit se renouer toutes les intrigues propres à fomenter la guerre et à former, s'il était possible, une nouvelle coalition contre la France. Cet homme d'état, qui mourut le 13 septembre, était diamétralement opposé à Pitt, quant aux principes politiques. Comme il voyait la révolution française sous un autre jour que ce dernier,

condamnait en tous points la guerre qu'elle avait allumée. Décider qui des deux eut tort à cet égard, relativement aux intérêts de la Grande-Bretagne, est un problème qui sera toujours difficile à résoudre. Quant à ses talens oratoires, les opinions n'ont jamais été partagées. Ses discours dégagés des pompeux ornemens de la rhétorique, doivent être regardés comme des modèles de raisonnement : il réglait ses argumens sur ceux de ses antagonistes, et à la justesse des principes il réunissait l'énergie et la hardiesse d'un esprit rapide dans toutes ses combinaisons. Son stile répondait à la richesse de son imagination, et à ses nombreuses connaissances. Telle était la supériorité avec laquelle il approfondissait toutes les matières, qu'il pouvait discuter, d'une manière avantageuse avec les hommes les plus instruits sur les sciences qui faisaient l'objet de leurs études particulières. Son patriotisme et sa philantropie rendent sa mémoire chère à son pays et au genre humain. Si l'on décerne des honneurs insignes au conquérant

dont les exploits ont coûté tant de larmes et de sang, quels éloges ne sont pas dus à l'homme qui désira toujours ménager la vie et la fortune de ses concitoyens ! Il entreprit de détruire la défaveur que les lois jetaient sur certaines sectes, d'établir sur une base étendue la liberté de conscience, et d'unir les intérêts de l'Irlande avec ceux de l'Angleterre; en admettant tout le monde à la jouissance des mêmes droits; de plus il obtint des deux chambres du parlement une résolution qui tendait à l'abolition de l'esclavage des nègres. En un mot, le nom de Fox sera placé parmi ceux des hommes d'état les plus illustres.

Depuis la bataille d'Austerlitz, un nouvel ordre de choses s'opérait en Europe. L'Empereur d'Allemagne avait été forcé de se soumettre aux conditions imposées par Napoléon, et une partie de ses états avait été partagée entre quelques princes Allemands et les Electeurs de Bavière et de Wirtemberg, récemment élevés à la dignité royale. Si d'un côté l'Empereur des Français créait des

Napoléon dépose le roi de Naples, et confère la couronne à Joseph Bonaparte.

rois, d'un autre il en renversait. Le 30 mars, il annonça par une proclamation que la dynastie qui occupait le trône de Naples avait cessé de régner, parce que son existence était incompatible avec la tranquillité de l'Europe et avec l'honneur de sa propre couronne; qu'en conséquence il conférait le trône de Naples à son frère Joseph Bonaparte, qui, à la tête d'une armée, entra de suite dans son nouveau royaume, sans rencontrer d'obstacles.

Après avoir dépouillé le roi de Naples, Napoléon porta un coup mortel à la république de Venise, en la réunissant au royaume d'Italie.

Le duché de Berg fut donné au prince Joachim Murat, son beau-frère, et le duché de Guastalla à la princesse Pauline, sa sœur, et à son époux le prince Borghèse. Le maréchal Berthier fut investi de la principauté de Neufchâtel.

Après avoir adopté le prince Eugène Beauharnais, fils de Joséphine, son épouse, il l'avait nommé Vice-Roi d'Italie, en le mariant à la princesse Auguste, fille du nouveau roi

de Bavière. Quelque temps après, la princesse Stéphanie Beauharnais, nièce de l'Impératrice Joséphine, devint l'épouse du prince héréditaire de Bade.

Il survint aussi un changement en Hollande. La république Batave, seulement indépendante de nom, avait toujours été, depuis sa conquête, sous la domination de la France, et n'était, dans le fait qu'une province de cet empire. L'instant était arrivé où il devait s'opérer une subversion dans la nature et la forme de sa constitution. Ennemi déclaré des principes et des gouvernemens républicains, Napoléon, résolu de faire disparaître jusqu'aux traces de la république Batave, imposa son frère Louis Bonaparte pour roi aux Hollandais, qui se virent contraints de supporter le nouveau joug, comme aussi de renoncer à leur constitution républicaine, dont ils n'avaient pas goûté les avantages.

La république Batave changée en monarchie.

En Allemagne, survinrent des changemens non moins remarquables mais beaucoup plus, importans relativement au système politique et

François II renonce à son titre d'empereur d'Allemagne.

à la balance du pouvoir en Europe. La bataille d'Austerlitz avait presque anéanti la puissance de l'Autriche et détruit les bases de la constitution germanique, qui ne conserva pas long-temps sa première forme. Napoléon, ne voulant pas qu'il existât sur le continent de puissance capable de s'opposer à ses projets, imagina de démembrer l'empire d'Allemagne, de dissoudre la confédération germanique et de forcer François II à renoncer à son titre d'Empereur d'Allemagne, qui depuis le règne de Charlemagne avait été maintenu au milieu des révolutions et des convulsions de l'Europe entière.

Dissolution de l'empire Germanique

Dans cette vue, une nouvelle union fut formée entre un grand nombre de princes allemands, qui publièrent à Ratisbonne une proclamation portant que, comme la constitution germanique alors existante n'offrait plus de garantie pour la tranquillité publique, les parties contractantes étaient convenues que leurs états étaient à jamais séparés du corps Germanique, et unis par une confédération particulière,

sous le nom d'*Etats confédérés du Rhin*, dont l'Empereur des Français était déclaré chef et protecteur. Ce traité de confédération, projeté et rédigé à Paris, fut ratifié à Munich, le 25 juillet : entre autres articles, il était stipulé que les parties contractantes se réservaient d'admettre ultérieurement dans cette nouvelle confédération les autres Princes et Etats d'Allemagne qu'il serait jugé de l'intérêt commun d'y faire entrer.

Par cette mesure, le corps Germanique se trouva complétement dissous. En conséquence, François II, renonçant à sa couronne d'Empereur d'Allemagne, publia une proclamation où il déclarait que, vu l'impossibilité où il se voyait de remplir plus long-tems les fonctions attachées à sa dignité Impériale, il devait à ses principes et à ses devoirs de se démettre d'une couronne qui n'avait eu de valeur à ses yeux que tant qu'il avait pu répondre à la confiance des Electeurs, Princes et autres états de l'Empire Germanique, et que considérant la confé-

dération du Rhin comme ayant brisé les liens qui l'avaient uni jusqu'alors au corps germanique et anéanti la charge de chef de l'Empire, il déposait sa couronne Impériale, et déliait les électeurs, princes et états, et tous magistrats, de leurs devoirs envers lui, comme chef légal de l'Empire. Ainsi finit l'Empire Germanique, autrement dénommé, dans le style diplomatique, le *Saint Empire Romain*, mille six cents ans après que Charlemagne eût reçu à Rome la couronne Impériale des mains du pape Léon III.

CHAPITRE III.

Guerre entre la France et la Prusse.— Bataille d'Iéna.— Succès des Français. — Bataille de Friedland. — Traité de Tilsitt.

Guerre entre la France et la Prusse.

L'EMPEREUR des Français avait renforcé son armée, qui s'approchait insensiblement des frontières de la Prusse, dont il méditait l'invasion, en protestant de son amitié pour la cour de Berlin. Une seule chose pouvait rassurer le monarque Prussien, c'était l'évacuation de l'Allemagne par les troupes Françaises : il envoya donc à Paris un ministre extraordinaire pour demander à Napoléon la retraite de son armée en deçà du Rhin. Ces propositions, quoique justes à la rigueur, n'étaient rien moins que conciliatrices; elles furent considérées comme une déclaration de guerre, vu qu'en même temps le roi Prusse faisait de grands préparatifs pour se mettre en campagne.

Bataille d'Iéna.

Cependant on se disposait de part et d'autre à en venir aux mains. Le roi de Prusse et l'Empereur des Français se mirent à la tête de leurs armées respectives. La campagne s'ouvrit avec avantage pour les Français; mais la Bataille d'Iéna décida pour le moment du sort de la Prusse. Les résultats de cette affaire furent la déroute complète des prussiens, dont la perte s'éleva, d'après les bulletins français, à plus de vingt mille hommes tués ou blessés et à près de quarante mille, faits prisonniers, outre soixante drapeaux, trois cents pièces de canon et d'immenses magasins qui tombèrent au pouvoir du vainqueur. Les relations prussiennes sur cette sanglante bataille, quoiqu'un peu différentes des bulletins français concernant quelques particularités, s'accordent avec eux quant aux faits principaux. Les désastres de l'armée Prussienne étaient trop considérables pour qu'on se flattât de pouvoir les cacher ou les déguiser. Toutefois les relations du gouvernement Prussien représentent l'armée Française comme forte de cent qua-

tre - vingt mille hommes, tandis qu'elles portent l'armée Prussienne à la moitié de ce nombre; au contraire, selon les bulletins français, cette dernière à Iéna s'élevait à cent vingt-six mille hommes. Quoi qu'on ne puisse pas ajouter entièrement foi aux bulletins français, les suites aussi extraordinaires de cette bataille mémorable ne peuvent faire révoquer en doute les succès étonnans des Français et les revers inouis des Prussiens. Napoléon s'empara bientôt de Postdam et de Berlin où il leva de fortes contributions. Les différens corps de l'armée prussienne furent obligés, l'un après l'autre de mettre bas les armes. Dès lors les Français étendirent leurs conquêtes sur tous les points. L'importante forteresse de Magdebourg ouvrit ses portes par capitulation. Lubeck fut emporté d'assaut; et le général Blucher, qui occupait d'abord cette place, se vit obligé de l'abandonner; et, après avoir eu un grand nombre de tués, il capitula avec environ seize mille hommes qui se rendirent prisonniers de guerre. La grandeur et

la puissance de la Prusse, détruites dans l'espace d'un mois, présentent un de ces événemens qui paraissent presque incroyables.

Succès des Français.

Après la déroute de son armée, le roi de Prusse, retiré à Kœnisberg, s'y occupait à en réunir les débris. Sur ces entrefaites, les Français s'avancent avec rapidité, passent l'Oder, s'emparent de toutes les forteresses sur leur route et arrivent enfin sur les bords de la Vistule, où l'empereur de Russie dirige ses troupes pour les réunir à ce qui reste de l'armée Prussienne. Après les avoir battues dans différentes actions, les Français s'emparent de Varsovie. Il y eut ensuite plusieurs combats où ils eurent l'avantage. Mais la saison de l'hiver étant très-avancée, les armées belligérantes prirent quelque repos.

Bataille d'Eylau.

Cependant vers la fin du mois de janvier 1807, les Russes, ayant reçu des renforts, firent quelques mouvemens, et vinrent attaquer les avant-postes des Français. Ceux-ci quittent promptement leurs cantonnemens et se portent sur l'ennemi, qui s'étant retiré sur Eylau, y engagea, le 8 fé-

vrier, une bataille sanglante, dans laquelle on éprouva, de chaque côté, des pertes considérables. La nuit vint mettre fin au carnage qui fut horrible de part et d'autre. Les deux armées se trouvaient, à la fin du combat, presque sur le même terrain qu'au commencement de l'action; mais cette bataille, quoique très-sanglante, fut loin d'être décisive, comme le prouve la suite des événemens. Depuis cette époque, les Russes et les Français demeurèrent quelque temps dans l'inaction.

Dans le mois d'avril, un corps de l'armée française fit le siége de Dantzick, qui se rendit le 28 mai par capitulation, sans que les Russes eussent fait le moindre effort pour secourir cette place défendue par les Prussiens.

Bataille de Friedland.

Le mois suivant, après plusieurs combats qui n'étaient que le prélude d'une plus grande action, et qui furent à l'avantage de l'armée française, Napoléon gagna sur les Russes et les Prussiens la bataille de Friedland, non moins mémorable que celles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna. Le

carnage fut affreux : l'armée russe totalement en déroute ne put se rallier avec précipitation qu'au-delà du Niémen. Kœnisberg et ses magasins considérables furent abandonnés aux Français. Dans cette bataille désastreuse, les Russes perdirent une grande partie de leur artillerie, presque toutes leurs munitions et leurs vivres, sur une ligne de plus de vingt lieues. Sans nous en rapporter aux relations contradictoires publiées à Paris et à Pétersbourg, nous citerons dans cette circonstance, le témoignage d'un homme à portée d'être bien informé. Lord Hutchinson, qui, à cette époque, était auprès de l'empereur de Russie, a assuré, dans la chambre des pairs du parlement britannique, qu'en repassant le Niémen, les Russes se trouvaient avoir perdu quarante mille hommes, outre vingt généraux, et dix-huit cents quarante-huit officiers tués ou blessés.

Traité de Tilsitt.

Après un armistice signé à Tilsitt entre les Puissances belligérantes, l'Empereur de Russie et le roi de Prusse y conclurent, chacun séparé-

ment, un traité de paix avec Napoléon. Le traité avec la Prusse portait en substance : que Frédéric-Guillaume cédait en toute propriété les territoires ou parties de territoire qu'il possédait entre le Rhin et l'Elbe ; qu'il renonçait à toutes les provinces, qui, ayant appartenu au royaume de Pologne, avaient passé, à diverses époques, sous la domination prussienne, et qu'elles seraient données, en toute souveraineté, au roi de Saxe, sous le titre de grand-duché de Varsovie ; que ces provinces communiqueraient avec la Saxe, au moyen d'une route militaire qui traverserait les états du roi de Prusse ; que la ville de Dantzick serait rétablie dans son état d'indépendance, et que la navigation de la Vistule serait libre. Par chacun de leurs traités, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, reconnurent Joseph, Louis et Jérôme Bonaparte pour rois de Naples, de Hollande et de Westphalie ; ils reconnurent aussi la confédération du Rhin. De son côté, Napoléon accepta la médiation de l'empereur de Russie à l'effet d'amener la conclusion d'un traité de paix,

définitif entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation serait acceptée par le cabinet britannique, un mois après la ratification du traité de Tilsitt. D'autres articles secrets portaient que les ports de la Prusse et celui de Dantzick seraient fermés aux Anglais : on ne sait si le même engagement n'avait pas été pris par l'empereur de Russie en ce qui le concernait. Il paraît aussi que par un article secret, ce souverain était convenu de céder à la France Corfou et les sept îles, où se rendit un officier russe, qui accompagné d'un commissaire français, notifia qu'Alexandre renonçait à tous ses droits en qualité de protecteur des sept-îles, et les cédait à Napoléon, empereur des Français et roi d'Italie.

Par suite des événemens de cette guerre, le roi de Prusse se vit enlever près de la moitié de son territoire, et ses revenus diminuèrent dans la même proportion.

Le roi de Suède ayant refusé d'accéder au traité de Tilsitt, entreprit de défendre la Poméranie; mais ses

efforts furent sans fruit. La forteresse de Stralsund s'étant rendue aux Français, ainsi que l'île de Rugen, ses troupes furent forcées d'évacuer l'Allemagne.

CHAPITRE IV.

Expédition des Anglais contre le Dannemarck. — Emigration de la cour du Portugal au Brésil. —Réunion de la Toscane à l'empire français. — Expédition infructueuse des Anglais contre Constantinople.

Expédition des Anglais contre le Dannemarck.

Après la conclusion du traité de Tilsitt, l'état des choses sur le continent, fesait entrevoir que le gouvernement Danois ne pouvait conserver long-temps sa neutralité : l'activité qu'il mettait à augmenter sa marine et à réunir une grande quantité de munitions dans ses arsenaux, indiquait des préparatifs de guerre, que l'Angleterre crut dirigés contre elle. En conséquence, pour empêcher que la flotte danoise ne tombât au pouvoir de Napoléon, à qui on supposait le projet de tourner les forces navales du Dannemarck et du Portugal contre la Grande-Bretagne, le cabinet de Saint-James demanda au gouver-

nement Danois la remise temporaire de sa marine, pour être conduite dans quelques-uns des ports d'Angleterre. Cette proposition avait pour motif la position respective des puissances neutres et belligérantes de l'Europe, et les dangers qu'encourrait la Grande-Bretagne, si la marine danoise était au pouvoir des Français. Pour appuyer les négociations, des forces anglaises de mer et de terre furent envoyées dans la Baltique, dans le double dessein de protéger les Danois contre les Français, si l'on pouvait s'arranger à l'amiable, ou, dans le cas contraire, de forcer le Dannemarck d'accéder aux propositions qui lui étaient faites. Le cabinet danois s'étant refusé à tout arrangement, les Anglais débarquèrent leurs troupes entre Elseneur et Copenhague, et après avoir remporté plusieurs avantages, investirent cette place. Ayant fait toutes les dispositions pour un siége, le 1.er septembre, ils sommèrent cette ville, en renouvelant les propositions précédentes. Les sommations n'ayant produit aucun effet, les batteries tant de terre

que des vaisseaux, commencèrent à jouer dès le lendemain et continuèrent jusqu'à la soirée du 5, où la garnison proposa de capituler. Le 6, les bases de la capitulation ayant été arrêtées, il fut stipulé que tous les vaisseaux et bâtimens de guerre danois, avec toutes les munitions navales, seraient mis à la disposition des Anglais, que les prisonniers seraient rendus de part et d'autre, et que les marchandises ainsi que les propriétés anglaises, séquestrées par suite de la rupture, seraient restituées à ceux à qui elles appartenaient. La marine danoise consistait en dix-huit vaisseaux de ligne, quinze frégates, cinq briks et vingt-cinq canonières. La ville de Copenhague souffrit beaucoup du bombardement. Onze cents habitans, dit-on, furent tués, près de quatre cents maisons détruites, outre beaucoup d'autres considérablement endommagées. Cette capitulation ne fut pas ratifiée par le gouvernement danois, qui, rejetant toute proposition d'accommodement, déclara formellement la guerre à l'Angleterre, et fit cause commune avec la France.

L'expédition de Copenhague servit de prétexte ostensible à la Russie pour déclarer la guerre à la Grande-Bretagne. Un ukase d'Alexandre ordonna le séquestre des vaisseaux et des propriétés anglaises. Mais cette guerre se borna, pour ainsi dire, à l'interruption des relations de commerce.

Emigration de la cour de Portugal, au Brésil.

Cette année féconde en événemens de tout genre, en présenta un qui est extraordinaire dans l'histoire moderne: c'est l'émigration, en Amérique, d'une cour européenne. Le prince-régent du Portugal ayant consenti de fermer ses ports aux vaisseaux et au commerce de la Grande-Bretagne, ainsi que l'avait exigé Napoléon, le cabinet anglais jugea convenable d'envoyer une escadre à l'embouchure du Tage, afin d'agir selon les circonstances. Mais l'interdiction des ports du Portugal au commerce des Anglais, ne satisfit point l'empereur des Français; le prince-régent promit alors, de faire tout ce que demandait Napoléon, qui avait une armée sur la frontière du Portugal, et en conséquence il fut forcé d'ordonner l'arrestation de tous les Anglais qui se trouvaient dans ses

états et le séquestre de leurs propriétés. Ces mesures, quoique dues à la contrainte, autorisèrent l'ambassadeur britannique à demander ses passeports : il se rendit à bord de l'escadre anglaise, qui mouillait dans le Tage. Toutefois la condescendance de la cour de Lisbonne ne put arrêter les desseins de Napoléon, qui voulait envahir le Portugal. La position du prince-régent était critique : il se voyait en guerre avec l'Angleterre, dont il avait été contraint d'abandonner l'alliance, et avec l'empereur des Français qui avait déclaré que *la maison de Bragance cesserait de régner*. Sur ces entrefaites, tandis que l'armée française s'avançait sur Lisbonne, l'ambassadeur anglais muni de nouvelles instructions, retourna dans cette capitale où il eut plusieurs communications importantes avec la cour. Voyant que le prince-régent appréhendait l'arrivée des Français, et se reposait sur le secours de la flotte anglaise, il lui donna l'assurance positive qu'elle le protégerait; en conséquence, ce prince ayant pris le parti de transférer au Brésil

le siége de son gouvernement, s'embarqua, le 29 novembre, le plus promptement possible, avec toute la famille royale et un grand nombre de personnes attachées à la cour. Le lendemain, les troupes françaises entrèrent dans Lisbonne sans opposition. L'escadre anglaise accompagna la cour de Portugal à Rio-Janéiro, capitale du Brésil, où elle arriva le 19 janvier de l'année suivante. Aussitôt un traité de commerce fut conclu entre la Grande-Bretagne et les Etats portugais en Amérique; de nouvelles relations furent rétablies entre les deux puissances, et Rio-Janéiro s'enrichit aux dépens de Lisbonne, qui jusqu'alors avait été l'entrepôt de tout le commerce entre les deux nations.

Réunion de la Toscane à l'empire français.

L'année 1807, fut encore signalée par un événement remarquable, la dissolution du royaume d'Etrurie, qui avait été formé du duché de Toscane. D'après une convention, entre Napoléon et l'infant d'Espagne, Charles-Louis, roi d'Etrurie, la reine régente Marie-Louise, agissant au nom de ce prince, abdiqua la cou-

ronne; et la Toscane fut incorporée à l'empire français, ainsi que Parme et Plaisance.

Expédition infructueuse des Anglais contre Constantinople.

Au commencement de la même année, les hostilités entamées entre la Turquie et la Russie, engagèrent la Grande-Bretagne, qui alors était alliée de cette dernière puissance, à envoyer une flotte à Constantinople, afin d'intimider la Porte-Ottomane et de l'amener à des vues pacifiques. Mais cette expédition n'ayant point rempli les vues du cabinet britannique, qui étaient d'attaquer cette capitale, les Anglais prirent la détermination de se retirer : ce qu'ils firent, en repassant le détroit des Dardanelles, sous une grêle de bombes. Parmi les boulets de marbre qu'ils reçurent, plusieurs pesaient plus de huit cents livres. Toutefois ils éprouvèrent de grands dégâts et perdirent beaucoup de monde. Durant le peu de jours que la flotte anglaise se trouva devant Constantinople, les Turcs déployèrent tant d'activité pour établir de nouvelles batteries et construire de nouveaux ouvrages, que, si la flotte anglaise fût restée seule-

ment une semaine de plus devant cette ville, son retour devenait impossible.

CHAPITRE V.

Prétendue conspiration du prince des Asturies. — Sourdes menées de Napoléon. — Troubles à Madrid. — Abdication de la famille royale d'Espagne. — La couronne est conférée à Joseph Bonaparte. — Il est proclamé roi à Madrid. — Bataille de Vimeiro.

Prétendue conspiration du prince des Asturies.

Un événement de la plus grande importance fixa l'attention de l'Europe au commencement de l'année 1808 : ce fut l'invasion des Français en Espagne, ou plutôt l'usurpation de cette monarchie par Napoléon. Le prince des Asturies, héritier présomptif de la couronne espagnole, avait été accusé d'être à la tête d'une conspiration, pour détrôner Charles IV, son père; ayant été arrêté, on trouva, dit-on, le chiffre de toute la correspondance des conspirateurs, cousu dans son habit. On ajoute que, lors de son interrogatoire, le prince nia

formellement avoir eu aucune connaissance, ni du complot, ni de la pièce trouvée dans son habit, qu'il assura ne porter que pour la première fois. Selon d'autres récits, le prince avoua tout le plan de la conspiration, et son père lui pardonna. Toutefois les différentes versions, sur cette mystérieuse affaire, doivent être considérées comme l'œuvre des partis opposés, qui existaient dans une cour livrée à la corruption et à l'intrigue. Du reste, la suite des événemens porte à croire que cette conspiration n'était qu'un stratagème politique, ourdi pour fomenter la division dans la famille royale.

Au milieu du trouble qui agitait la cour de Madrid, Napoléon songeait à exécuter son perfide projet. Sous prétexte de s'emparer du Portugal et d'attaquer Gibraltar, les Français qui s'avançaient en Espagne comme amis et alliés, s'y assuraient des places fortes et des positions les plus importantes. Une apparente réconciliation, survenue entre le roi d'Espagne et son fils, avait tranquillisé les esprits dans le royaume. Une parfaite harmonie

Sourdes menées de Napoléon.

semblait aussi régner entre la cour de Madrid et Napoléon. En un mot, le dessein, que celui-ci affectait de manifester, de marcher contre le Portugal et Gibraltar, détruisait tout soupçon sur la présence des armées françaises.

Troubles à Madrid.

L'intrigue artificieusement préparée par Napoléon, pour bouleverser la monarchie espagnole, avait reçu tout son développement, lorsque le roi d'Espagne conçut le projet de transférer au Mexique le siége de son gouvernement, mesure qui fut approuvée par la reine et par le prince de la Paix, ministre depuis long-temps très-puissant en Espagne; mais le prince de Asturies, ses frères et la plupart des grands de la cour s'y opposèrent. Les motifs de ce projet extraordinaire sont encore enveloppés des plus grands mystères, de même que tout ce qui s'était passé à la cour de Madrid, depuis la prétendue conspiration du prince des Asturies. Le bruit de cette émigration s'étant répandu, les habitans de Madrid se portèrent en foule au château d'Aranjuez, où la cour ré-

sidait alors, résolus de s'opposer au départ de la famille royale. Rien ne peut calmer la fureur de la populace contre le prince de la Paix, dont le palais est forcé, et qui est obligé de se cacher. Son frère est arrêté par les gardes-du-corps dont il est commandant. Aranjuez offrait un spectacle affreux. Les mêmes scènes eurent lieu à Madrid. Dans l'hôtel du prince de la Paix et dans ceux de plusieurs ministres, les meubles furent brisés et les appartemens dévastés. Dans cette circonstance périlleuse, pour prévenir de plus grands malheurs, le roi se détermine à faire un dernier sacrifice, en abdiquant la couronne en faveur du prince des Asturies, qui prend le nom de Ferdinand VII, et dont un des premiers actes de souveraineté, fut de confisquer tous les biens et propriétés du prince de la Paix, qu'on arrêta dans un grenier où il se tenait caché depuis trente-six heures.

Abdication de la famille royale d'Espagne.

Cette révolution, qui eut lieu le 19 mars, fut bientôt suivie d'une autre, encore plus étonnante par sa nature et ses conséquences. Tandis

que les Français entrent dans Madrid, et se trouvent entièrement maîtres de cette capitale, Charles IV, Ferdinand VII, toute la famille royale et quelques grands du royaume, sont attirés sous différens prétextes astucieux à Bayonne, où Napoléon s'était rendu pour exécuter plus facilement ses projets. Au lieu d'y trouver, dans l'empereur des Français, un arbitre de leurs différends, un défenseur des droits sacrés du trône, comme on leur en avait donné l'assurance, les deux rois n'y rencontrèrent qu'un usurpateur qui les força de renoncer au royaume d'Espagne. Sur ces entrefaites, une insurrection avait éclaté à Madrid, où il y eut de part et d'autre beaucoup de sang répandu. La perte essuyée tant par les Espagnols que par les Français, a été si diversement retracée, qu'il est difficile d'ajouter foi aux relations respectives qui ont été publiées à cette occasion. A peine la nouvelle de cette insurrection fut parvenue à Bayonne, que Napoléon jugea inutile de feindre plus longtemps. Il avait d'abord manifesté l'intention de rétablir Charles IV sur

son trône : mais ayant les deux rois en sa puissance, il les contraignit l'un et l'autre d'abdiquer la couronne d'Espagne ; et les infans Don Carlos et Don Antonio renoncèrent en même temps à leurs droits au trône. On prétend aussi qu'il força la reine à déclarer illégitime le prince des Asturies, à l'effet sans doute d'atténuer aux yeux des Espagnols, ses droits à la couronne. Ce qui pouvait au moins résulter de cette déclaration, c'eût été de diviser l'opinion publique entre ce prince et son frère Don Carlos et d'exciter des dissensions dont la France aurait tiré avantage. L'abdication des deux rois et la renonciation des princes fut représentée comme volontaire : mais l'Europe en jugea différemment.

La couronne est conférée à Joseph Bonaparte.

Bientôt un décret de l'Empereur des Français, convoque une Junte à Bayonne, afin de disposer du trône d'Espagne qui était vacant. A l'exception des partisans de la France, peu d'Espagnols assistèrent à cette Junte, qui ne pouvait manquer d'accéder aux vues cachées de l'Empereur des Français. En effet, il résulta

de toute cette machination, que Napoléon conféra la couronne d'Espagne à son frère Joseph Bonaparte, roi de Naples, qui abdiqua en faveur de Joachim Murat, grand duc de Berg. Ces événemens mirent dans tout son jour la perfide politique de Napoléon. Dès lors on ne douta plus que la prétendue conspiration du prince des Asturies ne fût une machination tramée contre l'Espagne, par l'influence de Napoléon, qui s'y était formé un parti pour le seconder secrétement dans ses vues. La famille royale d'Espagne fut conduite en France où elle éprouva une odieuse captivité.

Ce fut alors que le patriotisme des Espagnols exaspérés contre les Français, éclata tout d'un coup par une insurrection générale. Ils firent voir qu'on ne force point une nation généreuse à recevoir malgré elle un maître et des institutions qui ne sont pas de son choix. Ils le prouvèrent par leur opiniâtre résistance aux armées françaises.

Il est proclamé roi à Madrid.

Cependant Joseph Bonaparte fut proclamé à Madrid, roi d'Espagne,

avec les cérémonies usitées en pareil cas. Tous les ordres et toutes les autorités lui prêtèrent serment de fidélité; mais son séjour dans cette capitale ne fut pas de longue durée. Des désastres essuyés par un corps d'armée française, de la part des patriotes Espagnols, qui se dirigeaient sur Madrid, n'annonçaient pas à Joseph Bonaparte un règne fort tranquille; en conséquence il quitta Madrid, où il n'était resté que peu de jours et se retira sur Vittoria.

Le patriotisme des Espagnols s'étant communiqué aux Portugais, ceux-ci, après plusieurs affaires assez sanglantes, chassèrent d'Oporto les Français, qui ayant été contraints d'évacuer Coimbre et autres places importantes, se concentrèrent à Lisbonne et dans les environs.

Bataille de Vimeiro.

L'Angleterre qui avait résolu de seconder les Espagnols et les Portugais, n'avait pas tardé à leur envoyer des secours. Le moment approchait où le sort de l'armée française en Portugal allait être décidé. Le 21 Août, une action

meurtrière s'y engage à Vimeiro. Les Français attaquent avec impétuosité la ligne Anglaise, qui les repousse : à la fin, ils cèdent et abandonnent le champ de bataille après avoir fait la plus vive résistance. Cette affaire fut suivie d'une suspension d'armes, et bientôt après, les généraux en chef des deux armées signèrent à Cintra une convention définitive, portant que les Français évacueraient le Portugal, avec leurs armes, chevaux, munitions, artillerie, caisse militaire, etc., et qu'ils seraient transportés en France sur des vaisseaux anglais, sans aucune restriction ni obligation ultérieure.

CHAPITRE VI.

Négociations d'Erfurth. — Les Français battent les Espagnols et rentrent dans Madrid.—Siege de Sarragosse. — Guerre de l'Autriche contre la France. —Bataille de Wagram. — Traité de Vienne. — Opérations militaires en Portugal et en Espagne.—Abdication de Gustave IV, roi de Suède.—Invasion des Anglais en Hollande.

Négociations d'Erfurth.

Tandis que les événemens d'Espagne et de Portugal fixaient l'attention générale, Napoléon avait une entrevue à Erfurth en Allemagne avec l'Empereur de Russie. L'objet de cette entrevue était la pacification de l'Europe; les deux monarques invitèrent conjointement à y coopérer le cabinet de Saint-James, qui trouva inadmissible la condition qui tendait à exclure des négociations la Junte suprême Espagnole, laquelle agissant au nom de Ferdinand

VII, refusait de reconnaître pour roi Joseph Bonaparte. L'Angleterre ayant donc rejeté l'idée d'abandonner les intérêts de l'Espagne, les négociations furent rompues.

Les Français battent les Espagnols, et rentrent dans Madrid.

L'armée Anglaise, après être restée quelque temps à Lisbonne, se mit en marche pour l'Espagne et se dirigea en plusieurs colonnes sur Salamanque. Cependant Napoléon, persistant dans son projet de soumettre les Espagnols, prit le parti d'aller lui-même les combattre. Leurs forces étaient alors divisées en trois parties, formant une seule grande armée : l'aile droite était commandée par le général Palafox, le centre par le général Castanos, et l'aile gauche par le général Anglais Blake. Le général Castanos avait le commandement en chef. L'aile droite des Français s'étendait vers l'Océan, leur gauche en Arragon, et leur centre sur l'Ebre.

Napoléon arriva le 5 novembre, à Vittoria, où il trouva son frère Joseph, qui s'y était retiré. Nous omettrons les détails des opérations multipliées par lesquelles l'Empe-

reur des Français, à la tête d'une armée de vétérans, nombreuse bien équippée, habituée à vaincre, et dont les différentes divisions avaient pour chefs les plus habiles généraux, battit les troupes Espagnoles à peine organisées, mal équipées, presque composées de nouvelles levées, sans discipline, et disposées sur une trop grande étendue. Il nous suffira de dire qu'après les avoir mises en déroute successivement, Napoléon força le passage de la Somma-Sierra, et s'avança promptement sur Madrid, où régnait à cette époque la plus affreuse confusion. Les autorités constituées y étaient sans influence et la ville à la merci d'une populace furieuse. Les habitans qui par leur fortune étaient intéressés au maintien de l'ordre, se voyaient exposés au pillage, tant de la part des Français, que du côté de cette populace effrenée, qui voulait résister à l'entrée des ennemis. A la fin, Madrid ouvrit ses portes. Don T. Morla et le prince de Castel-Franco, qui étaient à la tête de l'administration, furent soupçonnés

d'avoir livré la ville aux Français.

Maître de la capitale, Napoléon songea aussitôt à marcher contre l'armée Anglaise, qui fût réduite à se retirer sur la Corogne où, après un combat sanglant, elle fut obligée de s'embarquer avec la plus grande célérité.

Siége de Saragosse. 1809.

Aussitôt Napoléon dirigea ses troupes vers les différens points de l'Espagne. Sarragosse fut une des villes qu'il songea d'abord à réduire. Les troupes de Castanos s'étaient retirées dans cette place, et formaient avec les habitans et les paysans des environs, un corps de cinquante mille hommes, sous les ordres de Don Palafox. Les Français qui assiégeaient cette place, l'attaquèrent avec la plus grande ardeur : bientôt la brèche se trouva praticable sur plusieurs points, et ils se firent jour dans la ville : beaucoup d'assiégeans succombèrent dans cet assaut; l'opiniâtreté des braves Espagnols qui disputaient le terrain et qui avaient fait de toutes les maisons autant de forteresses, arrêtait à chaque pas les Français qui furent obligés de faire

sauter chaque jour, par la mine, plusieurs maisons. De leur côté, les assiégés eurent recours à la contre-mine, et cette guerre souterraine fut excessivement destructive. Tandis qu'on se battait au sein même de la terre, sa surface ne cessait d'être foudroyée par les batteries. Ce fut pas à pas, au milieu du carnage, que les Français parvinrent à se rendre maîtres de Sarragosse ; on porte à vingt mille hommes le nombre de ses braves défenseurs qui furent ensevelis sous les ruines de cette place transformée en un vaste cimetière. L'histoire offre peu d'exemples d'une pareille résistance, qui rend le siége de cette ville à jamais mémorable.

Guerre de l'Autriche contre la France.

Dans le dessein de soumettre l'Espagne, Napoléon avait retiré de l'Allemagne une grande partie de ses troupes. L'empereur d'Autriche crut devoir profiter de cette circonstance pour faire un puissant effort, afin de recouvrer son indépendance et son pouvoir. Ce prince commença les hostilités sans déclaration préalable. Toutes les ruses de la diplomatie qui,

en trompant les gens crédules, excitent les nations les unes contre les autres, sans jamais manifester les vrais sentimens des cours et des cabinets, furent mises en usage de la part de l'Autriche et de la France, pour jeter l'odieux de l'aggression sur son adversaire. Les communications entre le deux puissances ne respiraient que des sentimens de paix et de bonne intelligence. Malgré les protestations amicales des cabinets de Vienne et des Tuileries, aucun des deux ne pouvait compter sur l'autre, et de chaque côté il se faisait des préparatifs de guerre formidables. A la fin, l'orage qui menaçait depuis long-temps l'horizon politique, éclata tout-à-coup avec violence. Les Autrichiens commencèrent la guerre en passant l'Inn et en s'emparant de Munich, que le roi de Bavière fut obligé d'abandonner à leur approche. Ce prince fit aussitôt paraître une proclamation où, se plaignant que son territoire était envahi, sans déclaration de guerre ni explication préalable, il en appelait au courage et à la loyauté de ses sujets, et récla-

mait l'assistance de l'empereur des Français; celui-ci prêt à entrer en lice, partit de Paris pour l'Allemagne où il se mit à la tête de son armée et de celle des princes de la confédération du Rhin, ses alliés.

Bataille de Wagram.

Cette campagne fut désastreuse pour les Autrichiens, qui furent complétement défaits dans plusieurs batailles rangées, dont la plus mémorable est celle de Wagram, livrée sous les murs de Vienne. Les nombreux habitans de cette capitale, couvrant les tours, les clochers, les toits, les hauteurs, virent le spectacle extraordinaire de trois à quatre cents mille hommes, combattant pour les plus grands intérêts. Après cette défaite, les Autrichiens, hors d'état de disputer le terrain, opérèrent leur retraite, en abandonnant la Moravie et la Hongrie.

Traité de Vienne.

On crut un moment que l'empereur d'Autriche allait perdre sa couronne; il obtint cependant la paix. Elle lui fut accordée par un traité signé à Vienne, le 14 octobre, par lequel il s'engageait à cesser toute relation politique et commerciale avec la

Grande-Bretagne, et à reconnaître les changemens survenus ou qui pouvaient survenir en Espagne, en Portugal et en Italie. Par ce même traité, l'empereur d'Autriche cédait, en faveur des souverains de la confédération du Rhin, les pays de Saltzbourg et de Berchtolsgaden avec une partie de la Haute-Autriche; à l'empereur des Français, roi d'Italie, le comté de Gorice, le territoire de Montefalcone, le gouvernement et la ville de Trieste, le cercle de Villach en Carinthie, et tous les pays situés à la droite de la Save jusqu'à la frontière de la Bosnie, ainsi que la Carniole, une partie de la Croatie, Fiume et le littoral Hongrois, l'Istrie Autrichienne, etc. Il cédait au grand-duché de Varsovie, toute la Galice occidentale avec Cracovie, etc., et à la Russie la partie la plus orientale de la Galicie.

Opérations militaires, en Portugal et en Espagne.

Par ce traité de Vienne, l'Espagne, depuis la retraite des Anglais, se vit forcée de combattre seule contre les Français: ceux-ci ayant pénétré dans le Portugal par la Galice, s'étaient rendus maîtres d'Oporto;

mais trente à quarante mille Anglais, débarqués à Lisbonne, sous le commandement des généraux Wellesley et Beresfort, les obligèrent d'abandonner entièrement le Portugal, et pénétrèrent en Espagne, où s'étant réunis aux insurgés, ils prirent, conjointement avec eux, une forte position à Talaveira, où se livra une bataille très-sanglante, dont les deux partis s'attribuèrent le succès. Toutefois, ce fut à cette occasion que le général Wellesley reçut le titre de lord Wellington, en récompense des services qu'il y rendit. Il survint d'autres affaires où les Espagnols essuyèrent des pertes assez considérables.

Au nord de l'Europe, il s'était opéré, au commencement de l'année 1809, une révolution importante : Gustave-Adolphe IV, roi de Suède, s'était engagé dans une guerre que ses ressources ne lui permettaient pas de soutenir contre la Russie. Dès le début de la campagne, les Suédois déployèrent beaucoup de courage. Mais malgré les subsides de l'Angleterre et la présence de l'amiral an- Abdication de Gustave IV, roi de Suède.

glais, Saumarez, qui, avec sa flotte, dominait dans la Baltique, et tenait en échec la marine russe; ni les Français, ni les forces de la Suède ne permettaient pas de faire les efforts qu'exigeait la circonstance. Les succès des Russes, dans la Finlande, causèrent un mécontentement qui gagna l'armée et toutes les classes de la nation suédoise. Il se forma contre le roi un parti si puissant, qu'il fut forcé d'abdiquer la couronne; et la diète, s'étant assemblée à Stockolm, déclara que Gustave IV avait perdu, pour lui et pour ses descendans, tout droit au trône. Son oncle, le duc de Sudermanie, fut nommé régent, et ensuite proclamé roi. Cette révolution fut suivie d'une trêve, et peu après de la paix avec la Russie, à qui une partie de la Finlande suédoise fut cédée. La Suède conclut en même temps la paix avec le Danemarck et la France.

Invasion des Anglais en Hollande.

De leur côté, les Anglais n'étaient pas dans l'inaction. Non-seulement le Portugal et l'Espagne, mais encore les Indes-Occidentales, les côtes de France et de la Hollande, la

mer Baltique et l'Adriatique étaient devenues le théâtre de leurs opérations; mais l'expédition la plus importante qu'ils entreprirent, après celle de Portugal et d'Espagne, fut l'invasion de la Hollande. Toutefois, ils n'atteignirent pas le but qu'ils s'étaient proposé, de détruire la flotte française de l'Escaut, de s'emparer de l'île de Walcheren, et, s'il était possible, de la ville d'Anvers; enfin, d'opérer une diversion en faveur de l'Autriche, qui, au moment où ce plan fut conçu, était engagée dans une guerre avec la France. Ils réussirent néanmoins dans les attaques contre l'île de Walcheren, et prirent Flessingue par capitulation. Là se bornèrent les succès de leur expédition. Ils ne conservèrent pas longtemps cette conquête, les maladies les ayant forcés de se retirer.

CHAPITRE VII.

Succès des Français en Espagne. — Le pape perd son existence temporelle. — Campagne de Portugal. — Bernadotte est nommé prince royal de Suède. — Prise des îles d'Amboine, de Banda, de France et de Bourbon par les Anglais. — Le prince de Galles, régent d'Angleterre. — Evacuation du Portugal par les Français. — Bataille d'Albufera. — Campagne d'Espagne. — Prise de Batavia par les Anglais. — Prise de Valence par les Français. — Prise de Ciudad-Rodrigo et de Badajoz, par lord Wellington. — Bataille de Salamanque. — Constitution d'Espagne.

Succès des Français en Espagne.

PLUSIEURS événemens importans signalèrent l'année 1810.

En Espagne, les Français, après avoir forcé les défilés de la Sierra-Morena, prirent possession des

provinces de Grenade et d'Andalousie.

En Italie, Napoléon dépouille le pape de toute espèce de puissance temporelle, et réunit à la France les états du Saint Siége. Le pape perd son existence temporelle.

Sur un autre point de l'Europe, la Zélande, le Brabant hollandais et tout le territoire compris entre la Meuse et le Wahal, subissent le sort des états romains.

Vers le même temps, Napoléon mit à exécution un de ses grands projets : après avoir dissous les nœuds qui l'unissaient à Joséphine, veuve du marquis de Beauharnais, il épousa l'archiduchesse Marie-Louise, fille de l'empereur François II. La cérémonie de ce nouveau mariage eut lieu à Paris, avec une magnificence extraordinaire. La politique et l'intérêt de la France, qui voulaient que Napoléon laissât un successeur, furent, disait-on alors, les motifs de cette résolution. On était persuadé que cette alliance, avec la maison d'Autriche, contribuerait à consolider son empire et les différentes branches de sa famille; mais tous les cal-

cul, à cet égard, furent en défaut.

Campagne de Portugal.

Napoléon était alors au plus haut degré de puissance. A l'exception de l'Espagne et du Portugal, tous les états du continent de l'Europe étaient ou ses alliés ou soumis à ses volontés. Les armées françaises occupaient les provinces méridionales de l'Espagne, et se disposaient à faire le siége de Cadix, en même temps qu'elles menaçaient le Portugal: pour couvrir ce royaume, lord Wellington fit prendre à l'armée anglaise, qu'il commandait, une position presque inexpugnable à Celefico-de-la-Guarda. Les Français, commandés par Masséna, marchant contre lui, firent successivement les siéges de Ciutad-Rodrigo et d'Alméida, qui, après une vigoureuse défense, se rendirent par capitulation. Alors commença leur entrée au Portugal: à mesure qu'ils avançaient, les habitans abandonnaient leurs villes et leurs villages, emportant avec eux ce qu'ils pouvaient enlever, et détruisant le reste; de sorte que le pays que les Français traversaient, était un véritable désert. Lord Wellington s'était placé

sur les hauteurs de Busaco, entre Coimbre et l'armée française : Masséna étant venu l'y attaquer, échoua complétement dans cette tentative. Le combat fut très-meurtrier. Les Portugais déployèrent la plus grande valeur dans cette affaire, où les Français furent repoussés après une perte de deux mille hommes tués, outré un grand nombre de prisonniers. L'armée anglo-Portugaise eut environ douze cents hommes, tant tués que blessés. Quelques mois après, quatre mille Français furent faits prisonniers à Coimbre. Après cette expédition, lord Wellington se retira sur Lisbonne, et prit une forte position à Torrès-Vedras, étendant sa droite sur le Tage. Masséna s'avança vers lui, et se porta sur le Zézère, établissant son quartier-général à Santarem.

Tandis que Napoléon s'occupait sérieusement de la campagne du Portugal, son attention se porta sur un autre point, par suite d'un événement qui parut devoir affermir et augmenter l'influence de l'empire français. La mort subite et un peu extraordi- Bernadote est nommé prince royal de Suède.

naire du prince Charles d'Augustembourg, héritier de la couronne de Suède, avait causé quelques troubles à Stockolm. Sa mort fut imputée à un parti qui lui était opposé. Le comte de Fersen et plusieurs autres personnes de distinction, périrent victimes de la fureur d'une populace effrénée qui les accusait d'avoir empoisonné ce prince. Toutefois, après une enquête qui fut faite à ce sujet, il fut constaté que les médecins ne découvrirent rien qui confirmât ce soupçon. La mort du prince Charles laissait vacante la succession au trône de Suède, vu que les enfans de Gustave IV s'en trouvaient exclus par l'acte de la diète, qui avait proclamé la déchéance de leur père. Dans cette circonstance, le nouveau gouvernement crut devoir raffermir l'état chancelant où il se trouvait, par une alliance, soit avec la France, soit avec la Russie. La France exerçait alors une prépondérance sur le continent; la Russie était l'alliée de la France, et la voisine la plus puissante de la Suède. Les deux empires devaient donc avoir une grande in-

fluence sur ce qui concernait la succession au trône de Suède. Après différentes négociations et un long intervalle d'incertitudes, la France l'emporta dans cette affaire; et le maréchal Bernadotte, l'un des généraux les plus distingués de Napoléon, fut nommé prince royal de Suède, avec l'approbation du roi et de la diète, et le consentement de la Russie. En conséquence, le 2 novembre, il fut solennellement proclamé à Stockolm, héritier du trône.

Prise des îles d'Amboine, de Banda, de France et de Bourbon, par les Anglais.

Sur ces entrefaites, les Anglais étaient constamment victorieux dans les parties les plus lointaines du globe. Ils soumirent l'île hollandaise d'Amboine, dans les Indes-Orientales; cette conquête fut suivie d'une autre beaucoup plus importante, de celle de l'île de Banda. En outre, ils s'emparèrent des îles de France et de Bourbon, et par ce moyen, ils exclurent entièrement les Français des mers d'Afrique et de l'Inde. Cette acquisition était d'autant plus importante pour les Anglais, que l'île de France nuisait beaucoup à leur commerce dans les Indes-Orienta-

les : on estimait que ses croiseurs avaient capturé sur eux pour une valeur de cinq millions sterling, depuis la rupture du traité d'Amiens.

Le prince de Galles, régent d'Angleterre.

George III occupait depuis un demi-siècle, le trône de la Grande-Bretagne, lorsqu'au commencement de l'année 1811, il fut attaqué d'une maladie grave, qui, jointe à son âge avancé, porta le parlement à conférer la régence au prince de Galles, son fils aîné.

Evacuation du Portugal par les Français.

Tandis que l'Espagne ne cessait d'être le théâtre sur lequel on combattait de part et d'autre avec plus ou moins d'avantage, l'armée française, commandée par Masséna, sur les bords du Tage en Portugal, était sans solde et sans pain depuis six mois. Le moment était arrivé où ce général n'ayant plus de ressource que dans la retraite, fut contraint, par la disette de vivres, d'évacuer le Portugal. C'est ce moment qu'avait prévu Wellington depuis l'ouverture de la campagne : chaque jour n'avait fait qu'accroître l'espoir qu'il avait conçu de son succès. Ce fut donc le 5 mars, que Masséna, commençant l'évacua-

tion du Portugal, se retira de Santarem, après une campagne durant laquelle ses soldats avaient été laissés sans nourriture, sans habits. La route de son armée, dans la retraite, fut jonchée de canons, d'affuts et de caissons détruits, de bagages abandonnés, ainsi que de cadavres d'hommes et de chevaux. Le pillage le plus affreux, l'incendie, en un mot tous les genres d'excès furent multipliés : la ville de Leyria fut réduite en cendres; les temples, les palais, les chaumières, les villages et les villes furent également brûlés; les tombeaux furent violés; les vieillards, les enfans, mutilés, égorgés; les femmes déshonorées. Poursuivis sans relâche, les Français ne purent se mettre à l'abri dans aucune position. Reninha, Guarda, Almeida, Sabugal, les rivières de la Ceira, de l'Alva, de la Coa, ne présentèrent aucun obstacle à l'armée qui les poursuivait. Le 9 avril, les dernières colonnes françaises évacuèrent.

(1) La campagne de Portugal, en 1810 et 1811. Paris, 1814, in-8°.

Bataille d'Albufera

Pendant ce temps, le général Béresford ayant attaqué les Français près de Campo-Major, les repoussa jusqu'aux portes de Badajoz; bientôt il s'empara d'Olivenza, qui se rendit par capitulation; ensuite il investit Badajoz, où il perdit beaucoup de monde dans les différentes sorties de la garnison de cette place dont il leva le siége. Ayant fait sa jonction avec les troupes alliées, il attendit les Français, qui ne tardèrent pas à l'attaquer sur les bords de la rivière d'Albufera. L'action fut très-sanglante, et les deux armées montrèrent beaucoup de courage. Enfin, après un combat opiniâtre, la victoire se déclara en faveur des alliés. La perte en hommes fut considérable des deux côtés. Les Français battirent en retraite vers Séville. Le général Béresford ayant investi de nouveau la place de Badajoz, Wellington s'avança pour en couvrir le siége et en surveiller les opérations. Mais l'armée des alliés fut obligée de lever le siége de cette place.

Campagne d'Espagne.

Pendant le cours de cette campagne, la guerre se fit en Espagne

avec beaucoup de vigueur, mais sans résultats décisifs. Les Espagnols, égalant les Français par leur courage et leur patience à supporter les privations et les fatigues attachées au métier des armes, leur étaient inférieurs sous le rapport de la tactique; ils virent leurs opérations plus souvent signalées par des défaites que par des victoires. Les Français prirent d'assaut la ville de Tarragone, et firent un horrible carnage de la garnison. Plusieurs échecs qu'essuyèrent les Espagnols furent compensés faiblement par la prise de Saint-Ander, dont-ils s'emparèrent par surprise; et encore cet avantage passager fut-il suivi de nouveaux revers. Les Français, après un blocus très-long et très-pénible, prirent l'importante forteresse de Figuères, qui commande un des passages les plus difficiles des Pyrénées. Dans le même temps, ils remportèrent une victoire complète sur le général Abadia, dans les environs d'Astorgà. Le reste de la campagne fut pour les Français une suite de succès presque non interrompus dans les différentes provinces.

Prise de Batavia par les Anglais.

Tandis que l'Espagne était le théâtre d'une guerre très-sérieuse, la Grande-Bretagne faisait la conquête importante de Batavia, capitale de toutes les possessions hollandaises dans les Indes. Cette place, célèbre par son commerce et son opulence, fut prise de vive force par les Anglais, qui firent environ cinq mille prisonniers. Le général Jansens, gouverneur de Batavia, s'enfuit dans l'intérieur du pays, avec environ cinquante cavaliers qui restaient d'une armée de dix mille hommes. Les autres établissemens des Hollandais à Java tombèrent bientôt au pouvoir de la Grande-Bretagne.

Prise de Valence, par les Français.

La guerre continuait toujours en Espagne : le commencement de l'année 1812 fut remarquable par la prise de Valence, qui se rendit aux Français le 9 janvier. Le 24, ceux-ci attaquèrent les Espagnols qui occupaient les hauteurs de Tarragone : après un combat très-opiniâtre, ces derniers furent accablés par le nombre de leurs adversaires, et contraints de se retirer dans les montagnes. Toutefois, le 19 février, le général Balas-

teros battit complétement un corps de Français près de Cartama.

Prise de Ciudad-Rodrigo, et de Badajoz, par Wellington.

Dans le même temps, sur les frontières du Portugal, l'armée des alliés, commandée par Wellington, était employée à une suite d'opérations très-importantes. D'abord, après un mois de siége, elle prit d'assaut Ciudad-Rodrigo, où elle éprouva une perte considérable. Ensuite, Wellington ayant assiégé Badajoz, s'empara d'assaut de cette place, dont la garnison, d'environ quatre mille hommes, fut faite prisonnière de guerre. Il trouva dans les arsenaux, trente-trois canons de fonte, dix-huit mortiers du même métal, vingt obusiers et cinq mille quatre cents vingt-un fusils avec leurs baïonnettes, outre une grande quantité de poudre, de boulets, de balles, de bombes, etc., etc. La réduction de cette forteresse importante coûta aux Anglais et Portugais quatre mille huit cents vingt-cinq hommes, tant tués que blessés durant le siége et l'assaut.

Bataille de Salamanque.

La prise de Badajoz ayant laissé à Wellington la faculté de pénétrer

en Espagne ; il fit marcher presque sans obstacles, vers Salamanque, les troupes alliées qu'il commandait. Arrivé devant cette place, il attaqua, le 22 juillet, les Français, sous les ordres du maréchal Marmont ; l'action fut très-vive, et se termina par la défaite totale de ces derniers, malgré leur résistance vigoureuse : outre un grand nombre de morts et de blessés qui restèrent sur le champ de bataille, ils perdirent beaucoup d'officiers de tout rang, et près de sept mille de leurs prisonniers tombèrent au pouvoir des vainqueurs, avec onze pièces de canon, deux aigles et plusieurs caissons. La perte, du côté des Anglais et des Portugais, fut d'environ cinq mille deux cents hommes tués, blessés ou égarés. Les Français, poursuivis durant plusieurs jours, passèrent le Douro, dirigeant leur retraite sur Valladolid et Burgos. Sur ces entrefaites, le roi Joseph à la tête d'un corps de troupes, avait quitté Madrid, et pris position à Ségovie, dans le dessein de se réunir à Marmont; mais à l'approche de Wellington, il abandonna cette ville, em-

portant avec lui l'argenterie des églises et autres objets précieux. Après avoir pris possession de Madrid, les alliés marchèrent sur Burgos, dont ils se rendirent maîtres: comme il leur importait de s'emparer du château, ils essayèrent de l'emporter d'assaut; mais ils échouèrent dans cette tentative, qui leur causa une perte considérable.

Sans entrer dans des détails qui appartiennent à l'histoire militaire, il suffira de dire que Wellington ayant été forcé de rétrograder, établit de nouveau son quartier-général sur la frontière du Portugal, et que l'armée française se dirigea sur l'Ebre, où elle se concentra.

Constitution d'Espagne.

Après avoir fait connaître succinctement les opérations de la campagne d'Espagne, nous ne devons pas oublier de dire que, cette même année, les Cortès de ce royaume publièrent la constitution qui avait été depuis quelque temps l'objet de leurs travaux : une commission fut nommée pour la présenter à la régence, qui la reçut avec les témoignages de la plus parfaite adhésion, et la jura solennellement.

LIVRE VI.

Depuis la campagne de Russie en 1812, jusqu'à l'entrée des alliés en France, en 1814.

CHAPITRE I.

Projet de Napoléon contre la Russie. — Les Français s'emparent de la Poméranie Suédoise. — La Prusse et l'Autriche se déclarent en faveur de la France. — Alexandre se rend à Wilna. — Napoléon se rend à Dresde. — Négociations infructueuses entre la France et la Russie. — Proclamation de Napoléon. — Proclamation d'Alexandre. — Les Russes se retirent.

P ojet de Napoléon contre la Russie.

Nous allons porter nos regards sur le nord de l'Europe, où une lutte importante, entre la France et la Russie, fixait l'attention générale des politiques. Le refus d'Alexandre I.er de concourir au projet qu'avait formé

Napoléon d'exclure les Anglais du commerce de l'Europe, servit de prétexte à ce dernier pour faire marcher contre la Russie, non-seulement toutes les forces de l'empire Français, mais encore celles des Etats qu'il avait forcés d'entrer dans ses vues. Il y a lieu de croire qu'il avait un tout autre but, que celui qui concernait un simple intérêt de commerce.

Les Français s'emparent de la Poméranie suédoise.

Sa première opération, qui était liée à ses plans secrets, fut d'occuper, dès le mois de janvier 1812, la Poméranie Suédoise ; l'objet de cette invasion était sans doute d'avoir une garantie de la conduite de la cour de Stockolm, dans la guerre qu'il méditait. Les Francais se rendirent ensuite maîtres de l'île de Rugen, et s'emparèrent, pour leur service, de tous les bâtimens qu'ils trouvèrent le long de la côte.

La Prusse et l'Autriche se déclarent en faveur de la France.

Dans cette circonstance, on était impatient de connaître le parti qu'embrasserait la Prusse : les Français en occupaient les places et le territoire; son alliance avec Napoléon était contraire à sa politique, et nuisible à ses intérêts. Mais, au grand étonnement

de tout le monde, elle se décida en faveur de la France, en signant un traité d'alliance défensive et offensive contre les puissances de l'Europe avec lesquelles l'une des parties contractantes étaient ou seraient en guerre. Dans le même temps, un traité conclu entre la France et l'Autriche, portait que chacune des deux puissances fournirait à celle qui erait attaquée un secours de trente mille hommes; et comme Napoléon se disait alors menacé par la Russie, il obtint ce nombre de troupes, qui furent placées sous les ordres du prince Schwartzemberg.

Dès le mois d'Avril, des armées de toutes les nations, commandées par des Français, marchèrent sans s'arrêter, vers les frontières de la Pologne. Le 20, elles passèrent la Vistule au nombre de quatre-vingt mille hommes et occupèrent Elbing et Kœnisberg.

Alexandre se rend à Wilna.

L'empereur Alexandre, ayant quitté sa capitale, se rendit à Wilna, le 26, avec ses ministres et son état-major. Il était, disait-on, résolu de repousser les attaques des

Français. Mais on lui conseilla de ne point livrer bataille, par la raison que Napoléon ne manquerait pas de pénétrer en avant, dans des pays sauvages, qui, pendant la saison rigoureuse, deviendraient le tombeau de son armée.

Napoléon se rend à Dresde.

L'empereur des Français, accompagné de l'impératrice, son épouse, ayant quitté Paris, le 9 mai, se dirigea vers la Franconie, pour éviter, disait-on, de passer par Weimar, où résidait la cour d'Alexandre. Sur toute la route, on avait disposé, à des distances assez rapprochées, des amas de bois, qui furent allumés dès qu'il parut. C'est en traversant ainsi la Saxe, qu'il eut l'air d'arriver à Dresde au milieu des feux de joie. Durant son séjour dans cette capitale, (dit l'auteur d'une histoire de la campagne de Russie) il occupa les grands appartemens du palais. Jamais la cour d'aucun potentat n'étala plus de faste et de magnificence. Sa grandeur avait acquis un tel degré d'élévation, que dédaignant les hommages vulgaires, il lui fallait des rois pour courtisans. Enfin Napoléon était le

roi des rois, le véritable empereur de l'Europe. C'était sur lui qu'étaient tournés tous les regards; les ambassadeurs, les généraux, les chambellans, les écuyers, enfin les courriers se croisant dans différentes directions et portant les destins de tant de peuples divers, formèrent le tableau le plus vaste, le plus extraordinaire, et d'autant plus piquant, que la suite a prouvé combien les princes orgueilleux sont voisins de leur chute, lorsqu'arrivés au haut période de leur gloire, ils veulent encore en dépasser les bornes (1) !

Négociations infructueuses entre la France et la Russie.

Napoléon, ayant quitté Dresde, se rendit à Dantzick, le 27 juin. Il paraît qu'à cette époque, des négociations avaient lieu entre les deux empereurs. La cour de France publia différentes pièces, concernant les causes du différend élevé entre ces souverains : la première était une note du 25 avril, adressée par le duc de Bassano (Maret) au comte de Ro-

(1) Relation complète de la campagne de Russie, en 1812, par E. Labaume. Paris, in-8°.

manzoff. Le ministre français s'y plaignait que la Russie avait dérogé aux clauses du traité de Tilsitt et à l'engagement qu'elle avait pris de faire cause commune avec la France contre l'Angleterre : il citait, parmi les griefs de la France, l'ukase de l'empereur Alexandre, par lequel il ouvrait les ports de ses États aux productions des colonies britanniques, importées sous pavillon neutre, mais appartenantes à des Anglais, et l'opposition de la Russie à la réunion du duché d'Oldembourg à la France, réunion devenue nécessaire depuis que la France possédait les villes anséatiques et leur territoire. Venait ensuite une note du prince Kurakin, ambassadeur de Russie à Paris, adressée au duc de Bassano, dans laquelle la conservation de la Prusse et le maintien de son indépendance dans tout engagement politique dirigé contre la Russie, étaient déclarés comme étant indispensables pour les intérêts de l'empereur Alexandre : en conséquence, la base de la négociation devait être l'évacuation de la Prusse et de ses places fortes par les Français,

et un arrangement satisfaisant entre la France et la Suède; il était dit qu'à ces conditions, on ferait des réglemens relatifs au commerce, et qu'on adopterait à cet égard, un système semblable à celui de la France, pourvu qu'il ne fût pas contraire au commerce de la Russie. Les négociations n'ayant pu concilier les deux empereurs, Napoléon donna l'ordre à son armée de passer le Niémen. La proclamation suivante à ses soldats, fut toute sa déclaration de guerre.

« Soldats !

Proclamation de Napoléon.

« La seconde guerre de la Pologne est commencée; la première s'est terminée à Friedland et à Tilsitt : à Tilsitt, la Russie a juré éternelle alliance à la France, et guerre à l'Angleterre. Elle viole aujourd'hui ses sermens ! elle ne veut donner aucune explication de son étrange conduite, que les aigles françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par-là nos alliés à sa discrétion. »

» La Russie est entraînée par la fatalité. Ses destins doivent s'accomplir. Nous croit-elle donc dégéné-

rés ? ne serions-nous donc plus les soldats d'Austerlitz? Elle nous place entre le déshonneur et la guerre. Le choix ne saurait être douteux. Marchons donc en avant. Passons le Niémen : portons la guerre sur son territoire. La seconde guerre de la Pologne sera glorieuse aux armées françaises, comme la première; mais la paix que nous concluerons, portera avec elle sa garantie, et mettra un terme à la funeste influence que la Russie a exercée, depuis cinquante ans, sur les affaires de l'Europe. »

Les Français et leurs alliés formant neuf divisions, passèrent aussitôt le Niémen, sans opposition, et s'emparèrent aussitôt de Kowno. Les Russes se retirent.

A cette nouvelle, Alexandre fit paraître une proclamation, qui par le ton de noblessé qui la caractérisait, contrastait d'une manière frappante avec celle de Napoléon, pleine de jactance et de présomption : elle était ainsi conçue :

Wilna, le 25 juin 1812.

« Depuis long-temps nous avions remarqué, de la part de l'empereur des Français, des procédés hostiles Proclamation d'Alexandre.

envers la Russie; mais nous avions toujours espéré les éloigner par des moyens concilians et pacifiques. Enfin, voyant le renouvellement continuel d'offenses évidentes, malgré notre désir de conserver la tranquillité, nous avons été contraints de compléter et de rassembler nos armées. Cependant nous nous flattions encore de parvenir à une réconciliation, en restant aux frontières de notre empire, sans violer l'état de paix, et seulement prêts à nous défendre. Tous ces moyens concilians et pacifiques ne purent conserver le repos que nous désirions. L'empereur des Français, en attaquant subitement notre armée à Kowno, a le premier déclaré la guerre. Ainsi voyant que rien ne peut le rendre accessible au désir de conserver la paix, il ne nous reste plus, en invoquant à notre secours le Tout-Puissant, témoin et défenseur de la vérité, qu'à opposer nos forces aux forces de l'ennemi. Il n'est pas nécessaire de rappeler aux commandans, aux chefs de corps et aux soldats, leur devoir et leur bravoure; le sang des valeureux Slavons

coule dans leurs veines. Guerriers ! vous défendez la religion, la patrie et la liberté ! je suis avec vous. Dieu est contre l'aggresseur. »

Sur ces entrefaites, Napoléon s'avança avec des forces qui étaient supérieures à celles d'Alexandre: aussi les Russes, ne pouvant songer qu'à faire une guerre défensive, abandonnèrent à l'approche des Français, Wilna, capitale de la Lithuanie. Comme les détails de cette campagne mémorable, qui sont seulement intéressans pour une histoire militaire, ne peuvent trouver place ici, nous ne nous attacherons qu'à faire connaître les principaux événemens de cette guerre.

CHAPITRE II.

Prise de Smolensk — Bataille de la Moskowa. — Incendie de Moscou.

Prise de Smolensk.

Plus les armées françaises s'avançaient sur le territoire ennemi, plus elles éprouvaient de résistance plusieurs actions meurtrières eurent lieu, sans produire de résultat décisif. La première affaire où les Russes opposèrent une défense vigoureuse, fut à Smolensk, ville située sur la route de Moscou. Les Français s'étant emparé des hauteurs, qui dominent cette place, attaquèrent les ennemis qui s'y étaient renfermés. A la suite d'un combat sanglant, elle fut livrée aux flammes par ces derniers, qui l'abandonnèrent à leurs vainqueurs. Cet événement fait connaître à quelle extrémité peut se porter un peuple résolu de ne point fléchir sous une domination étrangère. Les Français entrèrent dans cette ville, ne marchant de tous côtés que sur des ruines

ou des cadavres; les palais encore brûlans offraient des murs lézardés par les flammes; et sous leurs décombres se trouvaient les squelettes noircis des habitans que le feu avait consumés. « Le peu de maisons qui restaient, se trouvaient envahies par les soldats, et sur la porte était le propriétaire sans asile, qui, avec une partie de sa famille, pleurait la mort de ses enfans et la perte de sa fortune. Les églises seules offraient quelques consolations aux malheureux qui n'avaient plus d'abri. La cathédrale, célèbre en Europe, et très-vénérée par les Russes, devint le refuge des infortunés échappés à l'incendie. Dans cette église, et tout près des autels, étaient des familles entières couchées sur des haillons; d'un côté, on voyait un vieillard expirant porter ses derniers regards vers le saint qu'il invoqua toute sa vie; de l'autre de pauvres enfans au berceau à qu une mère, flétrie par l'adversité, donnait à téter en les arrosant de ses larmes (1) » Tel était le triste spectacle

(1) Relation complète de la campagne de Russie, en 1812, par E. Labaume, etc.

qu'offrait la ville de Smolensk, lorsque les Français y entrèrent, le 19 août. Moscou fut alors le point vers lequel ils se dirigèrent.

Bataille de la Moskowa.

Afin de couvrir cette capitale, les Russes prirent une forte position près de la Moskowa, où il y eut le 7 septembre, une des actions les plus sanglantes. On combattit de part et d'autre avec le plus grand acharnement, depuis le matin jusqu'au soir. Cette bataille mémorable, connue sous le nom de la Moskowa, fut nommée par les Russes bataille de Borodina. Chaque parti s'attribua la victoire; mais désespérant de pouvoir garder leur position, ces derniers, pendant la nuit, prirent le parti de se retirer.

Incendie de Moscou.

Les Français marchèrent de suite à la poursuite de leurs ennemis, et entrèrent au milieu de septembre, dans la ville de Moscou, qu'ils trouvèrent abandonnée. Toutefois Rastopchin, gouverneur de cette ancienne capitale des Czars, voulant faire un dernier effort, avait armé trois ou quatre mille malfaiteurs tirés des prisons, ainsi qu'une troupe nombreuse de satellites. L'avant-garde

française, arrivée au milieu de Moscou, fut accueillie par une fusillade partie de la citadelle, dite le Kremlin. Cette vile populace ayant été dissipée, Napoléon établit son quartier-général dans cette antique et singulière forteresse, à laquelle les Moscovites croyaient attachée la conservation de leur empire. Néanmoins, le feu ayant été mis à la ville, les Français ne tardèrent pas à se voir entourés de ruines fumantes, et privés de toutes les ressources que Moscou aurait pu leur offrir, sans cette malheureuse circonstance. Comme les bulletins français font mention, d'une manière obscure et contradictoire, de l'incendie de cette ville, il est à propos d'observer que ces rapports, non-seulement diffèrent des relations officielles des Russes, mais encore contiennent sur plusieurs faits, des particularités si improbables, qu'ils ne peuvent en imposer à tout homme de bon sens qui juge des choses avec impartialité. Un événement qui, comme celui-ci, est, par sa nature et ses conséquences, sans exemple dans l'histoire, mérite bien

qu'on en approfondisse les différentes circonstances. Les Français, suivant leur *vingtième bulletin*, trouvèrent dans l'arsenal de Moscou, soixante mille fusils neufs et cent vingt pièces de canon; ils avaient en abondance du pain, des pommes-de-terre, des salaisons, du vin, de l'eau-de-vie, du sucre, du café et jusqu'à des pelisses et des fourrures pour l'hiver, qu'on découvrit dans les caves, où ces objets étaient à l'abri du feu; tandis que, selon les relations de la Russie, tout ce que renfermaient les arsenaux, ainsi que tous les effets précieux, avaient été emportés. En effet, il doit paraître étonnant que, déterminés à évacuer Moscou, les Russes n'eussent pris aucune mesure pour emmener leur artillerie, et surtout que soixante mille fusils eussent été abandonnés à l'ennemi, dans un moment où la Russie avait d'autant plus besoin d'armes pour ses nouvelles levées, qu'il lui en fut expédié une très-grande quantité par l'Angleterre. Le *vingtième bulletin* des Français, porte aussi que les Russes ne voulurent rien évacuer, parce

qu'ils prétendaient que leur ennemi ne parviendrait jamais à Moscou, et que leur intention était de tromper le peuple. Quant aux approvisionnemens trouvés dans les caves, il faut observer que le temps était encore chaud, et que la saison où l'on fait les provisions d'hiver, n'était pas encore arrivée, lorsque les Français prirent possession de Moscou. Ce n'est que vers le milieu d'octobre, peu avant la chute des neiges, que les habitans s'occupent de ce soin : avant ce temps, la ville n'a de vivres que pour la consommation journalière des habitans : quant au vin et à l'eau-de-vie, les classes moyennes et inférieures n'ont point d'approvisionnemens : et il est à croire que les classes supérieures avaient enlevé tout ce qu'elles possédaient en ce genre, puisque les Français et les Russes s'accordent à dire que les principaux habitans avaient quitté la ville. De plus, on n'a aucune certitude sur la cause de l'incendie de Moscou. Napoléon l'attribua uniquement au gouverneur Raptopchin. Cette opinion a été généralement adoptée, et

cet événement a été regardé comme un acte du plus grand patriotisme. Mais les Russes attribuèrent la destruction de leur ville aux Français qui, disent-ils, en brûlèrent la plus grande partie. Toutefois, dira-t-on, si Raptopchin fit mettre le feu à la ville, afin de priver l'armée française de ressources, il doit paraître étrange qu'il n'ait point fait enlever d'abord les armes des arsenaux et détruire les approvisionnemens : ce qu'il aurait pu faire immédiatement avant l'entrée de l'ennemi. En examinant avec impartialité cet événement, il paraît que Moscou fut incendié par les Russes, et non par les Français; mais on ne peut assurer si c'est par ordre de Raptopchin. Peut-être qu'après le départ des principaux habitans, les basses classes du peuple, se voyant abandonnées à elles-mêmes, se sont d'abord livrés au pillage et ont mis le feu sans en avoir reçu l'ordre (1).

(1) Précis de l'Histoire politique et militaire de l'Europe, depuis l'année 1783, jusqu'en 1814, etc., traduit de l'anglais de J. Bigland, par J. Mac. Carthy. Paris, 1819, 3 vol. in-8°.

CHAPITRE III.

Moscou abandonné par les Français. — Retraite désastreuse de l'armée française. — Paix entre la Russie et la Porte. — Nouvelle constitution de la Sicile. — Guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

Moscou abandonné par les Français.

TOUTEFOIS l'incendie de Moscou fut plus désastreux pour les Français que pour les Russes. Napoléon s'était persuadé que, maître de cette capitale, il serait l'arbitre de l'empire de Russie; mais il fut trompé dans son attente. Voyant qu'il n'était pas en sûreté dans une ville, dont la ruine paraissait inévitable, il l'abandonna, donnant en même temps à ses généraux l'ordre d'en sortir. « Alors la licence devint effrénée ; les troupes n'étant plus retenues par la crainte qu'inspire la présence des chefs, se livrèrent à tous les excès imaginables: aucune retraite ne fut assez sûre, aucun lieu assez saint pour se préserver

de leurs recherches avides. Mais rien ne devait autant exciter la cupidité, comme l'église de Saint-Michel, destinée à la sépulture des premiers empereurs de Russie. Une fausse tradition faisait croire qu'il s'y trouvait des richesses immenses. Dans cette croyance, des soldats pénétrent dans l'église, et tenant en main des flambeaux, descendent dans de vastes souterrains, pour troubler la paix et le silence des tombeaux. Au lieu de trésors, ils ne trouvent que des cercueils en pierre, couverts de velours rouge et de très-minces plaques en argent, sur lesquelles on lisait les noms des Czars, le jour de leur naissance et celui de leur décès. Mécontens de voir leurs espérances trompées, ils fouillèrent ces cercueils, profanèrent les cendres des morts, et arrachèrent les offrandes consacrées à la piété, moins précieuses par elles-mêmes que par les sentimens dont elles sont le gage. »

» A tous les excès de l'avarice, se mêlèrent toutes les dépravations de la débauche: ni la noblesse du sang, ni la candeur du jeune âge, ni les lar-

mes de la beauté, ne purent être respectées : licence cruelle, mais inévitable dans une guerre monstrueuse, où seize nations réunies, différentes de mœurs et de langage, se croyaient tout permis, dans la persuasion que leurs désordres ne seraient jamais attribués qu'à l'une d'elles. (1)

Pour terminer le tableau de cette scène horrible, et pour peindre l'aspect qu'offrait Moscou au moment de la sortie des Français, nous ne pouvons mieux faire que d'emprunter les paroles d'un témoin oculaire, qui s'exprime ainsi : « On ne distinguait les endroits où il y avait eu des maisons, que par quelques pilliers en pierres calcinées et noircies. Le vent soufflant avec violence, formait un mugissement semblable à celui que produit une mer agitée, et faisait tomber sur nous, avec un fracas épouvantable, les énormes lames de tôle qui couvraient les palais. De quelque côté qu'on tour-

(1) Relation complète de la campagne de Russie, en 1812, par E. Labaume, etc.

nât la vue, on ne voyait que des ruines ou un océan de flammes. Le feu prenait, comme s'il eût été mis par une puissance invisible; des quartiers immenses s'allumaient, brûlaient et disparaissaient à-la-fois. »

« A travers une épaisse fumée, se présentait une longue file de voitures, toutes chargées de butin, forcées, par l'encombrement, de s'arrêter à chaque pas; on entendait les cris des conducteurs, qui, craignant d'être brûlés, poussaient, pour avancer, des imprécations effroyables; partout on ne voyait que des gens armés qui, quoique s'en allant, enfonçaient les portes, dans la crainte de laisser une maison intacte; et si des objets nouveaux étaient préférables à ceux qu'ils avaient d'abord, ils abandonnaient les premiers pour se saisir de la dernière capture; beaucoup, ayant même des voitures bien chargées, emportaient sur leur dos le reste de ce qu'ils avaient pillé; mais l'incendie, en obstruant le passage des principales rues, les obligeait à revenir sur leurs pas. Ils erraient ainsi de quartier en quartier, cherchant dans une ville

immense qu'ils ne connaissaient point, une issue favorable pour pouvoir sortir de ce labyrinthe de feu. On en voyait qui s'éloignaient, au lieu de se rapprocher du petit nombre de portes par lesquelles on pouvait sortir. C'est ainsi que plusieurs moururent victimes de leur cupidité. Malgré ce péril extrême, la soif des richesses faisait braver tous les dangers; les soldats, excités par l'ardeur du pillage, se précipitaient au milieu des vapeurs embrâsées, au travers des armes étincelantes; ils marchaient dans le sang, foulaient aux pieds des cadavres, tandis que des ruines et des charbons ardens tombaient sur leurs bras homicides: tous auraient peut-être péri, si une chaleur insupportable ne les eût enfin forcés à se sauver dans leur camp. »

En quittant Moscou, les Français s'étaient retirés dans les environs de Péterskoé (1) où ils restèrent quatre jours (17, 18, 19 et 20 septembre), après lesquels ils retournèrent

Retraite désastreuse de l'armée française.

(1) Palais impérial.

dans cette malheureuse cité, dont il ne restait plus que le dixième des maisons. Cependant les Russes s'étant portés en force entre Moscou et Kaluga, pour couvrir les provinces méridionales, resserrèrent étroitement Napoléon, qui, se trouvant dans une pénible position, se vit contraint de se replier sur lui-même. Il ne pouvait marcher sur Pétersbourg, sans attirer sur ses derrières l'armée russe, et courir le danger de se voir couper toute communication avec la Pologne. Il ne pouvait non plus se porter sur le Volga; de nouvelles invasions sur ce point ne tendant qu'à l'affaiblir et à l'éloigner de ses ressources. L'armée française se trouvait dans une situation très-critique, puisque, campée sur les routes de Twer, de Jaroslaw, de Wladimir, de Riasan et de Kaluga, elle était toujours obligée de rester dans Moscou, cernée de toutes parts, ayant peu de cavalerie, et forcée de faire face à une ligne formant un cercle d'environ cent lieues de circonférence. La pénurie et le mécontentement des soldats augmentaient chaque

jour. L'avenir était effrayant (1). Se voyant dans l'impossibilité de rester à Moscou, Napoléon prit le parti de le quitter le 18 octobre. Ayant laissé un corps de troupes dans le Kremlin, afin de protéger sa retraite, il mit en mouvement son armée, qui fut serrée de près par un ennemi exaspéré. Pour comble de maux, elle eut à supporter les froids d'un hiver rigoureux, qui commença par des neiges abondantes. Le thermomètre marqua 16 à 18 degrés au-dessous de glace. Les souffrances de l'armée furent affreuses; les pertes en tout genres, prodigieuses. Les chevaux mouraient en si grand nombre, que la plus grande partie de l'artillerie fut laissée en arrière, et la cavalerie presque démontée en totalité. Des corps entiers de troupes, exténués par le froid et la faim, se rendirent sans résistance aux Russes, qui les poursuivaient sans relâche. A la fin, l'armée française atteignit Wilna, d'où Napoléon partit, le 5 décembre,

(1) Relation complète de la Campagne de Russie en 1812, par E. Labaume.

se dirigeant, avec la plus grende célérité, vers la France par Varsovie, Dresde et Leipsick. Outre sa sûreté personnelle, des raisons publiques exigeaient son retour à Paris, où il arriva le 18. Voyant qu'il n'était plus possible d'en imposer aux Français sur le mauvais succès de ses armes, il jugea nécessaire sa présence dans la capitale, pour étouffer les murmures du public, prévoir ou arrêter tout mouvement d'insurrection, et se préparer à une nouvelle campagne. Une conspiration contre son gouvernement avait éclaté en son absence, au mois d'octobre. Les généraux Mallet, Lahorie et autres, en étaient les principaux chefs; mais elle avait bientôt été étouffée.

L'armée française ne tarda pas à quitter Wilna, laissant dans sa retraite une quantité considérable d'artillerie, de charriots et de bagages. D'après les rapports russes, sa perte totale, jusqu'au 26 décembre, était de quarante-un généraux, près de treize cents officiers, environ cent soixante et un mille cinq cents soldats, et plus de onze cents pièces de ca-

non. Si à ce relevé on ajouté soixante-dix mille hommes et quarante mille chevaux tués ou morts de froid, de faim ou de fatigue, on sera convaincu que les désastres de cette retraite furent inouis. Cependant il est à remarquer qu'il y a toujours à rabattre de ces évaluations. Mais dans la circonstance actuelle, il faut croire que les rapports russes ne furent pas trop exagérés; car il est prouvé que l'armée française, la plus formidable peut-être qui ait jamais été mise en campagne, fut presque entièrement anéantie.

Au commencement de cette année (en février), la guerre avait recommencé entre la Russie et la Turquie; mais l'épuisement des deux parties belligérantes fit languir les opérations; et la cour de Saint-Pétersbourg avait besoin de toutes ses forces pour tenir tête à l'ennemi qui venait envahir ses états. Les négociations ayant été entamées, les deux puissances signèrent un traité, dont les principaux articles concernaient la fixation des bornes des territoires respectifs. Le Pruth, depuis son en- Paix entre la Russie et la Porte.

trée en Moldavie jusqu'à son confluent avec le Danube, et la rive gauche du Danube jusqu'à l'embouchure de ce fleuve à Kilia, furent déclarés les limites des deux empires en Europe : la Porte céda en même temps à la Russie toutes les villes et districts à la gauche du Pruth.

Nouvelle constitution de la Sicile.

Un événement remarquable fixa l'attention publique sur un autre point de l'Europe. La Sicile, qui de temps immémorial était soumise à un gouvernement arbitraire, subit, vers le milieu de cette année, une réforme publique. Le vasselage et autres traces de la féodalité furent abolis ; une constitution fut établie sur le modèle de celle d'Angleterre. Ce changement s'opéra par l'influence de la Grande-Bretagne. Le roi Ferdinand IV fut obligé d'abdiquer en faveur de son fils ; et la reine Caroline, qui était à la tête d'un parti opposé à ce changement, fut envoyée dans une retraite, avec défense de venir à Palerme, où il y eut un soulèvement : ce qui prouve que la nouvelle constitution n'était pas du goût de tout le monde, comme le faisait alors entendre le cabinet Anglais.

Depuis quelques années, l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique se trouvaient pour ainsi dire en état d'hostilité. Des négociations avaient eu lieu. Pour applanir les voies d'un accommodement, le cabinet de Londres offrit de faire les concessions qui seraient compatibles avec les droits maritimes reconnus par toutes les nations. Toutefois, les négociations furent rompues par le congrès qui déclara la guerre à la Grande-Bretagne. Les Américains avaient des vues sur le Canada, et leur première opération eut pour but de s'emparer de ce pays; mais ils échouèrent dans cette entreprise. Le général qui commandait leurs troupes mit bas les armes, ayant été obligé de capituler; mais ce revers éprouvé sur terre par les armes américaines, fut en quelque sorte compensé par leurs succès sur mer.

Guerre entre l'Angleterre et les Etats-Unis.

CHAPITRE IV.

Guerre d'Espagne. — Bataille de Vittoria. — Siége de Tarragone. — Prise de Saint-Sébastien. — Wellington entre en France.

Guerre d'Espagne.

A la fin de l'année, l'armée française était cantonnée dans les environs de Salamanque et de Valladolid, et occupait différens postes sur le Tage. Le roi Joseph était à Madrid, et le maréchal Soult, à Tolède.

En février 1813, les Français qui avaient pris position du côté du haut Tormès, furent repoussés avec perte, par le générel Hill, qui marcha sur Placencia.

D'un autre côté, sir John Murray, qui était à Alicante avec un corps de troupes alliées, força la position des Français à Alcoy, et pénétra dans le pays. Ce mouvement fit sortir de Valence Suchet, qui

marcha sur Villena, dont il prit le château avec la garnison espagnole, et attaqua ensuite la ligne des alliés, qui le repoussèrent avec une perte considérable, et le forcèrent de rentrer dans Villena.

Vers la fin de mai, Wellington, sortant de ses quartiers de Freynada, marcha sur Salamanque, et dirigea son armée sur Toro, poursuivant les Français, qui avaient quitté le Tage et Madrid, ainsi que Valladolid : son aile droite, commandée par le général Hill, alla reconnaître leur position près de Burgos, qu'ils évacuèrent pour se retirer sur l'Ebre. Après avoir passé ce fleuve, l'armée des alliés marcha sur Vittoria, où les Français, commandés par le roi Joseph et par le maréchal Jourdan, avaient pris position.

Là, les Anglais ayant emporté quelques hauteurs occupées par les Français, il y eut une action très-vive, à la suite de laquelle ces derniers battirent en retraite d'une manière si rapide, qu'ils ne purent emmener ni leur artillerie ni leurs bagages. Cent cinquante pièces de canon

Bataille de Vittoria.

et quatre cents caissons tombèrent au pouvoir des vainqueurs. La perte en hommes fut très-considérable du côté des vaincus, tant sur le champ de bataille que dans la retraite. Les Français se retirèrent par Pampelune, sur la route de Roncevaux. Enfin, chassés de toutes leurs positions, ils passèrent la Bidassoa sur le pont d'Irun, et rentrèrent en France.

Siége de Tarragone.

Dans la partie orientale d'Espagne, le général anglais Murray ayant investi Tarragone, fut obligé, à l'approche de Suchet, de se retirer après avoir laissé ses canons dans les batteries. Mais ensuite ce dernier ayant évacué Valence où étaient entrés les Espagnols commandés par Elio, les Français se retirèrent. Alors le siége de Tarragone fut recommencé par lord Bentinck, qui avait pris le commandement de l'armée anglaise dans ce pays. Suchet, pour secourir cette place, s'avança sur Villa-Franca. Ce mouvement fit suspendre au général anglais les opérations du siége, et l'obligea de se replier. Les Français firent ensuite sauter les ouvrages de Tarragone, et se retirèrent.

D'un autre côté, le maréchal Soult, nommé alors commandant en chef des troupes françaises, ayant réuni les deux ailes de son armée, et une partie de son centre, qui formaient ensemble quarante mille hommes, attaqua un poste anglais à Roncevaux, et obtint un avantage complet. Diverses affaires eurent lieu successivement, avec perte de chaque côté.

Prise de Saint-Sébastien.

Vers le même tems, les alliés, commandés par le général Graham, prirent d'assaut Saint-Sébastien, place très-importante, qui se défendit vigoureusement. Dans cette affaire, ils eurent deux mille cinq cents hommes tant tués que blessés.

Wellington entre en France.

Wellington entra de suite en France (le 7 octobre), en traversant la Bidassoa. La place de Pampelune bloquée depuis la bataille de Vittoria, fut obligée de se rendre (le 31 octobre) par capitulation aux Espagnols, et la garnison fut faite prisonnière. Le général anglais mit alors à exécution un plan qu'il avait formé contre les troupes françaises qui lui étaient opposées : c'était de forcer

leur centre, et d'établir l'armée alliée sur les derrières de leur droite. Pour cet effet, il les attaqua par différentes colonnes, et après diverses affaires qui eurent lieu toute la journée, il fut victorieux dans la soirée. Durant la nuit, les Français abandonnèrent leurs ouvrages et leurs postes en avant de Saint-Jean-de-Luz; de là ils se retirèrent en avant de Baïonne. Il résulta qu'après plusieurs combats, à la fin de l'année, l'armée de Wellington avait gagné pied sur le territoire de France.

CHAPITRE V.

Les Prussiens abandonnent la France, et s'allient avec la Russie. — Les Russes s'avancent en Allemagne. — Bataille de Gross-Goërschen. — Traité conclu par la Suède avec l'Angleterre et la Russie.

Sur ces entrefaites, des événemens extraordinaires avaient eu lieu dans le nord de l'Europe. Les Prussiens, comme alliés des Français, avaient agi particulièrement sur les côtes de la Baltique; ils avaient été occupés au siége de Riga. Lorsque les Français se retirèrent de devant cette place, le général russe Witgenstein, qui s'avançait le long du Niémen, parvint à séparer d'eux un corps de quinze mille Prussiens, sous les ordres du général York, qui signa une convention par laquelle il consentit à rester neutre avec les troupes qu'il commandait. Le roi de Prusse, qui se trouvait à Postdam, au pouvoir de

Les Prussiens abandonnent la France, et s'allient avec la Russie.

la garnison française de Berlin, se vit dans la nécessité de paraître désapprouver la conduite de son général, avec lequel il était sans doute d'intelligence. Witgenstein, poursuivant les Français, entra (le 6 janvier), sans obstacles, dans Kœnisberg. Elbing, Marienbourg et autres villes du royaume de Prusse, furent successivement abandonnées par les Français et occupées par les Russes, qui eurent en même temps plusieurs affaires avec les Saxons et les Autrichiens. Une régence établie à Kœnisberg, au nom du roi de Prusse, publia une proclamation qui appelait le peuple à secourir son prince et sa patrie pour les délivrer des Français. Beaucoup de jeunes gens allèrent se joindre aux troupes du général York. A la fin de janvier, le roi quitta Postdam pour se retirer à Breslau, où il publia des proclamations qui appelaient les Prussiens aux armes, mais sans désigner l'ennemi qu'ils avaient à combattre.

Les Russes s'avancent en Allemagne.

Cependant les Russes continuaient à s'avancer avec leur empereur qui était à la tête du principal corps

d'armée. Le 8 février, ils entrèrent dans Varsovie. Ils investirent Dantzick et Thorn, et Alexandre entra dans Polotzk. Sur ces entrefaites, les Autrichiens conclurent une trève illimitée, et se retirèrent en Galicie. De leur côté, les Saxons regagnèrent leur pays; mais ils furent poursuivis, et beaucoup furent faits prisonniers. Le roi de Prusse prenant alors le rôle de médiateur entre les puissances belligérantes, proposa (le 15 février) une trève qui n'eut pas lieu; huit jours après, il conclut avec Alexandre un traité d'alliance offensive et défensive; et au mois de mars, les deux souverains eurent une entrevue à Breslau, d'où le roi de Prusse adressa un manifeste à ses sujets, dans lequel, en exposant les motifs de son alliance avec la Russie, il leur dit: « Nous avons plié sous la supé-
» riorité du pouvoir de la France;
» la paix qui m'a enlevé la moitié
« de mes états, ne nous a procuré
» aucun avantage; au contraire, elle
» nous a été plus funeste que la
» guerre. » Il y eut à Paris, entre le ministre prussien et le gouverne-

ment français, des discussions particulières concernant ce changement de conduite du roi de Prusse. Il ne fut pas difficile de prouver qu'il y avait eu d'un côté abus de pouvoir, et de l'autre, rupture d'engagement. Mais il faut remarquer qu'une puissance vaincue saisit toujours l'occasion favorable de reprendre son rang et d'annuler des concessions qui lui ont été arrachées par la force des armes. Les Français ayant évacué Berlin, les Russes y entrèrent. Le roi de Saxe avait quitté Dresde à l'approche de ces derniers, qui prirent possession de la partie de cette capitale, située sur la rive droite de l'Elbe. En même temps une armée suédoise marchait sur Stralsund, et, le 18 avril, Thorn se rendit aux Russes.

Bataille de Gross-Goërschen.

Sur ces entrefaites, Napoléon qui s'était occupé à Paris à rassembler toutes les forces de la France, partit de cette capitale, le 15 avril, pour se mettre à la tête de son armée, formidable par le nombre et par le courage des hommes. Les divers corps étaient commandés par des généraux depuis long-temps connus

par leurs talens militaires. La marche des divisions de cette armée fut dirigée de manière à pouvoir se réunir près d'Iéna, et sur la Saale. Les armées alliées des Russes et des Prussiens, concentrées près de Leipsick, étaient sous les ordres du général Witgenstein. Les Français ayant passé la Saale, les ennemis effectuèrent leur jonction entre Leipsick et Altenbourg. L'empereur de Russie et le roi de Prusse étaient à la tête de leurs troupes respectives, comme Napoléon était à la tête de son armée. Le 2 mai, on en vint aux mains à Gross-Goërschen, près de la plaine de Lutzen. Après un carnage affreux des deux côtés, les alliés restèrent maîtres du champ de bataille, et les Français se retirèrent. Cependant ces derniers s'avancèrent ensuite sur l'Elbe, qu'ils traversèrent à Dresde et à Meissen : Napoléon établit son quartier-général dans la première de ces villes, et ses troupes occupèrent Leipsick. Le roi de Saxe se réunit alors aux Français, qui s'avancèrent, non sans livrer plusieurs combats meurtriers

pour les deux partis, qui publièrent chacun des relations bien différentes pour le détail des affaires. Toutefois, les Français s'avancèrent sur l'Oder sans rencontrer une seule opposition, et le 1.er juin ils entrèrent dans Breslau.

Traité conclu par la Suède, avec l'Angleterre et la Russie.

Une nouvelle puissance s'était jointe aux alliés contre Napoléon. La Suède, qui avait su se garantir de l'influence de l'empereur des Français, et se maintenir dans un état de neutralité, embrassa ouvertement la cause de la coalition. Dès le mois de mars, un traité de subsides et d'alliance avait été signé entre les cours de Stockolm et de Londres: la première s'engageait à fournir une armée au moins forte de trente mille hommes, pour agir sous les ordres du prince royal de Suède, de concert avec les Russes; et l'Angleterre donnait un subside d'un million sterling. Ce traité faisait mention d'un autre engagement, qui subsistait déjà entre la Russie et la Suède, et dont un article stipulait la réunion à perpétuité du royaume de Norvége à la Suède. La Grande-Breta-

gne promettait d'aider cette dernière à effectuer cette réunion, dans le cas où le roi de Danemarck refuserait préalablement de se joindre aux alliés. Depuis ce moment, la cour de Stockolm mit beaucoup d'activité pour se mettre en état de remplir la partie de cette obligation, qui l'intéressait; mais l'adjonction de ses forces à celles de la coalition, ne se fit pas beaucoup sentir au commencement de la campagne. Le danger urgent de Hambourg, qu'avaient abandonné les Russes, et qui était menacé par les Français que commandait Davoust, engagea la Suède à jeter un corps de troupes dans cette place pour la défendre; mais l'état d'hostilité déclarée du Danemarck les fit rappeler, et Hambourg fut repris, le 30 mai, par les Français, aidés des Danois.

CHAPITRE VI.

Armistice et négociation pour la paix. — L'Autriche déclare la guerre à la France. — Reprise des hostilités. — Les Français se retirent sur Leipsick. — La Bavière se joint aux alliés. — Bataille de Leipsick. — Retour de Napoléon en France. — Délivrance de l'Allemagne.

Armistice et négociations pour la paix.

Voyant tous les obstacles qu'il avait à surmonter, Napoléon désirait la paix. Il fit donc intervenir l'Autriche pour faire proposer à l'empereur de Russie des propositions d'armistice, qui devaient préparer la tenue d'un congrès à Prague, pour effectuer une pacification générale. L'armistice ayant été ratifié (le 4 juin) de part et d'autre, des négociations s'en suivirent à Prague mais avec beaucoup de lenteur. Sur ces entrefaites, des préparatifs de guerre se faisaient en Allemagne, principalement dans les états de l'Autriche, où ils étaient si

considérables, qu'ils dévoilaient, du coté de cette puissance, l'intention de prendre une part très-active aux événemens qui allaient avoir lieu.

L'Autriche déclare la guerre à la France.

L'armistice cessant le 10 août, le ministre autrichien au congrès de Prague remit, dès le lendemain, au ministre français, une déclaration de guerre contre la France. L'Autriche, pour justifier sa conduite, alléguait entre autres raisons, les envahissemens de territoire dans le nord de l'Allemagne, de la part de Napoléon, et l'impossibilité de jouir d'une paix durable, tant qu'il persisterait dans son système politique; mais le motif réel de la cour de Vienne était l'espoir flatteur qu'elle concevait de réduire une puissance ambitieuse qui s'opposait à l'indépendance et à la tranquillité des états de l'Europe. Cette déclaration fut suivie d'un traité d'alliance défensive entre l'Autriche et la Russie: cette dernière puissance et la Prusse, avaient déjà conclu des traités avec l'Angleterre, qui s'engageait à payer des subsides à chacune des autres puissances, à proportion des armées qu'elles devaient mettre en campagne.

Reprise des hostilités.

Les alliés, en reprenant les hostilités, cherchèrent à repousser les Français de leurs positions avancées sur la rive droite de l'Elbe, ainsi qu'en Lusace et en Silésie. Ils réussirent dans leur plan, étant parvenus (le 16 août) à faire occuper par leur avant-garde, les hauteurs au-dessus de Dresde. Les Français s'étaient occupés, pendant plusieurs mois, à fortifier cette place, où Napoléon était avec une armée de cent trente mille hommes.

Défaite des alliés.

Par une tentative téméraire, les alliés voulurent emporter cette ville; ils livrèrent l'assaut (le 27); mais ils furent repoussés, en éprouvant une perte très-considérable. Le lendemain, Napoléon fit sortir ses troupes pour attaquer les alliés : l'action fut très-sanglante. Le général Moreau, qui était venu d'Amérique pour visiter le prince royal de Suède (Bernadotte) son compagnon d'armes, qui s'était joint au parti dont il regardait la cause comme celle de la liberté publique, reçut dans cette bataille, un boulet qui termina ses jours. Les alliés, ayant eu le désavan-

tage, se retirèrent à travers la chaîne de montagnes qui séparent la Saxe de la Bohème : ils furent poursuivis par une forte division de l'armée française, qui après quelques succès, essuya un échec dans une affaire où le général Vandamme fut pris avec dix mille hommes, son artillerie et ses bagages.

Les alliés se hâtèrent de réparer leur défaite. Le prince royal de Suède prit alors une part active à leurs opérations ; et le maréchal Blucher, à la tête des Prussiens qu'il commandait, parut avec distinction sur le théâtre de la guerre. Les alliés compensèrent bientôt leurs échecs devant Dresde, par des avantages qu'ils obtinrent dans plusieurs affaires. La Silésie fut évacuée par les Français : les Russes et les Prussiens rentrèrent en Saxe. Les Autrichiens sortirent de la Bohème, et l'armée française, après de grandes pertes, se retira sur l'Elbe. Napoléon, ayant quitté Dresde avec le roi de Saxe, dirigea toutes ses forces sur Léipsik. Les Français se retirent sur Léipsick.

Dans ce moment, les alliés reçurent un renfort important par suite La Bavière se joint aux Alliés.

d'un traité conclu entre l'Autriche et la Bavière, en vertu duquel il fut stipulé que cinquante-cinq mille Bavarois devaient agir de concert avec les Autrichiens.

Bataille de Leipsick.

Les deux grandes armées belligérantes se trouvaient en présence sous les murs de Leipsick, et il était impossible qu'elles restassent longtemps sans en venir aux mains. La première attaque générale eut lieu le 16 octobre, au sud de cette ville : après un carnage affreux, les deux partis opposés conservèrent à peu près la même position qu'ils occupaient au commencement de l'action. La journée du 17 fut employée à faire les préparatifs pour la grande affaire qui devait avoir lieu le lendemain. A la bataille, qui eut lieu le 18, les alliés remportèrent une victoire complète. Le 19, le roi de Saxe envoya un parlementaire à l'empereur Alexandre, pour l'engager à épargner la ville de Leipsick. Cette démarche n'ayant eu aucun succès, l'assaut fut ordonné. La place ayant été emportée après une faible résistance, les alliés y entrèrent peu de

temps après que Napoléon s'en fut échappé. Le roi de Saxe et toute sa cour tombèrent au pouvoir des vainqueurs. La perte des Français fut très-considérable : outre vingt mille hommes tués sur le champ de bataille, ils perdirent leurs magasins, leurs bagages et leur artillerie. En un mot, ils se retirèrent dans le plus grand désordre.

Retour de Napoléon en France.

L'armée autrichienne et bavaroise, combinée sous les ordres du général Wrede, s'étant portée dans Hanau pour intercepter la retraite de Napoléon sur Francfort, cette tentative donna lieu à un combat terrible, où les alliés perdirent beaucoup de monde. Toutefois les Français furent vivement poursuivis jusqu'à Francfort. Le 2 novembre, Napoléon arriva dans la ville de Metz, annonçant qu'il avait ramené cent mille hommes des armées qu'il avait conduites sur l'Elbe et sur l'Oder : ce nombre était sans doute exagéré.

Délivrance de l'Allemagne.

Cependant, plusieurs garnisons françaises étaient restées en Allemagne pour arrêter les alliés, dont l'objet était de la délivrer de la domina-

tion de Napoléon. Dès le 6 octobre, le prince royal de Suède avait marché sur le Hanovre: avant d'y entrer, il fit publier une proclamation, adressée aux Hanovriens au nom des conseillers-privés du roi d'Angleterre, nommés pour reprendre l'administration de l'électorat. De là, il se rendit à Brême, où il entra le 17; et après avoir rendu à Lubek ses anciennes libertés et priviléges, il gagna les frontières du Danemarck pour suivre ses plans de politique particulière. Au commencement de novembre, les deux empereurs alliés et les rois de Prusse et de Bavière, se réunirent à Francfort, qui fut déclaré ville libre. Vers ce temps, le roi de Wurtemberg conclut avec l'Autriche un traité, en vertu duquel il abandonna la confédération du Rhin et consentit à joindre ses troupes à celles de la coalition.

CHAPITRE VII.

Révolution des Provinces-Unies des Pays-Bas. — Guerre entre le Danemarck et la Suède. — Reddition de Dresde et de Stettin. — Affaires de l'Italie. — Le gouvernement suisse rétabli.

Un des résultats les plus importans, opérés par les succès des alliés, fut une révolution qui, en délivrant les Provinces-Unies des Pays-Bas du joug tyrannique de la France, leur rendit leur ancienne indépendance. Dès le commencement de l'année 1813, on avait formé dans Amsterdam un plan d'insurrection en faveur de la maison d'Orange : ce projet, ayant été découvert, ceux qui étaient impliqués furent arrêtés et punis. Mais, lorsque les alliés s'avancèrent vers les frontières de la Hollande, les esprits, si long-temps comprimés, s'y ranimèrent; et le 15 novembre, sans qu'on eût rien pres- **Révolution des Provinces-Unies des Pays-Bas.**

senti qui annonçât un dessein concerté, le peuple d'Amsterdam, s'étant levé en masse, proclama la souveraineté de la maison d'Orange, renvoya les autorités françaises et organisa un gouvernement provisoire. Les principales villes des provinces de Hollande et d'Utrecht, imitèrent l'exemple d'Amsterdam.

Restauration du Prince d'Orange.

La nouvelle de cet événement ayant été aussitôt portée à Londres, par une députation chargée d'engager le prince d'Orange à venir prendre les rênes du gouvernement, ce prince se rendit à cette invitation, et le cabinet de Saint-James résolut d'aider de tous ses moyens les Provinces-Unies, où les Français se trouvaient en petit nombre. Sur ces entrefaites, les Russes, sous les ordres du général Wittgenstein, étaient entrés dans le pays; et des renforts suffisans arrivèrent de l'Angleterre. Les Français ayant été chassés, la révolution n'éprouva plus d'obstacle pour devenir générale; et le 1.er décembre, le prince d'Orange fit son entrée dans Amsterdam. Bientôt après, il publia une proclamation

dans laquelle il annonça son élévation à un rang éminent, auquel, conformément au vœu de la nation, il se trouvait appelé; et, au lieu du titre de stadhouder, il prit celui de prince souverain des Pays-Bas-Unis.

D'autres événemens, qui avaient eu lieu sur le continent, méritent d'être mentionnés, comme étant liés aux affaires de cette année mémorable. Guerre entre le Danemarck et la Suède.

Le roi de Danemarck, qui avait refusé de se joindre à la coalition formée contre la France, voyait avec inquiétude le traité conclu entre la Russie et la Suède, par lequel la Norvége était concédée à cette dernière puissance. Le 5 septembre, ayant déclaré la guerre à la Suède, il se trouvait seul contre une confédération ennemie, sans moyens suffisans pour lui résister. Aussi, ayant saisi la première occasion favorable de marcher contre le Danemarck, le prince royal de Suède ne tarda pas à envahir le Holstein. Le prince de Hesse, qui commandait les troupes danoises, se voyant cerné, demanda un armistice, qui lui fut accordé, à condition que tout le

Holstein, et une partie du Schleswig resteraient au pouvoir des alliés. Telle était la position embarrassante du Danemarck à la fin de l'année.

Reddition de Dresde et de Stettin.

Lorsque Napoléon effectua sa retraite de Leipsick, il avait laissé dans Dresde, sous les ordres du maréchal Gouvion-St.-Cyr, un corps de troupes, qui fut renforcé par les fugitifs de l'armée de Vandamme. Cette garnison ne tarda pas à être réduite à un état de détresse par l'effet de la disette et des maladies. Son commandant fit à la vérité, quelques démonstrations de résistance, lorsque les Russes se présentèrent pour le bloquer; mais le 12 novembre, il fut contraint de se rendre prisonnier de guerre avec toute la garnison, forte de plus de quarante mille hommes. Dans le même mois, Stettin, où se trouvaient près de huit mille hommes, capitula aussi aux mêmes conditions.

Affaires de l'Italie.

Au nord de l'Italie, l'Autriche était occupée à délivrer ou plutôt à reprendre ses états. Le baron Hiller, ayant passé les Alpes au mois d'octobre, avec une armée de soixan-

te mille hommes, agissait contre les Français: il y eut dans la Carniole et l'Istrie plusieurs affaires, dont le résultat fut la retraite des derniers en Italie. Trieste et toute la côte de Dalmatie tombèrent au pouvoir de l'Autriche, aidée par l'Angleterre.

Le gouvernement de la Suisse rétabli.

D'un autre côté, la confédération helvétique, dont Napoléon s'était déclaré le médiateur, paraissait disposée à persister dans le système de neutralité qu'elle avait adopté. En conséquence, au mois de novembre, la diète des cantons publia une notification qui annonçait cette résolution, et décréta une levée de troupes pour se maintenir dans son plan de conduite. Mais les Suisses virent bientôt qu'un petit état ne peut, quoiqu'il le veuille, rester neutre au milieu des contestations de grandes puissances. Une armée autrichienne entra donc en Suisse, en déclarant que les alliés ne pouvaient consentir à la neutralité du corps helvétique, parce qu'ils étaient déterminés à le soustraire à l'influence étrangère, et à le voir rentrer dans son indépendance, avant de le re-

connaître comme neutre. Les Autrichiens étant entrés dans Berne, l'ancien gouvernement fut rétabli. Ayant ensuite passé le Rhin à Schaffouse et à Bâle, ils s'avancèrent vers la France, où ils se répandirent.

LIVRE VII.

Depuis l'entrée des Alliés en France, en 1814, jusqu'au traité définitif entre la France et les Alliés en 1815.

CHAPITRE I.er

Entrée des alliés en France. — Napoléon quitte Paris pour se mettre à la tête des troupes. — Progrès des alliés. — Napoléon concentre ses troupes et repousse Blucher. — Il se porte contre les Autrichiens.

Les années 1812 et 1813 avaient été marquées par des événemens de la plus grande importance : les six premiers mois de 1814 ne sont pas moins mémorables, comme ayant été le terme de la guerre sanglante et des convulsions horribles qui désolaient les plus belles contrées de l'Europe. L'attention générale était fixée sur la France, dont les frontiè- Entrée des Alliés en France.

res étaient envahies par les nombreuses armées de ces mêmes états qu'elle avait contraints d'obtenir la paix en se soumettant à sa domination, ou à coopérer à l'exécution de ses projets d'envahissement. De toutes les puissances coalisées contre Napoléon, toutes, excepté la Grande-Bretagne, avaient été ses alliées : il se trouvait dans la situation la plus embarrassante et la plus critique : le sort de la France allait être décidé. Déjà il avait manifesté ses allarmes en rendant, à la fin de l'année précédente, un décret annonçant l'envoi, dans les divisions militaires de l'empire, de commissaires investis de pouvoirs extraordinaires pour organiser les moyens de défense. Il semblait avoir perdu ses facultés actives ; il paraissait abattu par les circonstances : il parlait beaucoup de ce qu'il y avait à faire, pour retirer la France de l'abîme des dangers où il l'avait plongée ; mais il n'agissait pas. Aussi, au moment où les alliés se présentèrent, ils virent que ses moyens de défense n'étaient pas plus avancés que lorsqu'il avait repassé le

Rhin, après sa retraite d'Allemagne.

Déjà les armées de la coalition avaient traversé ce fleuve en plusieurs endroits depuis Bâle jusqu'à Coblentz; et leurs corps avancés, occupant tout le Palatinat, avaient mis le pied sur le territoire français. Au milieu de janvier 1814, les Prussiens, sous les ordres du maréchal Blucher, s'étaient emparés de Nancy, et le général autrichien Ghiulay, était à Langres.

Napoléon quitte Paris, pour se mettre à la tête de ses troupes.

Le 25 du même mois, Napoléon quitta Paris pour se mettre à la tête de ses troupes. S'étant rendu à Saint-Dizier sur la Marne, il ordonna d'attaquer les différens corps de troupes alliées, qui marchaient toutes contre lui. Il y eut plusieurs actions où il obtint l'avantage; mais dans une affaire qui fut engagée le 1er février, à la Rhotière, et à laquelle il était présent, il éprouva un échec qui le força de se retirer après avoir perdu beaucoup de monde, et soixante-dix-huit pièces de canon.

Progrès des Alliés

Par suite de cet avantage, les alliés s'avancèrent sur Troyes, où le prince royal de Wurtemberg entra

le 7 ; et le maréchal Macdonald évacua Châlons-sur-Marne : sur un autre point, les Autrichiens se rendirent maîtres de Châlons-sur-Saône.

Napoléon concentre ses troupes, et repousse Blucher.

Les progrès rapides de la coalition, qui annonçaient la prompte destruction de la puissance de Napoléon, ne firent qu'accroître les efforts de celui-ci : se voyant hors d'état d'opposer, sur tous les points, une résistance suffisante aux armées des alliés, il prit le parti de concentrer ses forces, et de tenter les moyens de couper les communications d'un corps ennemi avec l'autre. L'armée Prussienne, sous les ordres de Blucher, fut la première contre laquelle il dirigea son plan. A la suite de plusieurs actions, Blucher fut obligé de se retirer jusqu'à Châlons-sur-Marne, et ses communications directes avec les Autrichiens furent interceptées. Sur ces entrefaites, un corps d'alliés, commandé par Winzingerode, avait pris Soissons d'assaut et s'était ensuite avancé jusqu'à Rheims pour se joindre à Blucher.

Il se porte contre les Autrichiens.

Dans l'intervalle, le prince de Schwartzenberg, à la tête des

Autrichiens, s'approchait de Paris, en suivant le cours de la Seine. Le 11 février, Sens fut pris; et le 16, un corps de troupes de son armée s'était emparé de Fontainebleau. Ce fut de ce côté que se porta Napoléon, qui, après plusieurs engagemens, força Schwartzenberg de quitter ses positions le long de la Seine, et de transférer son quartier général à Troyes. Le 23, les alliés évacuèrent cette ville où Napoléon rentra; mais le 24 mars, le général Wrede la reprit, tandis que l'empereur des Français était occupé à marcher contre Blucher.

CHAPITRE II.

Négociations à Châtillon. — Les alliés se décident à marcher sur Paris.—Progrès de Wellington; Bordeaux se déclare pour les Bourbons. — Arrivée des alliés devant Paris. — Proclamation de Joseph Bonaparte. — Bataille sous les murs de Paris qui capitule.—Les maires de Paris se rendent au quartier-général des alliés.

Négociation à Chatillon

DEPUIS l'entrée des alliés en France, des négociations pour la paix avaient été entamées à Châtillon, où les plénipotentiaires des différentes puissances s'étaient réunis. Le plénipotentiaire français proposa un armistice et la remise immédiate de quelques places fortes sur la frontière, comme une sûreté de l'exécution des différens articles du traité. Au lieu d'accéder à cette proposition, qui avait pour but évident d'arrêter les armées qui marchaient sur Paris,

les alliés proposèrent la signature immédiate des préliminaires de la paix. Les succès momentanés des Français firent changer le caractère des conférences. Le plénipotentiaire de Napoléon demeura sans instruction, et se trouva par conséquent hors d'état de répondre aux propositions des cours alliées. Celles-ci chargèrent leurs plénipotentiaires de remettre un projet de traité préliminaire, renfermant toutes les bases qu'elles jugeraient nécessaires pour le rétablissement de l'équilibre politique en Europe; et le 10 mars fut le terme fixé, d'un commun accord, pour la réponse définitive. Ce terme fut ensuite prolongé jusqu'au 15, jour où le plénipotentiaire français remit un contre-projet, par lequel le gouvernement français, revenant sur ce qu'il avait proposé dans le commencement, demandait que des peuples entièrement étrangers à l'esprit des Français, continuassent à faire partie de la France; que cet empire conservât des dimensions incompatibles avec le rétablissement d'un système d'équilibre, et gardât

les positions, ainsi que les points essentiels, qui avaient servi à causer tant de bouleversemens. Le contre-projet fut donc rejeté, et l'on déclara que les négociations de Châtillon étaient rompues.

Les Alliés se décident à marcher sur Paris.

Napoléon s'était avancé contre Blucher, qui, le 3 mars, attaqué à Craon, se retira sur Laon, où il fut attaqué de nouveau par toutes les forces de l'empereur des Français : après une action meurtrière, qui dura deux jours, Napoléon effectua sa retraite sur tous les points, en perdant quarante-huit pièces de canon et près de six mille hommes faits prisonniers. La nouvelle de cette victoire, remportée par Blucher, engagea Schwartzenberg à s'avancer; et, le 21, son armée prit position en avant d'Arcis-sur-Aube. Quoique les Français s'y trouvassent en force, ils furent attaqués par le prince de Wurtemberg, et obligés d'évacuer cette place après avoir essuyé de grandes pertes. Les armées autrichienne et française se retirèrent ensuite sur Vitry, où Napoléon devait être rejoint par le corps de

Ney et de Macdonald. Cependant l'empereur des Français prit la route de Saint-Dizier, dans le but de se placer entre les deux armées alliées, de couper leurs communications et de tomber sur les derrières des Autrichiens. Ce projet détermina aussitôt les généraux alliés à unir leurs forces et à marcher directement sur Paris, en laissant Winzingerode et Czernicheff, avec un gros corps de cavalerie et de l'artillerie pour harceler les derrières de Napoléon.

Progrès de Wellington; Bordeaux se déclare en faveur des Bourbons.

Sur ces entrefaites, Wellington par ses mouvemens servait utilement la cause commune. Ayant à traverser, en face d'un ennemi très-actif, un pays fortifié par sa nature et entrecoupé de petites rivières, il rencontra beaucoup d'obstacles dans sa marche, étant obligé à chaque instant d'en venir aux mains. Le 12 mars, après avoir passé l'Adour, un détachement de ses troupes occupa Bordeaux, où se fit un mouvement contre-révolutionnaire, favorisé par le maire et les principaux habitans, qui prirent la cocarde blanche, et se déclarèrent pour les Bourbons, en réclamant

la protection de l'armée combinée. Le duc d'Angoulême, neveu de Louis XVIII, étant entré dans la ville avec les troupes anglaises fut reçu aux acclamations universelles. Wellington continuant à marcher contre les Français, commandés par Soult, ce dernier effectua sa retraite sur Tarbes, d'où il fut repoussé avec une perte considérable.

Arrivée des Alliés devant Paris.

La grande armée des alliés, s'avançant sur Paris, établit le 27 mars, son quartier-général à Coulomiers, et le lendemain Blucher passa la Marne à Meaux. Il y eut des actions continuelles le long de la route; mais les Français accablés par le nombre, furent toujours obligés de se replier; et dans la soirée du 29, l'armée des coalisés prit position dans le voisinage de Paris. Ce fut alors que le prince de Schwartzenberg, adressa aux habitans de cette capitale une proclamation, où il disait que « le but de la marche des armées al» liées vers Paris, était fondé sur » l'espoir d'une réconciliation sin» cère et durable avec la France; que, » depuis vingt ans, l'Europe était

» inondée de sang et de larmes; que les » tentatives, faites pour mettre un » terme à tous les malheurs, avaient » été inutiles, parce qu'il existait » dans le pouvoir du gouvernement » français, un obstacle insurmon- » table à la paix; que les souverains » alliés cherchaient de bonne foi une » autorité salutaire en France, qui » pût cimenter l'union de toutes les » nations et de tous les gouvernemens » avec elle; enfin que la conserva- » tion et la tranquillité de la ville de » Paris seraient l'objet des soins et » des mesures que les alliés s'offraient » de prendre avec les autorités et les » notables, qui jouissaient le plus de » l'estime publique. »

Cette proclamation fut accompagnée de propositions aux chefs militaires français, par lesquelles on leur faisait sentir l'impossibilité de défendre Paris. Les souverains alliés n'ayant pu rien obtenir par la voie des négociations, résolurent de recourir à celle des armes, pour parvenir à leur but.

De son côté Joseph Bonaparte, dont le trône en Espagne venait d'être

Proclamation de Joseph Bonaparte.

renversé, nommé par son frère Napoléon, lieutenant-général de l'empire Français, adressa aux habitans de Paris une proclamation, dans laquelle on lisait ces paroles :

« Je reste avec vous. Armons-nous » pour défendre cette ville, ses mo» numens, ses richesses, nos femmes, » nos enfans, tout ce qui nous est » cher. Que cette vaste cité devienne » un camp pour quelques instans, et » que l'ennemi trouve sa honte sous » ses murs, qu'il espère franchir en » triomphe. L'empereur marche à » notre secours; secondez-le par une » courte et vive résistance et conser» vons l'honneur français. »

Bataille sous les murs de Paris, qui capitule.

Le 30 mars, l'armée française, commandée par Joseph Bonaparte, aidé des généraux Marmont et Mortier, prit position sur les hauteurs près de Paris, où elle formait une longue ligne, défendue par cent cinquante pièces de canon. Les alliés, résolus d'attaquer sans délai, livrèrent bataille et emportèrent les hauteurs après une résistance opiniâtre de la part des Français. Voyant qu'il n'y avait pas moyen de résister aux alliés,

Marmont leur envoya un parlementaire pour demander une suspension d'armes, à laquelle ils acquiescèrent. Alors le feu cessa de toutes parts. Une capitulation fut signée le même jour. Elle portait en substance « que » les corps de Marmont et de Mor- »tier évacueraient Paris, le 31 mars, » avec leurs bagages; que les hosti- » lités ne pourraient recommencer » que deux heures après l'évacuation; » que les arsenaux, ateliers, établis- » semens et magasins militaires se- » raient laissés dans l'état où ils se » trouvaient avant la capitulation; » que la garde nationale ou urbaine » était totalement séparée des trou- » pes de ligne, et qu'elle serait con- » servée, désarmée ou licenciée, selon » la disposition des alliés; enfin que » la ville de Paris était recommandée » à la générosité des puissances al- » liées. »

Les Maires de Paris se rendent au quartier-général des Alliés.

Pendant la nuit du 30 au 31, avant que la capitulation fût signée, les maires de la capitale se rendirent au quartier-général de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, afin de se concerter avec ces sou-

verains sur l'exécution du traité qui venait d'être signé. La réponse que leur fit l'empereur de Russie, mérite d'être rapportée : « Le sort de « la guerre m'a conduit jusqu'ici. » Votre empereur, qui était mon » allié, m'a trompé trois fois. Il est » venu, jusque dans le cœur de mes » États, y apporter des maux dont » les traces dureront long-temps. » Une juste défense m'a amené jusqu'ici, et je suis loin de vouloir » rendre à la France les maux que » j'en ai reçus. Je suis juste; je sais » que ce n'est pas le tort des Français. Les Français sont mes amis, » et je veux leur prouver que je viens » leur rendre le bien pour le mal. » Napoléon est mon seul ennemi. Je » promets une protection spéciale à » la ville de Paris ; je protégerai, je » conserverai tous ses établissemens » publics : je n'y ferai séjourner que » des troupes d'élite. Je conserverai » votre garde nationale, qui est composée de l'élite de vos citoyens; c'est » à vous à assurer votre bonheur à » venir. Il faut un gouvernement qui » vous donne le repos et qui le donne

» à l'Europe. C'est à vous à émettre » votre vœu. Vous me trouverez prêt » à seconder vos efforts. »

Sur ces entrefaites, l'impératrice Marie-Louise, avec son fils et les principaux dignitaires, avaient quitté Paris. Joseph Bonaparte et ses ministres qui avaient assuré qu'ils voulaient vivre et mourir avec les Parisiens, prirent la fuite dès qu'ils virent commencer l'attaque de la capitale.

CHAPITRE IV.

Entrée des alliés dans Paris. — Proclamation de l'empereur de Russie. — Déchéance de Napoléon prononcée par le Sénat. — Napoléon retiré à Fontainebleau, propose son abdication. — Il part pour l'île d'Elbe. — Bataille de Toulouse. — Sortie de Bayonne.

Entrée des Alliés dans Paris.

LE 31 mars, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, à la tête des armées alliées, firent leur entrée dans Paris, dont tous les habitans semblaient réunis sur leur passage : l'air retentissait des acclamations de *vive l'empereur Alexandre! vive le roi de Prusse! vivent les Bourbons! vive Louis XVIII! à bas Napoléon!* A ces cris de joie se mêlaient les applaudissemens redoublés qui partaient de toutes les fenêtres des maisons situées le long de la ligne que formaient les troupes victorieuses. Des hommes à cheval distri-

buaient des cocardes blanches, dont étaient déjà ornés un grand nombre de chapeaux. Il serait difficile de peindre l'enthousiasme des Parisiens en cette circonstance. Dans des cérémonies solennelles, des témoignages d'allégresse avaient été prodigués à Napoléon par la capitale, alors qu'il était au faîte de sa puissance et de sa gloire; mais on sait généralement le cas qu'on doit faire de ces démonstrations populaires, commandées par la force ou par l'argent. Cependant pour peu qu'on réfléchisse sur la situation critique, où, à cette époque, se trouvait la France, ainsi qu'au despotisme militaire qui s'était appesanti sur elle, on concevra facilement que la joie des Parisiens et des Français était sincère, d'après leurs vœux les plus ardens pour la paix, vœux dont ils ne pouvaient voir l'accomplissement que par la chute de Napoléon et la restauration de l'ancienne dynastie de leurs rois. La France entière n'aspirait qu'à voir luire le moment où elle se verrait délivrée des maux de la guerre extérieure, et du joug affreux de la tyrannie intérieure.

D'ailleurs la conduite des alliés annonçait en eux, non des conquérans et des ennemis, mais des amis et des libérateurs. Ce qui rassura le plus les Français, ce fut la déclaration suivante, que le même jour (31 mars) l'empereur de Russie publia, tant en son nom, qu'en celui des autres souverains coalisés:

Proclamation de l'empereur de Russie.

« Les armées des puissances coalisées ont occupé la capitale de la » France. Les souverains alliés ac- » cueillent le vœu de la nation fran- » çaise. Ils déclarent, que, si les » conditions de la paix devaient ren- » fermer de plus fortes garanties, » lorsqu'il s'agissait d'enchaîner l'am- » bition de Bonaparte, elles doivent » être plus favorables, lorsque, par » un retour vers un gouvernement » sage, la France elle-même offre » l'assurance du repos.

» Les souverains alliés proclament » en conséquence :

« Qu'ils ne traiteront plus avec » Napoléon Bonaparte, ni avec au- » cun de sa famille;

» Qu'ils respectent l'intégrité de » l'ancienne France, telle qu'elle a

» existé sous ses rois légitimes ; ils
» peuvent même faire plus, parce
» qu'ils professent toujours le
» principe que, pour le bonheur de
» l'Europe, il faut que la France
» soit grande et forte ;

» Qu'ils reconnaîtront et garanti-
» ront la constitution que la nation
» française se donnera. Ils invitent
» par conséquent le sénat à désigner
» sur-le-champ un gouvernement
» provisoire qui puisse pourvoir aux
» bases de l'administration, et pré-
» parer la constitution qui convien-
» dra au peuple français.

» Les intentions que je viens
» d'exprimer me sont communes
» avec toutes les puissances alliées. ».

Déchéance de Napoléon, prononcée par le Sénat.

En conséquence de cette invitation, le lendemain, 1.er avril, le sénat s'assembla sous la présidence de Bénévent (Taleyrand), et rendit un arrêté qui nommait un gouvernement provisoire composé de cinq membres, savoir : du même Taleyrand, de Beurnonville, de Jaucourt, de Dalberg et de Montesquiou. Le lendemain, il rendit un autre arrêté, dont le préambule portait que dans

une monarchie constitutionnelle, le monarque n'existe qu'en vertu de la constitution ou du pacte social : exposant ensuite toutes les violations commises par Bonaparte contre le pacte conclu avec le peuple français, il déclarait, par ce même arrêté, que l'empereur des Français était déchu du trône, et que le droit d'hérédité établi dans sa famille, était aboli; enfin, que la nation et l'armée étaient déliées de leur serment de fidélité. La veille (le 1.er avril), on avait publié deux proclamations (1) adressées aux Français ; la première était du comte d'Artois, frère du roi : et la dernière de Louis XVIII ; elles furent immédiatement suivies d'une autre proclamation du conseil-général du département de la Seine (2).

Napoléon retiré à Fontainebleau, propose son abdication.

Tandis que ces grands événemens se passaient, Napoléon, qui s'était porté sur les derrières des alliés, fit marcher rapidement son armée de

(1) *Voyez*, à la fin de ce volume, Pièces Justificatives, N.° I et II.

(2) *Voyez* N.os III.

Troyes sur Fontainebleau, et il serait arrivé le 30 mars à Paris, si cette ville n'eût pas été au pouvoir des alliés. Mais ayant appris la capitulation, il fit rallier à Fontainebleau ses troupes et ses corps en retraite de Paris. On a de la peine à concevoir qu'avec son expérience et l'habileté dans l'art de la guerre, il ait pu commettre la faute d'aller se jeter sur la grande communication que les alliés avaient avec le Rhin, n'ayant qu'environ quarante mille hommes pour lutter contre la masse de leurs forces imposantes. Mais si l'on considère la résistance, opiniâtre que les Français opposèrent devant Paris, à une armée beaucoup plus nombreuse qu'eux, on ne sait quelle eût été l'issue de l'événement, si Napoléon fût arrivé à temps devant la capitale. Toutefois, il est heureux pour cette ville et pour les alliés, qu'il n'en ait pas été ainsi. En effet, si les coalisés avaient battu en retraite, la guerre eût été prolongée : s'ils avaient livré une bataille, elle n'aurait pu être que très-sanglante : en cas d'échec pour les alliés, leur défaite n'aurait con-

tribué qu'à perpétuer les malheurs de la France; si au contraire ils avaient été victorieux, Napoléon en se retirant, sans doute dans Paris, avec les restes de son armée, s'y serait défendu jusqu'à la dernière extrémité. Ce qu'il y a de singulier c'est que contre les règles de la tactique, il ait laissé la route de Paris ouverte à ses ennemis. Se voyant déposé par le sénat, il n'avait d'autre ressource que de négocier, ou de tenter le sort des armes. Le second parti eût été imprudent; aussi adopta-t-il le premier, en adressant de Fontainebleau un message au sénat, auquel il faisait l'offre de se soumettre à la décision de ce corps et au vœu du peuple français, en abdiquant en faveur de son fils, le roi de Rome, à condition que l'impératrice Marie-Louise conserverait la régence jusqu'à la majorité de cet enfant. Cette proposition ayant été rejetée, Napoléon renonça pour lui et ses héritiers au trône de France et d'Italie. Cette renonciation fut le motif déterminant d'un traité (1)

(1) *Voyez* N.° VI.

conclu, le 11 avril, entre lui et les souverains alliés, par lequel son abdication sans restriction fut arrêtée, et son sort fixé, avec celui de sa famille : l'île d'Elbe lui fut désignée pour y résider et la posséder en toute propriété, en conservant, ainsi que son épouse, son titre durant toute sa vie. Ce traité contenait en outre plusieurs clauses favorables à Napoléon, lesquelles faisaient voir, soit l'importance que les puissances alliées attachaient encore à cet homme extraordinaire, soit un intérêt bien fort qui agissait puissamment pour lui.

Le 20 avril, il partit de Fontainebleau, sous la conduite de quatre officiers-généraux de chacune des puissances alliées, la Russie, l'Autriche, la Prusse et l'Angleterre, et s'embarqua sur une frégate anglaise, pour l'île d'Elbe, dans le port de Saint-Rapheau, où il avait débarqué à son retour d'Egypte en France. Arrivé à sa destination, il fut mis en possession de l'île, autour de laquelle une escadre anglaise resta en station pour le surveiller. Il part pour l'île d'Elbe.

Bataille de Toulouse.

Tandis que Paris se réjouissait des événemens qui venaient d'avoir lieu, Toulouse était temoin d'une sanglante bataille. Soult s'était retiré sur cette ville, où il fut suivi par Wellington. Comme la Garonne était très-enflée, l'armée combinée, que ce général commandait, ne put traverser ce fleuve avant le 8 avril, époque où aucun des chefs des deux armées ennemies n'avait encore reçu la nouvelle des événemens arrivés à Paris. Soult avait profité des moyens de défense que lui fournissait sa position près de Toulouse. De son côté Wellington, se proposant de l'attaquer, exécuta son dessein, en lui livrant une bataille très-meurtrière, après laquelle ses troupes s'établirent sur trois côtés de la ville, qui fut évacuée par les Français. Cette victoire coûta aux alliés plus de quatre mille hommes, et aux Français plus de trois mille. Wellington continua de marcher en avant, jusqu'au moment où des nouvelles officielles arrivées de Paris suspendirent les hostilités.

Sortie de Bayone.

La même cause produisit sur un

autre point une effusion inutile de sang. La garnison de Baïonne, où l'on ignorait encore ce qui s'était passé à Paris, ayant fait une sortie, attaqua les positions des alliés, qui furent culbutés; toutefois, ils reprirent leurs postes, mais ce ne fut pas sans perdre beaucoup de monde. Cet événement fut le dernier de la campagne du côté du midi de la France.

CHAPITRE V.

Louis XVIII fait son entrée en France.—Pacification générale, et traité entre la France et les puissances alliées. Réunion de la Belgique aux Provinces-Unies. —Le Hanovre erigé en royaume. — La Norvége cédée à la Suède. — Résistance des Norvégiens. — Ferdinand VII retourne en Espagne. —Il casse les Cortès. —Le peuple rétablit les Jésuites. — Le roi de Sardaigne recouvre ses états, auxquels on ajoute Gènes.— Murat, roi de Naples, n'est pas inquiété. — Pacte fédéral de la Suisse. — Paix entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique.

Louis XVIII fait son entrée en France.

Tandis que Napoléon quittait la France, Louis XVIII abandonnait la retraite champêtre où il résidait en Angleterre. S'étant rendu à Douvres, il fit voile pour Calais, d'où il se dirigea vers Paris. Le 3 mai, il

fit son entrée solennelle dans cette capitale, où il fut reçu avec toutes les marques d'une joie sincère, qui sont faites pour flatter le cœur d'un prince ami de son pays; et la France reçut une charte ou constitution, fondée sur les principes d'une liberté sage et modérée.

Pacification générale et Traités entre la France et les puissances alliées.

Dès que Louis XVIII eut pris en main les rênes du gouvernement, et qu'il n'existait plus d'obstacles au rétablissement de la tranquillité en Europe, la paix générale fut signée à Paris, le 30 mai, entre la France et les puissances alliées, savoir: la Russie, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Prusse. En conséquence, d'après les traités qui sont conclus, la France conserve l'intégrité de son territoire, tel qu'il existait avant le 1.er janvier 1792, avec une augmentation comprise dans une ligne de démarcation, décrite du côté de la Belgique, de l'Allemagne et de l'Italie. La frontière, du côté de l'Espagne, reste dans son ancien état. Les Provinces-Unies reçoivent un accroissement de territoire, par l'addition de la Belgique, et la souve-

raineté en est donnée à la maison d'Orange, sans pouvoir, en aucun cas, échoir à un prince portant ou appelé à porter une couronne étrangère. Les états d'Allemagne sont déclarés indépendans et unis par une confédération. La Suisse conservant son indépendance, continue à se gouverner elle-même. L'Italie, à l'exception des pays cédés à l'Autriche, doit être composée d'états souverains. Malte et ses dépendances sont cédées à la Grande-Bretagne, qui s'engage à restituer les colonies, pêcheries, comptoirs que la France possédait avant le 1.er janvier 1792, à l'exception toutefois de Tabago et de Sainte-Lucie, dans les Antilles, de l'île de France et de ses dépendances, des îles de Rodrigue et de Sechelles, dans la mer des Indes, qui sont cédées à l'Angleterre, et de la partie orientale de Saint-Domingue, qui est restituée à l'Espagne. Le roi de Suède consent à rendre à la France ses droits sur la Guadeloupe, qu'il avait pu acquérir par un traité avec la Grande-Bretagne. Le roi de Portugal restitue la Guyane

française. La France doit jouir, pour le commerce de l'Inde anglaise, des mêmes avantages que les nations les plus favorisées, à condition qu'elle ne fera aucun ouvrage de fortification dans les établissemens qui lui sont restitués : on lui rend son ancien droit de pêche sur le banc de Terre-Neuve et dans le golfe de Saint-Laurent. Anvers ne doit être à l'avenir qu'un port de commerce. Enfin les puissances qui ont pris part à la dernière guerre, sont tenues d'envoyer des plénipotentiaires à un congrès à Vienne, pour compléter les dispositions des différens traités, dont chacun contenait des articles additionnels.

Après avoir mis fin à une guerre désastreuse, les souverains alliés firent évacuer la France par leurs troupes.

Pour terminer l'histoire de cette guerre générale, il ne nous reste plus qu'à exposer successivement les événemens qui furent le résultat de la pacification.

La Belgique ayant été réunie aux Provinces-Unies, sous la souveraine-



Réunion de la Belgique aux Provinces-Unies.

té de la maison d'Orange, d'après le plan adopté par les puissances alliées, fut de suite évacuée par les troupes russes et prussiennes, qui furent remplacées par des Anglais et des Allemands soldés par la Grande-Bretagne. Bientôt après, il fut conclu entre la cour de Londres et le souverain des Pays-Bas, un arrangement par lequel l'Angleterre rendait aux Hollandais toutes les conquêtes qu'elle avait faites sur eux, à l'exception du cap de Bonne-Espérance, Démavari, Essequibo et Berbice.

Le Hanovre érigé en royaume.

L'électorat de Hanovre, érigé par plusieurs réunions de territoire, au rang d'état d'Allemagne, acquit le titre de royaume sous le gouvernement du roi d'Angleterre. Dans un manifeste que publia le prince régent, il attribua le motif de ce changement à l'invitation de plusieurs des puissances qui avaient concouru au traité de Paris. Ce nouveau royaume eut une constitution fondée sur les bases du gouvernement représentatif.

La Norwège cédée à la Suède.

La position critique où le Dane-

marck s'était trouvé à la fin de l'année précédente, ne lui laissait d'autre parti à prendre que de se soumettre aux conditions de paix que la Suède et les autres puissances voudraient lui imposer. Il avait été conclu, le 14 janvier 1814, entre les rois de Danemarck, de Suède et de la Grande-Bretagne, un traité par lequel le premier s'engageait à s'unir aux puissances coalisées contre la France, et l'Angleterre consentait à restituer tout ce qu'elle avait pris au Danemarck, à l'exception d'Héligoland : mais l'article le plus important du traité fut celui par lequel le Danemarck cédait à perpétuité son royaume de Norvége à la Suède, qui, de son côté faisait la cession de la Poméranie et de l'île de Rugen.

Résistance des Norwégiens.

Toutefois, les Norvégiens, qui avaient, à cette époque, pour gouverneur Christian Frédéric, duc de Schleswig-Holstein, et prince héréditaire de Danemarck, virent avec déplaisir un changement contrariant leurs intérêts, moraux et politiques. Ayant donc conçu le dessein de soutenir l'indépendance de leur patrie,

ils furent favorisés dans leur résolution par le prince héréditaire. Leur déclaration d'indépendance annonçait qu'ils étaient en paix avec toutes les puissances, excepté avec celles qui agiraient hostilement contre leur pays. Comme ils se flattaient de l'espoir de l'amitié de l'Angleterre, ils envoyèrent un député à Londres, pour tâcher de se procurer l'appui du gouvernement anglais; mais le cabinet de Saint-James répondit que les engagemens contractés par la Grande-Bretagne ne lui permettaient pas de faire aucune démarche favorable à l'indépendance de la Norvége; et bientôt après on annonça au député, de la part du prince régent, que les mesures avaient été prises pour faire bloquer les ports de Norvège par une escadre anglaise. Le roi de Danemarck craignant que la conduite des Norvégiens ne fût regardée comme un effet de ses suggestions secrètes, leur écrivit une lettre par laquelle il désapprouvait leur démarche et les opérations du prince Christian qui les appuyait.

En vain le roi de Suède essaya de

se concilier cette nation. Emportés plutôt par l'amour de la patrie que par des considérations politiques, ils se décidèrent à reconnaître pour leur roi le prince Christian. Aussitôt le prince royal de Suède marcha contre eux pour les soumettre. Après quelques petits engagemens, leur nouveau roi, voyant qu'une plus longue résistance serait inutile, abdiqua son autorité; et, à la diète générale de la nation, l'union de la Norvége à la Suède fut votée à une grande majorité.

Ferdinand VII retourne en Espagne.

Le nouvel état des choses en France ne permettant plus de garder en captivité Ferdinand VII, roi d'Espagne, que Napoléon avait privé de sa couronne et de sa liberté, ce monarque se rendit à Valence. Deux partis divisaient les Espagnols. Les Cortès et leurs adhérens ne virent pas sans inquiétude la répugnance de leur roi à accepter la constitution, leur ouvrage, laquelle était basée sur les principes de la liberté; d'un autre côté, tous ceux qui étaient opposés à ces principes se déclarèrent pour l'ancienne forme du gouvernement,

voulant maintenir toutes les prérogatives du pouvoir absolu. Le séjour prolongé du roi à Valence, où se rendirent auprès de lui la plupart des grands et plusieurs prélats, devint de plus en plus suspect aux Cortès, qui le sollicitèrent vainement de se montrer à Madrid pour prendre les rênes du gouvernement, conformément à la constitution.

Il casse les Cortès.

Tous les doutes cessèrent, lorsque, sur une ordonnance, qui parut le 4 mai, Ferdinand annonça que son intention était non-seulement de ne pas jurer ni reconnaître la constitution, ou tout autre décret des Cortès, contraires aux prérogatives de sa souveraineté, mais aussi d'annuler cette constitution : il enjoignait de plus aux Cortès de cesser leurs séances et de remettre tous leurs papiers et documens relatifs à leurs opérations; enfin il déclarait coupable du crime de lèse-majesté, quiconque s'opposerait à l'exécution de ses ordres. Le 14 mai, Ferdinand se rendit à Madrid, où les mesures furent prises pour rétablir toutes les institutions civiles et ecclésiastiques

telles qu'elles existaient auparavant, sans omettre le tribunal de l'inquisition. Les arrestations et les poursuites furent sans nombre.

Le pape rétablit les Jésuites.

Le retour aux principes de l'ancien système se manifesta d'une manière non moins frappante dans l'état de l'Église, où Pie VII, rentré dans Rome, rétablit l'ordre des Jésuites, dont la suppression avait eu lieu en 1773, d'après les sollicitations des souverains de la maison de Bourbon, pour des causes légitimes, connues de toute l'Europe. Le zèle du pape ne se borna pas aux Jésuites, il s'étendit à toutes les communautés monastiques. Déplorant la destruction presque totale de ces sociétés comme une affreuse calamité du temps, il nomma une congrégation, chargée de rétablir les ordres réguliers, et de leur assigner les couvens disponibles, pour que le plus grand nombre de moines pût s'y réunir. Les fêtes, qui avaient été supprimées, lorsque Rome fut incorporée avec l'empire français, furent renouvelées; et toutes les sociétés secrètes, notamment celle des francs-maçons,

furent défendues sous les peines les plus sévères.

Le roi de Sardaigne recouvre ses États, auxquels on ajoute Gênes.

D'après la convention des puissances alliées, le roi de Sardaigne, rentra dans la possession de la Savoie et du Piémont, auxquels furent réunis Gênes et son territoire. Ainsi cette antique république fut sacrifiée à des arrangemens politiques : il en fut de même de Venise, qui fut incorporée avec les possessions de la maison d'Autriche.

Murat, roi de Naples, n'est pas inquiété.

Entre les souverains qui, par suite des conquêtes des Français, avaient acquis une couronne, Joachim Murat, roi de Naples, était le seul qui conservât son trône. Ayant agi de concert avec les Autrichiens, avant la fin la guerre de la coalition, il avait conclu un traité avec la cour de Vienne, sur l'amitié de laquelle il comptait avec la plus ferme assurance. En un mot, il se croyait à l'abri de toute inquiétude.

Pacte fédéral de la Suisse.

En Suisse, les différens cantons furent réunis par un pacte fédéral, dont la base était l'égalité de droits entre les communautés composant le corps helvétique ; et le principe

qu'il n'existait plus de sujets en Suisse fut reconnu. Genève, rétablie dans son ancienne indépendance, fut agrandie par une addition de territoire: elle eut une nouvelle constitution, et fit partie de la confédération helvétique.

Paix entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique.

La guerre, qui depuis 1812, avait éclaté entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, fut poussée cette année avec beaucoup de vigueur, tant au nord qu'au sud de cette partie du monde. Enfin, un traité de paix fut signé entre les deux puissances. Les articles de ce traité concernaient principalement les disputes relatives à des limites qu'il fallait fixer: chaque gouvernement s'engageait à mettre un terme aux hostilités qu'il pourrait continuer contre les tribus indiennes, et à leur rendre les possessions et les priviléges qui leur appartenaient avant le commencement des hostilités.

CHAPITRE VI.

Etat de la France. — Napoléon part de l'île d'Elbe. — Il entre à Lyon. — Il arrive à Paris.

Etat de la France.

La lutte opiniâtre et sanglante qui avait duré si long-temps entre la France et le reste de l'Europe, était entièrement terminée. Le rétablissement de la famille des Bourbons sur le trône de ses ancêtres, et la tranquillité générale, dont jouissaient tous les peuples, faisaient présager une paix de longue durée; mais le cours des choses, au commencement de 1815, prouva que cette présomption était erronée. Quoique Louis XVIII n'eût rencontré aucun obstacle à ses droits héréditaires à la couronne de France, et que les Français eussent reçu une constitution propre à contenter leurs désirs; cependant il se manifesta bientôt des symptômes, qui annonçaient qu'il n'existait pas une harmonie parfaite entre toutes les classes de la nation.

Des inquiétudes s'élevèrent sur la vente des biens des émigrés, lesquels avaient été confisqués et vendus au profit de l'État. Quelques personnes manifestèrent l'intention de faire rétablir, à quelques égards, l'ancien ordre de choses. D'un autre côté, le militaire ne montrait pas pour la dynastie des Bourbons cet attachement et ce respect qu'ils avaient témoignés pour Napoléon, qui les avait souvent conduits à la victoire, et sous les drapeaux duquel ils se plaisaient à se regarder comme destinés encore à reprendre les armes pour défendre leur patrie.

Napoléon part de l'île d'Elbe.

Cependant le souverain de l'île d'Elbe, Napoléon, pour dissiper tout soupçon sur ses vues, avait bien médité le rôle qu'il devait jouer. Il annonçait, par une apparence de sincérité, qu'il était guéri de tout projet ambitieux; il avait l'air de ne s'occuper uniquement que des affaires de son petit État. Des vaisseaux anglais, croisant autour de l'île, exerçaient une surveillance continuelle. Mais une correspondance très active avait lieu entre l'île d'Elbe

et Naples, par l'entremise de la princesse Pauline, sa sœur. Les ordres précis qu'il avait donnés dans les derniers temps, pour tenir éloignés tous les étrangers, et le déplaisir qu'il montrait, lorsque le commandant de la croisière anglaise faisait sa visite d'usage, devaient faire soupçonner quelque projet mystérieux de sa part. Néanmoins on ne prit aucune mesure de précaution. Dans la soirée du 26 février, sans trouver d'obstacles, il partit de Porto-Ferrajo sur un de ses bricks de guerre, accompagné de quatre petits bâtimens, portant ensemble environ mille hommes, Français, Corses, Napolitains et Elbois.

Il est reçu à Grenoble.

Le 1.er mars, il débarqua dans le port de Cannes, sur les côtes de France. Les habitans du pays ne montrèrent aucune disposition à se déclarer en sa faveur: Antibes même ferma ses portes à un détachement, qu'il envoya pour occuper cette place. Alors il se mit en route pour Grenoble avec sa troupe, mal équippée. Quand il approcha de cette ville, Labédoyère, avec le régiment qu'il

commandait, sortit à sa rencontre et se joignit à lui : le 8 mars, le reste de la garnison lui ouvrit ses portes, lui livra les magasins et l'arsenal, et le mit ainsi à la tête d'un corps de troupes réglées, avec un train d'artillerie. On aurait tort de croire que Napoléon s'était confié au hasard d'une simple tentative; c'eût été de sa part, une imprudence qui ne s'accordait guère avec sa conduite précédente, qui avait toujours été astucieuse. A n'en pas douter, il était instruit des dispositions du militaire en sa faveur; et des arrangemens préalables lui assuraient probablement la coopération des troupes dans son projet.

Dès que la nouvelle de son débarquement fut parvenue à Paris, Louis XVIII, rendit une ordonnance qui le déclarait traître et rebelle, et prononçait la peine de mort, contre lui et ses adhérens. Napoléon s'étant présenté devant Lyon, y entra sans résistance aux acclamations des soldats et de la populace. Déjà il avait pris son ancien titre, *Napoléon, par la grâce de Dieu et les constitutions de l'empire, empereur des Français.* Il entre dans Lyon.

Il arrive à Paris.

Jusqu'ici les troupes qui l'avaient rejoint, n'étaient encore que d'un faible secours pour marcher sur Paris et s'emparer du trône, comme il se l'était proposé. Outre les preuves qu'il avait déjà eues de l'attachement des soldats pour sa personne, il est à croire qu'il avait reçu des principaux chefs militaires et civils, des assurances secrètes d'être secondé dans ses desseins. La cour, ayant pris des mesures pour l'arrêter, assembla un gros corps de troupes à Melun afin de protéger la capitale, et porta un autre corps à Montargis, sur la route de Fontainebleau, de manière à placer Napoléon entre deux feux. Elle comptait beaucoup sur le maréchal Ney, un des généraux français les plus distingués, à qui fut donné le commandement d'environ quinze mille hommes, portés à Lons le Saunier. Mais, dès que Napoléon fut arrivé à Auxerre, le maréchal le rejoignit avec sa division qui avait arboré la cocarde tricolore. Cette défection fut suivie de celle de plusieurs corps de troupes. Alors voyant qu'il ne pouvait avoir confiance dans l'ar-

mée, le Roi quitta Paris dans la nuit du 19 au 20, pour se rendre à Lille, d'où il se rendit à Gand; et dans la soirée du 20, Napoléon entra dans Paris. Ainsi, sans avoir eu besoin de tirer un coup de fusil, Napoléon reprit, avec le titre d'empereur, possession de la couronne de France.

CHAPITRE VII.

Déclaration et traité des puissances alliées. — Armées anglaise et Prussienne en Belgique. — Napoléon part pour l'armée. — Bataille de Waterloo. — Seconde abdication de Napoléon. — Les alliés arrivent aux environs de Paris. — Convention militaire. — Napoléon s'embarque pour être conduit en Angleterre, et ensuite à l'île Sainte Hélène. — Louis XVIII rentre dans Paris. — Murat, ex-roi de Naples, mis à mort. — Le roi de Saxe fait cession d'une partie de ses États au roi de Prusse. — L'empereur de Russie déclaré roi de Pologne. — Confédération germanique.

Déclaration et traité des puissances alliées.

Dès que les différentes cours de l'Europe furent instruites de l'arrivée de Napoléon en France, les plénipotentiaires des puissances alliées, réunis en congrès à Vienne, publièrent un

manifeste par lequel leurs souverains lui déclaraient une guerre à outrance, comme s'étant placé hors des relations civiles et sociales, et livré lui-même à la vindicte publique, comme ennemi et perturbateur du repos du monde. Dans la circonstance critique, où il se trouvait, il adressa des lettres amicales aux souverains alliés, qui les lui renvoyèrent sans réponse, et firent marcher leurs armées respectives, vers les frontières de France. Le 25 mars, il fut conclu, entre l'Autriche, la Russie, la Grande-Bretagne et la Prusse, un traité, à Vienne, par lequel ces puissances s'engagèrent à maintenir dans leur intégrité, les conditions du traité qu'elles avaient signé, l'année précédente à Paris; à mettre à cet effet chacune cent cinquante mille hommes sur pied, et à ne poser les armes que d'un commun accord, après avoir ôté à Napoléon tout moyen d'exciter de nouveaux troubles et de renouveler ses tentatives pour s'emparer de la couronne de France.

Dès l'année précédente, toutes les places fortes de la Belgique, *A mées anglaise et prussienne en Belgique.*

du côté de la France, avaient été occupées par des garnisons, composées principalement de troupes anglaises, ou à la solde de la Grande-Bretagne. Du moment que l'entreprise de Napoléon fut connue, des renforts de l'Angleterre avaient été envoyés dans ce pays, et Wellington y était arrivé, pour y prendre le commandement des troupes, tant anglaises qu'étrangères. L'armée prussienne, commandée par Blucher, étant arrivée dans les environs de Namur, les deux généraux conférèrent ensemble sur leurs opérations.

Napoléon part pour son armée.

L'armée française était alors postée à Avesne, et on avait fait à Laon et au château de Guise, des préparatifs de défense contre une invasion. Le 12 juin, Napoléon quitta Paris pour se rendre à Laon, résolu d'attaquer les Anglais et les Prussiens, avant que les Russes et les Autrichiens, qui étaient encore éloignés, pussent arriver pour prêter secours. Il se trouvait à la tête de troupes nombreuses, commandées par d'habiles généraux et composées de soldats d'élite.

Bataille de Waterloo.

L'attaque commença le 15. Durant quatre jours consécutifs, il y eut un grand nombre de combats successifs, où de part et d'autre on éprouva des pertes considérables. Enfin, le 18, on en vint aux mains d'une manière absolument décisive, à Waterloo. L'attaque fut terrible. De chaque côté, la cavalerie fit des charges très-meurtrières; l'infanterie, qui plusieurs fois, sur tous les points du champ de bataille, en vint à la baïonnette, augmenta encore le carnage. On se battit avec acharnement jusqu'au soir; et pendant quelque temps il fut incertain si les Anglais pourraient continuer leur résistance, vu qu'ils avaient supporté la fatigue durant toute la journée, et qu'ils avaient affaire à des troupes qui leur étaient supérieures par le nombre. Mais les Prussiens, qui eux-mêmes avaient été attaqués, et qui avaient éprouvé beaucoup de difficulté à passer un défilé entre leur position et les Anglais, annoncèrent enfin leur arrivée par le feu de leur artillerie. Se voyant sur le point d'être enveloppés, les Français se replièrent. Pro-

fitant de l'occasion favorable, Wellington fit avancer toute la ligne de de son infanterie, soutenue par la cavalerie et l'artillerie. Chassés de toutes leurs positions, ils furent poursuivis, dans le plus grand désordre, jusque bien avant dans la nuit, après avoir laissé sur le champ de bataille, environ cent cinquante pièces de canon avec leurs munitions, caissons, chariots et bagages. Napoléon lui-même manqua d'être fait prisonnier dans la fuite. Les Anglais épuisés de fatigue, ayant fait halte, laissèrent aux Prussiens le soin de poursuivre plus loin les Français, qui firent leur retraite par Charleroi. Cette mémorable bataille coûta bien cher aux vainqueurs qui perdirent environ treize mille hommes, tués, blessés ou égarés. La perte des Français fut si considérable, qu'on n'osa la faire connaître au public; on se contenta de faire annoncer, dans les journaux de la capitale, qu'*un moment de terreur panique avait privé l'armée française d'un avantage certain, et avait entraîné sa perte.*

Seconde abdication de Napoléon.

Après cette affaire, les alliés ne

trouvèrent plus d'obstacle pour s'avancer sur Paris, où Napoléon s'était hâté de retourner, par une fuite très-précipitée, comme il l'avait fait en Egypte, en Espagne et en Saxe, pour mettre sa personne en sûreté; et cependant il avait dit, dans une proclamation du 16, que, *pour tout Français, qui avait du cœur, le moment était arrivé de vaincre ou de périr*. Arrivé dans la capitale, le 20 au soir, il convoqua le lendemain une assemblée des ministres et des membres du conseil d'État, auxquels il exposa la défaite qu'il venait d'éprouver, et fit connaître le besoin qu'il avait de trois cents mille hommes et de trois cents millions. On lui représenta qu'il était impossible à la nation d'accéder à sa demande, et que le seul parti qu'il avait à prendre était d'abdiquer. Voyant qu'il n'avait plus la confiance publique, il signa, le 22, un acte d'abdication; et *s'offrant* disait-il, dans cet acte, *en sacrifice à la haine de ses ennemis, il y annonçait que sa vie politique était terminée, et proclamait son fils, sous le nom de Napoléon II*,

empereur des Français. Les deux chambres acceptèrent son abdication, mais éludèrent de reconnaître positivement son fils pour son successeur, et nommèrent une députation pour aller porter des propositions de paix aux armées alliées : arrivée au quartier-général des souverains alliés, elle ne fut point admise en la présence de ces princes, qui lui firent répondre, par leurs ministres, qu'ils n'entendaient point reconnaître les délégués d'un gouvernement émané d'une constitution donnée par Napoléon, que toute l'Europe avait déclaré, au congrès de Vienne, rebelle, aventurier, hors de la loi; et en même temps ils donnèrent des ordres pour que les plénipotentiaires français fussent aussitôt reconduits aux avant-postes.

Les Alliés arrivent aux environs de Paris.

Sur ces entrefaites, les deux généraux en chef des armées alliées, Wellington et Blucher, étaient entrés, le 21, sur le territoire de France. Le premier adressa, de Malplaquet, aux Français, une proclamation où il leur annonçait qu'il entrait dans leur pays, non comme ennemi, mais

comme ami pour les aider à secouer le joug de fer qui les opprimait. Le 23, il envoya un détachement contre Cambray, qui fut emporté par escalade. Louis XVIII, arriva bientôt de Gand dans cette ville. Les troupes alliées, sans suspendre un moment leur marche, se montrèrent, le 28, dans les environs de Paris. Le 29, Wellington passa l'Oise, et le 30, Blucher passa la Seine à Saint-Germain; leur plan était d'investir, de deux côtés à la fois, cette capitale qui offrait l'aspect d'une place menacée d'un siége. Les hauteurs qui entourent la ville, étaient bien fortifiées; elle avait pour sa défense environ cinquante mille hommes de troupes de ligne, outre la garde nationale, avec des tirailleurs et des fédérés qu'on avait armés à la hâte.

Mais les avantages qu'obtenaient chaque jour les alliés, et les renforts qui leur arrivaient successivement avec la plus grande célérité, déterminèrent les autorités civiles et militaires, à convoquer un conseil pour décider si la capitale était susceptible

Convention militaire.

d'être défendue. D'après l'avis de ce conseil, qui démontra l'impossibilité de résister, il fut arrêté d'envoyer une députation, aux deux chefs des armées des souverains alliés, afin de négocier un arrangement qui mît fin aux hostilités; et, le 3 juillet, il fut signé entre Wellington et Blucher d'une part, et Davoust de l'autre, une convention purement militaire, laquelle portait « Qu'il y aurait une » suspension d'armes; que le lende-» main, l'armée française commen-» cerait à marcher pour se porter » derrière la Loire et opérerait l'é-» vacuation de Paris en trois jours: » qu'elle emmenerait avec elle tout » son matériel, l'artillerie de campa-» gne, caisse militaire, chevaux et » propriétés des régimens, sans res-» triction; que les malades et blessés, » ainsi que les officiers de santé lais-» sés auprès d'eux, seraient mis sous » la protection des commandans en » chef des armées anglaise et prus-» sienne; qu'ils pourraient, après leur » rétablissement, rejoindre leurs » corps respectifs; que les femmes » et les enfans des individus faisant

» partie de l'armée française, seraient
» libres de rester à Paris, et pour-
» raient quitter cette ville pour re-
» joindre l'armée, emportant avec
» elles leurs propriétés et celles de
» leur maris; que les officiers de li-
» gne, employés avec les fédérés ou
» avec les tirailleurs de la garde na-
» tionale, pourraient ou se réunir à
» l'armée, ou retourner dans leurs
» domiciles, ou dans le lieu de leur
» naissance; que tous les postes for-
» tifiés autour de Paris et ceux des
» barrières devraient être remis suc-
» cessivement; que le service inté-
» rieur de la capitale serait fait par la
» garde nationale et par la gendar-
» merie municipale; que les autorités
» actuelles, tant qu'elles existeraient,
» seraient respectées, ainsi que les
» propriétés publiques, à l'exception
» de celles qui avaient rapport à la
» guerre; que les personnes et les
» propriétés particulières seraient pa-
» reillement respectées; qu'en outre
» les habitans et en général les indi-
» vidus qui se trouvaient dans la ca-
» pitale, continueraient à jouir de
» leurs droits et libertés, sans pou-

» voir être inquiétés ni recherchés
» en rien, relativement aux fonctions
» qu'ils occupaient ou avaient occu-
» pé, à leur conduite et à leurs opi-
» nions publiques. »

Napoléon s'embarque pour être conduit en Angleterre, et ensuite à Sainte-Hélène.

Cependant Napoléon qui, depuis le 20 juin, n'avait point quitté Paris, en sortit, le 23, pour se rendre près de cette capitale, à Malmaison, où il resta tranquillement jusqu'au 28, ne cherchant point à se dérober par une fuite secrète et précipitée, selon sa coutume, aux poursuites de ses ennemis. Cette sécurité de sa part était d'autant plus étonnante, qu'outre l'ordonnance, par laquelle Louis XVIII avait prononcé contre lui la peine de mort, comme traître et rebelle, le congrès de Vienne l'avait mis hors de la loi, comme ennemi et perturbateur du monde. Quoi qu'il en soit, il partit, avec une suite assez nombreuse, pour Rochefort, où il arriva le 3 juillet. Après quelques tentatives, disait-on alors, pour éluder la vigilance des croiseurs anglais stationnés devant ce port, il finit par prendre le parti de se mettre sous leur protection. Le 15, il envoya un

parlementaire au capitaine Maitland, commandant le *Bellérophon*, et il fit voile avec lui pour l'Angleterre, accompagné de tout son monde. Les souverains alliés, instruits de cet événement, décidèrent qu'il serait conduit, comme prisonnier, à l'île Sainte Hélène (1), et y serait détenu sous la plus stricte surveillance.

Louis XVIII rentre dans Paris.

Sur ces entrefaites, Louis XVIII était rentré dans Paris, le 8 juillet : toutes les positions militaires continuèrent d'être occupées par les troupes alliées; sous leur sauve-garde, le gouvernement royal fut rétabli, et la cocarde blanche reprit sa prérogative. Par une ordonnance du roi, en date du 24, dix-neuf des plus marquans de ceux qui étaient soupçonnés d'avoir favorisé le retour de Napoléon, furent décrétés d'accusation, pour être jugés, et d'autres, en plus grand nombre, furent mis en surveillance jusqu'à ce qu'il fût statué sur leur sort. A la tête des premiers figuraient le maréchal Ney et le co-

(1) Dans l'Océan Atlantique méridional.

lonel Labédoyère, regardés comme les principaux fauteurs de l'usurpation de Napoléon. Tous deux ils furent exécutés aussitôt que condamnés à mort.

Murat, ex-roi de Naples mis à mort.

Après la première abdication de Napoléon, et son éloignement dans l'île d'Elbe, son beau-frère, Joachim Murat, roi de Naples, ne se croyant pas en sûreté sur le trône d'un descendant des Bourbons, avait entretenu avec lui des correspondances. Toutefois il avait manifesté l'intention de rester fidèle à son alliance avec l'Autriche, et d'adhérer au système des alliés. Mais quand il apprit que Napoléon était rentré en France, il déclara qu'il regardait la cause de son beau-frère comme *la sienne*, et se mit à la tête de ses troupes pour marcher à son secours. Mais il fut arrêté dans son projet par une armée autrichienne, qui lui coupa le passage en Italie; et après avoir été complétement battu, il fut forcé d'abandonner à Ferdinand IV, le trône qu'il occupait, et à chercher son salut dans la fuite. Il passa d'abord dans le midi de la France; et ne s'y croyant pas

en sûreté, il prit le parti de se retirer en Corse. Là, dans le désespoir, il s'embarqua, résolu de faire une tentative dans le royaume de Naples. Le 8 octobre, il arriva avec deux bâtimens, sur les côtes de la Calabre ultérieure et s'avança vers un village, où il essaya de soulever les habitans en sa faveur, en leur parlant en roi; mais ce fut inutilement. On marcha contre lui; il fut fait prisonnier et conduit aussitôt devant une commission militaire, qui le condamna à être fusillé avec ses compagnons : sa sentence fut exécutée le 15. Ainsi se termina la carrière d'un homme élevé d'une condition obscure à une dignité, pour laquelle il n'avait d'autres qualités, que les talens d'un brave soldat.

Le prince d'Orange proclamé roi des Pays-Bas.

Cette même année, le prince d'Orange, du consentement des puissances alliées, fut revêtu du titre de roi des Pays-Bas, titre qui lui donnait un des premiers rangs parmi les puissances secondaires de l'Europe. Par cette mesure importante, dans le système politique, les dix Provinces-Unies désignées ordinairement sous

le nom de Hollande, et les sept provinces, qui avaient été long-temps sous la domination autrichienne, formèrent un nouveau royaume gouverné par une constitution offrant le plan d'une monarchie héréditaire et limitée, avec toutes les garanties pour la liberté publique et particulière.

Traité définitif entre la France et les Alliés.

Si nous reportons nos regards sur le théâtre politique le plus intéressant, sur la France, nous voyons une nation agitée par l'inquiétude que lui causaient la présence des troupes étrangères et l'incertitude de son sort. Enfin, après bien des alarmes, elle connut les conditions auxquelles il lui était permis de conserver sa place parmi les États de l'Europe. En conséquence, un traité entre la France et les puissances alliées, conclu à Paris, le 20 novembre, imposait à ce royaume, envers les souverains, des indemnités qui consistaient, partie en cessions de territoires, partie en paiemens de sommes d'argent.

Ces cessions apportèrent quelques changemens aux frontières de la France, du côté de la Belgique, du Rhin et du territoire de Genève ;

sans être considérables en étendue, elles avaient de l'importance à cause des localités. Quant aux indemnités en argent, la France s'obligeait à payer aux alliés sept-cents millions, qui devaient être partagés entre eux et acquittés en cinq ans. Jusqu'à l'entier payement de cette somme, cent-cinquante mille hommes de troupes alliées devaient rester en France à la charge de cette puissance, et occuper les places fortes de Condé, Valenciennes, Bouchain, Cambrai, le Quesnoy, Maubenge, Landrecies, Avesnes, Rocroy, Givet avec Charlemont, Mézières, Sédan, Montmédie, Thionville, Longwi, Bitche et la tête de Pont du Fort-Louis. Tel fut l'état d'humiliation où la France se trouva réduite, après avoir remporté sur les diverses puissances de l'Europe tant de victoires, dont elle avait joui avec si peu de modération. Le premier moment de ces sacrifices fut douloureux; mais par une impérieuse nécessité, la France fut forcée de s'y soumettre : elle avait besoin de la paix et elle crut devoir l'acheter, quelque prix qu'elle dût lui coûter.

Le roi de Saxe fait cession d'une partie de ses états au roi de Prusse.

Tel fut l'arrangement, concerté par le congrès des puissances alliées; et on peut y ajouter le traité par lequel le roi de Saxe fut obligé de se résigner à se voir privé d'une partie du territoire de ses états, qui lui furent enlevés pour former une indemnité en faveur du roi de Prusse. Les nouveaux titres, pris par ce dernier prince, indiquent assez les cessions que fut contraint de faire le roi de Saxe : ces titres sont ceux de duc de Saxe, landgrave de Thuringe, marcgrave des deux Lusaces et comte d'Henneberg. Le monarque dépouillé prit congé de ses anciens sujets dont il se séparait; dans une adresse où il s'excusait sur ces cessions, comme ayant été la seule condition à laquelle il lui avait été possible d'obtenir la conservation de ses états héréditaires; le passage suivant touchera sans doute tout homme doué de sensibilité : « Tous mes » efforts, dit-il, pour éviter un si » pénible sacrifice ont été vains! je » dois me séparer de vous! Et ces » liens que votre fidélité et votre at- » tachement à ma personne m'avaient

» rendu si chers, ces lieux qui, pen- » dant des siècles, ont fait le bon- » heur de ma maison et de vos an- » cêtres, doivent être rompus! » Tel fut le sort d'un souverain qui eut le malheur de se trouver le dernier de tous ceux, qui soutinrent la cause de Napoléon.

D'un autre côté l'empereur Alexandre annonça, qu'en vertu d'une résolution du congrès des puissances alliées, il prenait le titre de roi de Pologne; plus de la moitié du duché de Varsovie fut remise à l'empire de la Russie, mais en conservant sa constitution particulière. L'empereur de Russie déclare roi de Pologne.

En Allemagne, il fut signé un acte solennel de confédération entre les princes souverains et les villes libres: au nombre des premiers étaient compris l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, pour celles de leurs possessions qui précédemment appartenaient à l'empire Germanique, ainsi que le roi de Dannemarck pour le Holstein, et le roi des Pays-Bas pour le duché de Luxembourg. D'après cet acte, les affaires de la confédération sont gérées par une as- Confédération Germanique.

semblée générale, ou diète, composée des plénipotentiaires de tous les états, laquelle siége à Francfort-sur-le-Mein. Les membres de cette confédération doivent non-seulement prêter leur assistance pour la défense de l'Allemagne, mais encore pour celle de chaque état en particulier contre toute attaque; et se garantir reciproquement l'intégrité de leur territoire, compris dans la confédération; n'accéder à aucun traité hostile contre cette même confédération et ne pas faire la guerre l'un contre l'autre, sans soumettre leurs différends à la décision de la diète générale. D'après la teneur des articles de cet acte, la paix de l'Allemagne est assurée, si la confédération reste fermement unie, et alors nous ne verrons plus renouveler les guerres dont elle a été si souvent le théâtre sanglant.

Tels sont les changemens politiques, opérés à la suite d'une guerre mémorable, à laquelle prirent une part active toutes les puissances de l'Europe, et qui fut heureusement terminée par le traité qu'elles signèrent

à Paris, le 20 novembre 1815. Puisse la paix générale, produite par ce traité, être de longue durée! plusieurs raisons doivent peut-être faire espérer une tranquillité permanente : ce sont premièrement l'impossibilité où a été réduite la France, de reprendre ses projets ambitieux et de troubler de nouveau les états pour les soumettre à la plus humiliante dépendance : ensuite l'union des souverains, ligués pour comprimer celui des potentats qui voudrait s'aggrandir par la violence et l'injustice : enfin le poids d'une guerre longue et désastreuse qui a considérablement affaibli les puissances belligérantes, pour lesquelles le repos est d'une absolue nécessité, afin de pouvoir reprendre leur première vigueur, et recouvrer leur ancienne prospérité.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

(N.° I, page 346.)

NOUS CHARLES-PHILIPPE DE FRANCE, *fils de France*, MONSIEUR, *Comte d'Artois*, *Lieutenant-général du royaume*, *etc.*, *etc.*, *à tous les Français*, SALUT.

» FRANÇAIS! le jour de votre délivrance approche. Le frère de votre roi est arrivé parmi vous. C'est au milieu de la France qu'il veut relever l'antique bannière des lys, et vous annoncer le retour du bonheur et de la paix, sous un règne protecteur des lois et de la liberté publique.

» Plus de tyran, plus de guerre, plus de conscription, plus de droits réunis. Qu'à la voix de votre souverain, de votre père, vos malheurs soient effacés par l'espérance, vos erreurs par l'oubli, vos dissensions par l'union dont il veut être le gage.

» Les promesses qu'il vous renouvelle solennellement aujourd'hui, il brûle de les accomplir, et de signaler par son amour et ses bienfaits le moment fortuné qui, en lui ramenant ses sujets, va le rendre à ses enfans.

» *Signé*, CHARLES-PHILIPPE ».

(N.° II; page 394.)

Louis XVIII *aux Français*.

« Le moment est enfin arrivé où la divine Providence semble prête à briser l'instrument de sa colère. L'usurpateur du trône de Saint-Louis, le dévastateur de l'Europe éprouve à son tour des revers. Ne feront-ils qu'aggraver les maux de la France, et n'osera-t-elle renverser un pouvoir odieux que ne protégent plus les prestiges de la Victoire? Quelles préventions ou quelles craintes pourraient aujourd'hui l'empêcher de se jeter dans les bras de son roi, et de le reconnaître dans le rétablissement de sa légitime autorité, le seul gage de l'union, de la paix et du bonheur que ses promesses ont tant de fois garantis à ses sujets opprimés?

» Ne voulant, ne pouvant tenir que de leurs efforts le trône que ses droits et leur amour peuvent seuls affermir, quels vœux seraient contraires à ceux qu'il ne cesse de former? Quel doute pourrait-on élever sur ses intentions paternelles?

» Le roi a dit dans ses déclarations précédentes, et il réitère l'assurance que les corps administratifs et judiciaires seront maintenus dans la plénitude de leurs attributions; qu'il conservera leurs places à ceux qui en sont pourvus, et qui lui prêteront serment de fidélité; que les tribunaux dépositaires des lois, s'interdiront toutes poursuites relatives à ces temps

malheureux dont son retour aura scellé pour jamais l'oubli ; qu'enfin le code, souillé du nom de Napoléon, mais qui ne renferme en grande partie que les anciennes ordonnances et coutumes du royaume, restera en vigueur, si l'on n'en excepte les dispositions contraires aux dogmes religieux, assujétis long-temps, ainsi que la liberté du peuple, aux caprices du tyran.

» Le Sénat, où siégent des hommes que leurs talens distinguent à si juste titre, et que tant de services peuvent illustrer aux yeux de la France et de la postérité, ce corps dont l'utilité et l'importance ne seront bien reconnues qu'après la restauration, peut-il manquer d'apercevoir la destinée glorieuse qui l'appelle à être le premier instrument du grand bienfait qui deviendra la plus solide comme la plus honorable garantie de son existence et de ses prérogatives ?

A l'égard des propriétés, le Roi, qui a déjà annoncé l'intention d'employer les moyens les plus propres à concilier les droits et les intérêts de tous, voit les nombreuses transactions qui ont eu lieu entre les anciens et les nouveaux propriétaires, rendre ce soin presque superflu. Il s'engage maintenant à interdire aux tribunaux toutes procédures contraires auxdites transactions, à encourager les arrangemens volontaires, et à donner lui-même, ainsi que sa famille, l'exemple de tous les sacrifices qui pourront contribuer au repos de la France, et à l'union sincère des Français.

» Le roi a garanti à l'armée la conservation des grades, emplois, solde et appointemens dont elle jouit à présent; il promet aussi aux généraux, officiers et soldats qui se signaleront en faveur de sa cause, inséparable des intérêts du peuple français, des récompenses plus réelles, des distinctions plus honorables que celles qu'ils ont pu recevoir d'un usurpateur toujours prêt à méconnaître, ou même à redouter leurs services. Le roi prend de nouveau l'engagement d'abolir cette conscription funeste qui détruit le bonheur des familles et l'espérance de la patrie.

» Telles ont toujours été, telles sont encore les intentions du Roi. Son rétablissement sur le trône de ses ancêtres ne sera, pour la France que l'heureuse transition des calamités d'une guerre que perpétue la tyrannie, aux bienfaits d'une paix solide, dont les puissances étrangères ne peuvent trouver la garantie que dans la parole du souverain légitime.

« *Signé* **LOUIS** ».

Hartwel, comté de Buckingham, le 1.er janvier 1814.

(N.º III, page 394.)

« HABITANS DE PARIS,

» Vos magistrats seraient traîtres envers vous et la patrie, si, par de viles considérations personnelles, ils comprimaient plus long-temps la voix de leur conscience.

» Elle leur crie que vous devez tous les maux qui vous accablent à un seul homme.

» C'est lui qui, chaque année, par la conscription, décima nos familles. Qui de nous n'a perdu un fils, un frère, des parens, des amis? Pour qui tous ces braves sont-ils morts? Pour lui seul, et non pour le pays. Pour quelle cause? Ils ont été immolés, uniquement immolés à la démence de laisser après lui le souvenir du plus épouvantable oppresseur qui ait pesé sur l'espèce humaine.

» C'est lui qui, au lieu de quatre cents millions que la France payait sous nos bons et anciens Rois pour être libre, heureuse et tranquille, nous a surchargés de plus de quinze cents millions d'impôts, auxquels il menaçait d'ajouter encore.

» C'est lui qui nous a fermé les mers des deux Mondes, qui a tari toutes les ressources de l'industrie nationale, arraché à nos champs les cultivateurs, les ouvriers à nos manufactures.

» A lui nous devons la haine de tous les peuples, sans l'avoir méritée, puisque, comme eux, nous fûmes les malheureuses victimes, bien plus que les tristes instrumens de sa rage.

» N'est-ce pas lui, aussi, qui, violant ce que les hommes ont de plus sacré, a retenu captif le vénérable chef de la religion, a privé de ses Etats, par une détestable perfidie, un roi, son allié, et livré à la dévastation la nation espagnole, notre antique et toujours fidèle amie?

» N'est-ce pas lui encore qui, ennemi de ses propres sujets long-temps trompés par lui, après avoir tout-à-l'heure refusé une paix honorable, dans laquelle notre malheureux pays, du moins, eût pu respirer, a fini par donner l'ordre parricide d'exposer inutilement la garde nationale pour la défense impossible de la capitale, sur laquelle il appelait ainsi toutes les vengeances de l'ennemi?

» N'est-ce pas lui enfin qui, redoutant par dessus tout la vérité, a chassé outrageusement, à la face de l'Europe, nos législateurs, parce qu'une fois ils ont tenté de la lui dire avec autant de ménagement que de dignité?

» Qu'importe qu'il n'ait sacrifié qu'un petit nombre de personnes à ses haines ou bien à ses vengeances particulières, s'il a sacrifié la France? que disons-nous? toute l'Europe, à son ambition sans mesure?

» Ambition ou vengeance, la cause n'est rien. Quelle que soit cette cause, voyez l'effet; voyez ce vaste continent de l'Europe partout couvert des ossemens confondus des Français et des peuples qui n'avaient rien à se demander les uns aux autres, qui ne se haissaient pas, que des distances affranchissaient des querelles, et qu'il n'a précipités dans la guerre que pour remplir la terre du bruit de son nom.

» Que nous parle-t-on de ses victoires passées? Quel bien nous ont-elles fait ces funestes victoires? La haine des peuples, les larmes de nos familles, le célibat for-

ment du cœur et de la conscience, nous les acceptons. L'histoire et la reconnaissance des Français recueilleront nos noms. Elles les légueront à l'estime de la postérité.

» En conséquence,

» Le conseil-général du département de la Seine, conseil municipal de Paris, spontanément réuni,

» Déclare à l'unanimité de ses membres présens :

» Qu'il renonce formellement à toute obéissance envers Napoléon Bonaparte ;

» Exprime le vœu le plus ardent pour que le gouvernement monarchique soit rétabli dans la personne de Louis XVIII et de ses successeurs légitimes :

» Arrête que la présente déclaration et la proclamation qui l'explique, seront imprimées, distribuées et affichées à Paris, notifiées à toutes les autorités restées à Paris et dans le département, et envoyées à tous les conseils généraux de département.

» Fait en conseil général à Paris, en l'Hôtel-de-ville, le 1.er avril 1814.

» Signé, *Badenier, Barthelemy Bellart, Bonhomet, Boscheron, Delaitre, Gauthier, d'Harcour, de Lamoignon, Lebeau*, président ; *Montamant*, Secrétaire ; *Pérignon et Vial.*

(N.° IV, page 396.)

Traité entre l'empereur Napoléon Bonaparte et LL. MM. II. et RR. les empereurs de Russie et d'Autriche, et le roi de Prusse.

» ART. 1.er S. M. l'empereur Napoléon renonce pour lui et ses successeurs et descendans, ainsi que pour chacun des membres de sa famille, à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'empire français et le royaume d'Italie que sur tout autre pays.

» LL. MM. l'empereur Napoléon et l'impératrice Marie-Louise conservent ces titres et qualités pour en jouir leur vie durant ; la mère, frères, sœurs, neveux et nièces de l'empereur conserveront également, partout où ils se trouveront, le titre de princes de sa famille.

» 3. L'île d'Elbe, adoptée par l'empereur Napoléon pour le lieu de son séjour, formera, sa vie durant, une principauté séparée, qui sera possédée par lui en toute souveraineté et propriété. Il sera donné en outre, en toute propriété, à l'empereur Napoléon, un revenu annuel de deux millions de francs en rente sur le grand livre de France, dont un million réversible à l'impératrice.

» 4. Toutes les puissances s'engagent à employer leurs bons offices pour faire respecter par les Barbaresques le pavillon et le territoire de l'île d'Elbe, et pour que

dans ses rapports avec les Barbaresques, elle soit assimilée à la France.

» 5. Les duchés de Parme, Plaisance et Guastalla seront donnés, en toute propriété et souveraineté, à S. M. l'impératrice Marie-Louise; ils passeront à son fils et à sa descendance en ligne directe. Le prince son fils prendra dès ce moment le nom de prince de Parme, Plaisance et Guastalla.

» 6. Il sera réservé dans les pays, auxquels l'empereur Napoléon renonce pour lui et sa famille, des domaines, ou donné des rentes sur le grand livre de France, produisant un revenu annuel net, et déduction faite de toute charge, de 2,500,000 fr. Ces domaines ou rentes appartiendront en toute propriété, et pour en disposer comme bon leur semblera, aux princes et princesses de sa famille, et seront répartis entre eux dans la proportion suivante, savoir: A madame Mère, 300,000 fr. — Au roi Joseph et à la reine, 500,000 fr. — Au roi Louis, 200,000 fr. — A la reine Hortense et à son enfant, 400,000 fr. — Au roi Jérôme et à la reine, 500,000 fr. — A la princesse Elisa, 300,000 fr. — A la princesse Pauline, 300,000 fr. Les princes et les princesses de la famille de l'empereur conserveront en outre tous les biens, meubles et immeubles, de quelque nature que ce soit, qu'ils possèdent à titre particulier, et notamment les rentes dont ils jouissent également comme particuliers sur le grand livre de France ou le Mont Napoléon de Milan.

» 7. Le traitement annuel de l'impératrice Joséphine sera réduit à un million en domaines ou en inscriptions sur le grand-livre de France. Elle continuera à jouir, en toute propriété, de ses biens meubles et immeubles particuliers, et pourra en jouir conformément aux lois françaises.

» 8. Il sera donné au prince Eugène, vice-roi d'Italie, un établissement convenable hors de France.

» 9. Les propriétés que S. M. l'empereur Napoléon possède en France, soit comme domaine extraordinaire, soit comme domaine privé, resteront à la couronne. Sur les fonds placés par l'empereur, soit sur le grand-livre de France, soit à la banque de France, en actions des forêts, ou de toute autre manière, et que S. M. abandonne à la couronne, seront réservés comme un capital qui n'excédera pas deux millions, pour être employés en gratifications aux personnes dont les noms seront portés sur une liste signée par l'empereur Napoléon, et qui sera transmise au gouvernement français.

» 10. Tous les diamans de la couronne resteront en France.

» 11. S. M. l'empereur Napoléon remettra, au trésor public et aux autres caisses, toutes les sommes qui auront été prises par ses ordres, à l'exception de ce qui a été approprié à la liste civile.

» 12. Les dettes de la maison de S. M. l'empereur Napoléon, telles qu'elles existaient le jour de la signature du présent

traité, seront payées sur l'arriéré dû par le trésor public à la liste civile, d'après l'état qui sera signé par une commission nommée à cet effet.

» 13. Les obligations du Mont-Napoléon (Mont-de-Piété) de Milan, envers les créanciers français ou étrangers, seront acquittées, à moins qu'il n'en soit autrement convenu par la suite.

» 14. Tous les passe-ports nécessaires seront délivrés pour laisser passer librement S. M. l'empereur Napoléon, l'impératrice, les princes, les princesses, et toutes les personnes de leur suite qui voudraient les accompagner ou s'établir hors de France, ainsi que les équipages, chevaux et effets qui leur appartiennent: les puissances donneront en conséquence des officiers et des hommes d'escorte.

» 15. La garde impériale française fournira un détachement de douze à quinze cents hommes de toutes armes, pour servir d'escorte jusqu'à Saint-Tropez, lieu de l'embarquement.

» 16. Il sera fourni une corvette armée et les bâtimens nécessaires pour conduire au lieu de sa destination, S. M. l'empereur Napoléon, ainsi que sa maison; la corvette demeurera en toute propriété à S. M.

» 17. S. M. l'empereur emmènera avec lui et conservera pour sa garde, quatre cents hommes de bonne volonté, tant officiers que sous-officiers et soldats.

» 18. Tous les Français qui auront suivi S. M. l'empereur Napoléon ou sa famille, seront tenus, s'ils ne veulent pas

perdre leur qualité de Français, de rentrer en France dans le terme de trois ans, à moins qu'ils ne soient compris dans les emplois que le gouvernement français se réserve d'accorder après l'expiration de ce terme.

» 19. Les troupes polonaises de toutes armes, qui sont au service de France, auront la liberté de retourner chez elles, en conservant armes et bagages, comme un témoignage de leurs services honorables; les officiers, sous-officiers et soldats, conserveront les décorations qui leur auront été accordées, et les pensions affectées à ces décorations.

» 20. Les hautes puissances alliées garantissent l'exécution du présent traité, et s'engagent à obtenir qu'il soit accepté et garanti par la France.

» 21. Le présent acte sera ratifié, et les ratifications échangées à Paris, dans deux jours.

» Fait à Paris, le 11 avril 1814.

» Signé, *Metternich*, *cap.*, *Stadion*, *Rasoumouski*, *Nesselrode*, *Castlereagh*, *A. Hardemberg*, *Ney* et *Caulaincourt* ».

TABLE CHRONOLOGIQUE

De quelques faits principaux de l'histoire moderne, depuis le 15.e siècle jusqu'au traité de Paris, du 20 novembre, en 1815.

Jean Huss, disciple de Wiclef, s'érige 1400.
en réformateur en Bohême.

Concile de Pise; trois papes: Benoît 1409.
XIII et Grégoire XII sont déposés.

Concile de Constance, convoqué 1414.
pour l'extinction du grand schisme d'Occident et la limitation du pouvoir sacerdotal.

Bataille d'Azincourt gagnée contre 1415.
les Français, par Henri V, roi d'Angleterre. Ce qu'il périt de noblesse française ne peut se nombrer; on compte à la tête six princes du sang.

Jean Huss est brûlé à Constance.

Le concile de Constance met fin au 1417.
grand schisme d'Occident qui avait commencé en 1378. Il condamne les hérésies de Wiclef, de Jean Huss et de Jérôme de Prague.

Traité de paix signé à Troyes, en 1420.
Champagne, par lequel il fut dit que Catherine de France épouserait Henri V, roi d'Angleterre; à qui la couronne passerait après la mort de Charles VI, qui la possédait.

1429. Siége d'Orléans par les Anglais; Jeanne d'Arc se présente, et le siége est levé. C'est le premier échec que les Anglais éprouvent en France.

1436. On rapporte à cette année l'invention des caractères mobiles d'imprimerie, à Strasbourg, par Jean Guttenberg, de Mayence.

1453. Les Anglais sont chassés de toute la France, à l'exception de Calais.

La prise de Constantinople, par Mahomet III, empereur Ottoman, met fin à l'empire grec ou d'Orient, qui avait duré onze cents vingt-trois ans.

1464. Premier établissement des postes et courriers, par Louis XI, roi de France.

1476. Bataille de Granson et de Morat, où Charles, duc de Bourgogne, est battu par les Suisses.

1477. Il est tué au siége de Nancy; Marie, sa fille et héritière, épouse Maximilien d'Autriche; origine de la rivalité entre la France et l'Autriche.

1578. L'Inquisition est introduite en Espagne par Ferdinand-le-Catholique.

1498. Christophe Colomb, génois, au service d'Espagne, découvre la Terre-Ferme d'Amérique.

1508. Ligue de Cambray contre les Vénitiens.

1513. La Suisse se forme en treize cantons; le système fédératif helvétique est consolidé.

Martin Luther s'érige en réformateur, à l'occasion des indulgences que le pape Léon X fit prêcher en Allemagne pour s'opposer à Selim I.er, empereur Ottoman, dont les conquêtes en Egypte faisaient craindre qu'il ne vînt fondre sur la chrétienté. 1517.

Magellan, au service d'Espagne, découvre le premier le détroit, qui porta ensuite son nom dans l'Amérique Méridionale. 1519.

Bataille de Pavie, où François I.er, roi de France, est fait prisonnier, et transféré en Espagne. 1525.

Le Luthéranisme s'introduit en Suède et en Danemarck. 1527.

Le nom de *Protestant* est donné aux Luthériens, parce qu'ils protestèrent contre l'Eglise de Rome, à la diète de Spire. 1529.

La réformation a lieu en Angleterre, à cause du divorce que fit Henri VIII avec Catherine d'Aragon, pour épouser Anne de Boulen. 1534.

L'ordre des Jésuites est confirmé par le pape Paul III. 1540.

Ouverture du concile de Trente, qui dure dix-huit ans. 1545.

Prise de Calais sur les Anglais par le duc de Guise. 1558.

Conspiration d'Amboise contre les Guises; commencement des troubles de religion en France. 1560.

1566. Commencement des troubles dans les Pays-Bas.

1572. Massacre des Protestans, le jour de la Saint-Barthelemy, 24 août, sous Charles IX.

1576. Origine de la ligue en France.

1579. Traité d'union d'Utrecht. Base du système fédératif des Provinces-Unies des Pays Bas.

1584. Guillaume I.er, prince d'Orange, stathouder des Provinces-Unies, est assassiné.

1587. Marie Stuart, reine d'Ecosse, est décapitée, par ordre d'Elisabeth, reine d'Angleterre, après dix-huit ans d'emprisonnement.

1589. Henri III, roi de France, est assassiné par Jacques-Clément. En lui s'éteint la branche des Valois.

1598. Édit de Nantes, par lequel les Protestans obtiennent le libre exercice de leur culte.

1610. Expulsion des Maures de l'Espagne. Henri IV est assassiné par Ravaillac.

1618. Troubles de Bohème; commencement de la guerre de trente ans.

1621. Guerre de religion en France; elle dure neuf ans.

1628. Prise de La Rochelle par le cardinal de Richelieu.

1631. Bataille de Lutzen, dans laquelle Gustave-Adolphe, roi de Suède, est tué.

Fondation de l'Académie française. 1640.

Révolution du Portugal, qui secoue la domination espagnole ; Jean IV de la maison de Bragance, est roi de Portugal. 1648.

Paix particulière signée le 30 janvier à Munster, entre les confédérés des Pays-Bas et les Espagnols; la souveraineté des Provinces-Unies est reconnue.

Paix de Westphalie, signée le 24 octobre à Munster et à Osnabruck : affermissement de la liberté germanique et du système d'équilibre constitutionnel ; l'indépendance des Suisses est reconnue par l'empire ; cession de l'Alsace et de la souveraineté des trois Evêchés de Lorraine à la France; cession d'une partie de la Poméranie, de l'île de Rugen, de Wismar, Brême et Verdun à la Suède.

Charles, roi de la Grande-Bretagne, est décapité : abolition de la royauté en Angleterre. 1649.

Protectorat d'Olivier Cromwell. 1653.

Traité de La Haye entre la France, l'Angleterre et la Hollande, pour le maintien de l'équilibre du Nord. 1659.

Paix des Pyrénées entre la France et l'Espagne : cession de l'Artois et du Roussillon, d'une partie de la Flandre, du Hainaut et du Luxembourg à la France.

Rappel des Stuarts en Angleterre : Charles II proclamé roi à Londres. 1660.

Révolution du Danemarck : la suc-

cession héréditaire et le pouvoir absolu déférés au roi Frédéric III.

1663. Fondation de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres de Paris.

1666. Fondation de l'Académie des Sciences de Paris.

1667. Paix de Bréda, entre l'Angleterre et la Hollande.

Détrônement d'Alphonse VI, roi de Portugal : dom Pèdre II, son frère, devient régent.

Suppression du stathoudérat, par le parti républicain, en Hollande.

1668. Traité d'Aix la-Chapelle : cession de Lille, Douai, etc., à la France.

1672. Le stathoudérat est rétabli en faveur de Guillaume III, prince d'Orange.

1678. Paix de Nimègue.

1685. Révocation de l'édit de Nantes, donné par Henri IV, et confirmé par Louis XIII.

1686. Ligue d'Ausbourg opposée à Louis XIV : elle était entre l'empereur, le roi d'Espagne, la république des Provinces-Unies, la Suède, l'électeur palatin, la Bavière et le duc de Savoie.

1688. Révolution d'Angleterre ; fuite de Jacques II ; expulsion des Stuarts.

1689. Guillaume III, prince d'Orange, et Marie, son épouse, fille de Jacques II, sont proclamés roi et reine de la Grande-Bretagne.

Paix de Byswick. 1697.

Philippe V d'Anjou est proclamé roi d'Espagne : avènement de la maison de Bourbon au trône d'Espagne.

Frédéric, électeur de Brandebourg, prend le titre de roi de Prusse, sous le nom de Frédéric I.er 1700.

Guerre pour la succession d'Espagne. 1701.

Mort de Guillaume III, roi de la Grande-Bretagne et Stathouder des Provinces-Unies. 1702.

Fondation de la ville de Saint-Pétersbourg. Les Russes s'ouvrent la mer Baltique. 1703.

Prise de Gibraltar par les Anglais. 1704.

Bataille d'Hochstett. Mallborough et le prince Eugène.

Bataille de Turin. 1706.

Union de l'Angleterre et de l'Écosse en un seul et même parlement. 1707.

Changement de ministère en Angleterre : les Wighs sont remplacés par les Torys. 1710.

11 *avril*. Paix d'Utrecht entre la France, l'Espagne et la plupart des alliés : l'Espagne et la France ne seront jamais réunies. Les Pays-Bas sont érigés en Barrière, et conférés à l'empereur avec les royaumes de Naples et de Sardaigne, le duché de Milan et les ports 1713.

de Toscane ; la Sicile est cédée à Victor-Amédée II, duc de Savoye ; Gibraltar et Port-Mahon sont réservés à l'Angleterre.

19 *avril*. Pragmatique sanction de l'empereur Charles VI, touchant la succession de la maison d'Autriche.

12 *mai*. Nouvel ordre de succession établi dans les Cortès d'Espagne.

13 *juillet*. Paix d'Utrecht entre l'Espagne et l'Angleterre.

13 *août*. Paix d'Utrecht entre l'Espagne et la Savoye.

1714. 26 *juin*. Paix d'Utrecht entre l'Espagne et les Provinces-Unies.

Mort d'Anne, reine d'Angleterre. George I, électeur de Hanovre, monte sur le trône de la Grande-Bretagne : avénement de la maison de Hanovre.

1715. 6 *février*. Paix d'Utrecht entre l'Espagne et le Portugal.

Mort de Louis XIV : Louis XV lui succède.

Traité de Barrière entre l'empereur et les Provinces-Unies.

1717. Triple alliance de La Haye entre la France, l'Angleterre et les Provinces-Unies contre l'Espagne.

1718. Quadruple alliance de Londres pour la paix entre l'Empereur, le roi d'Espagne et le duc de Savoye : la Suisse est donnée à l'empereur, et la Sardai-

gne au duc de Savoye; l'expectative du grand-duché de Toscane et des duchés de Parme et de Plaisance est assurée à don Carlos, infant d'Espagne.

Charles XII, roi de Suède, tué au siége de Fiedrichshall. 1719.

Ulrique-Eléonore, sœur de Charles XII, élue reine de Suède. Révolution dans le Gouvernement suédois; nouvelle limitation du pouvoir royal.

Pierre, dit le grand, prend le titre d'empereur de Russie. 1721.

Catherine I.re succède à Pierre-le-Grand, son époux. 1725.

Charles-Emmanuel III est roi de Sardaigne, après l'abdication de Victor-Amédée II. 1730.

Mort d'Auguste II, roi de Pologne. 1733.

Stanislas Lesezinski est élu son successeur.

Alliance entre la France, l'Espagne et le roi de Sardaigne en faveur de Stanislas, beau-père de Louis XV.

Auguste III, électeur de Saxe, est élu roi de Pologne par la protection de la Russie.

Paix de Vienne entre la France et l'Empereur : cession de la Lorraine à la France; du royaume des Deux-Siciles à don Carlos; du grand duché de Toscane au duc de Lorraine; de Parme et de Plaisance à l'Empereur, etc. 1738.

1739. Paix de Belgrade entre l'Empereur, la Russie et la Turquie.

Déclaration de guerre entre la Grande-Bretagne et l'Espagne.

1740. Frédéric II, roi de Prusse.

Mort de l'empereur Charles VI, laquelle occasionne en Allemagne une guerre de plusieurs années.

Iwan VI, empereur de Russie.

1741. Alliance de la France et de l'Espagne avec l'électeur de Bavière contre Marie-Thérèse.

Révolution de Saint-Pétersbourg : l'empereur Iwan VI est détrôné; Elisabeth Petrowna est impératrice de Russie.

1742. L'électeur de Bavière est élu empereur d'Allemagne, sous le nom de Charles VII.

1745. Bataille de Fontenoy.

Expédition du prince Edouard en Ecosse.

François I, élu empereur d'Allemagne : avénement de la maison de Lorraine-Autriche au trône de l'empire.

1747. Rétablissement du Stathoudérat, aboli depuis la mort de Guillaume III.

1748. Paix générale et définitive d'Aix-la-Chapelle.

1755. Guerre entre la France et l'Angleterre.

1757. Bataille de Rosbach gagnée par le roi de Prusse.

1761. Pacte de famille entre les différentes

branches de la maison de Bourbon. 1763.

Paix de Paris et de Londres entre la France, l'Espagne, le Portugal et l'Angleterre; cession à cette dernière puissance du Canada par la France, et de la Floride par l'Espagne.

Paix d'Hubertsbourg entre Marie-Thérèse, le roi de Prusse et l'électeur de Saxe.

Troubles des dissidens de Pologne. 1766.

Traité de Varsovie, entre la Russie et la Pologne, sur l'affaire des dissidens et la constitution; confédération de Bar. 1768.

Cession de l'île de Corse à la France.

Guerre entre la Russie et la Turquie.

Premier traité de partage de la Pologne, entre la Russie, la Prusse et l'Autriche. 1772.

Révolution en Suède, où une nouvelle forme de gouvernement est établie avec extension du pouvoir royal.

Congrès de Foksany et de Bucharest entre les Russes et les Turcs.

Suppression de l'ordre des Jésuites, par le pape Clément XIV. 1773.

Paix de Kaynardgi entre les Russes et les Turcs: les tartares de la Crimée et du Cuban sont déclarés indépendans de la Porte-Ottomane; Asof, Kertsch, Jenikalé, Kinburn, et le pays entre l'embouchure du Bog et du Dniéper, sont cédés à la Russie. 1774.

1775. Mort de Louis XV.

Commencement des hostilités entre la Grande-Bretagne et les Colonies anglaises de l'Amérique septentrionale.

Destruction de la république des Cosaques Zaporogues.

1776. Code de lois publié par Catherine II, impératrice de Russie.

Les Colonies anglaises de l'Amérique septentrionale déclarent leur indépendance.

1778. Guerre, pour la succession de Bavière, entre l'Autriche et la Prusse.

Traité d'alliance et de commerce entre la France et les États-Unis de l'Amérique.

1779. Paix de Teschen entre l'Autriche et la Prusse.

1780. Mort de Marie-Thérèse : Joseph II, son fils, roi de Hongrie et de Bohême.

1783. Les traités de paix, de Paris et de Versailles, mettent fin à la guerre d'Amérique.

1784. Traité, signé à Constantinople entre la Russie et la Turquie, lequel confirme à la première de ces puissances la cession de la Crimée.

1785. Confédération germanique, signée à Berlin, contre le projet d'échange de la Bavière.

Troubles de la Hollande.

Paix de Fontainebleau, qui termine

les différends élevés entre l'empereur Joseph II et les Provinces-Unies, relativement à l'ouverture de l'Escaut.

Mort de Frédéric II. 1786.

La Turquie déclare la guerre à la 1787.
Russie.

Entrée des Prussiens en Hollande; rétablissement du Stathouder.

Alliance défensive entre les Provinces-Unies, l'Angleterre et la Prusse.

Ouverture des États-Généraux de 1789.
France à Versailles, le 5 mai, et formation de l'assemblée nationale, le 17 juin.

Troubles à Paris : prise de la Bastille.

Insurrection des Pays-Bas autrichiens.

Mort de l'empereur Joseph II. 1790.

Fin des troubles en Belgique.

Nouvelle constitution de la Pologne. 1791.

Fuite de Louis XVI.

Acceptation de la constitution par Louis XVI.

Paix de Jassy entre la Russie et la 1792.
Porte.

Assassinat de Gustave III, roi de Suède.

La France déclare la guerre à l'Autriche.

Confédération de Targowice, opposée à la nouvelle constitution des Polonais, sous la protection de la Russie.

Ouverture de la convention nationale

de France; abolition de la royauté; proclamation de la république française.

1793. Exécution à mort de Louis XVI.

Coalition contre la France.

Deuxième démembrement de la Pologne, de la part de la Russie et de la Prusse.

Exécution à mort de Marie-Antoinette, reine de France.

Guerre de la Vendée.

1794. Insurrection de Pologne: les insurgés sont défaits, et leur général, Kosciuszko, tombe au pouvoir des Russes.

1795. Troisième et dernier démembrement de la Pologne entre la Russie, l'Autriche et la Prusse.

Traité de paix de Bâle entre la république française et le roi de Prusse.

Les Français se rendent maîtres des Provinces-Unies des Pays-Bas.

Nouvelle constitution française. *Directoire exécutif.*

1796. Stanislas, dernier roi de Pologne, résigne la couronne.

Napoléon Bonaparte est chargé du commandement en chef de l'armée d'Italie.

Les Français battent les Autrichiens à Lodi.

L'armée française commandée par le général Jourdan, est complétement défaite par l'archiduc Charles: par suite de cette déroute, le général Mo-

reau est obligé d'effectuer sa retraite.

L'Espagne déclare la guerre à l'Angleterre.

Lord Malmesbury, chargé par le cabinet de Londres de conférer avec le gouvernement français, ne peut réussir dans ses négociations.

Bataille d'Arcole.

Mort de Catherine II, impératrice de Russie. Paul I.er lui succède.

Le gouvernement fançais tente infructueusement une expédition contre l'Irlande.

Le pape voyant ses États envahis, 1797.
signe avec la république française un traité de paix, par lequel il céde Avignon et autres parties de territoire.

Préliminaires de paix, signés à Léoben.

Les Français se rendent maîtres de Venise.

Traité de paix de Campo - Formio, entre la France et l'Autriche.

Une armée française, commandée par 1798.
Berthier, entre dans Rome, où s'opère une révolution. Le pape est déchu de sa puissance temporelle, et la république romaine est proclamée.

Une flotte française, sous les ordres de Bonaparte, sort de Toulon pour une expédition en Egypte.

Malthe se rend à l'armée navale de Bonaparte.

Prise d'Alexandrie, de Rosette et du Caire, en Egypte.

Combat d'Aboukir.

Insurrection des *Irlandais-Unis*; débarquement des Français en Irlande.

1799 Les Français s'emparent de Naples, y opèrent une révolution et proclament la république parthénopéenne.

Bonaparte se porte sur la Syrie.

Les Autrichiens repoussent de l'Allemagne les troupes françaises.

En Italie les Russes, commandés par Suwarow, se joignent aux Autrichiens.

Les Français sont battus à Cassano par les alliés, qui reprennent Milan, Turin, Mantoue, etc.

Les plénipotentiaires français au congrès de Rastadt, sont assassinés à leur départ de cette ville.

L'empereur de Russie abandonne l'Autriche et rappèle ses troupes, au moment où les armées russes et autrichiennes menaçaient la France d'une invasion.

Descente des Anglais en Hollande.

Les Anglais s'emparent de Seringapatnam, capitale du Mysore et détruisent la puissance de Tipoo-Saïb dans les Indes.

Bonaparte lève le siège de Saint-Jean d'Acre.

Il quitte l'Egypte pour retourner en France.

Révolution dans le gouvernement français.

L'armée française passe de nouveau le Rhin, sous les ordres du général Moreau. 1800.

Bataille de Marengo.

Le général Kléber est assassiné en Egypte.

Les préliminaires de paix signés à Paris, entre la France et l'Autriche, ne sont pas ratifiés par cette dernière puissance.

L'île de Malthe tombe au pouvoir des Anglais.

Par la convention de Hohenlinden, un armistice est conclu entre les armées Française et Autrichienne.

Les Français prennent possession de la Toscane.

L'armistice ayant été rompu, les hostilités recommencent, et les Autrichiens sont complétement battus à Hohenlinden.

Traité de paix, signé à Lunéville, entre la France, l'Autriche et l'Empire. 1801.

Mort tragique de Paul I, empereur de Russie. Alexandre lui succède.

Les Anglais détruisent la flotte danoise devant Copenhague.

Concordat entre la France et le pape.

Les Français évacuent l'Egypte.

Des préliminaires de paix sont signés

à Londres entre la France et l'Angleterre.

Les Nègres se révoltent à Saint-Domingue, sous Toussaint-Louverture.

1802. Bonaparte, premier consul, est nommé président de la république *italienne*, précédemment *cisalpine*.

Traité de paix, signé à Amiens, entre la France, l'Espagne, la république Batave et la Grande-Bretagne.

Bonaparte organise les cultes en France.

Il est proclamé premier consul *à vie*.

1803. La paix est rompue entre la France et l'Angleterre.

Les Français entrent dans le pays de Hanovre.

1804. Conspiration contre Bonaparte.

Exécution du duc d'Enghien.

Bonaparte est proclamé empereur des Français, sous le nom de *Napoléon*.

Le pape Pie VII se rend à Paris, pour y sacrer et couronner Napoléon.

1805. Une nouvelle coalition se forme contre la France.

Les Français passent le Danube, tournent l'armée autrichienne, et sont victorieux à Wartingen, à Gunzbourg, à Elchingen. Ils prennent par capitulation Ulm, et entrent vainqueurs dans Vienne.

Défaite de la flotte française à Trafalgar.

L'armée des Autrichiens et des Russes est entièrement défaite à Austerlitz par l'empereur Napoléon.

Traité de paix entre la France et l'Autriche.

Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg sont proclamés rois. 1806.

Les Anglais s'emparent du Cap de Bonne-Espérance.

Joachim Murat est déclaré grand-duc de Berg.

Joseph Bonaparte est déclaré roi de Naples et de Sicile, pour lui et ses descendans mâles.

La guerre est déclarée entre la Prusse et l'Angleterre.

La république Batave est changée en monarchie; et Louis Bonaparte est déclaré roi de Hollande pour lui et ses descendans mâles.

Un traité d'alliance perpétuelle est signé à Paris entre la France et plusieurs membres du corps germanique, sous la dénomination d'*Etats confédérés du Rhin*, dont l'empereur des Français est déclaré protecteur. Par suite de ce traité, François II renonce à son titre d'empereur d'Allemagne, et le corps germanique se trouve dissous.

La guerre a lieu entre la Prusse et la

France : les Prussiens sont complétement battus à Iéna, où ils éprouvent un échec considérable. De là les Français étendent leurs conquêtes sur tous les points, et s'emparent de toutes les forteresses, à l'exception de Kœnigberg, où le roi de Prusse s'est retiré avec les débris de son armée.

1807. Bataille sanglante d'Eylau, où les Russes et les Français éprouvent des pertes considérables.

Une escadre anglaise force les Dardanelles, et paraît devant Constantinople, d'où elle est obligée de se retirer.

Bataille décisive, de Friedland gagnée par l'empereur Napoléon sur les Russes et les Prussiens.

L'empereur de Russie et le roi de Prusse concluent, chacun séparément, un traité de paix avec l'empereur des Français.

Les Anglais forment le siége de Copenhague, qui capitule à la suite d'un terrible bombardement, et la flotte Danoise est remise à leur disposition.

Le prince des Asturies est accusé d'avoir formé une conspiration contre son père, Charles IV, roi d'Espagne.

La Russie déclare la guerre à l'Angleterre.

Le prince régent de Portugal s'embarque avec sa cour pour émigrer au Brésil.

Jérôme Bonaparte prend les rênes du gouvernement au royaume de Westphalie.

Le royaume d'Etrurie, formé de la Toscane, est incorporé à l'empire français, avec Parme et Plaisance.

1808. Les habitans de Madrid et d'Aranjuez se soulèvent contre Charles IV et le prince de la Paix, son ministre : le roi d'Espagne est forcé d'abdiquer la couronne en faveur de son fils, le prince des Asturies, qui prend le nom de Ferdinand VII.

Charles IV, Ferdinand VII et la famille royale sont attirés à Bayonne, où Napoléon s'était rendu. Il les contraint tous deux d'abdiquer.

Joseph Napoléon, roi de Naples, est proclamé roi d'Espagne.

Il est forcé de se retirer de Madrid, après y être resté quelques jours.

Les Anglais, qui secondent les Portugais contre les Français, repoussent à Vimeira ces derniers, qui, par une convention, signée à Cintra, évacuent le Portugal.

L'empereur de Russie et Napoléon ont une entrevue à Erfurth, en Allemagne, pour concerter des moyens de pacification.

Napoléon se rend en Espagne pour

se mettre à la tête des Français, qui rentrent dans Madrid.

1809. Siége de Saragosse par les Français, qui s'en rendent maîtres après la plus vive résistance des assiégés.

Gustave IV, roi de Suède, abdique, et Charles, duc de Sudermanie, son oncle, prend les rênes du gouvernement.

La guerre se renouvelle entre la France et l'Autriche. La campagne est désastreuse pour cette dernière puissance.

Les Anglais débarquent dans l'île de Walcheren.

Traité de paix entre l'Autriche et la France.

Bataille de Talaveyra, en Espagne, entre les Français et l'armée alliée des Espagnols et des Anglais, commandés par sir Arthur Wellesley, depuis lord Wellington.

1810. Les Français forcent le passage de la Sierra-Morena, en Espagne, et s'emparent des provinces de Grenade et d'Andalousie.

Le pape est dépouillé de sa puissance temporelle, et les états de Rome sont réunis à l'empire français.

Mariage de Napoléon avec Marie-Louise d'Autriche.

La mort subite du prince royal de

Suède, imputée au comte de Fersen, cause un soulévement à Stockholm.

Les Anglais s'emparent de l'île de Bourbon.

La ville de Ciudad-Rodrigo se rend à discrétion à l'armée française après un long siége.

Le prince de Ponte-Corvo (Bernadote) est nommé prince royal de Suède.

L'île de France est envahie par une flotte anglaise, et se rend par capitulation.

Un acte du parlement d'Angleterre 1811.
défère au prince de Galles la régence pendant la maladie du roi Georges III.

Les Français évacuent le Portugal.

Ils prennent d'assaut la ville de Tarregone, en Espagne, où la campagne est pour eux une suite de succès dans les différentes provinces.

Les Anglais s'emparent de Batavia, capitale des possessions hollandaises dans les Indes.

La ville de Valence se rend par ca- 1812.
pitulation aux Français.

Le roi de Sicile abdique en faveur de son fils.

Les Anglais s'emparent de Ciudad-Rodrigo.

Traités d'alliance, signés à Paris, entre la France, l'Autriche et la Prusse, qui se garantissent réciproquement l'in-



tégralité de leurs possessions actuelles.

Traité de paix entre la Russie et la Turquie, qui établissent le Pruth pour limite entre les deux empires.

Le congrès des États-Unis d'Amérique déclare la guerre à la Grande-Bretagne.

Nouvelle constitution de la Sicile : un parlement composé de deux chambres, est établi, et la féodalité abolie.

L'empereur de Russie se rend à Wilna et Napoléon à Dresde.

Des négociations entamées entre ces deux souverains, sont infructueuses.

L'empereur des Français annonce, par une proclamation, la guerre à la Russie.

L'armée française, commandée par Napoléon, passe le Niémen sur différens points pour marcher contre la Russie.

L'empereur de Russie adresse une proclamation à ses troupes.

Les Anglais entrent dans Madrid.

Les Français, après avoir éprouvé beaucoup de résistance en s'avançant contre les Russes, s'emparent de Smolensk, et marchent sur Moscou. Cette ville est incendiée. Elle est abandonnée par les Français, dont la retraite est désastreuse.

Napoléon se rend en toute hâte à Pa-

ris, où il arrive le 18 décembre, étant parti de Wilna le 5 du même mois.

Les Russes s'avancent en Allemagne, secondés des Prussiens. Leurs armées respectives se concentrent près de Léipsick. Sur ces entrefaites Napoléon part de Paris pour se mettre à la tête de ses troupes. 1813.

Le 2 mai, les alliés ayant à leur tête l'empereur de Russie et le roi de Prusse, en viennent aux mains avec les Français à Gross-Goërschen, près de Lutzen, où ces derniers abandonnent le champ de bataille.

L'Autriche déclare la guerre à la France.

Les alliés sont battus devant Dresde, et se retirent derrière la chaîne de montagnes qui séparent la Saxe de la Bohême; mais étant rentrés en Saxe, ils forcent Napoléon de se retirer sur Léipsick, où ils remportent une victoire complète : de là ils s'avancent vers le Rhin.

En Espagne, les Français sont obligés de se replier sur leurs frontières; et Wellington gagne pied sur leur territoire.

Les Provinces-Unies des Pays-Bas reprennent leur ancienne indépendance et le prince d'Orange prend les rênes du gouvernement.

1814. Dès le mois de janvier, les Prussiens et les Autrichiens sont en France, les premiers à Nancy et les seconds à Langres.

Des négociations pour la paix sont entamées à Châtillon ; mais elles sont infructueuses.

Un détachement de troupes de Wellington, ayant passé l'Adour, entre dans Bordeaux, qui se déclare pour les Bourbons.

L'armée des alliés, après des actions continuelles, force les Français de se replier; et le 29 mars, elle prend position dans le voisinage de Paris, qui capitule le lendemain, après avoir fait une vive résistance.

Le 31, les alliés entrent dans Paris.

Napoléon, retiré à Fontainebleau, renonce au trône de France pour lui et ses héritiers, et part pour l'île d'Elbe.

Le 3 mai, Louis XVIII fait son entrée solennelle dans Paris où il est reçu avec toutes les marques de la plus grande joie.

Le 30 mai, la paix générale est signée entre la France et les puissances alliées.

La Belgique est réunie aux Provinces-Unies sous la souveraineté de la maison d'Orange.

L'électorat de Hanôvre est érigé en royaume.

La Norwége est cédée à la Suède.

Ferdinand VII, roi d'Espagne, captif en France avec sa famille, rentre dans son royaume.

Le pape, rentré dans Rome, rétablit les Jésuites.

Le roi de Sardaigne est remis en possesion de ses Etats, auxquels Gênes est réuni.

Un traité de paix entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique met fin à la guerre qui existait entre ces deux puissances depuis 1812.

1815. Napoléon part de l'île d'Elbe pour se rendre en France, où un parti puissant l'attend. Les mesures prises pour l'arrêter étant insuffisantes, Louis XVIII et sa cour se rendent à Lille, et ensuite à Gand. Le lendemain de leur départ, Napoléon entre dans Paris, et reprend son titre d'empereur. Instruites de son arrivée en France, les puissances alliées s'engagent à faire marcher contre lui leurs armées respectives. Après plusieurs combats, où de part et d'autre on éprouve des pertes considérables, on en vient aux mains, le 18 juin, à Waterloo, où les alliés sont victorieux : après cette affaire, ils s'avancent sur Paris sans éprouver d'obstacles. Napoléon, de retour le 20, dans cette capitale, signe pour la seconde fois un acte d'abdication, et

s'embarque pour l'île Sainte-Hélène.

Les alliés entrent dans Paris, où Louis XVIII ne tarde pas à se rendre et à rétablir les choses telles qu'elles existaient avant son départ.

En Italie, l'ex-roi de Naples, Murat, est pris dans la Calabre où il voulait exciter un soulévement, et fusillé avec ses compagnons

Le prince d'Orange est proclamé roi des Pays-Bas.

Traité définitif de Paris entre la France et les alliés.

Fin de la table chronologique.

TABLE

DU SIXIÈME VOLUME.

QUINZIÈME ÉPOQUE.

LIVRE I.

Depuis les traités de Paris et de Hubersbourg, en 1763, jusqu'à la paix conclue en 1783, entre la Grande-Bretagne, la France, l'Espagne et les Etats-Unis d'Amérique.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

LIVRE II.

Depuis la cession de la Crimée à la Russie, depuis 1784, jusqu'au dernier démembrement de la Pologne, en 1795.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

LIVRE III.

Depuis les troubles de France, en 1789, jusqu'à l'établissement du Directoire, en 1795.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

LIVRE IV.

Depuis la campagne de Bonaparte en Italie, en 1796, jusqu'à son couronnement comme empereur des Français, en 1804.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

CHAPITRE VIII.

LIVRE V.

Depuis la coalition formée entre la France, en 1805, jusqu'à la publication de la constitution d'Espagne, par les Cortès, en 1812.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

CHAPITRE V.

CHAPITRE VI.

CHAPITRE VII.

LIVRE VI.

DEPUIS la campagne de Russie, en 1812, jusqu'à l'entrée des Alliés en France, en 1814.

CHAPITRE I.

CHAPITRE II.

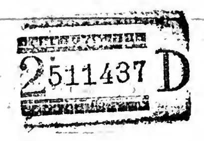
CHAPITRE III.

LIVRE VII.

Depuis l'entrée des Alliés en France, en 1814, jusqu'au traité définitif entre la France et les Alliés, en 1815.


2511437 D




2511437 D



